

PLAIDOYERS

E T

MÉMOIRES

DE M. L... D... M...

---

*TOME PREMIER.*

---

LONDRES.

M DCC LXX

PLAIDOYERS

ET

MÉMOIRES

DE M. D... M...



TOMMY REMIER.

PLAIDOYERS

E T

MÉMOIRES

D E

M. LOYSEAU DE MAULÉON.

76  
TOME PREMIER.



LONDRES.

M. DCC. LXXX.

PLAIDOYERS

ET

MÉMOIRES

DE

M. LOYSEAU DE MAULÉON.

TOME PREMIER



LONDRES

M DCC LXXX



## AVANT-PROPOS.


DE tous les Orateurs dont le Barreau françois déplore la perte , il n'en est point peut-être qui mérite à plus juste titre ses regrets que le défenseur des Calas. Jamais on ne porta à un plus haut degré la sublimité des idées , & la simplicité des expressions ; la noblesse d'une marche lumineuse , la clarté du récit , & l'enchaînement des moyens. Tout ce que nos modernes mettent de force dans les mots , il l'avoit dans les pensées ; & pénétrait droit au cœur , là où ceux-ci n'affectent que les oreilles & l'entendement. Quel tableau que le Plaidoyer des Calas ! Quel chef-d'œuvre que le Mémoire de M. de Portes.... ?

L'éloquence de M. Loyseau de Mauléon , ne s'écarte jamais du genre qu'il traite ; il paroît ne se servir des mots que pour le besoin de son idée : familiarisé avec les pensées grandes & élevées , il les

## VI *AVANT-PROPOS.*

exprime sans orgueil & sans effort ; il monte sans enflure , descend sans bassesse , & ne tombe jamais. Ses Plaidoyers plaisent encore plus à la dixieme lecture qu'à la premiere , c'est la pierre de touche des bons ouvrages ; ceux qui ont ce mérite , portent le cachet de l'immortalité.

Son style est correct , l'élégance s'y allie avec la force ; son pinceau embellit tout ce qu'il touche , mais sa parure n'a pas la moindre apparence de luxe ; ses graces sont naturelles ; tout brille sans être mis pour briller ; & si l'on ne peut rien ajouter qui ne soit superflu , on ne peut rien retrancher qui ne soit nécessaire. Plus fort de la logique du cœur que de celle des argumens ; ce n'est pas toujours parce qu'il a de l'éloquence qu'on l'admire , c'est souvent parce qu'il n'en a pas. Tout annonce dans ses Ecrits une sensibilité qui part du cœur ; une abondance bien ménagée , & une richesse sans faste ; on y apperçoit plutôt le fruit , que l'étalage de l'érudition : savant comme un Avocat doit l'être ; s'il fut toujours sobre de citations & fort de preuves , c'est



## AVANT-PROPOS. VII

qu'il savoit que ceux qui citent sans cesse ne feront jamais cités.

C'est par une suite des grandes idées qu'il s'étoit faites de sa profession qu'il ne se chargea que de Causes justes ou qu'il croyoit telles. Une autre raison de sa force, c'est qu'il ne défendoit une cause honnête que par des moyens honnêtes. Aussi étoit-ce dans la persuasion intime qu'il puisoit ces traits lumineux, ce noble ton d'indépendance, & cette énergie qui ébranla toujours l'ame de ses auditeurs.

Ce qui caractérise particulièrement ses ouvrages, ce sont non-seulement ces abandons heureux auxquels il se livroit quelquefois, & dans lesquels il est aussi dangereux de l'imiter que difficile de réussir; mais c'est sur-tout la beauté de sa morale dont il trouvoit la source dans son cœur. Pour en apprécier la pureté & pour donner une juste idée de ses qualités sociales, il suffiroit de consigner ici la liste peu nombreuse, mais respectable de ses amis: nous avons mêlé nos regrets aux leurs, & nous avons déploré au milieu d'eux cette ame vive & expansive, qui, le

## VIII AVANT-PROPOS.

livrant sans réserve à toutes les belles impressions du cœur, l'en avoient rendu la victime, en répandant quelque amertume sur les derniers momens de sa vie.

Rien n'honore davantage la cendre des grands hommes que les larmes de leurs semblables & de leurs contemporains. Le trait suivant fera juger du degré d'estime dont M. de Mauléon jouissoit dans le cœur du vertueux Rousseau. Ce dernier en se promenant un jour, passa près de la maison de campagne qu'habitoit alors l'Avocat des Calas, & qui avoit été autrefois la demeure de Bossuet. *Une pareille succession de grands hommes ennoblit bien mieux cette maison*, dit Jean-Jacques en la montrant du doigt, *que toutes les patentes à cachet rouge.*

Non-seulement M. Loyseau ne courut point après la fortune, mais on assure qu'il porta le désintéressement jusqu'à n'être jamais parvenu à distinguer la valeur des especes. C'est ainsi qu'il traita avec la gloire qui couroit au devant de lui sans qu'il la cherchât. Aussi dédaigna-t-il toujours de se

## AVANT-PROPOS. IX

se lier avec ceux qui s'en croient les dispensateurs en distribuant des places & des éloges. Celui de M. Loyseau est dans le sanctuaire des ames honnêtes.

Il n'est pas besoin sans doute de recommander ce précieux modele aux jeunes Avocats & aux Orateurs de tous les genres; ils peuvent juger de leur goût par le plaisir qu'ils prendront à sa lecture. Puisse-t-elle faire couler dans leurs veines le feu salutaire de l'émulation...?





# TABLE DES PIÈCES

*Contenues dans le Tome premier.*

✓ PLAIDOYER pour JOSEPH J. FR. ELIE LEVI.	pag. 1.
Replique.	38.
Mémoire pour le Sr. SIMON DE MASSEMONT.	85.
Plaidoyer pour le Sieur SIMONNET.	99.
✓ Mémoire pour le Marquis DES BROSSES.	126.
Réponse pour le Marquis DES BROSSES.	191.
✓ Plaidoyer pour PILLERON.	252.
Plaidoyer pour la Veuve MUGUET.	280.
Replique.	300.
Mémoire pour le Sieur DUMONTET.	338.
Mémoire pour le Sieur DAIX.	401.



# PLAIDOYER

POUR JOSEPH - JEAN - FRANÇOIS - ELIE  
LEVI , ci - devant BORACH LEVI , Ap-  
pellant comme d'abus:

*CONTRE M. l'Evêque de Soissons ,  
Pair de France , Intimé.*



MESSIEURS,

**L**ORSQUE deux Infidèles se sont mariés sous  
une Loi qui autorisoit le divorce , si l'un des  
deux a embrassé la Religion Chrétienne , & que  
celui qui est resté dans les ténèbres ne veuille  
plus , par haine pour la vraie Religion , de-  
meurer avec le nouveau Converti , celui - ci ,  
ainsi abandonné , pourra-t-il ou ne pourra-t-il

*Tome I.*



pas prendre une autre épouse dans l'Eglise ? Telle est l'importante question sur laquelle vous avez à prononcer.

Cette Cause, Messieurs, s'étoit déjà présentée devant vous : des Objets d'un autre ordre en ont interrompu le cours ; permettez-moi de le suspendre encore quelques momens pour rendre un hommage public au Magistrat ( *a* ) que nous perdons.

Le Sanctuaire qui nous rassemble a déjà retenti plus d'une fois avant sa retraite , des éloges qu'il méritoit. Il me semble entendre encore toutes les voix le féliciter à l'envi sur le zèle qui animoit, pour le bien de l'Etat , & les démarches que lui prescrivait son rang , & les discours dont il étoit le digne organe ; sur son grand art à porter noblement à son Maître les vœux & la fidélité de cette auguste Compagnie ; sur ces témoignages si touchans de reconnoissance & d'amour que le Public s'empressoit de lui rendre ; car les honneurs que d'ordinaire le mérite n'obtient que de la seule postérité , ont été comme avancés pour lui : on l'a rendu le témoin de sa propre gloire , & nul autre grand homme n'a plus promptement recueilli la récompense de ses succès.

Mais , Messieurs , les qualités qu'il réunit offrent un champ si vaste , que , sans toucher à celles que tant de bouches ont déjà célébrées ,

---

( *a* ) M. de Meaupou , ancien Premier Président.

il est facile d'en admirer bien d'autres. Que dirai-je de son application, de son exactitude, de son travail infatigable, de son affabilité, de cette aimable sérénité, qui, conservée dans les temps les moins calmes, caractérisoit parfaitement la grandeur de son ame? Que dirai-je de cette éloquence du moment, qui, aussi supérieure à la préparation, que la nature est supérieure à l'art, donne à celui qui la possède un empire d'autant plus absolu sur les autres, qu'il est le fruit de celui qu'on a sur soi-même.

Plus tous ces avantages rendoient précieuse sa santé, moins son zèle lui laissoit prendre de ménagemens & de soins. Une infirmité douloureuse qui le tourmente depuis bien des années, n'avoit paru respecter quelque temps l'importance de ses fonctions, que parce qu'emporté par l'excès même de son ardeur, l'activité suspendoit ses douleurs, le courage suppléoit à ses forces. Cédant enfin à de longues fatigues, & affoibli par des travaux pénibles qui lui rendent le repos nécessaire, il va jouir au sein d'une retraite douce & tranquille de la réputation que ses talens & ses vertus lui ont acquise.

Mais, Messieurs, pour calmer nos regrets, portons les yeux sur la place que ce Magistrat occupoit : quel est le Successeur (b) qui la remplit?

Son nom seul rappelle à tous les cœurs cet

---

(b) M. Molé, Premier Président actuel.

homme célèbre , qui , rassemblant toutes les vertus du Magistrat & du Héros , toujours ferme dans les agitations d'une dangereuse minorité , inébranlable , au sein des troubles d'une Régence tumultueuse opposoit dans ces temps incertains de paix & de ruptures , d'exils & de rappels , sa conscience aux malheurs , & aux orages son intrépidité.

Mais ce n'est pas , Monsieur , la paix que l'un de vos Ancêtres ramena dans ce Sénat illustre qui vous attire nos hommages. Digne héritier de son mérite , ainsi que de son rang , vous marchez aujourd'hui sur ses traces ; & comme les Orateurs qui exprimoient alors à ce grand Magistrat les sentimens de toute la Patrie , ne cherchoient point dans les fastes de sa maison des traits flatteurs , mais étrangers à sa personne , de même qu'ils n'avoient point recours aux exploits de ses aïeux lorsqu'ils chassèrent , sous Charles VII , les ennemis de nos frontieres ; nous puisons aujourd'hui , Monsieur , nos éloges dans vos services , dans vos vertus.

Nous admirons cette droiture exacte , cette intégrité scrupuleuse , cette précieuse sincérité , cet esprit d'ordre & de sagesse , ce cœur exempt de préventions & de passions , cet amour incorruptible pour la justice & pour la vérité , qui , éclairé par des lumieres sûres , & tempéré par une bonté noble , forme le caractère du vrai Magistrat & le vôtre. Une main aussi digne du choix que le Prince en a fait , saura peser avec justesse les intérêts de ses Sujets. C'est par-là qu'environné du lustre dont vos peres ont brillé

## ET MÉMOIRES.

sur le Siege où vous êtes , à cet éclat héréditaire vous joignez une gloire personnelle, vous ajoutez à ce patrimoine d'honneur votre propre réputation.

Il est heureux pour moi d'avoir à défendre aujourd'hui une cause dont l'importance réponde à la solennité de cette première audience. C'est une cause qui touche également les droits qu'assurent de concert à un nouveau Fidèle & la Religion & l'Etat. Tout l'Univers connoît, Messieurs, votre zèle dans ces sortes d'affaires, & tandis que le citoyen attendri en recueille les fruits avec reconnoissance, les Nations étrangères en suivent les progrès avec admiration.

Je soutiens qu'un Néophyte, abandonné par sa femme toujours Infidelle, acquiert par cette désertion le droit de prendre une autre épouse dans la Religion Catholique.

Ce n'est pas, Messieurs, que je ne sache combien le mariage en lui-même doit être solide & permanent sous quelque Loi qu'il ait été formé : que c'est par-tout une alliance durable, que le vœu des contractans, le repos des familles, l'intérêt des enfans, le bien de la société exigent que l'on respecte comme une alliance de toute la vie. Ces Nations même qui permettent de le dissoudre ne l'ont pas envisagé d'un autre œil ; & lorsque les Romains autorisoient par leurs Loix le divorce, ils n'en définissoient pas moins le mariage *une société individuelle.*

Mais si ces Peuples Infidèles, qui ont porté la sagesse des Loix aussi loin que la seule raison

le pouvoit faire, ont considéré le mariage comme indissoluble dans son but & dans l'intention des Parties, c'est-à-dire, *inspecto voto*, pour parler leur langage; il étoit réservé à un Législateur d'un autre ordre de le sceller du sceau d'une individuité si parfaite, qu'il ne pût être jamais rompu par aucun autre événement que par la mort.

Si donc cette indissolubilité entière & absolue a pris sa source dans les dogmes de notre Religion, gardons-nous bien d'étendre ce caractère tout chrétien à des nœuds contractés dans l'erreur, & craignons que par une application fautive de principes vrais en eux-mêmes, notre zèle mal-entendu ne retranche plus à l'Eglise, qu'il ne lui donne en voulant la servir.

C'est donc elle-même, c'est sa doctrine qu'il faut consulter sur ce point; aussi, Messieurs, c'est dans son sein qu'Elie Levi va chercher sa défense.

Il ne vient point vous dire que son mariage ayant été formé loin d'elle, & sous une Loi qui permet le divorce, c'est un simple contrat étranger à l'Eglise, sur lequel elle ne prononce point, qui ne touche qu'à l'ordre civil, en un mot, un contrat ordinaire, auquel il faut laisser ses conditions & sa nature.

Quand ces moyens seroient solides & bien fondés, ils paroîtroient toujours suspects dans la bouche d'un nouveau Converti: il sembleroit que peu docile aux usages qui s'observent dans la Loi qu'il vient d'embrasser, il les évite

& les récuse pour reclamer les privileges que lui donnoit sa Synagogue.

Ce n'est donc point , encore une fois , Messieurs , dans les pratiques du Judaïsme qu'Elie Levi retourne chercher sa défense ; il la puisera toute entiere dans la discipline de l'Eglise dont il respecte aujourd'hui les maximes.

## F A I T.

Joseph-Jean-François-Elie Levi , ci-devant appelé Borach Levi , Juif de naissance , originaire de Haguenau en Alsace , a été baptisé , le 10 Août 1752 , sur la Paroisse de Montmagny dans le Diocèse de Paris.

Son Baptême le rendit un objet d'averfion pour Mandel-Cerf , sa femme , Juive & native de la même ville ; & quoiqu'elle en eût deux enfans , elle ne voulut plus demeurer avec lui.

Elie Levi lui fit d'abord les instances les plus pressantes pour l'engager à ne le point quitter ; mais voyant qu'il ne pouvoit rien obtenir , il s'est trouvé forcé de constater juridiquement son refus. Il lui a fait faire , le 13 Mai 1754 , une sommation de venir le rejoindre & d'abjurer la Religion Judaïque , sinon qu'il se pourvoiroit. Mandel a répondu que *résolue de vivre & de mourir dans la Religion dans laquelle elle est née , elle ne vouloit aller joindre le Requérant ; qu'elle le sommoit même de lui envoyer des Lettres de séparation suivant l'usage & les cérémonies des Juifs , pour qu'elle pût passer de son côté à un nouveau mariage avec une personne Juive.*

Mandel ne s'en est pas tenue à sa réponse du 13 Mai ; on voit par un certificat du 15 du Greffier de Haguenau, qu'elle déclara pardevant le Steitmestre de cette ville qu'elle *persistoit & qu'elle ne vouloit point rejoindre son mari.*

Levi ne s'est pas contenté de cette première sommation ; mais se flattant que les refus de sa femme n'étoient si obstinés qu'à cause de la proposition qu'il lui avoit fait d'abjurer elle-même sa Religion, il crut qu'en lui déclarant qu'elle l'exerceroit librement, il leveroit tous les obstacles.

Il lui en fit donc faire une seconde le 22 Octobre 1754, de venir le rejoindre pour vivre & demeurer avec lui dans un libre exercice du Judaïsme, si elle n'aimoit mieux faire abjuration, à l'effet de quoi elle se déclarera dans les vingt-quatre heures, sinon qu'il se pourvoira contr'elle.

Cette seconde sommation eut le même sort que la première, & Mandel-Cerf répondit qu'elle adhéroit à sa première réponse ; que *née dans le Judaïsme elle vouloit y mourir ; qu'elle le sommoit encore de lui envoyer des Lettres de divorce, afin qu'elle pût trouver un époux Juif.*

Levi perdant par-là toute espérance, & effrayé des dangers où l'alloit exposer cette fuite, fut rassuré par la connoissance qu'il avoit des droits que ce refus lui donnoit de passer à de secondes nôces dans sa nouvelle Religion.

Il fit d'abord constater son droit par un certificat du Secrétaire de l'Evêché de Strasbourg, qui atteste que par les Registres du Greffe il paroît que *de tout temps il a été permis, dans le Diocèse de*

Strasbourg, aux Juifs baptisés de se remarier avec des Catholiques, lorsque leurs femmes Juives ont refusé de co-habiter avec eux depuis le Baptême; que cet usage a aussi été constamment reconnu par le Conseil Souverain de Colmar. Ensuite il présenta sa Requête le 18 Octobre 1754 à l'Evêque d'Uranople, Grand-Vicaire & Official de Strasbourg, à l'effet de faire assigner Mandel-Cerf pour voir déclarer son mariage dissous, & qu'il lui fût permis de se pourvoir par mariage en face de l'Eglise Catholique, sauf à Mandel-Cerf à se pourvoir de son côté.

En conséquence assignation donnée le 28 Octobre: & le 7 Novembre Sentence de l'Official, qui, après lui avoir donné acte des sommations par lui faites à sa réponse, a en conséquence déclaré qu'il étoit libre de se pourvoir par mariage en face de l'Eglise, avec une personne de la même Religion.

C'est, Messieurs, dans ces circonstances qu'il jeta les yeux sur Anne Thevard, qui demouroit à Villeneuve-sur-Bellot, dans le Diocèse de Soissons; & Nicolas Thevard pere, ainsi qu'Anne Thevard, lui ayant donné leur consentement par écrit, Levi fit en conséquence signifier au Curé de Villeneuve-sur-Bellot, le 13 Juin 1755, & les sommations adressées à Mandel & les réponses contenant ses refus, & le certificat qui atteste l'usage tant du Diocèse de Strasbourg que du Conseil Souverain de Colmar, & la Sentence de l'Officialité qui confirme encore cet usage, en le déclarant libre de se pourvoir par un second mariage. Puis, en vertu de tous ces titres, il le

somma de faire les publications nécessaires pour parvenir à ce mariage.

Le Curé de Villeneuve ne voulut pas prendre sur lui de remarier Elie Levi sans l'aveu de ses Supérieurs.

Elie Levi le fit donc assigner par-devant l'Official de Soissons, le 30 Juin 1755, pour s'y voir enjoindre de faire les applications qu'il avoit refusées.

Sur cette assignation intervint une premiere Sentence de l'Officialité de Soissons, qui déclare Elie Levi non-recevable, quant à présent, dans sa demande.

Levi, qui s'étoit mis en regle sur tous les points qu'il avoit à remplir, qui avoit joint à tous les titres dont je vous ai parlé le certificat du Curé de Villeneuve, prouvant qu'il demeurait sur sa paroisse depuis plus de quatorze mois, crut que le motif de la Sentence étoit que le délai porté par les sommations faites à Mandel-Cerf, avoit paru trop bref.

Pour lever ce dernier obstacle, il crut devoir faire une troisieme sommation à sa femme, telle que l'Official de Soissons sembloit l'attendre par sa Sentence pour rendre à Levi tous ses droits.

Cette sommation fut faite le 15 Octobre 1755: & le 17 Janvier 1756 il présenta une nouvelle Requête à l'Official de Soissons, par laquelle il demandoit qu'ayant maintenant satisfait à tout ce qu'on exigeoit de lui, il fût passé outre par l'Official au mariage qu'il vouloit faire, en observant les regles prescrites par le Rituel du Diocèse.

C'est, Messieurs, sur cette Requête qu'est intervenue la Sentence de l'Official de Soissons, du 5 Février 1756, qui le déclare *non-recevable dans sa demande*, & dont il est aujourd'hui appelant comme d'abus devant vous.

Il soutient qu'un Juif converti, qui est abandonné par sa femme non-convertie, trouve dans la fuite de cette femme, le droit de prendre une autre épouse dans la Religion Catholique.

Si cette proposition est consacrée par la discipline de l'Eglise & par les constitutions canoniques dont les Ordonnances de nos Rois prescrivent l'exécution, il est incontestable que la Sentence qui l'aura alors dépouillé d'un droit certain, est abusive.

Voici donc le plan bien simple de la défense d'Elie Levi.

Je vous montrerai d'abord que le droit dont il veut faire usage est établi sur l'autorité & sur la discipline constante de l'Eglise, qui, depuis Saint Paul jusqu'à présent, a toujours maintenu les nouveaux Convertis dans la possession de ce droit.

Je vous ferai voir ensuite que cette discipline, non interrompue & fondée sur la doctrine infaillible de l'Eglise, est en même temps appuyée sur les motifs les plus lumineux, les plus satisfaisans.

Ainsi, Messieurs, vous verrez en premier lieu, que tel est l'usage dans l'Eglise; en second lieu, quelles sont les raisons de cet usage.

PREMIERE PARTIE.

Je dis d'abord que l'usage de l'Eglise est de permettre à un Infidèle converti, que sa femme toujours Infidelle abandonne, de contracter un nouveau mariage avec une femme Chrétienne.

L'Official de Soissons n'avoit, pour s'en convaincre, qu'à ouvrir son propre Rituel. Il auroit lû, à la page 271, Partie premiere, ces mots-ci : *L'Apôtre enseigne, que les mariages des Infidèles sont légitimes; qu'un Infidèle qui se convertit peut & doit même demeurer avec sa femme qui persévère dans l'infidélité & qui consent d'habiter avec lui, & de même la femme avec son mari; mais si l'Infidèle se sépare, le Fidèle a droit de se séparer aussi, & on permet même à un Fidèle, ainsi abandonné par la Partie Infidelle, DE SE REMARIER A UNE AUTRE.*

Voilà, le croira-t-on? voilà les termes du Rituel même de Soissons. C'est le Rituel de son propre Evêque qui apprenoit à l'Official de Soissons quelle étoit sur ce point la doctrine de l'Eglise. Ce Rituel ajoute même que l'Eglise n'a fait, par cet usage, que consacrer ce que l'Apôtre enseigne sur cette matiere.

Et en effet, Saint Paul écrivant aux Chrétiens de Corinthe, parle d'abord à deux époux Chrétiens.

« Quand deux Chrétiens, dit-il, (c) sont unis

---

(c) Premiere Epître aux Corinth. Chap. 7, Vers. 10 & 11.

» par les liens du mariage, ce n'est point moi,  
 » c'est le Seigneur qui ordonne à la femme de ne  
 » point quitter son mari; si elle le fait, qu'elle  
 » ne se remarie point, mais que plutôt elle se  
 » réconcilie avec lui; que de même le mari ne  
 » quitte point sa femme; le précepte est commun  
 » pour tous les deux. »

Il s'adresse ensuite aux époux dont l'un est converti, & l'autre ne l'est pas.

« Quant à ceux qui ne sont pas l'un & l'autre  
 » Chrétiens (d), ce n'est point le Seigneur, mais  
 » c'est moi qui leur dis: Si un Chrétien a une  
 » femme Infidelle, & qu'elle consente d'habiter  
 » avec lui (e), qu'il ne renvoie point sa femme;  
 » car un époux Chrétien sanctifie une épouse  
 » Infidelle, ainsi qu'un mari Infidèle se sanctifie  
 » avec une épouse Chrétienne, *sanctificatus est*  
 » *enim vir Infidelis per mulierem Fidelem, & sancti-*  
 » *ficata est mulier Infidelis per virum fidelem.*

» Mais si l'épouse Infidelle quitte l'époux Fi-  
 » dèle (f), que celui-ci l'abandonne à son tour;  
 » car un Chrétien ne doit point être assujetti à  
 » un esclavage de cette nature: *Quod si Infidelis*  
 » *discedit, discedat, non est enim servituti sub-*  
 » *jectus frater vel soror in hujusmodi.* »

L'Apôtre ordonne donc à deux époux unis dans le sein de l'Eglise de ne se point quitter, ou du moins s'ils se quittent, de ne point se

---

(d) Première Epître aux Corinth. Ch. 7, Vers. 12 & suiv.

(e) Ibid. Vers. 14.

(f) Ibid. Vers. 15.

marier à d'autres, mais de chercher plutôt à se réunir, à se réconcilier. C'est le Seigneur, dit-il, c'est Jesus-Christ qui veut que le mariage, revêtu de la grace du Sacrement qu'il institue devienne indissoluble, & que deux époux liés par des nœuds aussi saints, ne puissent les rompre en aucun cas.

Mais lorsqu'un mariage a été fait hors de l'Eglise, que deux Infidèles l'ont formé, que la grace du Sacrement n'a point sanctifié cette union; si l'un des deux s'est converti, & que l'autre persiste dans l'infidélité; l'Apôtre, malgré la différence de Religion qui est entr'eux, respecte leur mariage, il leur conseille de demeurer unis; une pareille union pourra, dit-il, sanctifier l'Infidèle. Mais si celui-ci se sépare, s'il quitte l'époux Fidèle, alors l'Apôtre n'ordonne point au Chrétien qui est abandonné de demeurer dans le célibat, *manere inuptum*, ou de chercher à se réconcilier, *aut reconciliari viro suo*, ainsi qu'il l'avoit ordonné plus haut à deux époux, l'un & l'autre Chrétiens. Au contraire, il lui dit de se séparer à son tour, il lui dit que sa chaîne est brisée, il lui dit qu'un Chrétien n'est point assujetti à une pareille servitude: *Si discedit, discedat, non est enim servituti subjectus frater vel soror in hujusmodi.*

Telles sont, Messieurs, les paroles de l'Apôtre, paroles claires & évidentes qui portent leur sens avec elles-mêmes, & que je rougirois de vouloir expliquer ou étendre, parce que je n'y pourrois toucher, sans leur retrancher quelque chose de leur sagesse & de leur force. Les com-

mentaires que font sur cette Epître les Peres de l'Eglise, seront d'un poids bien autrement considérable ; car vous sentez , Messieurs, qu'une décision donnée par l'Apôtre lui-même , devoit incontestablement faire loi dans l'Eglise & former sa doctrine.

Voici d'abord comment s'exprime Saint Ambroise :

« L'Apôtre satisfait à l'objet que se propose  
 » la Religion Chrétienne , lorsqu'il ordonne que  
 » les Chrétiens ne dissolvent point leurs mariages.  
 » Mais si un Infidèle, par haine pour cette Re-  
 » ligion, se sépare de l'époux fidèle , celui-ci  
 » ne sera point coupable de la rupture du ma-  
 » riage ; car la cause de Dieu est supérieure à  
 » celle du mariage ; le Fidèle n'est point sou-  
 » mis à un esclavage aussi dur ; il ne doit point  
 » respecter une chaîne qui l'attache à un époux,  
 » pour qui l'Auteur du vrai mariage est un objet  
 » d'horreur ; car tout mariage qui n'est point  
 » scellé du sceau de la Divinité n'est point un  
 » mariage ratifié ; aussi l'époux Chrétien que  
 » l'épouse Infidelle abandonne ne commet pas la  
 » plus légère faute EN SE REMARIANT A UNE  
 » AUTRE, & *per hoc non est peccatum si alii se*  
 » *junxerit* ».

Saint Ambroise répète exactement ce que Saint Paul avoit dit avant lui. Frappé des grands motifs qui ont déterminé l'Apôtre, il les développe avec feu , leur donne une force nouvelle : *causa Dei*, dit-il, *major est quàm causa matrimonii*. C'est aussi

ce que nous dit Saint Chrysostôme (g), *melius est ut divellatur matrimonium quàm pietas*, « il vaut » mieux détruire le mariage que la foi du nouveau Converti. Celui-ci, dit Saint Augustin, » plus pénétré d'amour pour un Dieu qui lui » fait tant de graces, que pour une femme Infidelle qui rejette ce même Dieu, sépare & » coupe avec courage un membre qui le scandalise à ce point. » (h) *Plus tenebitur amore divinæ gratiæ quàm carnis uxoriæ, & membrum quod eum scandalizat fortiter amputat.*

Voilà, Messieurs, avec quelle énergie ces Saints Peres soutiennent le texte de l'Apôtre.

Je ne vous parle point de Theophilacte, d'Oecumenius, de Photius, & de tant d'autres, qui tous se réunissent pour rendre un hommage unanime au passage dont il s'agit.

Mais écoutons ce que dira l'Ange de l'Ecole, ce Saint Docteur instruit à celle de tous les Peres & de la Tradition. Voici, Messieurs, comment s'exprime Saint Thomas :

« Si l'Infidelle (i) ne veut point habiter avec » le Converti, sinon pour blasphémer le Dieu » qu'adore celui-ci, ce dernier pourra quitter » l'autre, & contracter mariage avec une seconde » épouse : *Potest alteri per matrimonium copulari.* Puis il se propose à lui-même une objection puisée dans la validité de la première union : mais

(g) Première Epître aux Corinth. Ch. 7 Vers. 15, Homel. 19.

(h) *Lib. de fid. & oper. Cap. 16, N<sup>o</sup>. 28.*

(i) Troisième Part. Suppl. Quest. 59, Art. 5.

il répond « que ce premier mariage n'a point » reçu le même degré de perfection qui appar- » tient à ceux que deux Fidèles forment ensemble ; » & que ceux-ci bien plus parfaits, sont aussi » bien plus fermes & plus solides » : *Dicendum quod matrimonium Infidelium est imperfectum, sed matrimonium Fidelium est perfectum, & ita est firmitus.*

Que de clarté, Messieurs, & quelle précision dans ce dernier Pere de l'Eglise ! & pouvions-nous terminer mieux, que par un suffrage si puissant, tout ce que les Peres ont pensé, ou plutôt, ce qu'ils ont suivi depuis que l'Apôtre a parlé !

Parcourons à présent des suffrages d'un autre ordre, & vous allez voir que les Papes n'ont pas marqué moins d'empressement que les Peres, à marcher sur les pas de l'Apôtre.

Innocent III est le premier des Papes qui ait traité cette matiere. Vous connoissez, Messieurs, le mérite que ce grand Homme joignoit à l'élévation de sa place ; vous savez que lorsqu'il donnoit à l'Eglise des Décisions & des Décrets, on les tenoit non-seulement d'un Pape, mais du Jurisconsulte de son siecle le plus savant.

« Si l'un des époux (k) Infidèles s'est converti » à la Foi Catholique, & que l'autre ne veuille » point habiter avec lui, ou qu'il n'y veuille de- » meurer que pour blasphémer le nom de Dieu, » ou pour entraîner le Fidèle à commettre quel-

---

(k) *Cap. de quanto de Divortiis. Idem Cap. Gaudemus eod. Tit.*

» que péché mortel, alors le Fidèle converti ;  
 » ainsi abandonné, pourra, si bon lui semble,  
 » passer à de secondes nœces. Tel est le sens que  
 » nous présentent ces paroles de l'Apôtre : *Si un*  
 » *Infidèle se sépare, que l'autre s'éloigne à son*  
 » *tour, car le Chrétien n'est point assujéti à un es-*  
 » *clavage aussi rude.* Tel est aussi, poursuit tou-  
 » jours Innocent III, le sens du Canon où il est  
 » dit, *que l'insulte faite au Créateur ROMPT LE*  
 » *LIEN DU MARIAGE à l'égard de celui qui est*  
 » *abandonné* ».

Quelle impression, Messieurs, a produite sur  
 vos esprits l'évidence de cette Décrétale ! N'a-  
 t-on pas droit de s'étonner qu'un point aussi con-  
 stant, aussi clairement décidé, nous soit cepen-  
 dant contesté ? Et c'est en effet aujourd'hui la  
 première contradiction qu'il ait jamais effuyée  
 dans l'Eglise. Car s'il falloit citer tous les Au-  
 teurs qui se joignent à moi pour défendre la vé-  
 rité que je soutiens, je vous fatiguerois, Mes-  
 sieurs, par l'énumération la plus longue des  
 noms les plus connus & les plus estimés. Je  
 compterois le nombre de mes autorités, par le  
 nombre d'Auteurs qui ont traité cette matière.  
 Théologiens, Canonistes, Jurisconsultes, Inter-  
 prètes, tous se rangent de mon côté, tous ré-  
 clament avec un zèle égal, & les Décrétales  
 d'Innocent, & le Texte même de l'Apôtre. Tels  
 sont, Messieurs, Comitolus, Bazile-Pons, San-  
 chez, Silvius, & tant d'autres. Mais, comme il  
 faut choisir dans cette multitude, voici un Com-  
 mentateur bien célèbre, c'est Estius, Théolo-  
 gien connu par la profondeur de ses Ouvrages.

« Puisque Saint Paul, dit Estius (l), affran-  
 » chit dans le cas présent l'époux Fidèle de toute  
 » servitude vis-à-vis de l'épouse Infidelle, c'est  
 » donc avec raison que nous lisons dans le Ca-  
 » non (m) : *Si Infidelis*, qu. 28, ch. 2, dans les  
 » Décrétales de Divortiis, ch. Quanto, & ch.  
 » Gaudemus, que l'Epoux Fidèle peut, si l'Infi-  
 » delle l'a quitté pour quelque'une des causes ex-  
 » primées dans ces Canons, rompre son premier  
 » nœud pour se remarier à une autre; car au-  
 » trement il resteroit soumis à l'esclavage dont  
 » on veut l'affranchir. C'est ainsi, dit toujours  
 » Estius, que les paroles de l'Apôtre ont toujours  
 » été entendues par Saint Ambroise, Saint Chry-  
 » sostôme, Theophilacte, Oecumenius, Pho-  
 » tius; & il ajoute que ce sentiment est consacré  
 » par la pratique des Fidèles, qui est approuvée  
 » par l'Eglise ».

Voilà, Messieurs, ce que dit Estius; voilà,  
 comme il le dit lui-même, ce que pensent tous  
 les Théologiens, ce que pense toute l'Eglise.

Permettez-moi de faire sortir aussi du milieu  
 des Jurisconsultes, un homme instruit & éclairé,  
 qui fera de même le garant de ce qu'ont pensé  
 tous les autres.

D'Héricourt (n), dans ses Loix Ecclesiasti-  
 ques, soutient affirmativement « qu'un Payen,  
 » ou Juif, ou Mahométan qui se convertit, peut,  
 » s'il le juge nécessaire pour son salut, quitter sa

---

(l) Distinct. 39, Art. 7.

(m) Gratien.

(n) Troisième Partie, Chapitre 5, Partie 2, N°. 46.

» femme qui persévère dans son infidélité, & en  
 » prendre une autre ». La raison qu'il en donne,  
 » c'est que, dit-il, il n'y a que le Sacrement qui  
 » rende le mariage indissoluble; d'où il conclut  
 » que celui des Payens qui n'a pas été honoré  
 » de cette dignité, peut être résolu en faveur de  
 » la Partie qui a embrassé la Foi de Jesus-Christ. »

Je sens, Messieurs, qu'il faut donner des bornes à cette liste déjà trop longue d'autorités de toute espece. Je supprimerai donc ce que disent les Catéchismes, comme celui de Montpellier; ce que disent tous les Rituels, comme celui de Soissons même; je supprime & les Conférences de Paris, & tous les noms fameux de nos Canonistes modernes, comme les Gibert, les Duguet, les Lherminier, les Delan, tous livres que j'ai consultés avec soin, & qui présentent tous cette unanimité parfaite, qui est le signe le plus certain pour reconnoître la vérité.

Mais pour rassembler d'un seul mot toutes les forces de ma Cause, c'est un sentiment général enseigné dans l'Ecole, pratiqué dans les Tribunaux, suivi dans tous les diocèses, soutenu par tous les Docteurs, consigné dans les Peres, publié par les Papes; & pour couronner ces suffrages par un autre bien important encore, tel est le sentiment du Souverain Pontife que Dieu maintient aujourd'hui sur le Saint Siege pour le bonheur de la Religion.

« Il est certain, dit-il (o), dans le douzieme

---

(o) Tom. 12, de Syn. Diœces. Lib. 6, Cap. 4, pag. 220, Edit. 1748.

» volume de ses Ouvrages, de *Synodo Dia-*  
» *sana*, que le mariage des Infidèles est rompu  
» par un privilege accordé par Jesus-Christ en  
» faveur de la Foi, & promulgué par l'Apôtre  
» Saint Paul, dans son Epître aux Corinthiens,  
» lorsque l'un des deux ayant embrassé la Reli-  
» gion Chrétienne, l'autre endurci dans l'infidé-  
» lité refuse d'habiter avec le Converti ».

Ainsi, Messieurs, Benoît XIV cite Saint Paul comme l'Auteur de cette vérité. Elle s'est donc étendue depuis Saint Paul jusqu'à ce Chef, qui préside aujourd'hui l'Eglise. Telle est la respectable chaîne de la Tradition que je défends. Par là vous voyez d'un coup - d'œil, un grand Apôtre & le Pontif actuel, qui, placés dans l'ordre des temps à la distance la plus éloignée, tiennent chacun entre leurs mains les deux extrémités de cette chaîne immense.

Pourquoi donc l'Official de Soissons s'est-il efforcé de la rompre? Quel motif l'a pu déterminer à se détourner de la voie que lui montraient & les Certificats & la Sentence de l'Officialité de Strasbourg? Auroit-il craint de s'égarer en suivant une route qui lui étoit tracée par son propre Rituel? Mais ce Rituel n'est que l'écho de ce qu'enseignent toutes les Eglises du Royaume. Sur cet objet il regne entr'elles une harmonie parfaite; au milieu de ce concert universel, la voix de l'Official de Soissons est la seule voix discordante. D'où peut donc naître une résistance aussi neuve, & quelle étrange révolution sa Sentence introduiroit-elle? Sur ces matieres, vous le savez, Messieurs, la plus légère inno-

vation est dangereuse & défendue. Que les hommes, qui sont jaloux d'être inventeurs, aillent porter leurs découvertes dans cet ordre de choses qu'on peut déranger sans scrupule, les Arts ne pourront qu'y gagner, & les Sciences ne s'enrichissent que par l'effort d'un Génie créateur. Mais s'il est grand alors de marcher seul, & de penser d'après soi-même; la vraie grandeur, sur les objets que nous traitons, est d'obéir. Quoi ! un Apôtre aura parlé, les Pères auront répété ses paroles, d'illustres Papes les auront recueillies; respectées par tous les Docteurs, elles formeront l'usage constant de l'Eglise; & un seul homme osera croire, que si cet usage est reçu, c'est un usage à réformer; que c'est à lui à dissiper la nuit qui régnoit depuis tant de siècles, & à nous tracer désormais un nouveau sentier de lumière ?

Ne prêtons cependant point, Messieurs, de pareilles vues à l'Official de Soissons. Digne d'estime par lui-même, il n'a rien fait d'ailleurs que sous les yeux d'un Prélat respectable (p), autant pour le bien général qu'il fait à tous par ses exemples, que pour le bien particulier qu'il fait dans Soissons par son zèle. Mais plus cet illustre Pasteur veille avec soin sur son troupeau, plus il est réservé sur la conduite qu'il lui trace. Ainsi, bien éloigné de tout projet qui pourroit tendre à l'infraction de la Doctrine, mais frappé seulement de cette première idée d'individuïté que présente à l'esprit tout mariage, il aura cru ne

---

(p) M. de Fitz-James.

courir aucun risque en arrêtant d'abord les démarches d'Elie Levi ; persuadé que si, par sa Sentence, son Official avoit eu tort de les suspendre, il vous appartenoit, Messieurs, de le rétablir dans ses droits.

Nous devons respecter sans doute cette réserve de M. l'Evêque de Soissons ; mais en même temps, Messieurs, c'est à vous à faire exécuter la Tradition Apostolique, les Décrétales & les Canons qu'a violés, sans qu'il l'ait voulu, le Jugement qu'il a fait rendre. Car tels sont, comme vous l'avez vu, les garans invincibles du point de Droit que je réclame ; tels sont les fondemens solides sur lesquels Elie Levi a élevé la demande qu'il forme. Ce n'est donc point ici, Messieurs, une de ces questions contestées, que la dispute rend encore plus incertaines, parce que souvent elle les offre sous des couleurs bien différentes de la vérité que l'on cherche. Si cette Cause avoit permis de se livrer aux conjectures, de s'égarer en probabilités, de faire enfin ces raisonnemens ingénieux, si utiles dans le plus grand nombre des Causes : autant je fais paroître d'assurance & de fermeté, autant vous me verriez timide à vous proposer ma défense ; & l'Adversaire (q) plein de talens que l'on m'oppose, me donneroit lieu de tout craindre d'une imagination heureuse, qui embellit tout ce qu'elle touche.

Mais resserrés, heureusement pour moi, dans les bornes étroites que nous prescrivent à tous

---

(q) M. Moreau.

les deux, d'un côté la doctrine, & de l'autre la discipline, nous ne pourrons nous attaquer qu'en face ; & de quelque ornement qu'il ait paré ses armes, dès qu'elles seront venues frapper sur ces textes inébranlables, que sans cesse je leur présenterai, sans que leur éclat m'éblouisse, ce choc, si j'ose ainsi parler, les émoussera sans effort. Car enfin vous le voyez, Messieurs, ce n'est point moi qui défends cette Cause ; je ne suis que l'organe de ce qu'ont dit pour la défendre les Docteurs, les Papes, les Peres & l'Apôtre : & trop heureux d'être l'écho de ces grands hommes, je ne fais que leur prêter ma voix ; mais je croirois trahir le ministère qui m'est confié, si elle trembloit en retraçant des vérités, qu'ils ont eux-mêmes annoncées avec tant de confiance.

Voici donc ce qu'ils enseignent tous : ils soutiennent qu'un Néophyte que sa femme toujours Infidelle abandonne, devient, par cette désertion, libre de prendre une autre épouse dans la Religion Catholique.

Ainsi, Messieurs, dès que les portes de l'Eglise ont été ouvertes à Levi, il n'a pu faire un pas dans son enceinte, que, de quelque côté qu'il y ait promené ses regards, il n'ait rencontré en tous lieux le droit dont il veut faire usage. On veut pourtant le lui ravir : mais c'est à vous, Messieurs, qu'il vient se plaindre. Il vous offre d'une main le Texte de l'Apôtre, les Canons de Gratien, les Décrétales d'Innocent, & l'attestation générale que lui donnent tous les Théologiens ; de l'autre main il vous présente ce bel article de

nos libertés saintes : *que les appellations comme d'abus sont précises , toutes les fois qu'il y a attentat aux saints Décrets & aux Canons reçus en ce Royaume.* Comment donc une Sentence qui leur est aussi directement contraire , pourroit-elle subsister plus long-temps ? C'est à vous , Messieurs , qu'il appartient de maintenir par vos Arrêts leur autorité respectable ; & c'est à nous à nous soumettre à leur autorité , quand vos oracles l'ont confirmée. Ce seul mot doit suffire , & par-là toute ma Cause est plaidée.

## S E C O N D E P A R T I E.

S'il n'est point permis de douter de la sagesse des raisons sur lesquelles l'usage de l'Eglise est fondé , il est permis du moins de les connoître , afin de leur rendre un hommage plus éclairé & plus sincere. Il est sans doute dans notre Religion des vérités impénétrables , & pour lesquelles un Dieu jaloux de notre obéissance , exige de nous que notre cœur lui sacrifie notre raison ; mais il semble que , pour nous rendre ce sacrifice plus facile , il ait exprès environné ses saints Mysteres , de vérités d'un autre genre , qui par leur degré d'évidence , aident l'esprit à se soumettre à celles qu'il ne sauroit comprendre.

Qu'il est aisé de vous prouver , Messieurs , que celle que nous traitons ici , est du nombre de ces dernières , & que ce précieux privilege que nous réclamons aujourd'hui , est une suite nécessaire , & une émanation directe des grands desseins que Dieu lui-même a toujours eus sur le mariage.

Oui, c'est en vous traçant, Messieurs, une esquisse courte & rapide des différentes révolutions arrivées à la Loi des mariages depuis sa premiere origine, que frappés tous de l'ensemble & de l'harmonie qui regne dans les choses de Religion, vous sentirez combien il lui importe que vous mainteniez cette vérité soutenue par l'Eglise : *qu'un nouveau Converti abandonné par sa femme qui persévère obstinément dans ses erreurs, acquiert par la fuite de l'Infidelle, le droit de prendre une épouse Chrétienne.*

## P R E M I E R É T A T.

*État d'Innocence.*

L'homme sorti des mains de Dieu étoit placé dans un état de perfection qui répondoit à la dignité de son Auteur. Il étoit éclairé de Dieu même ; il tenoit immédiatement de lui les leçons de la plus profonde sagesse, & il devint, dès sa naissance, le symbole & l'organe de ses vérités éternelles. Comme son innocence lui assuroit alors un bonheur sans mélange, nulle vicissitude ne pouvoit altérer ou changer les différens états où il entroit pour être heureux. Ainsi Dieu lui avoit donné la vie, & cette vie devoit être sans bornes. Dieu lui donnoit une compagne, & le nœud qui l'attachoit à elle devoit durer toujours. Faits tous les deux pour éprouver dans leur union la plus pure félicité, moins leur chaîne se pouvoit rompre, plus leur bonheur étoit sûr.

Mais, Messieurs, cette union admirable étoit

le signe d'une autre union bien plus parfaite encore. Placé de toute éternité au centre de ses vastes décrets, Dieu avoit disposé dans sa préscience immuable l'alliance indissoluble que son Fils devoit former un jour avec sa véritable épouse; & de même qu'il avoit créé l'homme pour être sa ressemblance & son image, il voulut que l'union de l'homme avec la femme devînt aussi l'image de cette union parfaite de Jésus-Christ avec l'Eglise.

Voilà comment, au milieu des délices qui accompagnoient son mariage, le premier homme annonçoit à sa race un mystère incompréhensible, lorsque rempli de l'Esprit-Saint qui parloit par sa bouche, il s'écria à la vue de la femme : *hoc nunc os de ossibus meis, & caro de carne mea*. Ces paroles toutes divines marquoient tout à la fois les deux principaux caractères qui appartenoint au mariage de nos premiers parens, un caractère d'UNITÉ, un caractère d'INDIVIDUITÉ. Dans sa première institution le mariage ne se pouvoit pas rompre, il n'étoit l'union que de deux : il rassembloit ces deux qualités supérieures qui devoient former l'essence de cette grande union, dont il n'étoit que la figure. En un mot, dans l'état d'innocence le mariage étoit UN, & le mariage étoit INDISSOLUBLE.



P L A I D O Y E R S  
S E C O N D É T A T.*État de nature corrompue.*

Mais après que l'homme eut perdu cette pureté primitive qui constituoit toute la grandeur de son être ; dès que sa chute eut attiré sur lui la vengeance divine, & que la profondeur des Jugemens de Dieu eut puni les enfans d'un crime qu'avoit commis leur pere ; déchu de l'état d'innocence , livré à toute sa foiblesse , l'homme n'eut plus dans ce désordre universel la force d'obéir à ses propres lumieres. Dieu lui avoit laissé, il est vrai , la Loi naturelle pour guide ; mais le péché lui enlevoit jusqu'au courage de s'y soumettre : malheureux de ne pouvoir observer cette Loi , qui , née au-dedans de lui-même & dérivant de la formation de son être , le rappelloit sans cesse , comme malgré lui , à des devoirs qu'il ne pouvoit remplir.

Tel fut l'homme dans son second état, appelé *l'état de nature* , parce qu'en effet c'est celui d'une nature infirme & corrompue , & l'époque funeste de nos premieres fragilités.

Les mariages de ce second état n'étoient pas même une foible image de cette grande alliance que Jesus-Christ devoit former. Contractés tous dans le péché , méritoient-ils de nous représenter encore une union aussi sainte ? Aussi, Messieurs , ce caractère d'unité qui avoit distingué le mariage du premier homme , de ceux que sa postérité devoit contracter après lui , ce caractère mystérieux n'appartenoit plus aux mariages for-

més sous l'état de nature. La polygamie s'étant donc introduite par toute la terre, ceux même d'entre les hommes que Dieu s'étoit choisis pour perpétuer par eux sa croyance & son culte, ne se crurent pas obligés de ne s'unir qu'à une seule épouse. C'est ainsi que Sara prend sa servante Agar & la présente à son mari pour femme : c'est ainsi que Jacob, mari à la fois des deux sœurs, se sert aussi de la même dispense dont Abraham avoit usé. Voilà sans doute une preuve bien forte que le précepte d'unité ne s'appliquoit qu'à l'alliance mystique du premier homme avec sa femme, lorsqu'ils étoient innocens tous les deux. Mais la faute qu'ils ont commise ayant souillé toute leur race, les hommes, sous l'état de nature, ont été dispensés de ce précepte d'unité qui étoit fait pour l'état d'innocence. Et en effet, si la pluralité des femmes avoit été proscrire par la Loi Naturelle, comme alors c'est la plus importante de toutes les vérités, que jamais Dieu ne change rien aux décrets de cette Loi suprême qui n'est autre chose que sa volonté immuable, il faudroit, quel blasphème étrange ! accuser d'adultère ces alliances respectables & saintes qu'avoient formé les Patriarches. Vous voyez donc, Messieurs, que cette Loi positive divine qu'Adam inspiré prononça, mais à laquelle Dieu étoit maître de déroger, a reçu en effet une première dérogation au caractère D'UNITÉ.

Suivons l'homme sous l'état de la Loi écrite, & voyons si sous ce troisième état le second caractère, c'est-à-dire, le caractère D'INDIVIDUITÉ, n'a pas reçu d'exception à son tour.

## TROISIEME ETAT.

*Etat de la Loi écrite.*

Si l'exemple des Patriarches dont nous avons parlé eût contenu les peuples & les eût délivrés de l'empire qu'avoient sur eux leurs passions & leurs sens, alors la raison naturelle & les traditions de leurs peres auroient suffi sans doute pour les bien gouverner. Mais l'ignorance & la corruption s'étant jointes pour ne former de l'Univers qu'un vaste & funeste théâtre des plus honteuses profanations, Dieu, par un reste d'intérêt pour un peuple qu'il avoit autrefois aimé, voulut le préserver du moins de ce torrent de crimes & d'erreurs qui ravageoit toute la terre. Moïse ayant été choisi de Dieu pour recevoir directement de lui les ordres qu'il vouloit donner à son peuple, ce sublime Interprete des volontés divines publioit aux Hebreux de sa part des Loix sages & lumineuses, qui embrassant tout-à-la-fois la Politique & la Religion, regloient par conséquent aussi ce qui concernoit les mariages.

Si Dieu eût fait répéter par Moïse les mêmes paroles qu'il avoit mises dans la bouche du premier homme, & si, en détruisant cette polygamie qui s'étoit répandue sous l'état de nature, il eût rétabli le mariage dans cet éclat original qui lui appartenoit sous l'état d'innocence; alors l'endurcissement des Hebreux leur eût rendu insupportable ce même précepte, qui pourtant n'avoit été fait que pour le bien des deux époux,

lorsqu'ils étoient purs l'un & l'autre. Aussi le  
suprême Législateur eut-il égard à la foiblesse de  
son peuple, & il eut pour lui l'indulgence, non-  
seulement de ne point abolir l'usage reçu de la  
polygamie, mais même de prescrire à Moïse  
qu'il tolérât par sa Loi le Divorce. Ainsi, plutôt  
que de faire une Loi qui eût été violée aussi-tôt  
que reçue, Dieu proportionna ses décrets à l'in-  
firmité d'Israël; & voyant que ce peuple portoit  
un cœur dur & charnel, il trouva digne de sa  
bonté de lui donner des chaînes plus faciles à  
rompre. C'est donc encore une vérité constante,  
que si sous l'état de nature le caractère d'UNITÉ  
fut détruit par la polygamie, le Divorce dé-  
truisit à son tour, sous la Loi écrite, le carac-  
tere d'INDIVIDUITÉ.

#### QUATRIEME ETAT.

##### *Etat de la Loi de grace.*

Enfin, nous voici arrivés à ces jours de bon-  
heur & de grace, où le plus grand des crimes  
expie tous ceux qu'on avoit commis jusqu'alors,  
& où un Dédicé réconcilie l'homme avec Dieu.  
Mais qu'a produit cette réconciliation de l'homme  
avec son Dieu? Elle a produit une seconde  
alliance bien plus parfaite que la première. La  
première n'avoit que des figures, celle-ci n'a  
que des réalités; & c'est cette seconde alliance  
de Jesus-Christ avec les hommes, c'est ce ma-  
riage tout spirituel de Jesus-Christ avec l'Eglise,  
qui sanctifie & qui serre étroitement les nœuds

des mariages que deux Chrétiens forment ensemble. C'est donc cette nouvelle alliance , qui est la consommation du mystere que le mariage du premier homme figuroit ; mais aussi ce mystere une fois accompli rappelle-t-il à la premiere dignité du mariage , tous ceux qui seront faits par les enfans de la nouvelle alliance. Celui qui appartient à cette alliance d'amour , fait qu'il prend son épouse dans le sein de l'Eglise dont ils sont tous deux membres : unis tous deux à cette Eglise qui est elle-même unie à Jesus-Christ , le sang qu'il a versé cimente & bénit leur union. Mais l'épouse de Jesus-Christ est une , & jamais rien ne la séparera ; c'est donc à une épouse unique , c'est par des nœuds indissolubles qu'il faut que deux Chrétiens s'unissent. Que la force , que la durée du lien n'effraye point les enfans de l'Eglise : cette tendre mere aura pour eux une source abondante de graces qui rendra douce leur union : & s'il s'élève quelque nuage qui obscurcisse quelque moment la sérénité de l'alliance , le Sacrement qu'elle leur a conféré les armera d'un saint courage , qui ramenera aussitôt la paix & la tranquillité. Voici donc le mariage rendu sous l'état de la Loi de grace à sa premiere institution ; ces caracteres nobles & grands *d'unité*, *d'individuité*, sont rétablis par l'époux de l'Eglise.

*Application de ces États à l'espece présente.*

Telle est, Messieurs, l'histoire de la Loi des mariages depuis Adam jusques à nous. Mais n'y manque-t-il aucun trait , & tous les cas vous semblent-ils

semblent-ils prévus ? S'il s'agit de deux Infidèles liés ensemble, vous voyez ce qui se fait hors de l'Eglise, ce qui se pratique loin d'elle, pour ces mariages que la grace n'a point scellés. S'il s'agit de deux Chrétiens unis, vous voyez le chemin que l'Eglise vous trace, vous connoissez les caracteres imprimés par la Loi nouvelle.

Mais voici deux époux mariés dans l'infidélité ; & comme l'Esprit souffle où il veut, un seul ouvre les yeux à la lumière, l'autre reste dans les ténèbres ; l'un est pris & l'autre est laissé ; l'un des deux croit à Jesus-Christ, & l'autre ne le veut point connoître. A laquelle de ces deux Loix rapportera-t-on ce mariage ? Appartient-il à la Loi écrite ? Dépend-il de la Loi de grace ? Qu'allez-vous prononcer, Messieurs ; sur cette importante question ? Ce mariage n'a point été fait dans l'Eglise, & hors d'elle le mariage n'est pas indissoluble ; mais l'un des deux époux est entré dans l'Eglise, & l'Eglise rend le mariage de ses enfans individuel. Rompez-vous donc cette union ? La croirez-vous indivisible ? Encore un coup, Messieurs, qu'allez-vous prononcer ?

Ce que l'Apôtre a prononcé lui-même. Si celle qui est encore dans les ténèbres veut bien rester avec celui qu'a éclairé la vérité, un consentement aussi sage vous semble d'abord un premier pas qui fait espérer son retour. L'exemple qu'elle aura sous les yeux prépare un triomphe à la grace. Il faut croire que changée à son tour, elle deviendra aux yeux même de l'Eglise, la digne épouse de celui que l'Eglise a déjà adopté.

Que l'époux converti reste donc avec son épouse infidelle, que cette union peut aussi convertir.

Mais l'Infidelle qui persévère, a-t-elle en horreur son époux converti ? L'a-t-elle abandonné en haine de la Religion qu'il professe ? Alors ce lien affligeant pour l'Eglise, est un lien profane à ses yeux ; elle permet à son nouvel enfant de secouer le joug qui pourroit lui devenir funeste. Hé bien, que ce nœud soit rompu ; que le Fidèle se sépare & s'éloigne, ainsi qu'on l'a quitté lui-même : car un Chrétien n'est point soumis à une pareille servitude. *Non est enim servituti subiectus in hujusmodi.*

C'est ainsi que mettant dans une juste balance les privileges accordés par la Loi écrite sous laquelle l'union a été contractée, & les égards que demande la Loi de grace sous laquelle le Fidèle est entré, vous tirerez de ces deux états réunis deux conséquences, qui, quoique différentes, vont du même pas l'une & l'autre à l'avantage de la Religion. Si la paix regne dans ce mariage malgré la disparité des deux cultes, dans l'espérance que le vrai culte pourra renverser l'autre, il ne faut point commencer par briser un nœud, dans lequel les deux époux pourront se sanctifier tous deux, si l'autre vient à se convertir. Mais si la différence de Religion jette le désordre & le trouble dans ce mariage, & met la foi du Fidèle en péril, alors vous laissez au contrat toute sa dissolubilité ; puisque formé sous la Loi écrite, il n'est point revêtu du caractère d'indivuidité, qui n'est fait que pour la Loi de grace,

Que ce développement heureux des différens

effets que produira sur le mariage la nature des deux Loix combinées pour le plus grand bien de la Foi : que cette sage compensation des avantages qu'elle peut attendre & des risques qu'elle peut courir , nous fait bien sentir tout le prix de la doctrine que je défends !

Peut-on , Messieurs , jeter les yeux sur le tableau que je vous ai tracé des mariages de l'univers , qu'on ne voye à l'instant que le mariage n'est point UN ; n'est point INDISSOLUBLE par la Loi éternelle ; s'il l'eût été , Dieu n'y aurait pas dérogé : que c'est donc par une Loi divine positive qu'il étoit tel dans l'état d'innocence : que d'abord sous la Loi de nature l'UNITÉ du mariage fut détruite par la polygamie , les Patriarches en sont la preuve : qu'ensuite sous la Loi écrite , le divorce que Dieu permit , en détruisit l'INDIVIDUITÉ : que c'est donc la seule Loi de grace qui restitue aux mariages faits dans l'Eglise ces deux éminens caractères , qui , depuis le premier Adam , sont effacés de tout mariage qui n'a pas été contracté dans la foi du second Adam. Ainsi , tout mariage formé hors de la foi de Jesus-Christ peut , dans certains cas , se dissoudre , à moins que l'intérêt de cette même foi ne s'oppose lui-même à la rupture de ce contrat. Si au contraire elle est elle-même intéressée à laisser au contrat sa fragilité ordinaire , rien ne peut s'opposer alors à ce que ce lien soit rompu.

Si donc la foi du Néophyte pouvoit être ébranlée dans cette solitude où l'a réduit la défection de son épouse ; comme son mariage ;

disent les Peres, les Papes & les Docteurs, qui tous parlent d'après l'Apôtre, n'a point été formé dans le sein de l'Eglise; que ce n'est point un mariage parfait, qu'il n'a point été ratifié, *matrimonium imperfectum, matrimonium non ratum*, & qu'il n'a point par sa nature, ce caractère que le Sacrement seul peut donner, alors l'époux que sa femme abandonne peut user de son privilege; le lien qui l'attachoit à elle sera brisé, sera dissous. Voilà, Messieurs, des vérités que tous les Ordres, que tous les membres de l'Eglise publient; voilà des vérités que S. Paul a lui-même enseignées; & si nous remontons plus haut, voilà des vérités qui nous sont annoncées depuis Adam, dans l'Ecriture. C'est donc, Messieurs, la Divinité même, qui, les mettant dans la bouche de son Apôtre, les a placées sur la colonne la plus solide de son Eglise. Mais rangeons autour de sa base ces saints Peres, ces saints Docteurs, S. Ambroise, S. Chrysostôme, S. Thomas, qui, assemblés pour la défendre, sont imités par ces illustres Papes, que suivent à leur tour les plus savans Théologiens: déjà si ferme par elle-même & si bien défendue par eux, quelles attaques pourroit-on lui livrer? C'est ainsi que l'Auteur de toutes choses embrasse autant dans ses conseils les détails que les plans généraux. Voilà comment, en suivant dans ses sources pures les desseins de Dieu sur les hommes, il est facile de découvrir la plus parfaite uniformité dans ses vues.

Sortis de la captivité de l'Egypte, les Hebreux s'effrayerent à la vue des déserts où Moïse

les conduisoit : ils s'adresserent à leur Législateur, & celui-ci les assura que Dieu même combattoit pour eux. Sorti d'une captivité plus funeste, qui est celle de ses erreurs, Elie Levi s'est effrayé de la solitude dangereuse où le réduit la fuite de son épouse : il s'adresse, comme avoient fait les Juifs, aux plus sages Interprètes des Loix : C'est donc à vous, Messieurs, à lui montrer à votre tour, que l'Eglise prend sa défense. Aussi est-ce au milieu de vous qu'il réclame les droits que l'Eglise lui donne ; elle les lui donne par ses canons ; & vous, Messieurs, vous les lui assurez, comme en étant les protecteurs. Devant ainsi toute sa liberté à la concorde du Sacerdoce & de l'Empire, cette concorde sera pour lui le présage le plus heureux de celle qui regnera dans peu entre lui & l'épouse qu'il vient chercher dans le sein de l'Eglise.

Me. LOYSEAU DE MAULEON, *Avocat.*



# REPLIQUE

POUR JOSEPH - JEAN - FRANÇOIS - ELIE  
LEVI , ci - devant BORACH LEVI , Ap-  
pellant comme d'abus.

CONTRE M. l'Evêque de Soissons ,  
*Pair de France , Intimé.*

MESSIEURS,

**I**L sembleroit , à entendre notre adversaire ,  
qu'ayant formé le projet condamnable de porter  
les plus vives atteintes au lien sacré du mariage ,  
j'eusse hazardé dans cette Audience , un systême  
étonnant & nouveau , dont les principes seroient  
aussi contraires à la Nature qu'à la Religion. Je  
ne croyois cependant pas , Messieurs , qu'en met-  
tant sous vos yeux des vérités écrites dans les  
livres où nous puisons dès notre enfance , les  
éléments de la saine doctrine , & qu'ayant pour

garans de ces vérités saintes les plus illustres dépositaires de l'autorité de l'Eglise, on pût me reprocher de suivre avec trop de confiance ces guides sûrs & respectables.

Ce n'étoit point, sans doute, en marchant sur leurs traces que je serois venu renverser les idées reçues par tous les hommes sur le lien du mariage. Cependant quand j'aurois prétendu que tout mariage peut se dissoudre, que l'union des époux est aussi foible, aussi facile à rompre, que leur amour est souvent peu durable & facile à s'éteindre, notre adversaire se feroit-il plus attaché qu'il l'a fait, à établir que le mariage est une alliance indissoluble?

Il a suivi dans le plus grand détail, les différens progrès des opérations de Dieu même, lorsqu'il institua le mariage; il a développé ensuite tous les inconvéniens que sa dissolubilité feroit naître parmi les hommes; mais Messieurs, ces idées qu'il s'est donné tant de peine à démontrer, n'avois-je donc pas commencé ma défense par les présenter avant lui?

J'avois reconnu le premier, que Dieu a créé le mariage pour qu'il fût un, & pour qu'il fût indissoluble; j'avois dit que le bien de la société, l'intérêt des enfans, le repos des familles, le vœu des contractans, que tout enfin le demande & l'exige. On vous a répété, Messieurs, les mêmes maximes avec plus d'art, avec plus d'étendue; mais on n'aura jamais pour elle une soumission plus entière.

Réunissons-nous donc, mon Adversaire &

moi, pour rendre un hommage unanime à la dignité du mariage.

Non, sans doute, ce n'est point de ces rencontres brutales & révoltantes qui reproduisent les animaux, que dépend la naissance des hommes : leur condition est d'un ordre bien supérieur.

Aussi nobles, aussi grands l'un que l'autre, l'homme & la femme regnent tous deux sur la Nature par un esprit fait pour connoître, & par un cœur fait pour aimer. S'ils s'unissent par le mariage, c'est pour transmettre à des êtres comme eux, cet avantage & cet empire, que donnent aux hommes le sentiment & la raison. C'est donc sur la raison & sur l'amour que doit être établie l'union des deux époux, & ce mélange heureux des corps, des esprits & des cœurs procure à leurs enfans le triple bien de vivre, de connoître & d'aimer.

Que cette union est belle qui dérive de principes si purs & qui produit d'aussi puissans effets !

Créée pour la conservation commune, la femme ne fait le bien de tous qu'en formant le bonheur d'un seul ; donc l'unité, l'individuïté sont les deux principaux caractères d'une alliance si étroite & si sage.

Quels respects les parens recevront-ils de leurs enfans ? quelle amitié les peres & meres seront-ils sûrs de leur porter eux-mêmes, si le nœud qui doit réunir tant d'amitié, tant de respects, n'est qu'un fil léger & foible, que le caprice ou l'ennui pourra rompre ?

Enfin, Messieurs, la société entière ne pourra être stable & solide qu'en commençant par affer-

mir & par assurer pour toujours toutes ces unions particulieres, pour que la consistance de chacun de ces nœuds domestiques soit la force de ce lien général, qui rassemble & unit tous les hommes.

Voilà, Messieurs, des vérités constantes, des vérités avouées par la raison, qu'il seroit à souhaiter que toutes les Nations pratiquassent, & auxquelles mon Adversaire & moi nous applaudissons à l'envi.

Mais, Messieurs, ces maximes sont-elles fondées sur ces premiers devoirs, tellement inhérens à l'existence de notre ame, que Dieu lui-même n'en exempté dans aucuns cas? C'est ici, Messieurs, le moment de lever l'équivoque qui a regné sans cesse dans la défense de la Partie adverse.

Il vous a annoncé l'indivuidité du mariage comme faisant partie des décrets de la Loi naturelle.

Je vous l'avoue, Messieurs, lorsque j'ai entendu cette proposition, j'ai senti l'avantage qu'on en tireroit contre moi, si jamais on parvenoit à l'établir.

Si en effet l'indivuidité du mariage a pris sa source dans la Loi naturelle, quelle imprudence fera-ce à moi, quelle témérité de réclamer une dispense à l'une de ces regles inébranlables, prescrites par la Loi naturelle? Car cette Loi si impérieuse & si douce, sortie de notre profond, antérieure à tous raisonnemens humains, par conséquent indépendante de l'autorité des puissances, est-il quelque Législateur qui pût en

changer les décrets? Qui donc dispenserait les hommes de ces premiers principes, qui sont les traits de ressemblance que Dieu lui-même grava dans l'homme, lorsqu'il le fit à son image? Qui les dispenserait de ce droit naturel, dont Dieu lui-même n'a jamais dispensé? Immuables, comme celui qui les a faites, les Loix qui composent ce droit, ne sont que les rapports nécessaires & éternels entre la nature de l'homme & les attributs de son Dieu. Par exemple, Messieurs, pourroit-il, ce Dieu de Justice, permettre à l'homme d'être injuste? Devenu contraire à lui-même, pourroit-il dispenser les hommes de l'amour & du culte que nous lui devons par essence?

Telles sont sans doute les vraies idées que nous avons de la Loi naturelle. Mais l'indivuidité du mariage fait-elle partie des Loix écrites dans ce précieux code? Dérive-t-elle de cette Loi suprême qui détermine les rapports qui sont entre Dieu & les hommes? Notre Adversaire est trop instruit pour le prétendre.

Si, en effet, c'étoit cette Loi naturelle qui eût rendu indissoluble le mariage, il l'auroit établi sans doute, & toute sa cause se fût réduite à ce seul point; puisque la conséquence auroit été certaine, que je n'aurois pu, sans erreur, réclamer la dispense qui nous divise.

Aussi, Messieurs, bien convaincu que cette proposition, que *de droit naturel le mariage est indissoluble*, étoit aussi utile à présenter, qu'impossible à prouver, il a su concilier avec art, son intérêt & la justice.

Orateur aussi adroit que Dialecticien habile,

Il ne s'est jamais défait de ce mot imposant de *droit naturel* qui faisoit tant d'effet dans sa cause ; & toutefois pour obéir à l'esprit de précision qui l'empêchoit de confondre les idées, vous lui avez vu distinguer deux sortes de droits naturels, l'un premier & l'autre secondaire. Plaçant ensuite sous celui-ci l'individuïté du mariage, d'un côté il est convenu que ce droit naturel secondaire étoit susceptible d'exceptions, & de l'autre côté, il s'est ménagé l'avantage que sembloit lui donner l'expression de droit naturel.

Ainsi, à la faveur d'une distinction si utile, il n'a cessé de répéter cette maxime trop générale, que de droit naturel le mariage est indissoluble. Mais, Messieurs, ne nous y trompons pas; cet axiome ne pourroit nuire à l'exception que je réclame, que si on l'entendoit du droit de la première espèce; mais la Partie adverse est obligée de convenir elle-même qu'il ne s'agit ici que du droit naturel *secondaire*, & la distinction qu'il a faite est un hommage qu'il a rendu aux vrais principes. Voici donc ce qu'il nous a dit :

« Il faut distinguer deux sortes de préceptes  
» de droit naturel; les premiers nommés *prima*  
» *jura*, sont ces Loix éternelles qui naissent  
» des rapports immuables; les autres pré-  
» ceptes, nommés *secundaria jura*, naissent des  
» rapports établis de Dieu dans l'ordre de la  
» société. Dieu ne peut dispenser des premiers,  
» il se contrediroit lui-même : mais il peut dis-  
» penser des seconds, parce qu'Auteur de la so-  
» ciété, il peut en régler & changer en certains  
» cas quelques rapports ».

Mais, Messieurs, si Dieu peut dispenser les hommes de *ce droit naturel secondaire*, quelle différence y aura-t-il alors entre ce droit de la seconde espece, & ce que j'appellois une *Loi positive divine*? L'expression de *droit naturel* ne pouvoit être utile à la Partie adverse qu'autant qu'il en auroit conclu que Dieu n'y sauroit déroger; mais il avoue qu'une pareille conséquence ne s'applique qu'à ces premiers préceptes, dont il n'est pas ici question. Que m'importe donc à présent qu'il appelle *droit naturel* ce que j'appelle *Loi positive*, dès qu'il convient que l'effet est le même, que l'exception peut de même avoir lieu, que Dieu enfin peut en exempter quand il veut. Et, en effet, ma Loi divine positive a tous les mêmes caracteres que votre droit naturel secondaire. Elle commence de même avec le monde, Dieu a de même l'intention de la faire observer toujours, seulement il est maître de déroger à tous les deux, lorsqu'un plus grand bien le demande. Qu'Adam ait donc été l'écho d'une Loi divine positive, ou d'un droit naturel secondaire, ne soyons plus divisés sur les termes, dès que le sens est fixé entre nous; je vous laisse le nom, si vous voulez, dès que vous me cédez la chose; il s'agira seulement d'avertir que, quand vous prononcez cette maxime éblouissante que *de droit naturel le mariage est indissoluble*, vous entendez qu'il est indissoluble d'un droit naturel secondaire & susceptible de dispense.

Pour se convaincre que la Partie adverse ne pouvoit pas lui donner d'autre sens, il n'étoit

pas nécessaire d'attendre qu'il l'eût développé lui-même : il suffisoit d'avoir fait attention au partage de sa défense ; ce partage, Messieurs, l'avoit déjà clairement annoncé.

Premièrement, nous a-t-il dit, le mariage est indissoluble par le droit naturel.

Secondement, Levi n'est point dans un cas qu'il soit possible d'excepter.

Mais, Messieurs, si, lorsqu'il nous a dit dans sa premiere Proposition, que de droit naturel le mariage est indissoluble, il eût voulu parler de ce premier droit naturel contre lequel jamais nulle exception n'a lieu, qu'auroit-il eu besoin d'en joindre une seconde pour prouver que Levi n'étoit point dans un cas qu'il fût possible d'excepter ? Et si l'intérêt de sa cause l'a forcé d'ajouter ce second membre, tout relatif à l'exception dont il s'agit, n'étoit-ce pas une preuve complete que le premier ne touchoit point à ce premier droit naturel, qui n'en admet jamais aucune ?

Ainsi, Messieurs, les deux points de la division qu'il a faite, rapprochés l'un de l'autre & pesés avec soin, nous préparoient déjà l'aveu indispensable qu'il nous a fait, que l'individuité du mariage n'appartenoit qu'au droit naturel secondaire ; mais il est encore convenu que ce droit naturel secondaire étoit susceptible d'exceptions : donc la premiere Partie de sa défense n'a prouvé toute entiere autre chose, sinon qu'il est possible que la Loi du mariage reçoive quelquefois des dispenses.

A quoi donc se réduit notre Cause ? Nous

convenons de part & d'autre que les exceptions sont possibles ; il s'agit donc uniquement de savoir si l'exception a lieu dans ce cas-ci ; tout le réduit, je le répète , à votre seconde Proposition, Levi est-il ou n'est-il pas dans un cas qui fasse exception ? Enfin, Messieurs, nous voici rentrés dans la Cause.

Je vais actuellement, Messieurs, réfuter & détruire le second membre de leur défense. Permettez ce ton de confiance ; il est bien dû aux vérités que je défends.

D'abord, Messieurs, ne perdez point de vue le véritable, l'unique point.

Si l'un de deux Infidèles liés ensemble, à embrassé la Religion Chrétienne, & que celui qui est encore dans les ténèbres ne veuille plus, par haine pour la vraie Religion, demeurer avec le nouveau Converti, celui-ci ainsi abandonné ne pourra-t-il pas prendre une autre épouse dans l'Eglise ? telle est exactement l'espece.

Je soutiens qu'il le pourra ; que le refus de l'Infidèle en donne le droit au Néophyte ; & si la regle rend le mariage indissoluble, je soutiens que l'espece présente est un cas d'exception à la regle. Il s'agit donc uniquement de démontrer que l'exception a lieu dans ce cas-ci.

Je n'irai point, avant de le prouver, employer plusieurs Audiences à établir la regle : nous sommes d'accord encore une fois sur elle. Mais je commence, avant de le prouver, par remettre sous les yeux de la Cour une observation préalable, que sans doute Elle-même aura faite : c'est que ce sont nos Parties adverses au

contraire, qui de toutes les autorités qu'ils rapportent, n'en présentent presque aucune qui n'aille uniquement à l'appui d'une règle, que je n'ai garde de contester; tandis que pas une n'attaque l'exception qui seule nous divise.

Cette remarque bien importante vous explique déjà, Messieurs, par quelle raison vous avez vu citer les mêmes Auteurs des deux côtés: c'est que prenant chacun dans les mêmes livres, des endroits différens, nos Adversaires vous les ont lus sur les articles qui concernoient la règle, tandis que je vous les ai lus sur l'exception qui fait la Cause.

Que le Concile de Trente, que les Conférences de Paris, que Saint Thomas aient soutenu l'indissolution du mariage, ils n'ont dit que ce qu'ils ont dû dire, que ce que j'avois dit aussi dans les hommages que j'ai rendus à ce principe. Mais lorsqu'ils nous apprennent qu'il est un cas où ce principe cede à une exception reconnue, que ce cas est celui du refus fait par l'Infidèle d'habiter avec le Converti, & quand ce cas enfin forme précisément l'espece; je demande lequel des Défenseurs a droit de les citer pour lui, de celui qui les réclame sur la règle, ou de celui qui les réclame sur l'exception? Ne vous flattez donc point d'avoir détruit par-là l'impression que des suffrages aussi forts ont fait sur l'esprit de nos Juges. L'esprit ne se rend point aux mots; il faut des choses pour le convaincre. Envain les mêmes noms ont retenti de part & d'autre; on ne conclura point que ces Auteurs se soient contredits, parce que deux Adversaires les ont chacun cités

pour eux ; mais on pefera ce que vous & moi leur faisons dire : on verra que vous les faites s'expliquer fur la regle , tandis que je les cite fur l'exception ; & comme il n'eft queftion ici que de l'exception à la regle , vos recherches paroîtront étrangères , quand les miennes feront fuivies.

Tel eft , Messieurs , un premier réfultat de l'examen fcrupuleux que j'ai fait des autorités différentes dont on s'eft fervi contre moi ; mais des exemples vous feront juger par vous-mêmes de cette efpece de change , que les Parties adverfes vous ont donné fur l'objet de la caufe.

Nos Adverfaires citent ces paroles du Concile de Trente :

*Matrimonii perpetuum indiffolubilemque nexum primus humani generis parens Divini Spiritûs instinctu pronuntiavit.*

Voilà la regle : règle , fi vous vous le rappelez , Messieurs , que j'avois auffi trouvée , en commençant , dans ces mêmes paroles de l'Esprit-Saint , qu'Adam inspiré prononça.

Mais ce Concile reconnoît lui-même enfuite dans son fixieme Canon , par une efpece bien précife , qu'il peut y avoir des exceptions à cette regle. Quoi qu'il en foit , vous voyez toujours que le Concile de Trente ne parle que de la regle , dans le texte qu'ils nous oppofent.

Ils citent Saint Thomas dans le fupplément , queft. 67 , art. 1. où il dit en général « que fi » le lien du mariage fe peut rompre , les enfans » communs feront expofés à demeurer fans éducation & fans établiffement ».

Voilà

Voilà encore la règle bien présentée ; mais voyons ce que dit ce saint Docteur sur l'exception.

Si l'Infidelle, dit Saint Thomas, *ne veut point* » habiter avec le Converti, ce dernier pourra » quitter l'autre, ET SE REMARIER A UNE » AUTRE, *potest alteri per matrimonium copulari.*

Ils citent les Conférences de Paris, Liv. 6. Confer. 3, § 1, où il est dit que le mariage est indissoluble de droit naturel.

Voilà toujours la règle bien établie ; mais voyons encore l'exception.

Au § 9 de la même Conférence il est dit, « que » les mariages des Infidèles peuvent être dissous, » & que le Néophyte *se peut remarier*, lorsque » la partie infidelle *ne veut point* habiter avec » celle qui s'est convertie.

Voilà, Messieurs, assez d'exemples des citations du premier genre, c'est-à-dire, de celles qu'ils puisent sur la règle, dans les mêmes Livres où j'avois puisé l'exception.

Passons actuellement à un second genre de citations, c'est-à-dire, à celles qui parlent de certains cas où l'exception ne doit point être admise. Car je ne prétends pas que leurs autorités ne tendent indistinctement toutes qu'à établir la règle sur l'indissolubilité. J'avoue que quelques-unes traitent des cas, pour lesquels l'exception n'a pas lieu. Mais je soutiens qu'aucun de ces cas n'est le nôtre, qu'aucun ne touche à la question présente ; & si leurs premières citations n'ont pu me nuire, en établissant une règle que

je n'ai jamais disputée, celles-ci ne me nuiront pas davantage, en refusant l'exception à des cas qui n'ont aucun rapport au nôtre.

Il vous faut, Messieurs, des exemples. Ils citent Saint Ambroise sur ces paroles :

*Per Baptismum diluuntur peccata, non conjugia.*

Voilà donc Saint Ambroise qui décide que le Baptême n'est point un cas d'exception à la règle. Saint Paul l'avoit dit avant lui : il avoit défendu au nouveau Converti de renvoyer son épouse Infidelle, si elle vouloit demeurer avec lui.

Mais nous sommes ici dans l'espece d'un Infidèle qui se sépare, *si Infidelis discedit*, & que dit alors Saint Ambroise ?

« Quelques-uns, dit-il, pensent que tout mariage vient de Dieu ; mais si tout mariage vient de Dieu, on n'en peut donc dissoudre aucun ? Mais comment l'Apôtre auroit-il pu dire : si l'Infidelle se sépare, que le Fidèle se sépare aussi ? »

*Quidam putant omne conjugium à Deo esse, maxime quia scriptum est, quod Deus conjunxit homo non separet, ergo si omne conjugium non licet solvi, & quomodo Apostolus dixit : si Infidelis discedit, discedat, ergo non omne conjugium à Deo est ?*

Saint Ambroise prend-il assez évidemment ici le mot *discedat* pour la rupture du lien, puisqu'il en conclut que tout mariage n'est pas indissoluble ; & ce n'est point ici l'Ambrosiasse,

C'est le véritable Saint Ambroise sur Saint Luc, chapitre 16.

Ils citent Saint Augustin de *adulterinis conjugis*, liv. 1, chap. 25.

Saint Augustin défend dans cet endroit au Converti de renvoyer sa femme ; si donc il la renvoie, il commettra, dit-il, un adultere en en prenant une autre, parce que l'Apôtre a défendu au Néophyte de renvoyer sa femme *qui veut bien habiter avec lui*.

*De iis qui jam conjuncti sunt audiat Apostolus dicens : si quis frater habet uxorem Infidelem ; & hæc consentit habitare cum illo , non dimittat illam ; & sic audiat , ut quamvis fieri licitum sit , quia hoc non dicit Dominus ; non tamen fiat ; quia uxor expedit propter quodlibet fornicationis genus , sive carnis , sive spiritus , ubi & Infidelitas intelligitur , dimissa uxore non licet alteram ducere.*

C'est donc, dit Saint Augustin, au Converti qui a renvoyé sa femme Infidelle, que Saint Paul défend d'en prendre une autre.

Mais, Messieurs, quelle singularité de prendre ce que disent les Peres sur le passage de Saint Paul, qui concerne le cas où c'est le Néophyte qui renvoie sa femme Infidelle, pour ensuite nous les opposer sur ce que dit Saint Paul du cas où c'est, au contraire, la femme Infidelle qui abandonne le Néophyte.

Leur seconde citation de Saint Augustin pose encore sur la même équivoque. Dans la première citation le Néophyte qui répudie sa femme & en prend une autre, commet un adultere,

parce que le premier nœud subsiste ; & parce que le premier nœud subsiste, l'Infidelle répudiée, est-il dit dans la seconde, en commet un de son côté en se remariant.

*In alia conjugia cum ceciderint, viventibus iis à quibus dimittuntur, adulterinis nexibus colligati difficillimè resolvuntur.*

C'est donc la défense que fait l'Apôtre au Néophyte, sur le verset 12 de son Epître, de quitter sa femme qui veut bien demeurer avec lui, qui fait l'objet de ce passage de Saint Augustin ; mais sur quel motif ce saint Pere nous dit-il qu'est appuyée la défense de l'Apôtre ? Ce n'est pas sur la nécessité de conserver le lien en pareil cas, mais sur l'espérance de convertir l'Infidelle qui consent à la demeure commune.

*Non enim propter vinculum, je vous supplie, Messieurs, de faire attention à ces termes de Saint Augustin, non propter vinculum cum talibus conjugale servandum, sed ut acquirantur in Christum, recedi ab Infidelibus Apostolus vetat.*

Mais voyons donc ce que dit Saint Augustin sur le verset de l'Apôtre qui regarde le Converti, dont la femme Infidelle se sépare ; ce verset est le seul qui doive décider notre espece.

*Ubi Apostolus dicit, quod si Infidelis discedit, discedat; non est enim servituti subjectus frater vel soror in hujusmodi. . . . . procul dubio plus tenebitur amore divinæ gratiæ, quam carnis uxoriæ, & membrum quod eum scandalizat fortiter amputat.*

Voilà donc comme s'exprime Saint Augustin sur le *discedat* de l'Apôtre : voilà l'endroit sur lequel les Conférences de Paris, sur lequel d'Hé-

ricourt le citent pour la décision de notre espece; voilà le seul endroit sur lequel nous devons le consulter, & non pas comme vous l'avez fait, sur ce que doit faire un Infidèle qui se présente au Baptême, après avoir répudié sa premiere femme, & en avoir pris une autre.

Saint Augustin décide avec raison qu'avant de le lui conférer, il faut qu'il reprenne la premiere; il avoit eu tort de renvoyer cette premiere épouse; c'est un crime qu'il doit expier avant son Baptême; il ne le peut qu'en retournant à elle. Quel rapport cette espece a-t-elle avec la nôtre?

Il cite Saint Basile dans son Epître 199 à Amphiloque, can. 48.

Dans cet endroit Saint Basile explique le sens de ces paroles de Jesus-Christ dans Saint Matthieu; *si quis relinquat uxorem, exceptâ fornicationis causâ, facit eam mœcham.*

Et voici comment il raisonne: « Puisque Jesus-Christ dit que celui qui a abandonné sa femme la met dans le cas de commettre un adultere, la femme abandonnée par son mari, ne peut donc pas en épouser un autre: donc il faut, à mon avis, dit Saint Basile, qu'elle reste sans époux. »

Vous voyez, Messieurs, qu'il parle ici des deux époux Chrétiens, auxquels s'applique le verset de Saint Matthieu qu'il examine.

*Quæ à marito relicta est, meâ quidem sententiâ manere debet; si enim Dominus dixit: si quis relinquat uxorem, exceptâ fornicationis causâ, facit*

*eam mœchari, ex eo quod eam adulteram vocet; præclufit ei conjunctionem cum alio.*

Mais voyons ce que dit Saint Basile sur l'Epître de l'Apôtre dont il s'agit : c'est dans son canon 9 de son Epître 188, au même Amphiloque, qu'il l'examine : « Une femme Chrétienne ne doit point » quitter son époux Infidèle, à cause de l'incertitude où elle est sur la conversion que cette » habitation commune peut procurer à son mari; » car, comme dit l'Apôtre, que savez-vous, » femme, si vous ne convertirez pas votre » mari? **MAIS CELUI QUI EST ABANDONNÉ,** » **N'EST POINT COUPABLE, ET LA FEMME QU'IL** » **PREND, N'EST POINT REPRÉHENSIBLE.** »

*Ab Infideli viro non jussa est mulier separari, sed propter incertum eventum remanere; quid enim scis, mulier, an virum salvum sis factura? Quare quæ reliquit est adultera, si ad alium virum accessit; qui autem relictus est, dignus est veniâ, & quæ unâ cum eo habitat non condemnatur.*

Je ne vous dirai point, Messieurs, comme le Défenseur du Curé de Villeneuve, « saisissez » la doctrine des Peres : ce n'est pas à ce qu'ils » présentent au premier coup-d'œil qu'il faut » s'en tenir : il faut embrasser un corps de fyf- » tême, en avoir fait une analyse entière ». Lorsqu'on a besoin de tant d'efforts pour faire entendre des expressions claires par elles-mêmes, c'est une preuve bien sûre que le sens qu'on leur prête, n'est pas le leur.

Il ne reste plus à discuter que S. Chrysostôme, L'un de mes Adversaires a vu que ce Pere étoit évidemment pour moi; il en est convenu

de bonne foi. Il est vrai que cet aveu m'a d'autant plus étonné de sa part, que d'après l'expédient dont il s'étoit avisé sur les autres, il lui étoit facile encore de prendre dans celui-ci un texte indifférent à notre espece, pour le citer en sa faveur.

Mais s'il a reconnu que ce Pere étoit pour la dissolution du mariage, c'étoit pour en conclure que ce Pere s'étoit trompé. Mais, Messieurs, il se seroit trompé avec tant d'autres Peres comme lui, qu'il est bien évident que c'est notre Adversaire seul qui se trompe.

L'autre Adversaire a pris une route toute opposée.

Il n'a point dit comme le premier : « Saint Chrysostôme est pour vous, mais il se trompe » ; il a dit au contraire, « Saint Chrysostôme ne s'est pas trompé, mais il est pour moi ».

Voyons donc ce qu'il prend dans Saint Chrysostôme.

Saint Chrysostôme, sur le verset 39 de Saint Paul, qui est fait pour deux époux chrétiens, étend la pensée de l'Apôtre.

L'Apôtre dit à ces deux époux, l'un & l'autre chrétiens, *uxor alligata est legi, quoad vixerit vir illius.*

Saint Chrysostôme répète ces mêmes paroles : *mulier adstricta est legi ; puis il ajoute : quemadmodum servi fugitivi, etiamsi domum herilem relinquunt, catenam secum trahunt attrahentem, ita & mulieres, etiamsi viros relinquunt, legem habent pro catena.*

Mais voyons à présent ce qu'il dit pour deux

époux dont l'un est converti & l'autre ne l'est pas.

D'abord nos Adversaires se sont réunis l'un & l'autre pour convenir que Saint Chrysostôme croyoit que l'adultere rompoit le lien. Ne disons pas que Saint Chrysostôme ait erré sur ce point. Le Concile de Trente prononce l'anathême contre ceux qui pensent que l'Eglise Latine se trompe, quand elle dit que l'adultere ne rompt point le nœud du mariage : mais il ne prononce point l'anathême contre l'Eglise Grecque, qui pense encore comme Saint Chrysostôme. Quoi qu'il en soit, voilà ce que Saint Chrysostôme pensoit de l'adultere. Il examine ensuite le texte de l'Apôtre : *Si Infidelis discedit, discedat*, & il dit précisément :

*Melius est ut divellatur matrimonium, quam pietas; ille enim jam causam præbuit, sicut & qui est fornicatus.*

L'adultere, selon lui, rompoit le nœud, & voici comment il raisonne.

« Si l'Infidèle, par haine pour la Religion, se  
» sépare, il vaut mieux rompre le mariage que  
» de détruire la foi; car cet Infidèle a donné  
» autant de matiere à la dissolution du nœud  
» que l'adultere. »

Cette comparaison de l'adultere avec l'infidélité étoit, selon le Défenseur de M. l'Evêque de Soissons, la suite d'une erreur de l'Eglise Grecque, qui suffit pour écarter de notre Cause toute l'autorité des Peres Grecs.

Mais voyons, Messieurs, combien ce Défenseur est conséquent & d'accord avec lui-même,

Il termine la discussion des Peres qu'il invoque pour lui, par l'autorité de Théopilaſte qui étoit, non pas un Pere de l'Eglise Grecque, mais un ſimple Grec, abrégiateur d'un Pere Grec, & qui n'emprunte que de lui tout ſon luſtre.

C'eſt donc par ce Théopilaſte qu'il finit la liſte de ſes autorités. Pourquoi cela, Meſſieurs; car cette diſpoſition n'a pas été faite ſans deſſein? C'eſt que Théopilaſte eſt abſolument de tous ceux qu'il vous a cités, le ſeul qu'il paroiſſe avoir droit de réclamer pour lui; en forte qu'après vous avoir lu les Peres dont le ſens avoit été détourné, il a penſé qu'en plaçant à leur ſuite un homme qui fut enfin dans l'eſpece, la juſteſſe de cette citation refluerait, pour ainſi dire, ſur toute cette liſte d'autorités étrangères.

Enſuite il me demande d'un ton de triomphe: « Avez-vous lu Théopilaſte, vous qui l'avez » cité pour vous? » Oui, je l'ai lu; & c'eſt parce que je l'ai lu, que je ne me dépars point de ma propoſition, que vous n'avez abſolument aucune autorité pour vous, pas même celle de Théopilaſte.

Théopilaſte, dans l'endroit où je l'avois cité, décide précifément l'eſpece en ma faveur; voici ce qu'il dit ſur le verſet 15 de l'Epître aux Corinthiens: *Quod ſi Infidelis*. Il vaut mieux rompre le mariage que de détruire la piété du converti, *ſatiùs eſt connubium ſolvere quàm pietatem*.

Vous en citez un autre endroit pour vous; il en réſulte d'abord que Théopilaſte ſ'eſt contredit, & dès-lors cet Auteur n'eſt plus ni pour vous ni pour moi.

Mais il y a plus, c'est que l'endroit même que vous citez pour vous, je le réclame : car Théophilacte ne se contredit sur cet endroit, que pour avouer qu'il contredit l'Eglise. Il pense comme vous, dans cet endroit, que le *discedat* ne se doit entendre que de la séparation de fait; mais il dit comme moi, que l'Eglise l'entend d'une rupture de lien, *in hoc sensu (liberum esse) communiter intelligit hæc Pauli verba Ecclesia*. Voilà assurément un témoignage bien peu suspect que vous me fournissez vous-même de la tradition de l'Eglise.

Vous voyez donc, Messieurs, que les autorités de nos Adversaires se réduisent toutes à deux classes.

Dans l'une, je place celles qui sont indifférentes à notre cause; celles-là servent à établir que dans la règle le mariage ne se doit pas dissoudre.

Dans l'autre, je place celles qui n'ont nulle relation à l'espèce; celles-là servent à établir quelques cas où la règle ne peut souffrir d'atteinte.

Les premières, je n'ai garde de les contester; j'ai assez de fois reconnu la sagesse de cette règle; d'ailleurs, l'exception même que je réclame, & la suppose & la confirme.

Les secondes, je n'ai garde de les contester davantage, puisque les cas dans lesquels elles maintiennent la règle, sont différens de celui que nous agitions.

Aussi, Messieurs, les unes comme les autres sont-elles tirées des mêmes livres que je vous

ai cités pour moi, parce que ces Auteurs, avant que d'établir l'exception que j'invoque, devoient d'abord prouver la regle, pouvoient ensuite rejeter l'exception, de cas peu semblables au nôtre.

Donc en deux mots, toutes leurs autorités sont inutiles ou étrangères.

Voici donc la différence de nos réponses réciproques aux objections, que nous nous faisons l'un à l'autre.

Ils m'objectent des passages sans nombre; je leur soutiens & je leur prouve qu'ils n'ont aucun trait à la Cause.

Je leur en objecte à mon tour; ils conviennent qu'ils s'y appliquent; mais, disent-ils, tous ces Auteurs se sont trompés. Que l'on nous juge sur ces manieres de procéder : de quel côté restera l'avantage ?

Sera-ce l'avis particulier de mes deux Adversaires qui prévaudra sur cette multitude d'Auteurs ? Il ne paroît pas qu'ils s'en flattent, puisqu'ils aiment mieux changer l'état de la question pour les citer sur une espece différente, que d'avouer que, sur la nôtre, ils ne leur sont point favorables.

Puis donc que mes autorités me restent toutes entieres, & que leurs vains efforts n'ont pu leur donner nul échec, il est temps de reprendre contre eux tout l'usage que j'en dois faire.

Ne croyez cependant pas, Messieurs, que mon dessein soit de les retracer. Je viens déjà d'en remettre plusieurs sous vos yeux; d'ailleurs, vous vous rappelez sans doute quelle liste éten-

due j'ai eu l'honneur de vous en donner en commençant : il suffit donc , pour ne vous point fatiguer , Messieurs , par d'inutiles répétitions , de dire ici que tous les Peres , les Papes & les Docteurs qui ont traité cette matiere , offrent sur cet objet l'unanimité la plus parfaite ; que la dispense que je réclame est reçue dans les Tribunaux , soutenue dans l'Ecole , insérée dans les Décrétales , autorisée par les Canons , écrite dans tous les Catéchismes , consignée dans tous les Rituels , suivie dans tous les Diocèses ; que quelque Auteur que l'on consulte , Théologiens , Canonistes , Jurisconsultes , Interprètes , Casuistes , tous les Membres de l'Eglise l'annoncent , que tous les Ordres la publient.

A cette doctrine universelle se réunit la pratique la plus constante. Dans ces Villes où les conversions sont moins rares , parce qu'il s'y trouve plus de Juifs , la discipline y est conforme. Soit à Toul , soit à Metz , soit à Strasbourg , soit à Colmar , soit à Verdun , ce privilege leur est acquis ; en voici , Messieurs , des preuves bien authentiques : j'ai dans mes mains des certificats de l'usage , signés & du Grand-Vicaire de Verdun , & du Vice-Gérant de l'Officialité de Metz , & du Secrétaire de l'Evêché de Strasbourg , & de M. l'Evêque de Toul , qui tous attestent que dans leurs Diocèses l'usage est *DE LES REMARIER quand leurs femmes Infidelles les abandonnent.* Permettez-moi de vous en lire du moins un.

*Certificat du Secrétaire de l'Evêché de Strasbourg ,  
qui constate que l'usage de ce Diocèse est de per-  
mettre aux Juifs baptisés de se remarier quand  
leurs femmes Juives REFUSENT DE CO-  
HABITER AVEC EUX.*

« Je soussigné Secrétaire de l'Evêché de Stras-  
» bourg, certifie par ces Présentes, qu'il conste  
» par les Registres du Greffe dudit Evêché, qu'il  
» a de tout temps été d'usage dans le Diocèse de  
» Strasbourg, de permettre aux Juifs baptisés de  
» contracter mariage avec des personnes catho-  
» liques, lorsque leurs femmes Juives ont été refu-  
» santes de co-habiter avec eux, après qu'ils avoient  
» reçu le Baptême; lequel usage a aussi été conf-  
» tamment reconnu par le Conseil Souverain  
» de Colmar, toutes & quantes fois qu'il y a  
» eu quelque contestation à ce sujet pour le  
» temporel, ainsi qu'il conste par nombre d'exem-  
» ples qui se trouvent dans la province d'Al-  
» sace. En foi de quoi j'ai signé le présent Certi-  
» ficat, & par ordre de Monseigneur le Grand-  
» Vicaire, apposé le Sceau du Grand-Vicariat  
» de l'Evêché. A Strasbourg, le 4 Octobre 1754.  
» Signé, LANTZ, Secrétaire de l'Evêché de  
» Strasbourg.

« Nous soussignés, certifions que le sieur  
» Lantz, qui a donné l'attestation ci-dessus, est  
» Secrétaire de l'Evêché, & que foi est ajoutée  
» aux Actes qu'il expédie en sadite qualité. A  
» Strasbourg ce quatrieme Octobre mil sept cent  
» cinquante-quatre. Signé, J. F. Evêque d'URA.

» *NOPLE, Suffragant, Vicaire-Général de Strass-*  
 » *bourg* : Plus bas est écrit, par Monseigneur,  
 » Signé, *LEAUJEAN.*»

A toutes ces preuves je joins, Messieurs, nombre d'exemples d'Infidèles convertis, puis remariés en pareil cas. L'un, nommé Albert, a été remarié à Paris, en 1720, du consentement de M. le Cardinal de Noailles. En 1732, Bernard Hirtz l'a été à Strasbourg. Volf-Bacher l'a été par Arrêt de Colmar en 1749. En 1751, Salomon Lambert l'a été à Verdun. Toutes ces pièces seront communiquées à M. l'Avocat-Général.

Ainsi, Messieurs, toutes les Eglises du Royaume élèvent leurs voix de concert pour s'opposer à l'entreprise que nos Adversaires ont tentée. De quel droit osent-ils attaquer cette foule de monumens ? Pressés par des argumens si puissans, dans quels pays chercheront-ils une retraite ? J'aurai peu besoin de les fuir ; ils trouveront des ennemis par-tout ; Gonzalès en Espagne ; en Flandres Van-Espen ; Fagnan en Italie ; Nicolis & le P. Piclaire en Allemagne. Ou s'ils espèrent un asyle plus sûr dans ces Contrées du nouveau monde, où la Foi a heureusement pénétré, le Concile du Mexique a porté dans cet autre hémisphère, les vraies maximes, & remarié le Profélyte. Voici les termes de ce Concile : *Si quando evenierit ut stante duorum Infidelium matrimonio, alter conjugum ad fidem conversus Baptismum susceperit, altero nullo modo ad Catholicam fidem se convertere volente.* . . . . . QUI RELIN-

QUITUR, AD SECUNDA, SI VOLUERIT, VOTA  
TRANSIBIT.

Ainsi, Messieurs, je ne dis rien de trop ; tout le monde chrétien proteste contre la tentative que l'on essaye de vous faire adopter. Nos Adversaires le savent comme nous ; & comment pourroient-ils l'ignorer ? Mais admirez, je vous supplie, tout le courage de leur défense.

Vous voyez, disent-ils, les plus savans Docteurs, les Papes les plus illustres, les plus célèbres Théologiens autoriser dans cette espece la dissolution du mariage. Tel est l'usage de tous les Dioceses ; la pratique de tous les Rituels l'établit ; la discipline de toute l'Eglise y est conforme. Frappés de ce concours de suffrages si unanimes, vous courez embrasser une maxime que vous croyez certaine ; qu'allez-vous faire ? Je vous arrête. Une vieille erreur a séduit les esprits. Cette opinion ridicule & bisarre fut adoptée sans réflexion par des Peres, qui l'ont transmise à des Docteurs trop crédules, de qui l'ont reçue des Papes inattentifs, qu'ont imité, faute d'étude, tous nos Evêques, tous nos Théologiens ; mais c'est moi seul, qui, séparant les ténèbres de la lumière, vais porter aujourd'hui le flambeau dans cette nuit profonde, où depuis tant de siècles s'est égarée toute l'Eglise.

Est-ce donc-là, Messieurs, le langage que tiendrait devant vous un Prélat aussi sage que M. l'Evêque de Soissons ? Rempli de ses propres idées, viendrait-il ériger ainsi en oracles ses sentimens particuliers ? C'est l'estime, je le fais bien, c'est le respect que nos Adversaires ont à

juste titre pour lui , qui les animent à défendre si vivement une opinion qu'ils auront cru la sienne ; mais plus ce grand Prélat est digne de leur estime , moins il approuveroit sans doute le zèle extrême qui les emporte. Il sait que sur des points de cette nature , toute innovation est funeste ; tout changement est défendu.

*Il fait que plus l'autorité épiscopale est éminente , plus on en doit user avec modération , suivre en tout point les saints Canons , éviter avec soin tout ce qui sent la nouveauté.*

Tels sont , mot pour mot , les principes qu'il a placés lui-même , & que j'ai lu , Messieurs , à la tête de son Rituel.

C'est pour s'y conformer , que ce Rituel même nous apprend , que dans l'espece que nous traitons , *il est permis au Converti abandonné de se remarier dans l'Eglise.*

Quel garant plus formel puis-je avoir du point de Droit que je réclame , *que le Rituel même de Soissons ?* Quelle plus forte autorité puis-je opposer à *M. de Soissons* ; que lui-même ? Qu'il me permette de faire valoir contre lui tout le mérite & tout le poids d'un suffrage si respectable.

Et quel motif peut intéresser davantage aux succès dûs à ce Rituel , que de voir qu'il est fondé sur les paroles même de l'Apôtre ; car si ce Rituel rend hommage à la discipline de l'Eglise , il reconnoît en même temps , comme elle , *que c'est l'Apôtre qui nous l'enseigne.*

Que font encore nos Adversaires pour tarir jusqu'à la source d'où dérive cette discipline ? Saint Paul , à les entendre , n'a jamais dit qu'on  
lui

lui prête ; puis ils déploient un commentaire tout moderne pour lui rendre son véritable sens. Mais quelle étrange indépendance, & quel goût pour les routes nouvelles ! Jurisconsultes, Papes, Docteurs, faites silence, & écoutons ces nouveaux Interprètes.

Pour prouver que dans le verset 15, Saint Paul ne permet au Néophyte abandonné que la séparation de fait, nos Adversaires ont avancé d'abord que l'Apôtre ne parle qu'au verset 39 de la dissolution du mariage ; mais c'est-là précisément supposer ce qui est en question, puisqu'il s'agit de fixer le sens du verset 15.

Mais, dit-on, il est certain que dans les premiers versets de ce chapitre, l'Apôtre permet seulement de cesser d'habiter ensemble. Oui, sans doute. Mais n'a-t-il pas décidé ensuite dans celui-ci, qu'il est un cas où le mariage est entièrement dissous ? Encore une fois, voilà la question. Or, nos Adversaires commencent par prononcer, & jugent où il faudroit prouver.

En second lieu, ils ont imaginé une ponctuation toute neuve, par le moyen de laquelle, au lieu d'appliquer avec toutes les versions du monde, ces mots *nam cæteris dico non Dominus*, du verset 12, aux époux de différentes Religions dont il est parlé dans ce même verset 12, ils renvoient ces mots aux célibataires & aux veuves à qui l'Apôtre s'adressoit quatre ou cinq versets plus haut. Mais quand nous nous prêterions à cette transposition singulière de sens & de construction, qu'en résultera-t-il en faveur de notre Adversaire ? Empêchera-t-il qu'on ne lise textuelle-

ment dans ce verset, que l'épouse infidelle qui quitte son époux fidèle, donne à celui-ci le droit de la quitter à son tour, *discedat*, &c.

En réussira-t-il davantage à restreindre la signification du mot *discedat*, à une simple séparation de corps ?

Enfin, lui sera-t-il possible de se sauver de la bisarrerie qu'entraîne cette interprétation ?

On fera donc dire à Saint Paul, que si la femme infidelle cesse d'être avec son mari, celui-ci aura le droit de n'être plus avec elle : on lui permettra ce qu'il n'est pas en son pouvoir d'éviter. Peut-on imputer à un homme inspiré, à un Apôtre, une ineptie de cette nature ?

D'ailleurs, quand l'Apôtre annonce, au verset 11, à l'époux Chrétien uni à une épouse Chrétienne, que son nœud ne peut se rompre : il lui dit : que s'il se sépare elle ne doit pas se remarier, *manere innuptam* ; il lui apprend que sa chaîne subsiste, *vivente viro alligata est*. Au contraire, quand il parle au Néophyte que sa femme abandonne, il lui annonce que sa chaîne est rompue, qu'il est affranchi de toute puissance étrangère ; en un mot, que son esclavage est fini, *non est servituti subiectus*. Peut-on trouver des expressions plus fortes ? Et n'est-ce pas à ce caractère que Saint Paul a toujours marqué la dissolution du mariage ?

Sous quelles idées nous présente-t-il la femme rendue à elle-même par la mort de son mari ? Elle est, dit-il, sortie de ses chaînes, *soluta est* ; elle a recouvré sa liberté, *liberata est*. Il dit ici que le Néophyte abandonné n'est plus esclave,

qu'il n'est plus dans la servitude, *non est servituti subjectus*. Mais quitter ses chaînes, ou n'être plus esclave, recouvrer sa liberté, ou sortir de la servitude; n'est-il pas évident que ces expressions toutes semblables, & dont l'énergie est la même, n'ont point dans le même Auteur deux significations contraires?

Mais voulez-vous que je me prête à une hypothèse peu décente, & que je suppose avec vous de l'obscurité dans Saint Paul?

Eh bien, je veux pour un instant, que le texte ne soit pas clair; à qui est-ce à l'interpréter? N'est-ce pas à la Tradition? Elle l'a fait, vous en convenez; mais la Tradition s'est trompée. L'erreur a donc prévalu dans l'Eglise? Vous convenez du moins que depuis sept cent ans, le sens que je donne à l'Apôtre est reconnu, est réduit par elle en pratique. Voilà donc, selon vous-même, sept cent ans que l'erreur a pris créance dans l'Eglise. Portez vos découvertes sur des objets d'un autre genre; les erreurs des hommes offrent une matière assez ample. Mais ici, quelles que soient vos lumières, vous vous trompez; puisque vous dites que l'Eglise se trompe. Et si vous entendites, l'autre jour, à l'ouverture de nos Audiences, un Magistrat (r) dont l'esprit & le cœur devançant l'âge pour en faire un modèle, & qui peignant dans son discours ses talens & son âme, apprenoit à notre Ordre, *que pour bien dire, il faut avant tout bien penser, lesquels disent mieux* aujourd'hui, de celui qui dé-

---

(r) M. de S. Fargeau.

fend , ou de ceux qui combattent *ce que pense* toute l'Eglise ?

En un mot, la vérité que je soutiens est renfermée dans des Canons que l'usage de l'Eglise consacre. Sa pratique constante, sa discipline universelle sont attaquées par la Sentence de l'Official : & nos Adversaires nous demandent avec sang-froid, où est l'abus ? Quoi donc ! un Official n'a point commis d'abus, qui contrevient à son propre Rituel, à la Loi de son Diocèse, à la décision d'un Apôtre, à une discipline uniforme, à des Canons reçus dans le Royaume, enfin aux Ordonnances de nos Rois qui en prescrivent l'exécution. Car l'usage que fait le Prince de sa puissance vis-à-vis le lien du mariage, c'est de maintenir, de protéger les regles que les Canons prescrivent sur ce point. Il n'a point fait de Loi expresse pour établir qu'indistinctement tout mariage, tant ceux faits dans les Synagogues, que ceux faits dans l'Eglise, seroient indissolubles ; mais il ordonne qu'on obéisse, qu'on se soumette aux Canons qui prononcent sur cet objet.

Mais quand ces Canons qui renferment la regle, renferment aussi une exception précise ; le vœu du Prince, la Loi civile, veillent autant à la pratique de l'exception, qu'à l'observance même de la regle.

Qu'on ne vienne donc plus nous dire que Jesus-Christ n'est rien venu changer aux Loix des hommes, cela est vrai ; mais quand les Loix des hommes consistent à défendre celles de l'Eglise : ce n'est point moi qui viens combattre les

Loix des hommes en réclamant celles de l'Eglise, mais c'est vous-même, qui, attaquant celles de l'Eglise, venez détruire celles des hommes.

Qu'ils n'essayent donc plus de franchir par des conséquences contraires à leurs propres principes, les bornes impénétrables, qu'une possession de tous les siècles a affermies contre eux, dans l'Eglise. Car le Temps qui détruit nos ouvrages, assure & fortifie ceux de l'Eglise; ses décisions sont les mêmes dans tous les temps; & comme le sens donné par toute l'Eglise à un passage des divines Ecritures tient au dogme; sans m'arrêter, comme je l'ai fait, à réfuter leurs vaines interprétations sur les Peres, ce que pense aujourd'hui l'Eglise, m'eût été, Messieurs, un garant suffisant de ce qu'elle a toujours pensé.

Oui sans doute, l'esprit qui animoit S. Paul nous est fidèlement rendu par ces célèbres Ecrivains, qu'ils ont traités avec si peu d'estime. Si du milieu de *cette foule obscure*, pour répéter vos propres termes, les de Sacy, les Fleury, les Duguet, les Delan, les Gibert venoient me remplacer ici; ces hommes, que vous appelez *une nuée d'Auteurs faite pour obscurcir la cause*, formeroient un corps de lumière, dont l'éclat feroit bientôt pâlir cette lueur chancelante, incertaine, que vous n'avez pu prendre qu'au feu de l'imagination.

Mais si la défense de cette Cause est tombée en de plus foibles mains, il est une Providence qui veille sans cesse au maintien de la saine Doctrine; & tandis qu'à la dernière Audience, l'un de mes Adversaires entassoit volumes sur vo-

lumes pour m'étouffer du moins & sous leur nombre & sous leur poids : le même jour, à l'heure même, au même instant (les détails sont grands quand les choses le sont), au même instant, Messieurs, la Faculté de Théologie réfutoit sur ses bancs, le même systême qu'on vous plaidoit ici. Voici l'une des positions de la These qu'on y soutenoit. *Sic volente Deo, solvi potest apud Infideles matrimonium consummatum, alterius conjugum conversione.*

Que répondront mes Adversaires à tant de témoignages? Nous diront-ils encore : « si l'Officiel pouvoit remariar Levi, il n'a donc point » commis d'abus en ne le remariant pas, puis- » que loin d'excéder son pouvoir, il n'a pas été » même jusqu'où il pouvoit aller? »

Mais sur qui pourroit prendre un sophisme de cette espece? N'y a-t-il pas autant d'abus à ne pas faire ce que l'on doit, qu'à faire ce que l'on ne doit pas? Et si les Ministres de Jesus-Christ ne peuvent rien relâcher de ses droits, leur est-il permis davantage de supprimer ou de restreindre les privileges que les hommes tiennent de lui?

Voilà, Messieurs, toute ma défense rétablie.

Que le Défenseur de M. l'Evêque de Soissons ne s'attende donc pas que je le suive dans les écarts où il s'est jetté sans cesse, sur les mariages des Patriarches, & sur le divorce des Juifs.

Car l'objet actuel ne dépend ni des mariages des Patriarches, ni du divorce des Hebreux. Et cependant comme si j'avois dit : les Patriarches ont eu à la fois plusieurs femmes, donc il en faut

donner une seconde à Levi ; la Loi des Juifs permettoit le divorce , donc Levi , quoique Chrétien , doit faire divorce avec Mendel : nos Adversaires ont attaqué deux vérités incontestables , pour faire croire qu'ils m'enlevoient par-là deux conséquences , que je n'en tirois pas. Ils n'ont pas voulu croire que , quand même j'aurois dit avec eux , que le divorce ne rompoit pas le lien , que les mariages des Patriarches n'étoient pas irrépréhensibles , leur Cause n'en seroit pas meilleure , ni leur Défense plus avancée ; puisque ce n'est ni sur l'un ni sur l'autre de ces exemples qu'Elie Levi appuie son droit. Ainsi l'esquisse que j'avois crayonnée des changemens importans du mariage , notre Adversaire ou ne l'a pas faite , ou a cru devoir l'éluder pour l'intérêt de sa défense.

Le premier homme , avois-je dit , naît innocent. Il naît par conséquent heureux. Bientôt Dieu lui donne une femme pour augmenter sa joie & partager son innocence. Mais cette union si pure est le tableau d'une union plus parfaite , & l'alliance d'Adam & d'Eve figure celle de Jesus-Christ avec l'Eglise. Mais en quoi le mariage des deux premiers époux représente-t-il ce mariage mystérieux ? C'est qu'il rassemble les deux excellens caracteres qui font l'essence de ce second mariage. Ces deux grands caracteres sont l'UNITÉ , l'INDIVIDUITÉ. Jesus-Christ ne se joint qu'à l'Eglise ; & le nœud qui les lie ne se rompra jamais. C'est donc comme réunissant ces deux qualités éminentes , que le mariage de nos

Premiers Parens est le symbole de ce lien supérieur.

Leur innocence ne dura presque que le temps nécessaire pour former ce symbole. Chastes & saints lorsque Dieu les unit, à peine ils sont ensemble qu'ils se soulèvent contre Dieu même, & cette révolte, qui rend indispensable la venue d'un Réparateur, fait que leur chute devient bientôt la cause de cette même société divine, dont leur union étoit déjà l'image.

Dès ce moment un Arrêt incompréhensible ayant dégradé les enfans dans la personne de leur père rebelle, nul engagement, nulle alliance n'a été digne de nous retracer celle que Jesus-Christ devoit former.

Que devinrent donc les mariages des hommes dans l'espace qui sépara la figure de la réalité ? Pouvoient-ils être des portraits bien fidèles de celui de l'Eglise avec son divin Chef ? Aussi les traits de ressemblance que le mariage avoit dans son principe, avec cette sublime alliance, disparurent dès qu'Adam eut péché. Ces caractères *d'unité, d'indivuidité*, par lesquels le sien nous présageoit un grand mystère, ne convinrent plus à ceux qui se formoient depuis sa faute ; & soit sous l'état de nature, soit sous l'empire de la Loi Mosaique, les Patriarches devenant polygames, & Moïse tolérant le divorce, d'un côté la polygamie effaça l'unité des mariages, d'un autre côté le divorce en détruisit l'indivuidité.

Ces deux propriétés, faites dans l'origine pour assurer la félicité des mariages, en auroient fait depuis des jougs trop pesans ; & comme le ma-

riage ne devoit recouvrer que sous la Loi nouvelle cet éclat primitif dont il brilloit sous l'état d'innocence ; dans l'intervalle, tandis que la grace étoit moindre & que les cœurs étoient plus endurcis, Dieu fut plus indulgent pour eux, & de là vinrent la pluralité des épouses & le droit de les répudier.

C'est donc la Loi nouvelle, c'est cette Loi de bonheur & d'amour que Jesus-Christ vint apporter aux hommes, qui rappella enfin le mariage à la noblesse de son institution. Sous cette Loi, Jesus-Christ réalise par son mariage, cet important mystere que celui d'Adam figuroit ; & ce mystere, qui s'accomplit dans le sein de l'Eglise, élève, par la vertu du Sacrement, les mariages de ses enfans au même rang que celui de leur mere.

Mais qu'ai-je conclu de cet ensemble des révolutions du mariage ? J'en ai conclu que si un Juif marié se convertit, & que sa femme qui reste Infidelle l'abandonne, alors, de peur que cette désertion ne l'ébranle, le privilege que lui donnoit la Loi des Juifs, l'Eglise le renouvelle en sa faveur. La dispense qui lui étoit donnée sous une Loi moins parfaite pour condescendre à la dureté de son cœur, l'Eglise pour en conserver la pureté, la lui donne sous une Loi plus sainte. Mais de ce que l'Eglise accorde au Converti une rupture du lien, semblable à celle qui étoit accordée par Moïse, il n'en résulte pas que ce soit le même droit judaïque que l'Eglise lui continue. C'est bien parce que ce mariage qui précédoit sa conversion, n'a pas été fait dans l'Eglise, que

L'Eglise se prête à le dissoudre, mais ce n'est pas parce qu'il a été fait sous la Loi Mosaique.

Autrement il faudroit dire, que si l'Eglise ne faisoit que laisser aux Juifs le privilege accordé par Moïse ; comme les Musulmans, comme les Idolâtres ne tiennent point de lui leur divorce, l'Eglise, en remariant les Juifs dans notre espece, refuseroit aux Turcs, aux Payens convertis & abandonnés par leurs femmes, le droit d'en prendre d'autres dans son sein.

Sur quoi donc a roulé toute l'équivoque de leur défense ? Vous le voyez, Messieurs ; c'est sur ce que j'ai dit que l'Eglise laisse, dans notre Cause, au Néophyte le même droit de rompre son mariage qu'il avoit avant sa conversion. Mais, disent-ils, si c'est le même droit, donc en prouvant qu'il ne l'avoit pas, l'Eglise ne lui peut rien laisser.

D'abord ma premiere réponse, c'est qu'il l'avoit, puisque le divorce, chez les Juifs, rompoit le lien ; ainsi mes Adversaires ne gagneroient même rien à détourner le sens de ma défense.

Mais ma seconde réponse, c'est que je ne dis pas que ce soit du divorce de la Loi écrite qu'il réclame aujourd'hui l'usage, qu'il ne faut point substituer d'autres idées aux miennes pour combattre ensuite celles qu'on me prête ; & que, quand je dis que l'Eglise donne à Levi le même droit qu'il avoit sous Moïse, je ne parle que d'un droit égal, d'un droit pareil, d'un droit dont les effets sont semblables & sont les mêmes. Mais voulez-vous que je vous passe, contre toute vérité, que le divorce toléré par Moïse

ne rompit pas le nœud du mariage? Eh bien! Levi reçoit aujourd'hui de la Loi nouvelle une dispense qu'il n'avoit pas sous la Loi Mosaique; voilà tout ce que vous gagnerez à une hypothese aussi fausse. Mais de ce qu'on vous aura accordé que le divorce des Hebreux ne touchoit pas au lien, il n'en résultera jamais que l'Eglise ne puisse le rompre dans l'espece qui se présente.

En un mot, Dieu a fait le mariage indissoluble, *quod Deus conjunxit homo non separet*. L'harmonie de la Société exigeoit qu'il lui imprimât ce caractère; mais de quelque importance que soit sur la terre l'exécution de cette Loi, comme l'intérêt des ames passe avant tout aux yeux de Dieu, il lui est libre, lorsqu'un plus grand bien le demande, d'en autoriser la dispense; alors la dissolution du mariage, quoique contraire à l'origine, & *ab initio non fuit sic*, est juste lorsqu'elle est dans son ordre; mais comme il n'agit point d'une maniere immédiate & visible, il a de tout temps établi des dépositaires de son pouvoir. Ainsi les Juifs, dont le cœur étoit fragile & foible, ont-ils besoin des secours du divorce? Dieu charge Moïse son Ministre & son Législateur de le permettre. Ainsi l'Infidèle converti trouve-t-il dans la fuite de sa femme, toujours Infidelle, une occasion de chute trop dangereuse pour sa foi? Dieu confie à l'Eglise par la bouche de son Apôtre, le droit de rompre ce lien funeste.

Voilà donc deux dispenses différentes, l'une donnée aux Juifs par Moïse, l'autre donnée par l'Apôtre aux Infidèles convertis. Il s'agit ici de la seconde, & nos Adversaires attaquent la pre-

miere; mais d'abord ils ont tort, elle est certaine, elle est constante, je l'ai prouvé; de plus, ils n'ont nul intérêt à errer sur ce point, puisqu'encore une fois ce n'est point de la dispense promulguée aux Juifs par Moïse qu'il est question ici, mais de la dispense promulguée en faveur de la foi par l'Apôtre aux Infidèles convertis : *A Christo Domino concessa & per Apostolum Paulum in favorem fidei promulgata*, pour m'exprimer comme le Souverain Pontife qui préside aujourd'hui l'Eglise.

L'intérêt de la foi est donc l'objet que l'Apôtre s'est proposé : mais quelles raisons le déterminent? Ce n'est point moi, Messieurs, qui vais parler : c'est S. Thomas, ce sont tous mes Auteurs.

Ce mariage formé loin de l'Eglise n'étant point accompagné de graces comme ceux qui se font dans son sein, n'étant point ratifié, étant moins parfait à ses yeux, n'ayant point la vertu que donne la Loi nouvelle aux alliances chrétiennes, enfin étant soumis à une Loi grossiere & antérieure à cette Loi d'amour qui élève les nôtres à la dignité de Sacrement, l'Apôtre n'a garde de les confondre avec ceux que Jesus-Christ scelle lui-même; & quand les circonstances font que ce nœud profane ne peut que nuire, l'imperfection du mariage en lui-même, jointe au danger qu'il y auroit à ne le pas dissoudre, sont les sages motifs de la décision de l'Apôtre.

Le nœud qui vous effraie, dit l'Eglise à son nouvel enfant, rassurez-vous, il n'en devient pas plus pesant, parce que je deviens votre mere.

Les époux que j'unis moi-même ne connoissent ni polygamie ni divorce; mais votre nœud étoit formé avant que je vous adoptasse, & puisque l'épouse qu'il vous donne se sépare & vous fuit, rompez-le, je le permets. Chargé d'un joug qu'il ne pourroit ni porter ni quitter, votre cœur devoit haïr la même femme comme Infidelle, & l'aimer comme épouse; qu'il s'affranchisse d'un pareil esclavage: cette servitude n'est pas faite pour un Chrétien: *Non est servituti subiectus frater vel soror in hujusmodi.*

Voilà les vues précieuses auxquelles les Néophytes doivent la dispense que leur contestent nos Adversaires. Mais eux qui en nient l'existence, qu'ils nous apprennent donc à leur tour d'après quels motifs ils soutiennent que cette permission n'a pas lieu. Car enfin, quand j'ai eu avancé que l'Eglise accordoit cette dispense, je l'ai d'abord établie par les faits, puis j'ai exposé les raisons sur lesquelles elle étoit appuyée. Ils avancent au contraire que l'Eglise ne permet point cette dispense; qu'ils disent donc aussi pourquoi l'Eglise ne la doit point permettre.

Le croiriez-vous, Messieurs, si vous-mêmes n'en aviez été les Témoins, que nos Adversaires ont plaidé six Audiences, sans vous donner un seul motif qui s'appliquât directement à la Thèse qu'ils établissent? Ils introduisent par fiction sur la scène un Prince Payen, fort bien instruit de notre Religion, & tout prêt à entrer dans l'Eglise. Comme ce Prince va faire le premier pas, il apprend que, si sa femme reste Infidelle & l'abandonne, il pourra prendre une autre épouse;

aussi-tôt ce Prince effrayé d'une vérité toute faite pour le rassurer, fuit & retourne dans ses ténèbres. Cet effroi sans doute est bizarre & d'autant plus singulier de sa part, qu'il doit être dans le Pays d'où on l'amène, tout accoutumé au divorce. Mais ce Prince ne nous dit pas pourquoi l'Eglise doit refuser la dispense dont il s'agit. Qu'ils nous répondent donc à une demande si essentielle : car moi, Messieurs, je les satisfais, ce me semble, sur toutes les questions qu'ils m'adressent.

Me demandent-ils, par exemple, si on remariera un Protestant abandonné par sa première épouse.

Je leur réponds, qu'on ne le remariera point, que le privilège donné aux Infidèles n'est point donné à ceux qui sont Chrétiens, que les Protestans croient à Jesus-Christ, que les Protestans reçoivent le Baptême, que les mariages des Protestans sont formés sous la Loi Chrétienne, & qu'il suffit pour leur répondre de relever cette prodigieuse disparité.

Me demandent-ils encore à quel instant métaphysique Levi se trouve libre de promettre sa foi à une nouvelle épouse; ce problème n'est pas difficile à résoudre.

C'est à l'instant où sur le refus de sa première femme, l'Eglise lui permet d'en chercher une autre dans son sein. Il est vrai que cette permission de l'Eglise renferme la condition que la première persistera dans son refus. La liberté de Levi consiste donc à pouvoir faire une promesse conditionnelle & relative à cette permission; & cette promesse que fait Levi ne renferme ni un par-

jure, ni un vœu d'adultère, puisque d'un côté elle n'est point absolue, & que de l'autre l'Eglise qui défend jusqu'au désir d'un autre nœud, au Chrétien qu'elle a lié, permet elle-même au Néophyte *abandonné* d'offrir sa foi à une seconde épouse.

Me demandent-ils enfin comment le Baptême du Converti ne rompant point le nœud du mariage, le seul refus de l'Infidèle ne le rompant pas davantage, il est possible que deux conditions, qui séparées, ne pourroient rien produire, produisent quelque effet, réunies?

Je leur réponds, qu'un homme sans yeux ne sauroit voir, quoiqu'il soit jour; qu'un homme avec des yeux ne sauroit voir quand il fait nuit, & qu'ils n'auroient garde d'en conclure qu'un homme ne sauroit voir avec la lumière & des yeux.

Si cependant cette docilité à dissiper leurs doutes ne sauroit vaincre leur silence sur les motifs du refus qu'ils soutiennent, leur suffira-t-il de nous dire :

Il est bien vrai que les exceptions sont possibles, que nous ne voyons pas même pourquoi celle-ci ne doit pas avoir lieu; il y a plus, nous savons même encore qu'elle a lieu dans l'Eglise, que toute l'Eglise la trouve consignée dans Saint Paul; mais enfin, ni mon Confrère ni moi, ne pensons que l'Eglise ait entendu Saint Paul?

Et moi, je leur dis à mon tour : nous convenons de part & d'autre que les exceptions sont possibles, puisque la Loi du mariage n'appartient, selon vous-même, qu'au droit naturel secon-

daire. La tradition de toute l'Eglise, sa doctrine ; sa discipline fondées sur un texte de l'Apôtre ; démontrent évidemment l'existence de celle-ci. J'ai fait voir la sagesse & la solidité des raisons & des vues qui ont déterminé l'Apôtre à nous transmettre une exception si utile & si juste.

Ainsi cela peut être, cela est, cela doit être ; est-il au pouvoir de la raison humaine de rassembler plus de preuves sur un objet ?

A quels prestiges faut-il que l'esprit s'abandonne pour ne trouver qu'embarras & qu'incertitude dans une matière simple, lumineuse, satisfaisante, où brille de l'éclat le plus pur une vérité qui remplit tous les temps, & qui porte par toute la terre l'impression de respect, le caractère d'autorité dûs à la source qui nous l'envoie ? Mais, Messieurs, de cette source jusques à nous, elle descend d'une manière si rapide & si sûre, qu'elle renverse de son propre poids les obstacles qu'on en fait naître sur son passage.

Enfin ma défense est complète. Il ne me reste qu'à repousser quelques reproches personnels que mon Adversaire a opposés inconsidérément & sans preuve à Levi. C'est par cette attaque directe qu'on l'a vu commencer sa cause. Il se reporte à ces jours de ténèbres qui précédoient la conversion d'Elie Levi, pour voir s'il n'y trouvera point quelques faits humilians qui puissent répandre dans l'Audience des préjugés toujours funestes ; & afin que s'il ne peut percer ce nombre illustre de Défenseurs de tous les lieux, de tous les siècles, qui environnent le  
Chrétien,

Chrétien, du moins le Juif accablé de honte & de reproches tombe de lui-même au milieu d'eux : le Défenseur d'un Evêque cherche à le noircir de nouveau des fautes qu'a lavé son Baptême. Mais quelles sont donc ces fautes si énormes ? Il ne peut en alléguer aucune, il répand des doutes, jette des soupçons, ne parle que de désordres & de débauches : mais ces expressions vagues & destituées de preuves montrent, par le désir qu'il auroit à présenter des faits, l'impossibilité où il est d'en rapporter un seul.

Mais, dit-il, Lévi a eu pour l'instruire un Prêtre dissolu, qui se livroit à de honteux plaisirs ; or si son guide étoit si dépravé, il est à croire qu'il l'a suivi dans ses écarts ; il prétend bien, ajoute-t-on, n'avoir pas partagé sa conduite, mais j'ai peine à me le persuader.

Doit-on donc déshonorer un homme par conjecture, & est-ce la faute de Lévi si l'on se permet contre lui des jugemens & des imputations qu'on eût dû s'interdire ?

J'ignore, ajoute-t-il ensuite, ce qu'il a fait depuis son Baptême, je veux même croire qu'il a réformé ses mœurs.

Mais si ses mœurs sont réformées, & les fautes qu'il eût commis alors, s'il ne les commet plus, ne sont-elles pas aujourd'hui son éloge ?

Voilà donc d'un côté notre Adversaire qui convient que depuis son Baptême il n'a rien à lui reprocher.

D'un autre côté, le Curé de Lévi atteste ;

par un certificat en forme , *que ses mœurs sont réglées, que sa conduite est bonne* ; ainsi tout son crime, Messieurs, c'est de réclamer l'usage d'un droit que l'Eglise lui donne.

S'il étoit véritablement pur, il ne feroit pas, nous dit-on, la démarche indécente que lui suggere une foiblesse honteuse.

Eh bien, supposons qu'il soit foible, il peut l'être sans doute ; mais alors, si c'est un crime d'échouer dans les épreuves par où Dieu le fait passer, c'en est un d'une autre nature de s'exposer soi-même à celles qu'il nous veut épargner. Le Néophyte délaissé par sa femme peut user à son gré du droit qu'il a d'en prendre une autre ; mais si les passions qui agitent sa solitude sont au-dessus de ses efforts, le privilege devient précepte, en faire usage devient obéissance, & n'est plus que le pieux effet d'une soumission religieuse. Et cependant du besoin même qu'il en a, notre Adversaire s'en fait un titre pour l'en priver. C'est parce qu'il est foible, que l'Eglise le lui accorde, & l'on trouve jusques dans sa foiblesse, une cause pour le lui ravir.

Pour faire cesser les dangereux combats que ses penchans livroient à son devoir, l'Eglise tourne vers la sagesse les mouvemens qui l'emportoient loin d'elle, & lui donnant elle-même l'exemple de la charité qu'elle enseigne, elle le retient sur la pente, par un nœud légitime qui fixe tous ses desirs : & nous, qui sans cesse recevons de nouveaux dons, nous envierons ceux qu'elle lui veut faire ; nous arrêterons la main qu'elle tend à son nouvel enfant, & l'adoption

qui le rend notre frere , nous rendra ses persécuteurs. Quel intérêt avez-vous donc à exciter en lui ces plaintes ameres , ces tristesses profondes qui , renversant les desseins de la Providence , n'éleveroient que révoltes & que murmures dans un cœur où , sans vous , la paix auroit accompagné la foi ?

Mais ce n'est point ici , Messieurs , l'intérêt d'un seul homme que je défends. Vos yeux s'ouvrent sur un spectacle plus vaste & plus noble encore. Si l'Arrêt que j'espere de vous ne peut qu'être utile aux deux Puissances , que gagner des Serviteurs à Jesus-Christ & des Citoyens à l'Etat , quelles conséquences effrayantes suivroient celui que vous demandent nos Adversaires ?

Que d'Infidèles , épouvantés d'une solitude trop dangereuse , il empêcheroit de marcher vers l'Eglise !

Et sans porter nos craintes dans l'avenir , il jetteroit & le désespoir & le trouble dans le sein d'un nombre de familles qui , satisfaites & tranquilles sur la foi de pareilles alliances , s'applaudissent , peut-être en ce moment , du soin & de la bonté qu'a l'Eglise de répandre sur ses différens enfans , des graces de plus d'un genre. Et ces graces qui font l'objet de leur plus tendre reconnoissance , leur seroient retirées par vos mains , pour ne leur laisser voir dans un mariage pur , dont la vertu a contribué peut-être à les affermir dans la foi , qu'un adultere criminel , digne de haine & de mépris !

Non, non, Messieurs, des motifs si intéressans & si forts vous élèvent tous, je le vois, à ces vues supérieures de bien public, que vos travaux & vos lumières vous font remplir depuis si long-temps, avec gloire.

Me. LOYSEAU DE MAULEON, *Avocat.*





# M É M O I R E

POUR le Sieur SIMON DE MASSEMONT ;  
Lieutenant en l'Election de Joinville.

*CONTRE le Sieur VAILLANT, Elu  
vétérant du même Siège.*

**S**I toute espece d'affaire a droit d'intéresser les Magistrats, ce sont sur-tout les causes où il s'agit de l'honneur d'un homme, fait lui-même par état, pour rendre justice aux autres. Il est sans doute fâcheux pour moi qu'un de mes confreres m'oblige d'interrompre mon ministère, pour me rendre partie contre lui; mais la patience est vertu ou foiblesse suivant la nature de l'offense: & l'injure que m'a faite le sieur Vaillant est si forte, qu'il y auroit une lâcheté impardonnable a préférer le silence à la plainte. Je me plains donc, parce que je ne dois point me taire: c'est un devoir que je remplis avec douleur, mais sans passion, avec sensibilité, mais sans haine; & si l'attaque que le sieur Vaillant m'a livrée, est pleine d'injustice & de fiel, la vérité va me défendre avec modération.

Je suis forcé de reprocher à mon Adversaire

deux défauts, l'orgueil & la violence. Dès que l'envie de dominer étoit l'ame de toutes ses démarches, une conduite paisible lui eût acquis plus d'empire sur ses égaux, que des vivacités, qui lui causerent souvent l'humiliation d'être à leurs pieds, pour leur faire des réparations authentiques : car, en matière d'honneur, c'est toujours aux dépens du sien propre, qu'on répare celui des autres.

La réparation que j'exige ne sera donc pas la première qu'on lui aura vu faire. Le sieur le Clerc, à qui il fut condamné d'en faire une, citoit de même celle qu'il avoit faite au sieur Guiot. La vie du sieur Vaillant n'est qu'un cercle d'offenses & de réparations.

Le Bailli de Joinville, qu'il avoit accusé du crime de péculat, pensa qu'il seroit à propos de faire connoître l'accusateur. Il donna aux Juges une requête, dont chaque page offroit un nouveau trait du caractère impétueux de cet homme. On l'y voyoit tantôt appeler en duel un Président de l'Élection, puis, pour se soustraire aux suites de la plainte rendue par ce Président à Chaumont, lui faire à Joinville réparation d'honneur pardevant Notaires en présence des témoins du défi ; tantôt prétendre s'attribuer à lui seul toutes les fonctions des Juges de police, & accompagner ses prétentions de voies de fait si révoltantes, que M. le Duc d'Orléans fut obligé de le déposer : tantôt attaquer publiquement le Procureur du Roi & le frapper au visage avec les baguettes d'un tambour, attaché à sa bou-tonnière : tantôt battre à coups d'épée, dans la rue,

un Marchand nommé Monmeau, puis être décrété, en vertu de l'information faite sur la plainte rendue par ce Monmeau : tantôt blesser dange-reusement sur la tête le Perruquier Thomas Lau-rent, puis accommoder avec de l'argent, cette affaire, comme il avoit fait la précédente.

Tels sont les faits que le Bailli de Joinville crut devoir joindre à sa justification : & l'innocence de l'un, ainsi que les excès de l'autre furent si bien prouvés, que par Arrêt du 8 Août 1731, le sieur Vaillant fut condamné à mille livres de réparations civiles, & à faire réparation d'honneur au sieur de Fredeau, en présence de quatre Gentilshommes.

Pour moi, je n'ai pas besoin d'aller, comme le sieur Fredeau, puiser mes plaintes dans des sources qui me soient étrangères. Les reproches que j'ai personnellement à faire au sieur Vaillant, ne sont qu'en trop grand nombre.

L'époque de son inimitié contre moi remonte au temps de mon installation dans l'office de Lieutenant, dont mon pere avoit joui long-temps. Ce fut le 9 Juin 1732, qu'au sortir de l'Audience, il me chercha la querelle du monde la plus folle, m'accabla d'invectives, & déchira publiquement la mémoire de mon pere. J'avoue que mon pere, dans le cours de sa présidence, l'avoit contenu quelquefois ; mais étoit-ce un crime digne de haine ? ou un service digne de reconnoissance ? Comme je connoissois déjà le dérangement des affaires du sieur Vaillant, je voulus bien lui épargner les frais d'une procédure en forme : je me bornai à instruire mes Supérieurs

d'une conduite auffi répréhensible : j'envoyai à M. le Procureur - Général le Procès - verbal du procédé du sieur Vaillant & quelques détails fur fa vie, fur fa maniere de rendre la justice, tantôt l'épée au côté, tantôt un fusil près de lui. En conséquence intervint, le 9 Décembre suivant, un Arrêt, qui fit défense au sieur Vaillant de porter l'épée, & qui le décréta d'assigné pour être oui.

Cet Arrêt, loin de le corriger, ne fit que l'aigrir. Pour s'en venger, il m'intenta un procès en 1733, sur ma qualité de Lieutenant-Criminel, unie à mon office dès l'établissement du Siège. Mais un Arrêt du 12 Février 1734, lui fit défense de me troubler dans cette qualité, & il fut condamné aux dépens.

Cette condamnation le porta, dès la même année, à une vivacité qui n'a point d'exemple. Dans un choc considérable que les Employés des fermes du Roi eurent avec des contrebandiers dans le bois du Dere, Paroisse d'Esclaron, un des contrebandiers fut tué. Son corps fut apporté à Joinville. Le sieur Drouot, Entreposeur du tabac, présenta sa Requête pour la répétition des Employés & pour la visite du cadavre. J'étois à Bar-sur-Aube. On s'adressa, en mon absence, au sieur Vaillant : il prit la Requête & la déchira. Je fus aussi-tôt rappelé de ma campagne ; & par Sentence, rendue avec le sieur Vaillant lui-même, je déclarai les tabacs saisis, acquis au Roi, au profit des Fermiers. Mais le lendemain le sieur Vaillant courut au Greffe, défendit au Greffier de délivrer aucune expédition de la Sentence, &

prétendit qu'il y avoit dans la procédure des défauts, dont il protesta de me rendre garant. Les Fermiers-Généraux se plaignirent à la Cour des Aydes de cette extravagance. Et par Arrêt du 15 Décembre 1734, le sieur Vaillant fut encore décrété d'assigné pour être ouï.

Envain échouoit-il dans toutes les voies qu'il tentoit pour me nuire; son peu de succès ne le rebuta point. Je travaillois en 1738 avec le sieur Faipout à l'assiette des Tailles de la Paroisse de Baudrecourt. Le sieur Vaillant, ne pouvant parvenir à en régler la répartition à son gré, insulta si vivement le sieur Faipout & moi, que nous ne pûmes nous empêcher d'en porter nos plaintes à M. le Pelletier de Beaupré, alors Intendant de Champagne. M. l'Intendant, ayant vérifié nos griefs, exclut de tout travail le sieur Vaillant, & lui fit défense d'assister à aucune de nos assemblées.

Voilà des choses faites pour donner des impressions fâcheuses de l'Adversaire dont je me plains. Que n'ai-je pu lui faire grace de ce détail! car mon but n'est point de l'offenser, & j'écris moins contre lui que pour moi. Mais sa conduite a rendu nos deux intérêts si contraires, que je ne puis servir les miens, sans que les siens en soient blessés. Tout ce que je puis, c'est de lui épargner quantité d'autres faits. L'esquisse que j'ai tracée suffit pour le faire connoître. Je néglige de même cet enchaînement continuel de propos vifs & de manieres désobligeantes, genre d'offense souvent plus dur, que des insultes, en apparence plus sensibles. Voilà les déplaisirs qu'il me

cause journellement depuis près de trente ans. Mais je savois que les Membres d'une Compagnie devoient toujours, & pour les autres & pour eux-mêmes, ne faire qu'un Corps, gouverné par le même esprit. Ainsi, fâché du peu d'intelligence qui régnoit entre le sieur Vaillant & moi, j'opposois, sans me lasser, la douceur à ses vivacités, & la prudence à ses mépris; je le plaignois même d'être né d'un tempérament si bouillant, que ni l'âge, ni les décrets de la Cour ne pussent le modérer: & s'il cherchoit à m'offenser par des procédés humilians, toute ma vengeance étoit de voir avec quelque plaisir que lui seul avoit toujours tort. Mais ma constance à tout souffrir pendant vingt-huit années, n'a pu me soustraire à la dure nécessité de le traduire enfin devant mes Juges. Les excès auxquels il vient de se livrer, m'en imposent absolument la loi.

C'est une lettre qui a donné lieu à la contestation présente. Cette lettre étoit adressée au Corps de la Justice: le Président du Siège l'apporta au Greffe décachetée. Le sieur Vaillant fut le seul qui s'en offensa; il dit qu'il étoit étonnant qu'on cêlât à la Compagnie de pareilles missives, qu'il entendoit que désormais on ne les ouvrît qu'au Greffe, qu'il étoit en état de payer sa part du port comme un autre. « Le Président répondit » qu'il convenoit de la regle, quoique l'usage » y fût contraire, & cela pour ne point sur- » charger la Compagnie d'assemblées sur des » objets indifférens; que, par exemple, la lettre » dont il s'agissoit, étoit une réponse des Fer-

» miers-Généraux à une lettre de charité, que  
» le Corps leur avoit écrite en faveur d'un Em-  
» ployé révoqué, & que par conséquent elle  
» n'intéressoit nullement l'ordre de la Justice;  
» qu'au surplus, partisan de la regle plus que  
» personne, il la remettroit en vigueur dans tous  
» les cas. »

Le sieur Vaillant prit cette modération pour un hommage, se prévalut de la douceur du Président, & insista avec tant de hauteur, que je crus devoir lui remontrer que le ton de sa représentation nous sembloit déplacé. Cette observation lui déplut, & il s'éleva contre moi avec une véhémence si indécente, qu'il me força de lui rappeler qu'il ne devoit pas perdre de vue les leçons que les Arrêts de la Cour lui avoient faites, sur la maniere de se comporter dans les fonctions de son office. Cette remontrance qui eût dû l'arrêter, produisit l'effet contraire, & le voilà qui, en présence de tous les Officiers, s'emporte, ne connoît plus de bornes, & profere contre moi de noires calomnies.

Comme cette scene étoit de nature à m'obliger de me pourvoir, j'assurai mon action, en lui donnant date, par un Procès-verbal que je déposai au Greffe sur une feuille volante. Il me suffisoit de constater ma plainte, & d'opposer cette barriere aux violences de mon ennemi. Je n'en voulois qu'à son humeur: je n'attaquois ni ses mœurs, ni sa probité, & faisois l'exposé simple de la dispute, que la lettre avoit occasionnée.

Mais, si-tôt qu'il eut appris que j'avois mis au Greffe ce Procès-verbal, il employa huit

jours entiers à en composer un, où il enchérit par écrit, sur les injures qu'il m'avoit faites de vive voix.

Deux choses sont essentielles à distinguer dans ce libelle; les invectives & les faits. Quant aux injures, je les méprise: elles partent d'un homme, qui en a insulté tant d'autres, que ses insultes sont devenues sans conséquence.

Quant aux faits, c'est autre chose. Il me reproche d'avoir reçu des présens de toutes mains, lors de l'imposition des tailles: & de n'avoir point imposé ma sœur sur le rôle.

Je dois répondre à ces deux chefs d'accusation. Car, s'il m'est dur de m'abaisser à une justification en règle, il le seroit bien plus de laisser subsister l'ombre d'un soupçon sur mon compte.

Le sieur Vaillant prétend que j'ai reçu des présens de toutes mains. J'oppose à cette imputation la notoriété de la Province.

Que le sieur Vaillant cite une seule voix qui se joigne à la sienne pour me faire ce reproche: car dès qu'il m'accuse, il faut qu'il prouve. Or, non-seulement je lui porte le défi d'administrer des preuves; c'est moi-même qui m'engage à prouver que, loin d'avoir reçu des présens, j'ai rejeté toujours ceux qu'on m'offroit. Eh! quel témoignage moins suspect de mon intégrité puis-je fournir, que l'emploi considérable, dont m'ont successivement honoré MM. de Beaupré, de la Bauve & de la Chataigneraye. Actuellement encore je suis chargé des établissemens des tailles les plus épineux, & qui demandent le plus de désintéressement & de fermeté. Tel est celui de

Joinville, chef-lieu de l'Election; tels sont ceux de plusieurs autres paroisses, en si grand nombre & si fortes, que je compte plus de trois mille cotes à diriger, tandis que les autres Commissaires n'en ont que douze, huit ou cinq cents. Distinction pénible, mais honorable. Une épreuve aussi longue eût dû me mettre en sûreté contre les attaques de l'envie. Mais peut-être qu'inaccessible à l'appât des présens, je ne l'ai pas été de même aux considérations de la parenté. C'est la seconde accusation.

Le sieur Vaillant prétend que je n'ai point mis ma sœur à la Taille, parce que je suis son héritier : il ajoute que c'est un vol.

Ma sœur a le malheur d'être absolument contrefaite, & d'avoir la santé la plus foible; elle est, depuis l'âge de douze ans, dans les couvens. En 1746 le Subdélégué de l'Election l'imposa à 10 livres. Elle demanda à M. l'Intendant d'en être déchargée. Ses motifs étoient que son état, décidé pour le cloître depuis plus de 20 ans, devoit la faire considérer comme étant hors du monde, que la seule raison de sa mauvaise santé l'avoit empêchée de se consacrer par des vœux solennels, & qu'au moins elle devoit être regardée comme une pensionnaire perpétuelle, séparée de tout commerce avec les hommes. Par l'Ordonnance de M. l'Intendant, & sur l'avis du Commissaire, elle fut mise à la capitation des privilégiés. Je suis entré en 1756 dans le commissariat de Joinville. N'ayant point trouvé ma sœur sur le rôle des tailles, je ne l'y ai point mise; la Communauté ne me l'ayant

point donnée comme cotable, non plus qu'à mes prédécesseurs, je ne l'ai point cotée; je n'ai point favorisé ma sœur; j'ai fait pour elle ce que j'aurois fait pour tout autre; je l'ai traitée comme tout autre l'auroit traitée. Où est donc la prévarication? Où est le vol? J'ajouterai que ma sœur est fille de privilégié, qu'elle ne fait rien valoir par elle-même, que ses fermiers payent la taille pour le peu de bien qu'ils tiennent d'elle, que le sieur Vaillant est lui-même Commissaire de la Paroisse où ses biens sont assis: il a donc une connoissance particuliere qu'ils acquittent la taille. Aussi dans la réparation que je poursuis aujourd'hui contre lui, n'ai-je pas besoin de désirer qu'il réforme ses idées sur mon compte, mais seulement qu'il convienne que, dans sa colere, il a parlé contre ses vraies idées.

Voilà donc le résultat de ses recherches. Il s'est épuisé vainement à épier dans toute ma vie, quelque trait qui prêtât au désir qu'il avoit de me perdre. Et toute sa ressource a été d'empoisonner deux faits innocens en eux-mêmes, puis de crier à l'injustice, au vol. Il m'a traité de prévaricateur, m'a déchiré avec un acharnement sans exemple: & c'est sur le registre du Tribunal dont je suis membre, qu'il a placé ses calomnies. Ah! si quelqu'un faisoit au sieur Vaillant le même outrage, de quelle vengeance il s'armeroit contre l'imposteur? Pour moi, si mon ministère est de rendre justice aux autres, mon devoir est d'attendre qu'on me la rende à moi-même. J'ai fait voir quelle est mon innocence; je vais mon-

trer combien est juste la réparation que j'exige.

Ce n'est point de l'opinion publique que le mérite & la vertu dépendent; mais la bonne réputation est le prix légitime de toutes les deux. Il feroit mal que cette récompense fût le principe de nos actions; il est dans l'ordre de souhaiter qu'elle en soit le fruit. J'avouerai donc que je suis sensible à l'estime.

Comme Juge, je voyois avec satisfaction que le Public me faisoit gré de mon exactitude. Comme Commissaire, je recevois avec reconnoissance les témoignages, dont m'honoroient mes Supérieurs. Mais si ces titres *de prévaricateur, de malhonnête-homme, de voleur* prenoient créance dans les esprits, que de malheurs foudroient sur moi! Le Tribunal dont je fais partie, n'admettroit plus un Ministre déshonoré. L'Intendant me retireroit sa confiance & ma place. Quels torts le sieur Vaillant m'a voulu faire! il a voulu m'enlever du même coup & mon état & mon honneur. Je mériterois cette double perte, si j'hésitois à exiger une réparation éclatante.

Cette démarche devoit-elle lui coûter? J'ai voulu croire jusqu'à présent que ce tissu d'injures avoit été l'effet de ces saillies immodérées, dont souvent lui-même il n'est pas maître. Mais aujourd'hui ses premiers transports sont passés; & s'il s'obstine à refuser la réparation qu'il me doit, ne craint-il pas d'être à la fin taxé d'une méchanceté réfléchie?

Mes Juges sentent, comme moi-même, de quel prix cette réparation est pour moi. On a élevé contre moi un monument d'opprobre &

d'infamie. Tant que cette piece subsistera , je ne vivrai qu'avec douleur. Je sens que le témoignage de ma conscience ne suffit pas pour me tranquilliser : & sans cette fatale épreuve , je n'eusse pas cru qu'un déshonneur injuste affligéât si vivement l'innocence.

Il est vrai que ce n'est pas pour moi seul que je suis alarmé. Pourrois-je voir avec indifférence , ma honte s'étendre sur quatre enfans , remplis pour moi de respect & d'amour ? Tandis que je m'occupe de les conduire au bien par mes leçons & par mes exemples , ils voyent qu'on me dégrade & qu'on les déshonore. Je suivois avec zèle dans l'Office que mon pere a rempli , la route que m'avoit tracée sa droiture ; jaloux qu'un de mes fils pût aussi succéder à ma réputation comme à mon ministère. Et quand toute mon ambition est de lui transmettre ce double héritage , je vois la calomnie m'en disputer la portion la plus chere. Et quel théâtre mon Adversaire a-t-il choisi , pour rendre plus dangereuses ses invectives ? C'est dans une assemblée de tous les titulaires de notre Siège , qu'il étale une scène aussi scandaleuse. C'est sur nos registres publics , qu'il transcrit lui-même la plus noire diffamation. De quel avenir me menaceroit un tel coup !

Je ne pourrois désormais me placer dans le sanctuaire où j'exerce l'honorable fonction de Juge , que le même livre où sont consignées les flétrissures que j'imprime aux coupables , ne me retraçât , à chaque instant , ma propre ignominie. Puis-je soutenir cette idée ? Les Magistrats ,

sensibles

fenfibles à mon affront, vont fe hâter de le venger. Ils tendront tous la main à un Officier, qui réclame leur protection avec d'autant plus de confiance qu'il participe fous leurs yeux, au miniftère de la Cour elle-même. Ce n'eft pas que je n'apprécie la diftance, qui fépare notre Tribunal de celui de mes Juges. Mais enfin, comme l'empire de la Juftice eft un, tous fes Tribunaux font auguftes. Elle fe montre fur notre Siege avec moins d'éclat & moins de pompe, qu'elle ne s'annonce dans un Sénat : mais fes droits font par tout également refpectables : & elle refemble à une eau pure, qui, fe diftribuant dès fa fource pour fertilifer plus d'un lieu, coulé la même dans fes moindres canaux.

C'eft donc en qualité de Magiftrat, j'ofe le dire, autant qu'en qualité de Citoyen & de pere de famille, que je demande la fatisfaction qui m'eft due. *Atrox injuria æftimatur vel ex facto, ... vel ex loco : veluti, fi cui in theatro, vel in foro, vel in confpectu Prætoris injuria fecerit : vel ex perfona, veluti fi Magiftratus injuriam paffus fuerit. (s)*

Et pourquoi le fleur Vaillant m'a-t-il déshonoré ? A-t-on jamais porté des plaintes contre moi ? Suis-je un homme flétri par les décrets ? Mes Supérieurs m'ont-ils exclus des aflemblées ? m'ont-ils déposé de mes charges ? Ma conduite m'a concilié dans tous les temps mes Supérieurs & mes égaux, les Intendans & le public. J'ai

---

(s) Institut. de injuriis §. 9.

dans mes mains quantité de preuves , qui m'assurent ce double suffrage.

Est-il quelque imposition qui exige plus de capacité & de droiture ? C'est à moi qu'on veut bien la confier. On multiplie l'emploi dont on me charge , & je rassemble plus d'opérations à moi seul , que n'en ont trois ou quatre Commissaires réunis. Mais je m'apperçois que je me loue moi-même. Que la Cour me le pardonne. La triste nécessité où l'on m'a mis de faire ma propre apologie , me mortifie bien plus , que je n'ai de plaisir à la faire. Accablé du poids de mes chagrins , mon intention n'est guere de me faire valoir. J'ai voulu seulement ouvrir à mes Juges toute mon ame. Ils y voient mon innocence & ma douleur. Je leur devois de leur démontrer l'une : ils me doivent de me délivrer de l'autre.

Puisse la réparation d'honneur , à laquelle leur justice condamnera mon Adversaire , le ramener aux sentimens de douceur & de paix , si convenables à son état ! Puisse enfin l'Arrêt que j'espere , en effaçant de dessus nos registres les calomnies qui les ont profanés , effacer du cœur du sieur Vaillant jusqu'à la trace de ces inimitiés , si inconciliables avec les tranquilles fonctions de notre ministère !

*Signé* SIMON DE MASSEMONT.

Me. LOYSEAU DE MAULEON, *Avocat.*



# PLAIDOYER

POUR le Sieur SIMONNET;

CONTRE le Sieur LE NOIR.

MESSIEURS,

AUTANT les Loix de la nature sont supérieures aux Loix civiles, autant les contestations qui s'élèvent sur la naissance des Citoyens, sont au-dessus des causes qui ne touchent qu'à leur fortune. Aussi, Messieurs, il n'est point d'hommes sur qui les affaires du premier genre ne fassent une vive impression. J'avouerai même qu'il est peu de Questions d'Etat où ce ne soit en faveur des enfans que la sensibilité publique se déclare. Leur innocence, leur malheur, & leur âge, ont, sans doute, le droit d'émouvoir. Porté naturellement à les plaindre, le plus grand nombre forme des vœux pour leur triomphe : & comme ce que le cœur éprouve, l'esprit se hâte de l'adopter, ils ont raison, parce qu'ils intéressent, & que, séduit par sa propre

bonté, l'on s'attendrit au lieu de s'éclairer, on se passionne avant que de s'instruire.

Pour vous, Messieurs, qui n'admettez de sentimens que ceux qu'épure une raison toujours impartiale, si d'un côté, le sort d'un fils qu'un pere injuste cherche à priver de son état, vous semble digne de pitié; de l'autre, le sort d'un homme qui n'est point pere, & dont un étranger voudroit se faire déclarer fils, vous paroît tout aussi digne de compassion. Vos vues pour le bien général s'étendent même jusques dans l'avenir. Vous êtes frappés de cette réflexion effrayante, que si vous donnez à un homme une place que le sang lui refuse, les Loix, qui vont appuyer sans cesse cette erreur, produiront, quoique justes, une continuelle injustice. Embrassant ainsi d'un coup-d'œil, tous les dangers qu'il y auroit de part & d'autre, soit à faire descendre un fils d'un rang qu'il doit à sa naissance, soit à faire réussir l'ambitieux qui s'efforce de l'usurper, les risques vous paroissent les mêmes : nulle prévention ne vous ébranle : & si vous plaiguez les Parties de soutenir des procès aussi tristes, cet intérêt, que l'incertitude où vous êtes vous oblige à partager entre elles, forme deux poids égaux dans la balance où vous pesez les faits.

#### F A I T.

Le sieur Simonnet, qui étoit veuf de la Demoiselle Bouquet, dont il avoit une fille, se remaria en 1735, à Marguerite-Denise de Saint Bonnet, âgée de vingt ans.

Propriétaire d'une charge de Secrétaire du Roi, de la Terre de Groslay, de plusieurs maisons dans Paris, & faisant d'ailleurs un commerce de diamans très-étendu, il jouissoit alors d'une fortune considérable. Mais les emprunts qu'il lui fallut faire pour payer une soulte de cent vingt mille livres, pour l'échange de la Terre de Groslay contre celle de Soussy, quantité de rentes viagères dont il payoit pour plus de dix-huit mille livres par an; enfin la diminution des diamans arrivée en 1741, voilà quelles furent les véritables causes de sa déroute. Pour l'empêcher, la Dame Simonnet s'étoit engagée dès sa minorité pour plus de cinq cent mille livres : engagement qu'elle ratifia sitôt qu'elle fut majeure; en sorte, Messieurs, qu'elle s'associa aux désastres de son mari.

Le dérangement total de leurs affaires les obligea en 1743 de faire à leurs Créanciers une cession de tous leurs biens. L'acte de cession fut dressé le 30 Août dans l'étude de M<sup>e</sup>. Thorel. La Dame Simonnet qui assista à l'assemblée des Créanciers, le signa avec son mari.

Comme la Dame de Saint-Bonnet voyoit, dès 1740, que la fortune de sa fille se dérangeoit, elle fit un testament par lequel elle substitua aux enfans à naître de sa fille, la portion héréditaire qui lui reviendrait de ses biens.

Après sa mort, les Créanciers formerent contre le tuteur à la substitution, une demande en distraction de légitime. Ils objectèrent à la Dame Simonnet que, puisqu'elle n'avoit point d'enfans, sa prétention au sujet d'une substitution faite en

leur faveur, devenoit sans objet. Elle se défendit sur ce que la substitution ne parloit que d'enfans à naître, & qu'elle étoit d'âge à en avoir; mais elle convint qu'elle n'en avoit point, & cette déclaration faite à l'audience & imprimée dans ses mémoires, lui fit perdre sa cause : la distraction fut adjugée aux Créanciers.

La Dame Simonnet est décédée à la fin de l'année 1752 : elle n'a point été enlevée par une mort imprévue; une maladie de langueur l'a conduite, après plusieurs mois, au tombeau.

Quelques mois après le décès de sa femme, le sieur Simonnet fut assigné le 26 Juin 1753, à la Requête des sieur & dame le Noir, pour être condamné à payer une somme de 1110 livres, pour alimens par eux fournis à deux enfans qu'ils prétendirent être nés de son second mariage. Le sieur Simonnet leur fit signifier des défenses, dans lesquelles il soutint qu'il n'étoit point né d'enfans de son mariage avec la Demoiselle de Saint-Bonnet; qu'il n'avoit jamais connu, ni ceux qui se présentoient sous cette qualité, ni les sieur & dame le Noir qui prétendoient en avoir pris soin : & en conséquence, il conclut à ce que ses Adversaires fussent déclarés non-recevables.

Le sieur le Noir provoqua l'assemblée des parens du sieur Simonnet, en l'Hôtel du sieur Lieutenant-Civil, pour nommer un tuteur aux enfans. Le sieur Simonnet réitéra dans le Procès-verbal d'assemblée, la même déclaration qu'il avoit faite dans les défenses dont j'ai eu l'honneur de vous rendre compte. Tous les parens déclarerent aussi qu'ils n'avoient aucune con-

naissance des faits articulés par le sieur le Noir,

En conséquence de ces déclarations, le Magistrat ne put nommer d'autre tuteur que ce sieur le Noir, pour défendre l'état des mineurs.

Ce tuteur demande aujourd'hui que ses pupilles soient reconnues pour enfans des sieur & dame Simonnet. C'est, Messieurs, sur cette prétention que vous avez à prononcer.

### M O Y E N S.

Un point très-constant entre nous, c'est que le sieur Simonnet a toujours passé, dans le monde, pour n'avoir point d'enfans. C'est un fait avoué dans la Cause : notre Adversaire lui-même en convient, puisqu'il nous impute à crime l'opinion publique.

Mais, Messieurs, si cette opinion est fausse, elle n'a pu avoir cours que par l'une de ces deux causes, ou parce que le sieur Simonnet a célé ses enfans, ou parce que sa femme lui en a caché l'existence.

Si ce pere les a supprimés, si, dès leur entrée à la vie, il s'est hâté de les rejeter de son sein, de les dégrader du rang de Citoyens, de les dépouiller des droits de leur naissance, & qu'il soit devenu parricide en même temps que pere, que les Juges déploient leur vengeance sur ce profanateur des droits de la société, de la nature & de la religion. Mais comme le mal ne se présume point, de quelles preuves il est à croire que vous êtes armés pour l'en convaincre? Montrez-nous donc dans le sieur Simonnet, des inclina-

tions & des mœurs qui annoncent une ame capable de s'y livrer : faites-nous voir quelles raisons si puissantes l'y ont porté : découvrez-nous le principe de ce projet : suivez-le dans ses progrès & dans son cours : mettez au jour les pratiques secrètes, les ressorts obscurs qu'il a fait jouer : dévoilez ces précautions timides, ces attentions suspectes qui décelent ceux qui s'en servent : nommez-nous ses confidens & ses complices ; puis, l'accablant sous tant de témoignages, couvrez-le de la confusion qu'il mérite.

Le croirez-vous, Messieurs ? Notre Adversaire est resté muet sur tous ces points. Hors d'état de présenter le moindre indice de la soustraction qu'il allègue ; « c'est, nous dit-il avec sang-froid, » c'est un mystère impénétrable ». Et pourquoi donc essayez-vous de le percer ? De quel front osez-vous, du milieu des nuages qui vous paroissent si épais à vous-même, faire sortir une accusation si odieuse ? Le sieur Simonnet a supprimé ses deux enfans. Voilà sans doute un crime très-punissable. Mais pourquoi les a-t-il supprimés ? Mais comment les a-t-il supprimés ? C'est un mystère impénétrable. Quoi ! vous chargez un Citoyen du forfait le moins vraisemblable, le plus lâche. Et qu'on vous presse sur les détails, vous dites : « je les ignore ». Qu'on vous interroge sur vos preuves, vous répondez : « je n'en ai point ». En est-on quitte pour porter ainsi au hasard des coups mortels à l'honneur des hommes ?

Et encore quel est celui que vous chargez de cette intrigue ? Est-ce un de ces hommes

errans , & d'une condition incertaine , qu'on a vu quelquefois , au gré de leur misere , peres & fans enfans tour à tour , vendre les leurs , dérober ceux des autres ? C'est un homme qui connoît l'étendue des sentimens & des devoirs de pere , qui les a rempli tous auprès d'une fille du premier lit , qu'il chériffoit , dont il étoit chéri. Il a goûté la fatisfaction de l'élever : il a éprouvé la joie de l'établir : il a senti le malheur de la perdre : un gendre qu'il aime lui en tient lieu : il la retrouve , tous les jours , dans des petits-fils , dignes objets de sa tendresse : il se console dans les douceurs de leurs caresses , de l'amertume dont le pénètre votre imposture : & vos efforts pour partager avec ses vrais enfans un titre qu'il leur doit tout entier , resserrent les nœuds de son amour , & lui rendent leurs embrassemens plus précieux.

Mais enfin , l'intérêt , cette passion qui aveugle & gouverne les hommes , l'a peut-être violemment excité à former ce complot. D'abord est-il , je le demande , quelque intérêt proportionné à l'énormité de la faute. Mais voyons donc cet intérêt si prodigieux. Prétendez-vous que le défaut d'enfans eût rendu sa condition meilleure vis-à-vis de ses créanciers ? Mais , par un acte de cession , il leur avoit abandonné généralement tous ses biens. Cette cession est absolument sans réserve. Qu'auroient-ils donc exigé davantage , s'il eût existé des enfans ? Direz-vous qu'alors il eût fallu faire un fonds pour le douaire ? Mais , quoiqu'il fût vrai qu'ils étoient fans enfans , comme ils étoient en âge d'en avoir ,

il falloit toujours affeoir ce fonds du douaire; & auffi, Messieurs, l'a-t-on placé par le contrat du 8 juillet. Il est donc sûr que le sieur Simonnet n'avoit pas le plus foible intérêt à dissimuler leur naissance. Il y a plus, Messieurs: c'est qu'il avoit l'intérêt tout contraire. S'il eût eu une famille à faire vivre, la Direction, qui l'a privé de tout, l'auroit traité avec moins de rigueur. Il auroit joui d'une somme de 60000 liv. dans les biens de la Dame de Saint-Bonnet, sa belle-mere: il se fût appliqué, comme gardien, les fruits de la substitution. La substitution & la garde sont deux objets qui n'étoient point sous la main de ses créanciers; & la minorité de ses enfans eût rendu son sort bien plus doux.

Mais, ce n'est point, Messieurs, l'intérêt qu'il consulte dans cette affaire: & quand même l'adoption indigne qu'on lui propose lui produiroit de plus grands avantages, loin que ce motif prévalût, la pension même qui le fait vivre, cette ressource unique, qu'il doit toute à la tendresse de la Dame de Bures sa fille, il seroit prêt à en faire le sacrifice, si le triomphe de la vérité qu'il soutient en dépendoit. Et ce ne sont point, Messieurs, de vaines déclamations, des phrases attendrissantes que je lui prête. Je ne répète que ce que lui-même il m'a dit, dans l'excès du chagrin que lui cause la prétention étrange des deux filles qui se présentent. Ces deux filles sont à plaindre, sans doute: plaignez-les donc, & nous les plaindrons avec vous. Mais n'allez pas, par compassion pour elles, commettre une grande injustice: n'allez pas être

cruels par pitié, jusqu'à transporter leur malheur sur un homme qui n'est point coupable.

Mais la Dame Simonnet a peut-être dérobé à son mari l'existence de ses enfans.

Ce mystere est-il vraisemblable? Quoi! une femme, qui demeure avec son mari, pourra lui cacher sa grossesse? Les soins, les maladies & les symptômes que cet état entraîne, rien ne la trahira? Ni parens, ni amis, ni domestiques, aucun œil ne découvrira ce secret? La femme de chambre, qui voit sa Maîtresse à tout instant, en tout état, ne s'en fera point apperçue? Est-il possible de se prêter à de telles idées?

Mais, a-t-on dit, la Dame Simonnet étoit d'une taille toute propre à favoriser une pareille ruse. Il faut avouer que la défaite n'est pas heureuse. Qu'une femme parvienne, dans les premiers mois, à déguiser les apparences de sa situation, la chose n'est pas sans exemple. Mais que cette dissimulation se soutienne & réussisse jusqu'au dernier moment, c'est ce que personne ne pourra croire.

Pour donner à cette grossesse mystérieuse une fin également obscure, notre Adversaire n'a eu garde de faire accoucher la Dame Simonnet dans sa maison. Il a placé son accouchement dans un de ces sombres réduits où des veuves & des filles coupables viennent, d'un pas tremblant, déposer, entre les bras d'une Sage-Femme inconnue, les victimes de leurs désordres. Ainsi, loin d'offrir à son mari les gages de leur union, loin de le voir, dans ces momens de souffrance & de joie, partager l'une & l'autre avec elle, cette

mere fera venue confondre les fruits légitimes de son mariage avec ceux de la honte & du crime ! Les dangers de l'enfantement , courus dans un lieu si suspect , l'auront exposée , du même coup , à perdre & l'honneur & la vie. Et dans quelle vue brave-t-elle ainsi tous ces risques ! « Le dérangement de ses affaires lui a fait » craindre , nous a-t-on dit , d'élever des enfans malheureux ». C'est donc crainte de s'attendrir en voyant leur misere ? C'est donc pour s'épargner les larmes que leur sort lui eût fait répandre ? Voilà sans doute une sensibilité d'un nouveau genre : Voilà , Messieurs , je le peux dire , une tendresse bien barbare. Quoi ! de peur qu'ils ne soient privés de fortune , elle les prive de leur état & de leur nom : de peur qu'ils ne vivent sans opulence , elle les proscriit dès le berceau : elle les laisse languir , toute leur vie , dans dans un lieu d'intrigues & de mystere. Quelle école pour des filles qu'une habitation si critique ! Quels spectacles , quels discours viennent y frapper leurs oreilles , leurs yeux ! Tirons le voile sur ces objets ; mais avouons qu'il est contraire à toute vraisemblance que la Dame Simonnet ait fait à son mari un pareil vol , qu'elle eût vécu tranquille au milieu d'un larcin aussi grave , ou plutôt que , troublée toujours par ses propres pensées , mais étouffant au dedans d'elle-même ce tumulte intérieur , qui sans cesse accompagne le crime , nulle altération , nul remord ne lui fût échappé , qui eût trahi le secret de son ame.

Mais quand cette femme auroit eu la constance d'en imposer , pendant dix ans , à son mari , elle

tombe malade d'une maladie de langueur qui la conduit, par degrés, au tombeau : elle voit la mort arriver à pas lents : les approches d'une fin certaine la fixe toute entière sur sa conscience : elle se confesse, reçoit ses Sacremens, satisfait à tous ses devoirs : mais dans ces temps, où les passions font place au repentir, où l'homme, rendu à lui-même, expie ses fautes par ses regrets, ne se fût-elle pas accusée devant son mari du recelé des deux enfans qu'elle lui auroit soustraits ? Son premier soin, dans ces momens terribles, n'eût-il pas été de restituer à un pere ses enfans, à des enfans leur pere ? Eût-elle voulu, en persistant dans l'atrocité de son crime, profaner les Sacremens qu'elle recevoit, & périr, avec désespoir, dans les liens de l'imposture.

Comment donc le Tuteur de ces deux filles s'y est-il pris pour les donner au sieur Simonnet ?

D'abord, ce Tuteur est forcé d'avouer qu'elles manquent du moyen le plus nécessaire dans ces sortes de causes, d'un moyen qui seul a suffi quelquefois, sans lequel aucun autre ne peut suffire, je veux dire la possession d'état. Elles n'ont jamais eu cette publicité, qui donne un rang dans la société : jamais elles n'ont connu ces relations que la parenté forme : jamais personne ne les a vu jouir de l'état qu'elles réclament. Etrangères à la famille du sieur Simonnet, comme à celle de sa femme, aucun parent des deux côtés n'a soupçonné leur existence. La Dame de Bures, fille du premier lit & qui vivoit avec son pere, la Dame de Saint-Bonnet, mere de la Dame

Simonnet, & qui voyoit sa fille très-souvent, enfin, toutes les sociétés, toutes les connoissances, tous les amis des Sieur & Dame Simonnet les ont toujours regardé l'un & l'autre comme n'ayant point de postérité. Les Domestiques de la maison n'ont jamais vu ces filles y entrer. La Dame Simonnet, arrivée à cette dernière heure, dont l'amertume ne peut être adoucie pour une mere, que par la vue d'enfans qui reçoivent ses derniers soupirs, attend la mort avec résignation & la reçoit avec piété, sans qu'il s'agisse des deux filles qui se présentent. Une Sage-Femme épie, avec inquiétude, le décès de la Dame Simonnet. Dès qu'elle le fait, dès qu'elle est sûre de n'être point désavouée par la femme, elle apprend au mari qu'il est question de le rendre pere. Lui amene-t-elle ses deux enfans pour pleurer avec lui l'épouse qu'il vient de perdre? Elle n'a garde de s'exposer à l'indignation de l'homme qu'elle outrage. Elle rend un Huissier porteur de cette étonnante nouvelle. Le premier acte qu'elle leur fait faire en qualité d'enfans, c'est d'assigner celui qu'elle leur a choisi pour pere. Sa surprise à cette assignation est un de ces mouvemens qu'il faut éprouver pour les rendre. C'est en l'Hôtel du sieur Lieutenant-Civil qu'il les voit pour la première fois. Cette entrevue va-t-elle être une de ces tendres reconnoissances, où le sang se trouble cede à une puissance invincible? Irrité de cette scene & du rôle humiliant qu'il y joue, il déclare devant le Magistrat qu'il n'a jamais eu d'enfans de son mariage avec la Demoiselle de Saint-Bonnet; qu'il ne connoît point les filles

qu'on lui donne ; qu'il n'a jamais vu ce sieur le Noir qui les produit. Les parens déclarent la même chose. En conséquence le Magistrat ne peut nommer à ces deux filles d'autre Tuteur que ce le Noir, mari de la Sage-Femme qui les a élevées. Vous voyez donc, Messieurs, qu'elles n'ont point cette possession d'état, si importante dans les procès de cette espece. Mais voyons de quelle maniere leur Tuteur s'est flatté de suppléer à la possession qui leur manque.

Il présente deux Extraits de Baptême où les Parties adverses sont données pour enfans au sieur Simonnet.

Je demande si ces deux actes sont contradictoires avec lui ? Je demande si l'on y voit le sieur Simonnet accompagner ses enfans à l'Eglise, en déposer l'état dans les Registres de sa Paroisse, signer ce monument public, reconnoître par cette démarche la vérité de leur naissance ? Non, Messieurs ; c'est en l'absence du sieur Simonnet ; c'est sur une Paroisse autre que la sienne, qu'une Sage-Femme, qu'il n'a jamais connue, fait baptiser deux enfans sous son nom. Un Sr. Marguerite, de la Religion protestante, est le parrain de l'un des deux : l'autre est tenu par un nommé Matthieu Rouffelet, homme sans domicile, sans qualité, qui prend le titre vague de Bourgeois de Paris, qualification incertaine de ces gens qui n'ont pour tout commerce qu'un nom obscur dont ils trafiquent en le louant souvent à l'injustice. Loin donc que ces Extraits de Baptême suppléent à la possession d'état qui leur manque, ils ne servent qu'à en constater le défaut ; ils

prouvent eux-mêmes la clandestinité. Si de tels actes suffisoient pour rendre un mari pere, que deviendrait la sûreté publique ? Quel Citoyen pourroit être à l'abri d'une pareille fraude ? L'état des hommes seroit le jouet de l'artifice & de l'audace. Aussi l'Ordonnance de 1667 n'a-t-elle établi les Registres de Baptêmes que pour constater l'âge & la naissance des enfans. Voilà, en effet, tout ce dont est témoin le Prêtre qui rédige ces actes. Quant à l'état, il est possible qu'on l'ait trompé par de fausses déclarations : & simple Rédacteur en ce point, son acte ne fournit de preuve sur cet objet qu'autant que le pere est témoin. Ces principes, le danger d'un système contraire vous seront développés par un défenseur plus (a) habile, qui s'est chargé des points de droit. Pour moi, Messieurs, dont le ministère est borné à la seule discussion des faits, je vous supplie d'observer entr'autres celui-ci.

Cette Dame Simonnet, que le Tuteur le Noir fait accoucher chez une Sage-Femme, rue Mazarine, le 31 Août 1744, à quatre heures après midi, étoit présente le 30 Août 1744, dans le même temps, à une assemblée de créanciers, dans l'Etude de M<sup>e</sup> Thorel. Il s'agissoit dans cette assemblée, d'un abandonnement général des biens des Sieur & Dame Simonnet. Cette assemblée, qui dura une partie de l'après-midi, étoit convoquée

---

(a) M<sup>e</sup> Aubry, digne, par ses talens & par ses vertus, de son illustre pere.

convoquée pour trois heures : & aussi l'Acte est-il daté de trois heures de relevée. La Dame Simonnet, je le répète, étoit présente à cette assemblée, ainsi que son mari. Sa présence est un fait dont tous les créanciers furent témoins. D'ailleurs, il est consigné expressément dans l'Acte. Voici les termes : *Le 30 Août 1744, trois heures de relevée, à l'assemblée des sieurs & dames Créanciers, où étoient lesdits sieur Jacques Simonnet, & ladite dame Marguerite-Denise de Saint-Bonnet son épouse.* En effet, cet Acte fut signé par la Dame Simonnet comme par son mari. La signature de l'Officier public, qui est au bas, ne laisseroit aux Parties adverses que la voie de l'inscription de faux, s'ils vouloient détruire la vérité du contenu dans l'Acte. C'est cependant, Messieurs, sous la même date, que la Sage-Femme place sur son registre l'accouchement de la Dame Simonnet. Mais une contradiction si frappante, un *alibi* si clair & si sensible ne détruisent-ils pas entièrement l'identité ? D'abord, si l'on veut ajouter foi à ces deux Actes en même-temps, ne sera-t-il pas évident que la Dame Simonnet, qui accouche rue Mazarine, chez une Sage-Femme, à quatre heures après midi, le 30 Août 1744, n'est pas la même Dame Simonnet, qui, la même année, le même mois, le même jour, à la même heure, assiste à une assemblée de Créanciers dans l'Etude de M<sup>e</sup> Thorel. Et s'il falloit choisir celui des deux Actes qui mérite le plus de foi, pourroit-on balancer entre ce recueil indécent de foiblesses & de désordres, & un Acte authentique fait pardevant Notaires, signé

prouvent eux-mêmes la clandestinité. Si de tels actes suffisoient pour rendre un mari pere, que deviendroît la sûreté publique ? Quel Citoyen pourroit être à l'abri d'une pareille fraude ? L'état des hommes seroit le jouet de l'artifice & de l'audace. Aussi l'Ordonnance de 1667 n'a-t-elle établi les Registres de Baptêmes que pour constater l'âge & la naissance des enfans. Voilà, en effet, tout ce dont est témoin le Prêtre qui rédige ces actes. Quant à l'état, il est possible qu'on l'ait trompé par de fausses déclarations : & simple Rédacteur en ce point, son acte ne fournit de preuve sur cet objet qu'autant que le pere est témoin. Ces principes, le danger d'un système contraire vous seront développés par un défenseur plus (a) habile, qui s'est chargé des points de droit. Pour moi, Messieurs, dont le ministère est borné à la seule discussion des faits, je vous supplie d'observer entr'autres celui-ci.

Cette Dame Simonnet, que le Tuteur le Noir fait accoucher chez une Sage-Femme, rue Mazarine, le 31 Août 1744, à quatre heures après midi, étoit présente le 30 Août 1744, dans le même temps, à une assemblée de créanciers, dans l'Etude de M<sup>e</sup> Thorel. Il s'agissoit dans cette assemblée, d'un abandonnement général des biens des Sieur & Dame Simonnet. Cette assemblée, qui dura une partie de l'après-midi, étoit  
convoquée

---

(a) M<sup>e</sup> Aubry, digne, par ses talens & par ses vertus, de son illustre pere.

convoquée pour trois heures : & aussi l'Acte est-il daté de trois heures de relevée. La Dame Simonnet, je le répète, étoit présente à cette assemblée, ainsi que son mari. Sa présence est un fait dont tous les créanciers furent témoins. D'ailleurs, il est consigné expressément dans l'Acte. Voici les termes : *Le 30 Août 1744, trois heures de relevée, à l'assemblée des sieurs & dames Créanciers, où étoient lesdits sieur Jacques Simonnet, & ladite dame Marguerite-Denise de Saint-Bonnet son épouse.* En effet, cet Acte fut signé par la Dame Simonnet comme par son mari. La signature de l'Officier public, qui est au bas, ne laisseroit aux Parties adverses que la voie de l'inscription de faux, s'ils vouloient détruire la vérité du contenu dans l'Acte. C'est cependant, Messieurs, sous la même date, que la Sage-Femme place sur son registre l'accouchement de la Dame Simonnet. Mais une contradiction si frappante, un *alibi* si clair & si sensible ne détruisent-ils pas entièrement l'identité ? D'abord, si l'on veut ajouter foi à ces deux Actes en même-temps, ne sera-t-il pas évident que la Dame Simonnet, qui accouche rue Mazarine, chez une Sage-Femme, à quatre heures après midi, le 30 Août 1744, n'est pas la même Dame Simonnet, qui, la même année, le même mois, le même jour, à la même heure, assiste à une assemblée de Créanciers dans l'Etude de M<sup>e</sup> Thorel. Et s'il falloit choisir celui des deux Actes qui mérite le plus de foi, pourroit-on balancer entre ce recueil indécent de foiblesses & de désordres, & un Acte authentique fait pardevant Notaires, signé

par tous les Directeurs, signé par la Dame Simonnet, signé par l'Officier public ?

Ce n'est pas tout. Il s'élève en 1751, c'est-à-dire, huit ans après la prétendue naissance des enfans, une contestation sérieuse entre la Dame Simonnet & ses Créanciers, au sujet d'une substitution faite par la Dame de Saint-Bonnet sa mere. Les Créanciers antérieurs à cette disposition demandoient la distraction de la légitime, & se fondoient sur ce que la Dame Simonnet n'avoit point d'enfans. La Dame Simonnet, qui n'en avoit effectivement pas, se défendit sur ce que dans le fait, elle pouvoit encore en avoir, & sur ce que dans le droit, la substitution devoit tenir, quoiqu'elle n'en eût pas. Voilà, Messieurs, ce qu'elle fit plaider à l'Audience; voilà ce qu'elle fit imprimer dans ses Mémoires. Voilà donc la Dame Simonnet qui, dans un temps où elle avoit le plus grand intérêt à faire paroître des enfans, est obligée de convenir qu'elle n'en a pas : & c'est sur ce défaut d'enfans qu'elle perd un procès important.

Parcourons les autres Actes de la famille. Dès 1740 la Dame de Saint-Bonnet, qui voyoit approcher la ruine de son gendre, voulut substituer à sa fille les biens qu'elle alloit lui laisser. Comme elle savoit que sa fille n'avoit point d'enfans, elle énonça sa substitution en ces termes : « Je substitue aux enfans à naître » ; & elle répéta en 1744 la même substitution dans un Codicille postérieur à la naissance des deux filles qu'on voit paroître. Vous voyez

donc , Messieurs , combien les preuves se multiplient pour établir la vérité que je défends.

En 1744 , la Dame Simonnet assistoit à une assemblée de Créanciers , précisément dans le même temps où l'on place son accouchement chez une Sage-Femme , rue Mazarine. En 1744 la Dame de Saint-Bonnet reconnoît , dans un Testament , que sa fille n'a point d'enfans. En 1751 la Dame Simonnet déclare elle-même à la Justice qu'elle n'en a point. En 1756 les Parens assemblés déclarent aussi dans un Procès-verbal le même fait. Ainsi , Messieurs , les Titres les plus solennels , les Actes les plus authentiques , se réunissent pour confondre nos Adversaires. Mais ce défaut de possession d'état n'a pu venir que de l'une de ces trois causes , ou de ce que le sieur Simonnet n'a jamais eu d'enfans , ou de ce qu'il les a cachés de concert avec sa femme , ou de ce que sa femme lui en a dérobé l'existence à lui-même. Mais il a prouvé d'abord qu'il ne les a point supprimés ; il a prouvé ensuite que jamais sa femme ne les lui a cachés. Donc il a prouvé que ceux qui se présentent ne sont point nés de son mariage.

Mais , Messieurs , livrons-nous actuellement à la plus cruelle de toutes les hypothèses. Que le sieur Simonnet prenne sur lui de se prêter , pour un instant , à admettre l'accouchement de la Dame Simonnet ; qu'en résultera-t-il ? Que les circonstances , dont les Parties adverses entourent elles-mêmes cet accouchement clandestin , loin d'établir la paternité qu'elles désirent ,

prouveroient toutes qu'elles ne sont point nées de celui qu'elles réclament pour pere. Ce nouveau point de vue, auquel la nécessité de tout prévoir & de tout dire m'amène, exige de vous, Messieurs, un nouveau degré d'attention.

On nous dit que la Dame Simonnet s'est traînée chez une Sage-Femme, pour déposer furtivement les fruits d'une grossesse cachée au Public. Mais si c'eût été le sieur Simonnet qui eût engagé sa femme à soustraire ainsi leurs enfans communs : ou son dessein auroit été de les anéantir pour toujours ; & alors il les eût fait porter dans un de ces Dépôts publics, où les enfans oubliés, inconnus, se perdent pour toute la vie, & jamais cette cause n'auroit existée : ou son dessein auroit été de les retrouver quelque jour dans la maison qui les lui auroit conservés ; & alors hésiteroit-il un seul instant à les reprendre ? Et alors n'eût-il pas été de moitié dans le secret ? Et alors n'auroit-il pas accompagné sa femme ? Plus cette femme se seroit exposée, plus il auroit eu soin d'assister lui-même à ses couches, de lui marquer sa tendresse & ses craintes. Le sieur Marguerite & la Sage-Femme n'auroient point servi de parains, sans le choix & sans l'aveu du pere. Le pere n'auroit point laissé écouler dix années, sans venir voir une seule fois ses enfans. La Sage-Femme les eût quelquefois amené secrètement chez lui. Elle n'eût point pris pendant dix & onze ans, les enfans d'une femme mariée, en pension chez elle, sans le consentement de son mari. Elle

n'eût point attendu la mort de la femme , pour demander au mari des payemens dûs depuis long-temps. Ainsi , Messieurs , d'après les faits qu'on nous oppose & en les supposant véritables , que voyez-vous ? Une femme inquiète & honteuse qui fuit les regards d'un homme qu'elle a trompé. Elle lui cache soigneusement une grossesse qui lui est étrangère. Elle va seule , & à son insu , chercher loin de chez elle une Sage-Femme , qui la délivre d'un fardeau que son crime lui rend plus pesant. Elle lui confie les tristes causes qui lui font craindre la maison & les yeux d'un époux. Elle l'intéresse à se charger d'enfans dont l'éducation doit rester aussi obscure que leur naissance. Cette confidente , attendrie ou payée , n'a garde d'informer le mari de l'affront qu'il vient de recevoir. Dans la nuit où elle enveloppe ces enfans , elle leur ménage des armes pour combattre au grand jour contre un homme qui ne les connoît point. Mais elle attend avec prudence que l'instant soit venu de l'accabler d'un présent si funeste. Tant que l'épouse sera vivante , cette épouse se verroit convaincue par l'époux qu'elle a outragé. Elle attend donc que cette femme n'existe plus : & quand du moins la mere , pour ne pas joindre un second crime à sa première faute , aura rendu justice aux fruits de ses égaremens , en les éloignant d'une famille dont le sang & les biens ne sont point à eux , quand elle aura déclaré devant des Officiers de Justice , quand elle aura signé dans des actes publics , quand elle aura protesté à la face

des Tribunaux , qu'elle n'a point rendu son mari pere ; le sieur le Noir reviendra , comme tuteur de ces deux mineures , contre le Jugement que leur mere aura elle-même prononcé sur leur sort : Et ce sera dans le sanctuaire même de la Justice qu'il essayera de consommer l'iniquité tramée depuis dix ans dans les ténèbres. Vous le voyez , Messieurs , tous les faits de nos Parties adverses s'ils étoient admissibles , établiroient clairement l'adultere. Leurs preuves prétendues de maternité éloigneroient du sieur Simonnet la paternité qu'elles réclament. Comme leur défense ne peut se diviser , qu'il la faut prendre dans son entier , leurs propres déclarations retomberoient toutes sur elles. Elles ne puiferoient leurs moyens que dans le sein d'un crime qui détruiroit leurs prétentions. Leurs efforts n'auroient d'autre effet que d'exclure l'idée qu'elles veulent établir ; & si d'une part elles parvenoient à déshonorer celle qu'elles prétendent avoir été leur mere , de l'autre elles démontreroient contre elles-mêmes que le sieur Simonnet n'est point pere. Et vous , tuteur , vous , mari de la Sage-Femme qui a élevé ces deux filles , ce seroit vous qui , témoin de cet accouchement furtif , confident de la passion qui lui a donné l'être , ministre d'une éducation ténébreuse , complice même de la faute par le silence que vous avez gardé , ce seroit vous qui , sachant comme moi , que je soutiens ici ce que je dois à la force de la vérité , à l'honnêteté des mœurs , à la dignité du mariage , à toute ma famille , à moi-même ,

oseriez cependant me traiter d'homme cruel, de pere injuste, de cœur dénaturé. Ah ! c'en est trop, sans doute, de trahir votre propre conscience, & de me faire un crime d'écouter & de suivre la mienne.

Quoi ! cet homme viendra dire au sieur Simonnet : « Votre femme a craint de vous inf-  
» truire d'une grossesse illégitime. Elle m'a im-  
» posé silence sur un fait que vous eût irrité.  
» J'ai obéi ponctuellement à ses ordres. Mais à  
» présent qu'elle n'est plus, voici le fruit de  
» ses fragilités qu'il s'agit de vous faire adopter.  
» Envain ces deux enfans sont nés hors de votre  
» maison : envain n'ont-ils jamais reçu l'éduca-  
» tion, le traitement exigé par la Loi : envain  
» tout prouve-t-il qu'un autre homme leur a  
» donné le jour, les preuves mêmes qui éta-  
» blissent que vous n'êtes point pere, nous fer-  
» viront à vous le rendre malgré vous-même. »  
Est-il un Tribunal, est-il une Loi qui consacraient une proposition si horrible, & si propre à saper du même coup les fondemens de la société & ceux de la Religion ?

Car enfin, puisqu'il m'est permis, dans une audience aussi solennelle, de porter un œil rapide sur nos Loix divines & humaines, l'Auteur de toutes choses a, pour les conserver, établi une fécondité successive qui les perpétue d'âge en âge. Mais pour que le plus noble de ses ouvrages s'intéressât lui-même à la durée de son espece, il a voulu que la reproduction des hommes fût fondée sur un double motif, sur le penchant vers la compagne qu'on s'est

choisie , sur l'attachement aux enfans qu'on doit en avoir. Ainsi ces sentimens mutuels, soit des époux , l'un envers l'autre , soit des époux pour ceux qui vont naître de leur union, voilà les deux objets qui dans les vues du Créateur les invitent à peupler la terre. Mais , Messieurs , si d'un côté les Loix divines exigent d'eux cette inclination réciproque , de l'autre les Loix humaines , en réglant leurs intérêts civils , développent tous les effets que cette amitié doit produire. De-là la dot dont la femme enrichit son mari pour le soin des enfans communs : De-là cette communauté où les biens se réunissent , se confondent comme les cœurs ; De-là ce douaire qui met & la veuve à l'abri d'une décadence humiliante , & les enfans à l'abri des malheurs d'un pere : De-là , enfin , toutes ces conventions pécuniaires , qui , en assurant la fortune des deux époux , assurent à leur amour un effor d'autant plus libre , qu'ils redoutent moins l'indigence. Il regne donc une telle harmonie entre ces regles ordinaires , que l'on pratique dans tout mariage , & les regles premières qui appartiennent à son essence , que l'affection , prescrite aux époux par celles-ci , sert à celles-là de principe & d'objet. Mais qu'au milieu de tant de loix , qui toutes s'accordent , se rapportent si bien , on en place une qui les renverse toutes , qui , au mépris de ces impressions pures que font naître la tendresse & l'estime , condamne un homme qui n'est point pere , à prendre les enfans d'un autre homme , donne pour pere à des enfans , un

homme qui leur est étranger, voilà la chaîne des propagations légitimes interrompue par cette Loi funeste. Ce n'est plus à cet attrait délicieux & sage, qui lui livre une épouse chérie, que le mari doit le titre de pere; c'est à l'adultere d'une femme qui vient, armée de cette Loi cruelle, le charger, malgré lui, des fruits honteux de sa débauche. Ainsi, esclave involontaire, victime légale d'un titre dont la fiction est d'autant plus odieuse, qu'il est plus cher dans la réalité, il voit dans son mariage les Loix divines & politiques profanées tour-à-tour par cette regle révoltante; les unes, parce qu'à un rang destiné pour mériter l'attachement d'un pere, cette regle injuste élève sans pitié des étrangers, dignes seulement de toute la haine d'un époux; les autres, parce qu'elle fait servir nos Coutumes & nos Contrats à consacrer l'opprobre, à accréditer l'imposture, en assurant à des usurpateurs le même état, les mêmes droits qu'aux enfans légitimes. Aussi, Messieurs, ne nous y trompons pas: cette fameuse regle, *pater est quem nuptia demonstrant*, n'est faite que pour les cas de présomption: & dans ce sens, c'est une regle sage, parce que dans le doute, il est sage de présumer pour l'innocence. Mais si on vouloit qu'elle allât jusqu'à prévaloir contre l'évidence, c'est alors qu'elle seroit, au lieu d'une regle, un désordre, parce que l'ordre n'est rien que le vrai. Voici donc à quel dilème se réduit la cause. Ou les faits que vous allégués existent, & alors il est évident que votre mere vous a eu

d'un autre homme que son mari. Ou ces faits-là sont faux, & alors vous n'appartenez pas plus à sa femme qu'à lui. Mais des deux parties de ce dilème, c'est la dernière qui est la vraie. Ecartons donc des idées trop sinistres. Le sieur Simonnet ne doit pas se prêter plus long-temps à l'hypothèse qui déshonore & sa femme & lui-même. Le moindre jour qui s'offrirait à lui pour venger sa mémoire, il devrait & par décence & par honneur, le saisir avec avidité; mais il trouve, vous l'avez vu, Messieurs, il trouve cette maternité criminelle contredite par des faits, démentie par des actes, & il s'écrie avec confiance : « vous êtes des imposteurs, » & ma femme n'est point une adultère ».

S'il étoit père, s'il avoit des droits sur ce titre dont la douceur toujours inaltérable, quels que soient les événemens, nous rend les prospérités plus flatteuses, les adversités moins amères, faudroit-il le presser d'y souscrire? Les qualités de citoyen utile, d'homme illustre, de cœur compatissant, souvent le souffle de la fortune les dissipe, l'élévation du rang les fait disparoître, le moindre succès les détruit. Mais, Messieurs, les sentimens de père, tout les augmente, tout les nourrit en nous. Et s'il existe dans tout homme sensible au bien, un désir naturel de laisser après soi une réputation d'estime, qui lui survive dans l'opinion publique, s'il lui est doux de perpétuer au-delà du tombeau cette ombre heureuse de lui-même, qui n'a de siège que dans l'idée des autres, n'est-ce pas un bonheur plus vrai, plus réel de laisser

sur la terre des enfans qui reproduisent & qui renouvellent tout notre être. La vieillesse n'a plus de glace : ils nous raniment par le feu de leur âge. La mort n'a plus d'horreur, puisque nous revivons en eux. A la vue de ces précieux objets, un pere s'étend dans les siècles futurs, par l'espérance satisfaisante que la vie qu'il leur a transmise, ceux-ci la communiqueront aux leurs, dont d'autres sortiront à leur tour. Cette ambition sans doute est vaste ; mais tous les cœurs en sont capables : ce n'est point le talent qui la donne ; ce n'est point le génie qui l'enfante, & telle est la sage économie d'une Providence conservatrice, qu'elle destine indistinctement tous les hommes à embrasser les vues essentielles au maintien du monde. Mais, Messieurs, plus les devoirs de pere sont aisés & doux à remplir, plus ils se changeroient en un joug affreux s'ils étoient imposés à un homme qui ne l'est point. Ce nom de pere, le plus précieux de tous les noms, ne deviendrait pour lui qu'une investive dans la bouche d'enfans, qui ne s'en serviroient qu'à titre de conquête. Forcé, à tous les instans de sa vie, de répandre sur eux tout l'effet d'un sentiment contraire à celui qu'il éprouve, il les verroit sous les dehors de la qualité la plus chère, lui ravir avec impunité sa fortune, son rang & son nom : quel supplice sans cesse renaissant, quel tourment que cet affreux contraste ! Oui, Messieurs, rapprochons sous une même idée tous les malheurs, toutes les peines, fortunes renversées, réputations compromises, honneurs

détruits , amis perdus , que fai-je enfin ? ces désolations & ces pertes n'approchent point des souffrances d'un cœur qu'on veut forcer à adopter de faux enfans qu'il désavoue. Lors même que par le coup le plus terrible , un pere voit périr son fils avant lui , la nature qui produit tout pour que tout cesse , lui montre au moins , pour appaiser le désespoir où le plonge cette séparation ; que si son fils a descendu plus rapidement cette pente qui , dès notre premier moment , nous porte tous vers notre fin , il n'a subi qu'une loi commune qui mene au même but tous les hommes. Mais que le mensonge & la force rendent un homme , pere d'enfans que tout son être repousse avec horreur , quelles ressources lui présentera la nature qui se souleve toute entiere contre l'union qu'on lui impose. Révoltée de ce renversement de tout ordre , de tout devoir , soutiendra-t-elle cette contrainte ? suffira-t-elle à cette violence excessive ? Ensorte , Messieurs , qu'on ne peut dire si c'est un malheur plus sensible de recevoir pour fils un étranger , ou de perdre un véritable fils.

C'est ici , Messieurs , que je sens combien dans ces sortes de causes , les Parties font à plaindre de ne les pas plaider elles-mêmes. Si le sieur Simonnet venoit , sans étude & sans art , apporter lui-même à vos pieds ses douleurs mêlées de confiance & de crainte ; s'il faisoit retentir sous ces voûtes , ce cri si vrai de la nature qui pénètre , qui remue tous les cœurs ; à ses larmes , Messieurs , peut-être aux

vôtres, vous sentiriez toute la justice, toute la vérité de sa cause. Et si le plus sage des Rois reconnut à la frayeur qu'eut une femme qu'on ne lui enlevât son fils, qu'elle en étoit la mere, à la crainte qu'il vous feroit voir aujourd'hui qu'on ne lui donne les filles qui le réclament, vous verriez tous qu'il n'en est point le véritable pere.

M<sup>e</sup>. LOYSEAU DE MAULEON, *Avocat.*





# M É M O I R E

POUR le Marquis DES BRÔSSES.

*CONTRE la Dame DE LA BREUILLE  
DE CHANTRESAT, son Epouse.*

CES liaisons intimes, que le mariage & que le sang établissent parmi les hommes, étant destinées par la Nature à faire régner la concorde & l'amour, il est indispensable, lorsque les époux ou les freres se divisent, que les Auteurs de ces querelles odieuses aient foulé aux pieds tout devoir. Delà cette vérité trop connue que les inimitiés les plus terribles sont celles qui naissent dans le sein des familles. Le Marquis des Broses en fait depuis long-temps la triste épreuve. Tandis qu'un frere le tourmente & l'afflige, sa femme ajoute à ses premiers malheurs des malheurs encore plus affreux. Si du moins les peines qu'elle lui cause étoient du nombre de ces dissensions domestiques que la sagesse d'un mari peut étouffer dans le secret de sa maison, bien éloigné de se venger par un éclat funeste à l'honneur de tous deux, le Marquis des Broses dévoreroit ses chagrins en silence. Mais c'est elle-même qui rend publiques ses propres indignités. C'est elle

qui traduit son époux de Tribunaux en Tribunaux. C'est elle qui voudroit rompre le lien indissoluble qui les unit. Il répondra donc aujourd'hui à l'appel comme d'abus qu'elle interjette de son mariage : Et s'il ne trouve dans le cœur de sa femme aucune ressource pour la rappeler à elle-même, la Loi lui offre des moyens sûrs pour la confondre.

## F A I T S.

Jean Daffier mourut le 12 Janvier 1720, laissant plusieurs enfans, entr'autres Jean-Armand Daffier des Broses & Jean-François Daffier. Cinq ans après la mort du pere, il se fit entre eux tous un partage provisionnel de ses biens. Nulle difficulté n'interrompit cette premiere opération. Que le partage définitif provoqué quelques années après, & qui n'est point fini encore, ne se termina-t-il avec la même tranquillité ! Cette malheureuse famille n'eût point donné à sa Province le spectacle affligeant de tous les troubles qui la déchirent. Peut-être même l'action odieuse dont il s'agit aujourd'hui n'eût-elle jamais été formée. Mais l'intérêt divisa les deux freres. Jaloux des préciputs de son aîné, le Chevalier Daffier déclara au Marquis des Broses une guerre injuste. Puis, on ne sait par quelle fatalité l'on vit la Marquise des Broses qui, depuis douze années vivoit contente auprès de son mari, s'associer tout-à-coup à la haine que le Chevalier lui portoit. Mais enfin lorsque l'on considere dans quelles

circonstances cette femme hardie a élevé la voix, l'affreux Procès intenté au Marquis des Broffes par sa femme, nous paroît tenir de si près à tous ceux sous lesquels son frere l'accable de son côté, que l'on croiroit ses intérêts trahis, si le même tableau ne rassembloit tous ses malheurs.

Le Marquis des Broffes avoit épousé en 1729 la Demoiselle Deschasseaux. Mais comme la nature, dont les caprices sont incompréhensibles, n'avoit point encore développé chez lui les facultés nécessaires à cet engagement, la Demoiselle Deschasseaux soutint que son mari n'avoit pu satisfaire à ce qu'exigeoit leur union. La visite fut ordonnée. Les Experts déclarerent les dispositions requises pour le mariage insuffisantes dans le Marquis des Broffes. Sur ce rapport son mariage fut déclaré nul par l'Officialité. La Cour jugea qu'il n'y avoit abus dans la Sentence : & cet Arrêt rendit à la Demoiselle Deschasseaux & sa liberté & le droit de se marier à un autre homme.

Déjà le Chevalier Daffier s'applaudissoit de cette aventure humiliante, qui lui sembloit réduire son frere à ne plus espérer que des neveux pour héritiers, lorsqu'un événement tout contraire lui fit connoître que le Marquis des Broffes pouvoit enfin devenir pere.

Le Marquis des Broffes qui connoissoit depuis long-temps le sieur de la Breuille de Chantresat, se lia plus particulièrement avec lui. Les chagrins que lui causoit le Jugement, qui avoit cassé son mariage, lui rendoient une liaison d'amitié

mitié plus précieuse. Mais si la honte que lui imprimoit cet affront, lui donnoit un extérieur plus timide & plus triste, elle ne lui ôtoit rien ni des graces d'une figure faite pour plaire, ni de la sensibilité d'un cœur capable de s'attacher. Le sieur de la Breuille avoit chez lui la Demoiselle de Chantresat sa fille. Cette jeune personne qui avoit entendu parler dans le Public de la demande formée en 1731, contre le sieur des Broses, & qui étoit en même-temps frappée des agrémens de sa personne, éprouvoit, en le voyant, des impressions confuses qui la forçoient tout au moins à le plaindre. Le Marquis des Broses sentit naître de son côté la passion la plus vive pour elle. Il en conçut un favorable augure. Il crut qu'enfin l'heureux instant étoit venu de faire cesser l'ignominie dont la perte de son Procès l'avoit couvert. Il déclara donc son amour à la Demoiselle de Chantresat. Cet aveu la flatta. Elle l'écouta & s'y rendit d'autant plus aisément, qu'un secret mouvement d'amour propre lui persuadoit que ses charmes venoient d'opérer un miracle. Trois années acquises par le Marquis des Broses, depuis la plainte formée en 1731 contre lui, avoient sans doute préparé ce changement. Quelle que soit la cause du triomphe qui attendoit le Marquis des Broses, son Amante flottoit toujours dans une fâcheuse incertitude. Elle aimoit : On lui juroit qu'elle étoit aimée. Mais des paroles pouvoient-elles la rassurer contre des faits ? Le Marquis s'aperçut de ses doutes. Pour les lever, il osa

tout. Elle fut foible: & si sa foiblesse fut une faute, les circonstances qui avoient précédé l'excusoient, le mariage qui suivit l'effaça. Le sieur des Broffes l'eût-il prévu, que ce commerce prématuré, dont la mémoire eût dû se perdre pour toujours dans les ombres du mystère qui le fit naître, sa femme elle-même l'obligerait un jour de le dévoiler au Public?

A peine la Demoiselle de Chantrefat fut-elle tranquille sur l'état du Marquis des Broffes, que des craintes d'un autre genre succéderent à ses premières inquiétudes. Il fut donc question de hâter l'alliance où tendoient des faveurs, que le Marquis des Broffes n'avoit reçues, que sous promesse de la former.

A cette nouvelle, le Chevalier Daffier s'éveille. Il va trouver la Marquise du Vigeant sa sœur, il l'entraîne par son exemple, & tous deux forment opposition au mariage que projettoit leur frère. Leur motif pour s'y opposer étoit puisé dans la Sentence & dans l'Arrêt qui l'y déclaroient inhabile. En conséquence de cette double opposition, M. l'Evêque d'Angoulême crut devoir se reposer du soin de ce second mariage sur l'Evêque de Limoges. Il écrivit au Curé de Chantrefat de consentir qu'il y fût procédé dans le Diocèse de Limoges, où *cette Cause, disoit-il, a été discutée, & où ce qu'on impute au sieur des Broffes est mieux connu que dans ce Pays-ci.*

Ce fut donc à Gueret que cette affaire fut portée. L'Official ordonna la visite accoutumée dans ces sortes de cas. Les Experts prêterent leur

serment, se firent ensuite représenter le Procès-verbal, d'après lequel l'autre mariage avoit été rompu, puis procédèrent à l'examen de la personne; & le résultat tant de la lecture de l'ancien rapport, que de l'inspection du Marquis, fut que les seconds Experts le regarderent comme devenu absolument puissant, « soit, dirent-ils, » que la foiblesse de l'âge, soit que quelque autre raison à eux inconnue eût donné lieu à la » décision des premiers. »

Ce nouvel acte, qui attestoit la véritable situation du Marquis des Broses, traçoit à l'Officialité la route qu'elle alloit suivre. Il ne lui restoit plus qu'à débouter le Chevalier & la Marquise sa sœur, de leurs oppositions, & qu'à permettre la célébration du mariage. C'est ce qu'elle fit par une Sentence dont le dispositif se trouve motivé en ces termes : *En conséquence du rapport qui atteste que le sieur des Broses est absolument puissant, d'où il résulte que s'il y a eu ci-devant une impuissance en sa personne, elle a cessé, &c.*

Dès que ce Jugement fut rendu, M. l'Evêque de Limoges envoya au Curé du Marquis des Broses une permission pour faire le mariage. Cette permission fut accompagnée du consentement donné par le Curé de la Demoiselle de Chantresat, en date du 17 Juillet 1735. M. l'Evêque de Limoges donna une dispense des deux premiers bans; le troisieme fut publié à la Messe Paroissiale le Dimanche 14 Août; le 17 on dressa le Contrat de mariage en présence de la mere & de plusieurs parens de la Demoiselle de Chantresat.

qui avoit perdu son pere depuis un an ; & le 18 le mariage fut célébré.

Le sieur des Broses jouissoit en paix du bonheur d'être uni à une femme dont il étoit aimé, lorsqu'en 1742 le Chevalier Daffier troubla ce calme heureux , en lui suscitant des affaires dont l'injustice & la durée furent sans bornes. Il l'assigna d'abord en nouveau partage de la succession de leur pere. Sur cette demande, la Sénéchaussée d'Angoulême ordonna « que dans trois mois » partage définitif seroit fait, lors duquel la Terre & le Château des Broses demeureroient » à l'aîné pour son préciput, sauf à parfaire la » légitime des puînés. »

Cette Sentence bleissoit vivement le Chevalier Daffier ; il ne voyoit qu'avec indignation ce droit d'aînesse rompre l'égalité. Ce n'étoit pas même l'égalité qui le tentoit. Son ambition porta plus loin ses vues ; il conçut le projet d'enlever le Domaine entier des Broses à son aîné. Il fallut donc éluder le partage ordonné, & substituer à une affaire où la Coutume s'expliquoit trop évidemment contre lui, des contestations d'une autre sorte, qui pussent lui gagner par adresse, ce que lui refusoit la Loi.

Voici donc l'incident qu'il éleva. Il présenta une Requête, « pour qu'avant l'exécution de » la Sentence & du partage, le Marquis des » Broses fût tenu de fournir des états affirmés » véritables, sauf à débattre les dettes qu'il » prétendrait avoir payées en l'acquit de leur » pere ». Tandis qu'il faisoit durer ce combat étranger au fond de l'affaire, il obtint une Sen-

tence qui lui accordoit une provision de 500 livres. Aussi-tôt le Marquis des Broses, qui avoit justifié de ses créances, obtint une Ordonnance portant permission de saisir entre ses propres mains les sommes dues au Chevalier Daffier, & entr'autres les 500 liv. de provision. Il croyoit avoir trouvé par-là sur le même Tribunal d'autres armes à opposer à celles que son frere venoit d'y prendre. Mais celui-ci feignit d'ignorer l'Ordonnance accordée à son frere, & lui envoya un Huissier pour exécuter la Sentence qu'il avoit obtenue. Le Marquis présenta son titre à cet Huissier. Cet homme insista & voulut passer outre. Voyant pourtant que le Marquis des Broses n'étoit point d'humeur à céder, il quitta la partie; mais pour revenir peu de jours après à la tête d'une bande d'Archers, qui voulurent procéder à l'enlèvement de ses meubles. Cette seconde tentative étoit sans doute aussi peu régulière que la première, puisque l'Ordonnance en question n'étoit pas même seulement attaquée. Le Marquis des Broses fit donc encore la même résistance. Mais c'étoit-là précisément ce qu'on vouloit de lui. Il donna dans le piège qu'on lui tendoit. Et aussi-tôt Procès-verbal de rébellion dressé par les Ministres du Chevalier Daffier, Plainte rendue par le Chevalier lui-même contre le sieur des Broses & sa femme, répétition de ce Procès-verbal, Décrets lancés, Interrogatoires subis : voilà comment le Chevalier Daffier eu l'art de travestir en Instance criminelle un procédé simple en lui-même, où toute la justice étoit du côté de son frere.

C'est donc ici, qu'à proprement parler, commencent les hostilités du Chevalier Daffier. C'est ici que l'intérêt, cette passion impérieuse & basse, va nous ouvrir la scène où l'injustice de l'un & les disgraces de l'autre se montreront dans tout leur jour.

Lorsque la plainte du Chevalier Daffier contre le Marquis des Broffes & sa femme eut été reçue par la Cour, il n'eut garde de se trop presser de la suivre. Il savoit que l'on manque souvent son coup, à le précipiter; & il falloit qu'un autre orage fondît d'abord sur le Marquis des Broffes.

Ainsi tandis que le Chevalier Daffier ne faisoit encore servir sa plainte qu'à effrayer son frère, afin de mettre à contribution ses frayeurs; le malheureux Marquis des Broffes fut arrêté sur la route de Confolens, & conduit au Château d'Angoulême. Il soupçonna de quelle main le trait étoit parti; & si-tôt qu'il fut arrivé, il écrivit à M. de Saint Florentin, & le pria de lui apprendre quel étoit son crime, & la cause d'une détention si imprévue. Cette captivité n'abattit point son courage, il la soutint avec constance; & opposant à ce désastre une fermeté généreuse: « Quand je t'écrierois des lamentations, ma  
» chere femme ( disoit-il à la Dame des Broffes dans une de ses Lettres ) » cela ne guériroit de  
» rien, tu me connois, & par-là tu dois penser  
» le bon sang que je dois faire ici, il n'y a que  
» ta situation qui me touche, tu dois savoir à  
» quel point je t'aime, ce qui ne s'effacera ja-  
» mais qu'avec moi. »

En même temps il lui marquoit une confiance entière, lui promettoit d'approuver tout, lui signoit une procuration générale. Mais que son erreur étoit grande ! Il ignoroit les coupables desseins que sa femme méditoit contre lui. Il ignoroit qu'il alloit trouver dans sa femme un ennemi aussi cruel que dans son frere. Il ignoroit que sa femme le destinoit à être la fable du public & la victime de sa criminelle inconstance. Quelle a été la cause d'un changement si funeste ? De pernicious exemples, des conseils séducteurs avoient-ils étouffé en elle tout sentiment de devoir & d'honneur ? Quoi qu'il en soit, cet emprisonnement coûta cher au Marquis des Broses. Sa femme ne put demeurer seule dans son Château : elle déserta les Broses, les abandonna au pillage : meubles, effets, coffres, papiers, tout fut enlevé, tout fut brisé, tout fut perdu ; & même les informations faites sur la plainte que cette déprédation a forcé le Marquis des Broses de rendre à son retour contre des *quidams*, qui l'avoient volé en son absence, ont donné lieu à un décret d'ajournement personnel contre le Chevalier Daffier qui en est appellant en la Cour. Et lorsqu'en instruisant l'appel, on lui reproche d'avoir ainsi fouillé dans les archives de son frere, & d'en avoir soustrait les Titres, il répond avec flegme : « que c'est une peine qu'il » a bien voulu prendre avec la Dame des » Broses. » Mais que signifie ce concert & cette intelligence entre lui & une femme contre laquelle il avoit dans ce temps-là même une

affaire criminelle , puisqu'il l'avoit enveloppée dans cette plainte en rébellion , qu'il se réservoir pour le besoin ? Disons - le donc , il n'en fallut pas moins à la Marquise des Broses pour regagner les bonnes graces de son beau-frere , que l'horrible projet qu'elle forma d'abdiquer la qualité d'épouse.

Mais faire dissoudre un mariage où toutes les solemnités de l'Eglise , toutes les formalités civiles étoient exactement remplies , qu'elle avoit fait avec une liberté entière , qu'elle n'avoit fait qu'avec le consentement de la mere , que de l'aveu de ses autres parens ; faire rompre un tel nœud après douze ans d'habitation commune , ce n'étoit pas une entreprise d'une exécution bien facile. Voyons donc quels moyens elle préféra d'employer à cet important ouvrage.

Un mari détenu dans les liens , étoit pour elle un mari impuissant ; voilà l'idée que ses passions lui suggérèrent. Il s'agissoit de la faire adopter. Elle n'en désespéra pas. Le premier mariage du sieur des Broses cassé pour le même sujet , & le défaut d'enfans de ce second mariage , lui parurent deux conjonctures propres à favoriser l'imposture : & elle forma le 17 Avril 1747 son action en nullité de mariage , pour cause d'impuissance.

Cependant le Ministre avoit eu la bonté de répondre au Marquis des Broses , que la raison qui l'avoit fait conduire à Angoulême , étoit qu'on l'accusoit d'avoir refusé de payer les impôts du Roi. Le Marquis des Broses vit

bien par qui le Commis, qui avoit fait cette déposition, avoit été gagné. Pour se laver de cette imputation, il envoya au Ministre toutes ses quittances d'imposition. Mais comme on avoit sans doute accompagné cette première fausseté de quelques autres calomnies, le Ministre, avant de l'élargir, fit demander au Lieutenant Criminel d'Angoulême si le Marquis des Broffes n'avoit point d'affaires sur son compte. Ce Magistrat lui fit réponse qu'il ne lui connoissoit qu'un Procès avec sa Famille, au sujet de la succession de leur pere; & comme on vit par la question qu'avoit faite le Ministre, que quelqu'un avoit apparemment répandu des nuages sur la conduite du sieur des Broffes, tout le Tribunal d'Angoulême lui donna des certificats; M. l'Evêque d'Angoulême & son Clergé lui en donnerent aussi; la Noblesse du pays fit de même; cet exemple fut suivi du Tiers-Etat de la Province; en sorte que par amour pour la vérité, tous les Ordres se réunirent pour rendre hommage à la probité du Marquis des Broffes. Dès que ces preuves furent arrivées au pied du Trône, le Ministre envoya au Marquis des Broffes la révocation de sa Lettre de cachet, & lui recommanda en même-temps de tâcher désormais de ne plus avoir de démêlés avec sa Famille, d'éviter même autant que faire se pourroit, de se trop rencontrer ensemble.

Le Marquis des Broffes sortit d'Angoulême sur la fin de 1747, & retourna dans son Château des Broffes. Mais en y entrant, nul des

objets qu'il comptoit voir ne s'offrit à ses yeux. Ses effets étoient enlevés : ses métairies étoient dégarnies : ses Domestiques n'y étoient plus. Ce n'étoit point là ce qu'il cherchoit encore. La Marquise des Broses, cette femme qui auroit dû courir à sa rencontre, cette femme à qui il apportoit ses larmes & sa joie, sa femme elle-même étoit en fuite. On n'essayera point de peindre ici le coup que lui porta cette retraite. C'est-là un de ces mouvemens qu'il faut éprouver pour les rendre.

Tandis que le Marquis des Broses étoit successivement en proie aux impressions de l'indignation, de la douleur & de la honte, sa femme présentoit une Requête à l'Official pour le faire réassigner, *dans la crainte*, y disoit-elle, *que ses premieres procédures ne lui fussent pas parvenues*. En effet, elle avoit, durant l'absence de son mari, formé sa demande, donné l'assignation, fourni les faits & articles sur lesquels elle vouloit qu'il fût interrogé, obtenu même, par une dérision bien étrange, une Sentence par défaut, qui lui ordonnoit de comparoître. Combien la Dame des Broses eût-elle souhaité de faire ainsi juger toute l'affaire, à son insu ! C'eût été là la seule maniere pour réussir ; car la présence du mari devoit infailliblement renverser le plan insensé de la femme. Le sieur des Broses reçut donc, quelques jours après son retour, une assignation pour se rendre à l'Officialité, sinon que les faits présentés par sa femme seroient tenus pour reconnus. Elle lui fit ensuite signifier, pour preuve de ses

allégations , le premier Rapport & l'ancienne Sentence de l'Officialité de Poitiers , avec l'Arrêt confirmatif , & demanda qu'en conséquence de ces trois Actes , il lui fût permis *de se pourvoir ailleurs.*

Cette demande étoit bien inconfidérée. Venir après douze ans de mariage se plaindre de son mari , & n'apporter pour toute preuve du défaut dont elle se plaignoit , qu'un Procès-verbal de visite , fait pendant qu'il étoit mineur , relatif à une autre femme , & détruit par un rapport postérieur & contraire ; n'étoit-ce pas reconnoître & avouer toute l'injustice de sa demande ? Elle vit bien qu'il falloit demander encore une troisieme visite : l'Official de Gueret l'ordonna. Elle nomma les sieurs Pichon & Vincent , Médecin & Chirurgien , pour ses Experts , & l'Official nomma d'office les sieurs Blandin & Peyrat du côté du Marquis des Broses. Celui-ci justement indigné de l'acharnement de sa femme , fermoit l'oreille à ses clameurs & dédaignoit ses honteuses poursuites ; mais la Dame des Broses méritoit trop les mépris de son mari , pour y être sensible.

Cette fierté ne lui donna que plus d'audace. Elle implora le bras séculier , s'adressa au Lieutenant Général d'Angoulême , & obtint de ce Juge Laïc une Ordonnance , qui enjoignit au sieur des Broses de se représenter. Elle sentoit bien qu'il auroit peine à s'avilir tant de fois jusques-là ; aussi son but étoit-il de le faire prendre par force , pour que , traîné une seconde fois en prison , du moins ses fers la rendis-

sent plus libre. Mais lassée des peines que tant d'indignités lui coûtent, la Marquise des Broses se repose ici quelques temps, remet son malheureux mari entre les mains du Chevalier Daffier; & cet autre Persécuteur va reparoître à présent sur la scene.

Son objet, on s'en souvient sans doute, étoit d'usurper la terre des Broses sur son aîné, & son moyen étoit ce procès criminel en rébellion, qu'il avoit eu l'adresse d'élever sur les faux rapports dont de misérables Archers avoient trafiqué avec lui. Lorsqu'il vit le Marquis des Broses prêt à succomber sous les outrages de sa femme, ce moment lui parut précieux à saisir. Toute son ardeur se ranima: il obtint un Arrêt qui ordonnoit au sieur des Broses de se représenter aux pieds de la Cour dans quinzaine; & le même jour qu'il le lui fit signifier, il y joignit une très-longue lettre, dans laquelle il déployoit avec emphrase, tantôt une véhémence excessive, pour intimider sa Partie, tantôt une fausse tendresse, pour tâcher de mettre de son côté les apparences du bon droit. Le style pompeux de cette piece artificieuse fait bien connoître le caractère de celui qui l'a faite. On y voit une touche hardie, une imagination féconde; mais si l'esprit s'en amuse, le cœur en est vivement affligé.

Il avoit donc rallumé tout son feu, pour faire enfin juger cette plainte, qui dormoit depuis près de six ans, lorsqu'arriverent ces temps d'inaction & de trouble, où les affaires publiques suspendirent le cours des intérêts particu-

liers. Le Chevalier Daffier employa ce long intervalle, à continuer ses négociations avec la même ostentation. Il marquoit au sieur des Broffes dans une première lettre, que son intention étoit, qu'ils fissent choix chacun d'un Gentilhomme d'une probité reconnue, qu'ils s'assemblassent à Angoulême, & que peut-être trouveroit-on quelques tempéramens propres à les concilier. Le Marquis des Broffes étoit trop ami de la paix pour rejeter la proposition. Il prit au mot le Chevalier Daffier. « Je n'ai dans aucun temps, lui répondit-il, éloigné les accommodemens; la manière avec laquelle je m'y suis porté donnera aux supérieurs & au public une justification entière sur ma conduite. Quant à la proposition de choisir un homme de condition, devant lequel nous portions nos différends, j'ai choisi M. de Monterin notre parent. Vous pouvez jeter les yeux sur qui vous jugerez à propos. Je suis toujours prêt de me rendre dans quelques maisons de Gentilshommes, parens ou amis communs, pour y voir résoudre nos démêlés ». Telle est la substance de sa réponse au Chevalier Daffier.

Cette réponse eût dû amener incessamment le moment de conciliation, que les deux freres sembloient se demander; mais les démarches du Chevalier n'avoient rien de sincere. En effet, quels Arbitres se seroient prêtés à ses vues sur la terre des Broffes? Il songea donc à rompre l'entrevue proposée. Pour cela, il se rejetta sur le lieu de l'assemblée. Il ne voulut plus d'autre endroit que la ville d'Angoulême. Mais il ap-

puya sur ce rendez-vous avec des termes si magnifiques, si peu francs, qu'à la fin cette préférence pour Angoulême devint suspecte au Marquis des Broffes, qui étoit encore tout rempli de l'impression que lui avoit faite son séjour, dans le Château de cette ville. Il se ressouvenoit d'ailleurs du conseil que le Ministre avoit bien voulu lui donner, à sa sortie de ce Château. Et comme un de leurs parens nommé Fontperine le pressoit encore de la part du Chevalier Daffier sur la conférence d'Angoulême, nous produirons deux lettres écrites au sujet de ce pour-parler, l'une par le Marquis des Broffes à ce parent commun, l'autre à ce même parent par le Chevalier Daffier. Ce parallèle fera mieux juger les deux freres. C'est un contraste intéressant. Autant la marche de l'ainé est simple, naturelle & honnête, autant l'autre prend avec lui le ton d'empire, de fureur & d'insulte. Il entend mal les choses les plus simples, & ce n'est plus qu'un enthousiaste à qui ses passions dictent de fastueuses absurdités.

Enfin les portes des Tribunaux se rouvrirent. Aussi-tôt le Chevalier Daffier, reprenant la poursuite de cette ancienne rébellion, dont il avoit autrefois accusé les Sieur & Dame des Broffes, distribua contre son frere un Mémoire qu'il avoit composé lui-même. La Dame des Broffes n'y étoit seulement pas nommée. Ses torts, vis-à-vis le Marquis des Broffes, lui avoient mérité son pardon : Et si le Chevalier Daffier étoit obligé de la placer dans l'intitulé de ces sortes de pieces, c'étoit tantôt sans lui

donner le nom d'épouse, tantôt en la désignant par ces termes : *ci-devant femme du sieur des Broffes* : expressions remarquables & importantes, qu'on ne sauroit trop retenir & peser avec trop de soin. Comme le Chevalier Daffier ne pouvoit établir aucun fait dans une affaire criminelle, qui ne posoit sur rien, il ne parloit dans ses procédures, que des affaires civiles, qui étoient entre son frere & lui. Ce même homme qui refusoit toute espece d'accord, qui craignoit que la Justice ne portât ses regards sur ses intérêts pécuniaires, se donnoit pour un frere opprimé par l'avarice de son aîné, pour un frere dépouillé de sa légitime. Et parce que le Marquis des Broffes, retenu par la crainte des pièges que lui tendoit sa femme, ne pouvoit se faire entendre de si loin, & laissoit le champ libre à son frere, celui-ci attendrissoit adroitement ses Juges, par la vaine peinture de ses pertes imaginaires. Ce fut à l'aide de ces surprises qu'il obtint un Arrêt « qui fit défenses » au sieur des Broffes de récidiver, le condamna en 1200 livres de dommages & intérêts ; & sur l'accusation intentée contre la » Dame des Broffes, mit les parties hors de » Cour » : Victoire d'autant plus agréable au Chevalier Daffier, qu'il y trouvoit le double avantage de voir & son frere vaincu & sa belle-sœur renvoyée.

La présence du Marquis des Broffes sur les lieux, une défense plus attentive, les circonstances mieux connues, lui auroient sûrement épargné la mortification de cet Arrêt. Il auroit

tort cependant de s'en plaindre. Tout est bien dans l'ordre de la Justice. Souvent ceux qui la trompent la disposent, par cela même, à rendre des oracles plus sûrs. Car enyvres de leurs premiers succès, ils reviennent pour la surprendre encore : Et alors plus éclairée & les connoissant mieux, elles les punit tout à la fois & de leur faute actuelle & de leur triomphe passé. Voyons à présent quel usage le Chevalier Daffier va faire de son Arrêt.

Une premiere plainte venoit de lui valoir 1200 liv. Il étoit à croire qu'une seconde l'enrichiroit davantage. Il vouloit amasser par-là des créances, pour acquérir à peu de frais les Broses. Il chargea donc le sieur de Fontperine d'étaler à son frere les conséquences de cet Arrêt, s'il ne se hâtoit de s'arranger avec lui. Ce sieur de Fontperine fit plus encore. Il faisoit que la Dame des Broses venoit d'obtenir la permission de faire arrêter son mari, & de le faire conduire dans les prisons de l'Officialité, jusqu'à ce qu'il eût consenti à la visite de sa personne. Il en donna secrètement avis au Chevalier Daffier & lui manda « qu'il y » avoit des ordres donnés contre son frere, » que son frere ne sortoit plus & s'enfermoit » chez lui, & qu'il auroit beau jeu, sans man- » ger son argent ».

Prendre un pareil moment, où toutes les portes étoient fermées, pour charger des Huissiers de quelque titre exécutoire, c'étoit leur fournir nouvelle matiere à un procès-verbal de rébellion; & l'on vit, peu de jours après, ar-  
river

river au pied du Château des Broffes une cohorte d'archers , parmi lesquels étoit un nommé Damiens Maunais , l'Huissier le plus redoutable du Canton. Cette bande de Recors trouva qu'en effet l'entrée du château lui étoit interdite. Alors Maunais joua son rôle , se permit contre le sieur des Broffes les invectives les plus atroces , se mit à jurer , à le tutoyer même , à le traiter avec la dernière insolence. Le Marquis , voyant cet Huissier lui manquer de respect , lui répondit du haut d'une fenêtre , lui fit quelques menaces , lui renvoya les insultes qu'il en avoit reçues ; mais il fut prudent & se contint. Ainsi des menaces & des injures dites & repoussées , voilà , d'après le procès-verbal même de Maunais , tout le corps de délit ; d'ailleurs pas une voie de fait , pas un coup de fusil tiré , pas la plus légère blessure , & le tumulte ne fut pas long ; car voyant que le sieur des Broffes ne vouloit pas ouvrir , toute la troupe se retira , & Maunais dressa , à la requête du Chevalier Daffier , un procès-verbal en rebellion , conforme à la leçon que lui avoit faite celui-ci.

Le Chevalier Daffier en rendit plainte contre son frere , obtint un Arrêt qui lui donna acte de sa plainte , & qui en renvoya l'instruction par-devant le Lieutenant Criminel d'Angoulême , jusqu'au Jugement définitif que la Cour se réserva. Puis satisfait de s'être ménagé cette nouvelle pierre d'attente , le Chevalier Daffier se tranquillisa quelque temps , laissa sa belle-sœur reprendre & suivre ses injustices , prêt à recommencer les siennes , quand celle-ci seroit fatiguée

à son tour. Car c'est ainsi que renvoyé de son frere à sa femme, de sa femme à son frere, le sieur des Broses étoit sans cesse en bute aux vexations de tous les deux. Voici donc la Dame des Broses rentrée en lice.

En vertu de la permission qu'elle avoit obtenue de faire saisir son mari à toute heure, en tous lieux, elle le fit surprendre un soir dans son Château, par des Sergens, qui en avoient escaladé les murs, à la faveur de la nuit. Il la passa au milieu de ces Satellites dans un cabaret du Bourg, dont il étoit Seigneur, & fut conduit le lendemain dans les prisons de l'Officialité de Gueret, où son frere le fit recommander le jour même. Il fut ensuite obligé d'y subir un interrogatoire, sur les faits exposés par sa femme.

L'Official lui demanda, entr'autres choses, s'il n'étoit pas vrai que la Demoiselle de Chantresat étant fort jeune, s'étoit livrée sans réflexion à ce mariage. Le Marquis des Broses répondit que, quelques parens de la Dlle de Chantresat lui ayant dit d'y faire ses réflexions, elle les avoit assurés qu'elle connoissoit mieux que personne l'état du sieur des Broses, & qu'ils s'étoient permis dès-lors les libertés que les époux prennent ensemble.

L'Official lui demanda s'il n'étoit pas vrai qu'il avoit eu recours à des remedes, pour tâcher de parvenir à la consommation du mariage. Il répondit qu'il n'avoit pas eu besoin de remedes, pour un mariage consommé par anticipation.

On lui demanda, si, par la crainte que trop d'ingénuité dans les réponses de sa femme aux

questions qu'on lui pourroit faire, ne le trahît le lendemain des nœces, il n'avoit pas cherché à lui apprendre par le propos, ce dont il n'avoit pu l'instruire par effet. Il répondit, qu'une conversation ne pouvoit guere la rendre plus savante après son mariage, sur une chose qu'elle savoit si bien par expérience dès auparavant.

On lui demanda s'il n'avoit pas fait un voyage à Paris, pour essayer si une absence ménagée ne produiroit pas un retour moins stérile. Il répondit qu'il avoit fait un voyage à Paris pour affaires, durant lequel sa femme le prioit souvent dans ses Lettres, de ne point lui faire d'infidélités.

On lui demanda s'il n'avoit pas obligé sa femme de dire qu'une incommodité qu'elle avoit étoit la suite d'une fausse couche. Il répondit que la fausse couche dont elle voudroit disconvenir étoit si vraie, qu'elle avoit arrêté chez elle une Nourrice nommée Mariotonne, Tailleurse du Bourg de Saint-Maurice, qu'elle renvoya après la chute qui lui avoit causé l'accident dont elle avoit souvent parlé. Voilà les principaux articles qui composèrent l'interrogatoire.

Le Marquis des Broses sentit qu'il n'obtiendrait son élargissement, qu'en se soumettant à la visite qu'on exigeoit de lui. Il présenta une Requête, où il s'y offroit de lui-même. Cette demande effraya la Marquise des Broses. Elle essaya d'éloigner par ses incidens & ses intrigues, le dénouement que cette visite lui annonçoit. Elle commença par recuser les Experts nommés d'office pour le Marquis des Broses, & elle obtint

une Sentence qui ordonna qu'il en nommeroit d'autres. Il nomma les sieurs Luche & de Lestang pour procéder avec les sieurs Pichon de Buri & Vincent, nommés par la Dame des Broffes. Mais celle-ci refusa encore ces deux nouveaux Experts. Elle ne s'en tint même pas là ; elle refusa jusqu'aux siens propres. Agitée par une vérité importune, elle en cherchoit sans doute qui fussent sans lumieres ou sans conscience, & elle ne s'appercevoit pas que cette inquiétude étoit la déposition la plus forte qui pût s'élever contr'elle.

Ennuyé d'une affectation si marquée à éluder le rapport des Experts, l'Official la déclara non-recevable dans ses dernieres récusations, & fixa au 17 du mois la visite en question. La Dame des Broffes en craignoit trop les suites pour y appeller les Experts. Mais quand le Marquis des Broffes vit que le jour indiqué étoit passé & qu'il alloit devenir le jouet des frayeurs de sa femme, comme il l'étoit de sa témérité, il obtint un Arrêt qui ordonna son élargissement provisoire, à la charge de la visite, prescrite par la Sentence de Gueret, & à la charge du paiement des recommandations.

Les sieurs de la Faux, Luche, Taillemard & Tranchant furent les quatre Experts dont on convint de part & d'autre pour satisfaire à la premiere condition de l'Arrêt ; & quelques jours après ils procédèrent à la visite, & en dressèrent leur procès-verbal de rapport. Il n'est pas possible de le transcrire ici. La pudeur ne permet pas de retracer avec détail les éloges qu'ils donnerent

à l'organisation du sieur des Broses. Il suffira de dire qu'ils constaterent la puissance la plus parfaite.

Il ne s'agissoit plus que d'acquitter les recommandations du Chevalier Daffier. Mais comme celui-ci avoit commis dans le Château des Broses la même spoliation, durant l'emprisonnement de son frere à Gueret, que pendant sa captivité d'Angoulême ; comme il avoit fait exécuter meubles, vins, grains, bestiaux, tout, jusqu'au linge le plus nécessaire à l'usage du Marquis des Broses ; qu'il avoit fait saisir ses domaines, qu'il y avoit établi Commissaire, qu'il avoit emporté billets, papiers d'affaires, titres de noblesse, titres de propriété ; comme aussi quatre cent douze louis que le Marquis des Broses destinoit à la consignation ordonnée, avoient disparu avec le reste de ses biens : cet état de misère, auquel son frere l'avoit réduit, lui rendoit, pour le moment, la somme en question difficile à trouver. Le Chevalier Daffier profita de cet embarras pour appesantir ses liens. Mais les momens devenoient chers. Un parent, un ami, ou même un étranger à qui la simple humanité eût parlé en faveur d'un homme & malheureux & innocent, pouvoit lui avancer la somme exprimée dans l'Arrêt ; & en touchant sa dette, le Chevalier auroit perdu sa proie. Il se pressa donc d'employer d'autres chaînes. Elles étoient déjà toutes forgées. Il fit revivre la plainte qu'il avoit fait recevoir par la Cour sur le procès-verbal en rébellion, dressé par l'Huissier Maunais, & alors il ne

fut plus possible de se concilier avec lui.

Envain le Marquis des Broses lui envoya des propositions par écrit ; il se croyoit trop avancé pour ne pas consommer son projet sur la terre des Broses ; il ne s'en cachoit même plus , & voici dans quels termes son Procureur en écrivit à celui du Marquis des Broses . . . *Enfin , Monsieur , quelques raisons que j'aye pu alléguer à M. Daffier , je n'ai pu y réussir. Il m'a assuré que , quelque chose qui pût arriver , il n'entreroit en aucune proposition d'accommodement , qu'au préalable M. son frere ne lui fît abandon des Broses. S'il veut acquiescer à cette proposition , M. Daffier se chargera de payer toutes ses dettes , & de lui donner par an 1200 livres , même jusqu'à 15 , &c. Voilà comment le Chevalier Daffier se découvrit. Soit réalité , soit décence , le Porteur de cette commission en parut affligé. Je suis très-mortifié , ajoutoit-il , de la situation où se trouve M. des Broses ; mais que puis-je faire que le plaindre ?*

Le Chevalier étoit donc bien déterminé à ne point lâcher prise. Armé du Procès-verbal de Maunais , il fit lancer par le Lieutenant Criminel d'Angoulême un décret de prise de corps contre son frere ; puis il demanda à la Cour , *qu'attendu que son frere n'étoit plus retenu que pour dettes dans les prisons de Gueret , puisqu'il y avoit subi la visite de sa personne dans son affaire contre sa femme , il lui fût permis , en vertu de son décret de prise de corps , de le faire transférer des prisons de l'Officialité , en celles d'Angoulême : & dès que l'Arrêt de translation fut ren-*

Qu , il l'envoya prendre dans les prisons où la Dame des Broses l'avoit fait enfermer.

Arrivé dans celles d'Angoulême , le sieur des Broses y essuya toute l'instruction d'une procédure criminelle ; interrogatoires , récolements , confrontation , rien ne fut oublié ; on eût dit qu'il s'agissoit d'un véritable crime : & cependant quel étoit l'objet du Procès ? Le sieur des Broses , à en croire l'Huissier Mauvais , avoit fait un refus de portes , que le Chevalier Daffier eût été bien fâché que l'on eût ouvertes. C'étoit-là l'attentat punissable pour lequel son frere le traînoit de prisons en prisons. Car à peine l'eut-il fait mettre des prisons de Gueret , dans celles d'Angoulême , qu'il demanda à la Cour , que pour rendre le Jugement définitif qu'Elle s'étoit réservé , elle lui permît de le traduire encore de celles d'Angoulême , dans celles de la Conciergerie. Son frere étoit indisposé pour lors. Quel est l'homme dont des chagrins aussi amers n'eussent point altéré la fanté ! Il pria la Cour de surseoir à sa translation , si mieux n'aimoit le Chevalier Daffier le faire porter dans une litiere. Ce n'étoit point un artifice , pour retarder son départ ; il avoit même écrit à l'Abbé De Boursede , *que puisqu'il étoit destiné à être malheureux , il falloit bien qu'il se déterminât à subir son sort.* Content du moins de n'avoir contre lui , que sa mauvaise fortune , il s'y abandonnoit avec résignation. Mais enfin , les Médecins attestoient que la seule litiere convenoit à sa situation présente. Le Chevalier eut la dureté de résister.

à une priere, qu'aucun autre n'auroit jamais laissé former ; & il fit venir son frere à Paris , malade , les fers aux pieds , dans l'appareil des Scélérats les plus abjects & destinés aux plus honteux supplices.

Dès qu'il fut à la Conciergerie , où il est actuellement encore , il demanda à jouir du privilege qu'ont les Nobles , d'être jugés par la Grand'Chambre assemblée , & il obtint , le 31 Août 1756 , un Arrêt qui le lui accorda. Voilà l'objet du Procès qu'il a à soutenir contre son frere.

Tandis que le Chevalier Daffier versoit sur lui les poisons de la haine , la Marquise des Broses nous apprêtoit une preuve effrayante de ce qu'une femme qui a franchi les bornes , est capable d'inventer & d'oser. Les Experts l'avoient convaincue de mensonge : mais loin de s'en déconcerter , elle éleva sur les ruines de sa premiere défense un systême contradictoire , qui la conduisoit au même but. Elle vouloit , à quelque prix que ce fût , sécouer un joug qui la gênoit ; & comme les Experts avoient vengé le sieur des Broses de la perfidie de sa femme , cette femme audacieuse entreprit de se faire un titre , de l'acte même , qui devoit la confondre. Elle l'avoit attaqué à Guerret , comme un homme incapable de se marier ; elle l'attaqua en la Cour , comme un homme engagé dans un premier nœud ; & prétendant que sa puissance aux effets du mariage le renvoyoit à la Dlle des Chasseaux , qui vivoit encore , elle eut le front d'appeller comme d'abus de la célébration du sien.

Mais profitant de ce que l'Official n'avoit point encore prononcé sur sa plainte , pour faire reparoître en la Cour cette accusation d'impuissance qu'elle avoit formée à Gueret , elle n'a pas rougi de composer sa défense de deux moyens entièrement opposés l'un à l'autre ; l'un tiré de l'impuissance , dont elle suppose toujours que son mari est attaqué ; l'autre tiré de ce que la puissance de son mari le rend à une premiere épouse : Et voilà l'objet du Procès que sa femme lui a suscité.

Tel est le récit simple , mais déplorable , des malheurs du Marquis des Broses. On s'étonne que la vie d'un seul homme rassemble tant d'événemens si funestes. Les grandes passions ont épuisé tous leurs traits contre lui ; & ce qui met le comble à ses chagrins , c'est que les mains dont ces traits sont partis , lui sont chères ; c'est que ceux que le sang & que l'amour destinent à nous consoler dans nos maux , sont les auteurs de tous les siens. La division n'est , à la honte de l'humanité , que trop commune dans les familles. On voit des freres tourmentés par leurs freres , des maris opprimés par leurs femmes. Il est rare que , persécuté & par sa femme & par son frere , le même homme voye régner l'émulation entr'eux , à qui l'accablera le plus. Telle est pourtant la destinée du sieur des Broses. Frere malheureux , autant qu'époux infortuné , l'inconstance de la Dame des Broses & la cupidité du Chevalier Daffier : voilà la double cause de ses revers. Tous les devoirs ont été méprisés , tous les sentimens

étouffés , les droits de la nature , les loix de l'amitié , la voix de la pudeur , la foi conjugale , tout a été compromis , violé , confondu , pour lui ravir sa fortune , sa liberté , sa santé , son honneur. A la vue de tant d'horreurs & de souffrances , le devoir de tout Lecteur équitable & sensible a été de le plaindre ; le nôtre est à présent de le défendre ; celui des Juges fera bientôt de le venger.

Ils auront donc à prononcer sur deux Causes ; l'une criminelle contre son frere ; l'autre civile contre sa femme. Toutes les deux s'instruisent actuellement , & du même pas , en la Cour. Et comme les faits de l'une & de l'autre affaire , s'entrelaissent si fort , qu'on n'eût point connu l'une , si l'on avoit ignoré l'autre , on les a fait marcher ensemble. Cette réunion nécessaire à l'instruction des deux Procès , en rendra la décision plus facile & plus sûre. Mais comme les moyens de chacun d'eux sont entièrement séparés , & que les armes , avec lesquelles le sieur des Broses se défend contre son frere , ne sont point celles qu'il oppose à sa femme , il est indispensable , pour procéder avec clarté , de distinguer ces deux objets : & celui qui va seul nous occuper dans ce Mémoire , c'est son Procès contre sa femme.

#### M O Y E N S .

Il faut d'abord bien saisir le point de la contestation présente. Le Marquis des Broses a été désuni par Sentence & par Arrêt , d'avec

une premiere femme , pour cause d'impuissance.

Ensuite cet obstacle a cessé : & d'après une seconde visite & une Sentence , qui le déclaroient devenu absolument puissant , il a pris une nouvelle ou plutôt une véritable épouse.

Après douze ans d'habitation avec son mari , cette seconde femme a demandé la nullité de son mariage , sur le même motif qui avoit fait annuller l'autre , & elle a soutenu que l'impuissance n'avoit point cessé.

En conséquence de cette accusation , l'Official a encore ordonné une troisieme visite , & cette visite a été tout aussi favorable au mari , que l'avoit été la seconde.

Alors la femme , voyant qu'elle alloit nécessairement échouer dans sa demande en nullité pour cause d'impuissance , s'est fait un titre contre son mari , de la puissance même qu'il avoit recouvrée , & a appelé comme d'abus de son mariage , sous le prétexte que ce changement d'état le rendoit à une premiere épouse , qui existoit encore.

Mais comme l'Official ne l'avoit point encore déboutée de son action en impuissance , elle a réitéré cette même demande en la Cour , l'a jointe à l'autre , & en a fait le second point de sa cause ; en sorte qu'elle compose cette affaire de deux parties bien différentes.

Dans la premiere , elle dit que son mariage est nul , parce qu'elle a un mari impuissant.

Dans la seconde , elle dit que son mariage est nul , parce que son époux est puissant.

Ou il est puissant, dit-elle, ou il ne l'est pas. S'il l'est, il a une premiere femme, à laquelle il faut qu'il retourne. S'il ne l'est pas, je ne dois pas plus habiter avec lui, que ne l'a dû la premiere.

Voici les deux propositions que nous sopperons à celles de la Dame des Broses.

Premièrement, son mari est puissant; donc elle ne peut s'en séparer, pour cause d'impuissance.

Secondement, cette puissance survenue ne fait pas revivre un mariage qui a été annullé, dans un temps où elle n'existoit pas encore.

## P R E M I E R E   P A R T I E.

*La Dame des Broses ne sauroit réussir dans l'allégation d'impuissance.*

Si une femme, trompée dans le choix qu'elle a fait, n'a rencontré que l'ombre & que l'image d'un véritable époux, & qu'elle se plaigne d'une erreur qu'elle n'a pu prévoir, la Justice lui ôtera sans doute ce lien inutile, qui l'embarasse, mais ne l'attache point. En effet, le but qu'on se propose dans la société des deux sexes, c'est la naissance des enfans. C'est donc le pouvoir réciproque d'atteindre à cette fin qui fait la base de l'union conjugale, puisque c'est l'œuvre du mariage qui communique dans tous les lieux, dans tous les siècles, ce précieux souffle de vie, qui, sorti de la bouche de Dieu, se distribue sur tous les hommes. De ce prin-

cipe , naît une conséquence évidente ; c'est qu'il n'est point d'engagement réel pour ceux que la Nature a rendus incapables de contribuer à ce bien général , en les privant des qualités requises pour se reproduire dans les autres. Hors d'état d'offrir à une épouse ce que la Nature lui a refusé à lui-même , l'Impuissant ne peut valablement contracter une alliance , que d'abord le Droit naturel lui défend , dès qu'il manque de la faculté nécessaire à l'essence de ce contrat , & qu'ensuite la Religion lui interdit , puisque le Sacrement , ce signe visible d'une union supérieure , ne trouve point matière à s'appliquer dans ces conjonctions réprouvées. Une seconde conséquence qui dérive de la première , c'est qu'une femme , que sa destinée a placée dans une couche stérile & froide , peut en sortir avec indignation ; ni Sacrement , ni Contrat ne la lie à la rigueur d'un sort , qu'aucune autorité ne peut l'obliger de souffrir. Ainsi le premier objet du mariage , c'est la propagation. Celui qui ne peut remplir cet objet , ne se doit point marier. S'il s'est marié , l'autre pourra faire dissoudre cette union imparfaite. Voilà trois vérités sensibles.

Mais si une femme , qui s'est ainsi livrée à l'illusion d'un faux mariage , ne s'effraye point de la foiblesse & des glaces de son mari ; si , peu jalouse d'exciter en lui cette ardeur qu'elle a droit d'en attendre , elle renonce aux effets de l'amour , plutôt que de se compromettre en s'exposant à la risée publique ; si , détachée de ces impressions légitimes dont son mari ne

connoît point l'usage , elle préfere sa personne à son sexe , & consent à ne trouver en lui qu'un ami , ou qu'un frere : pourra-t-elle , ennuyée de ce généreux sacrifice , rompre enfin le silence au bout de 12 années , & se plaindre si tard d'un défaut , qu'elle a si long-temps excusé ? Tout esprit raisonnable sent bien que ce long intervalle forme un obstacle insurmontable au succès de sa plainte.

En effet , c'est un principe en cette matiere , que l'impuissance survenue ne peut point annuler le mariage. Que deviendrait ce lien sacré ? A quels désordres la Société seroit-elle exposée , si toutes les femmes , que la naissance d'aucun enfant ne pourroit démentir , trouvoient un titre de divorce dans les infirmités & dans l'âge de leurs époux ? C'est donc , on le répète , une maxime incontestable qu'une impuissance postérieure au mariage , ne le rompt pas.

Mais quand douze années se sont écoulées , sans que la femme qui se plaint réclamât ; à quelles marques reconnoître si la cause de ses ennuis est antérieure , ou non , à son mariage ? La visite attestera bien la létargie présente de son époux ; mais quand l'extérieur paroît régulier , est complet , quels Experts pourront nous dire si la tiédeur dont on l'accuse est l'effet d'un vice naturel , ou si le Temps qui détruit tout , n'a pas éteint sa vigueur & son feu ? Que fera-t-on dans cette incertitude ? En croira-t-on la femme à ses sermens ? La lenteur de sa demande est trop suspecte ; la bassesse de son action la décrédite trop. Dès qu'elle ose se donner en

ſpectacle, elle l'eût osé plutôt, ſi elle eût eu lieu de ſe plaindre. Voilà ce que la défaveur d'un procédé ſi tardif & ſi lâche autorife à conclure. Ainſi les Juges ne ſauront point ſi c'eſt l'époux qui a trompé ſa femme, ſi c'eſt la femme qui vient tromper ſes Juges ; & cette obſcurité leur fera craindre que ſ'ils touchoient à ce mariage, ils ne rompiſſent un lien indiffoluble, ne détruifiſſent le premier des Contrats. C'eſt donc une première vérité que, comme il n'eſt pas poſſible de découvrir, après un ſi long terme, ſi l'impuiſſance a précédé, ou a ſuivi l'union, la femme n'eſt plus recevable à ſ'en plaindre.

Mais plaçons-nous dans une hypothèſe plus forte, & ſuppoſons que les circonſtances qui ont précédé le mariage, nous ayent appris que le futur époux avoit les diſpoſitions qu'on exige : Si, par exemple, il n'a été marié qu'après une viſite qui prouvoit ſa puiſſance, de quel œil la Juſtice verra-t-elle ſa femme, après pluſieurs années, lui reprocher qu'il n'eſt pas homme ? Ici les Magiſtrats ont une règle ſûre, qu'ils n'avoient pas dans l'eſpece que nous traitons d'abord. Dans celle-là la Vérité reſtoit voilée par le lit nuptial : dans celle-ci elle leur eſt connue, puisſque les Experts ont parlé. Voilà donc d'un côté, les Experts qui voient dans l'homme qui ſe marie l'aptitude eſſentielle à l'union : voilà de l'autre, la femme de ce même homme qui l'accuſe, après douze ans, d'être inſenſible aux effets du mariage. D'abord que réſultera-t-il de cette contrariété entre le témoignage

des Experts, & le reproche fait, douze ans après, par la femme ? Il s'ensuivra que le mari, ayant rempli long-temps sa destination naturelle, les années l'ont affoibli & l'ont changé. Mais ensuite que résultera-t-il de ce changement survenu ? Autorisera-t-il la femme à demander en Justice qu'on brise un joug, que cette différence lui rend insupportable ? Pourra-t-elle, après avoir épuisé les forces de son époux, solliciter le droit de se jeter entre les bras d'un autre, conjurer les Ministres de la Religion & des Loix de consacrer cette rupture, & de sceller son nouveau lien ? Si une femme osoit porter l'aveuglement & la licence jusqu'à former une demande si révoltante, tout ce qu'une ame sensible & forte peut contenir d'indignation & de mépris, seroit trop peu pour punir ce scandale. Quoi ! ce Sacrement institué de Dieu même, ce Symbole de sa sublime alliance avec l'Eglise, ce saint nœud de respect & d'amour que la mort seule peut rompre, ne seroit-il plus pour la femme qu'un concubinage arbitraire, que l'yvresse de ses passions auroit fait naître, que leur yvresse seroit dissoudre. Quoi donc ! on la verroit, insultant à la fois aux Tribunaux & aux Autels, presser les Magistrats & les Pontifes de s'associer à sa double profanation. Quel est le Chrétien, quel est le Citoyen, quel est l'Homme qui soutiendrait, sans émotion, ce projet sacrilège ? Et quand la fougue de ses penchans l'auroit portée aux pieds des Juges, avec quelle pieuse horreur ceux-ci la repousseroient-ils vers l'époux malheureux

heureux qu'elle outrage. C'est donc une seconde vérité, que, si un mariage n'a été fait que sur des preuves juridiques & certaines de la virilité du mari, la femme qui l'accusera d'impuissance, après douze ans d'union, sera nécessairement condamnée.

Mais avançons, & pour aller plus loin encore, supposons dans une troisième espèce, que cet époux ainsi taxé de frigidité, après plusieurs années d'union, se présente à de nouveaux Experts, qui rendent à sa puissance la même justice qu'avoient fait les premiers; que penser alors d'une femme qui, non-seulement écartée par le laps de temps, comme dans le premier cas, non-seulement démentie, comme dans le second, par la visite antérieure au mariage, mais confondue encore par le rapport actuel auquel elle vient de donner lieu, continuera, sans se décourager, ses calomnieuses poursuites? On voit que nous parlons dans ce moment d'un mari, qui jouiroit encore des facultés viriles, dans le temps même où sa femme les lui conteste. Ainsi supposons que sur la plainte de la femme, la Justice ait ordonné la visite du mari; qu'elle ait nommé des Experts pour y procéder; qu'ils aient prêté leur serment devant elle; que le plus scrupuleux examen ait dicté leur décision; si le fait, dont nous instruit cette recherche, c'est qu'injustement accusé, l'époux éprouve encore l'activité propre au mariage, quel accueil la Justice fera-t-elle à cette femme indécente & coupable, qui, au mépris de l'évidence même, persistera dans ses

menfonges ? Quand toutes les regles & les mefures de la fageffe humaine auront été prises pour connoître la vérité , & quand la vérité connue fera que le mari peut s'acquitter encore des devoirs que prefcrit le mariage : elle aura beau accufer d'ignorance , ou de mauvaife foi , les Experts que la Juftice aura choifis , on ne verra plus dans cet odieux murmure que l'expreflion du défefpoir. Et fi alors , trop plein d'averfion pour l'époux qu'elle offense , fon cœur n'a plus de place pour les remords , que de foupçons , quelles idées cette obftination fera naître ! Soit que la haine , foit que l'amour la maintienne dans fa criminelle entreprife , notre plume n'aura plus de traits pour exprimer ce monftrueux chef-d'œuvre de hardieffe & d'extravagance. C'eft donc une troifieme vérité , qu'une femme ne fauroit réuffir quand le mari qu'elle accufe d'impuiffance , après douze ans de co-habitation , & qui d'ailleurs ne l'avoit époufée qu'après des preuves juridiques de fa complete virilité , prouve de nouveau par un fecond rapport qu'il eft puiffant encore , dans le temps même où fa femme l'attaque.

Voici donc en deux mots la gradation des trois propositions que l'on vient d'établir.

D'abord , une femme eft non-recevable dans fa demande , lorsqu'elle l'a formée après douze années de mariage.

En fecond lieu , elle y eft mal fondée , lorsque la puiffance du mari étoit prouvée par une vifite antérieure à ce mariage , qu'elle voudroit rompre après douze ans.

Enfin , à plus forte raison , y est-elle encore mal fondée , lorsqu'indépendamment & des douze années d'habitation commune , & de la visite de son mari antérieure à la célébration , une nouvelle visite en atteste actuellement encore la parfaite virilité.

Ces trois propositions forment exactement notre espece. Premièrement, la Marquise des Broffes s'est mariée le 18 Août 1735 , & a formé contre son mari sa demande en nullité de mariage pour fait d'impuissance , le 17 Avril 1747 : Voilà bien douze années moins quatre mois d'intervalle entre le mariage & la plainte. Secondement , les oppositions que le Chevalier Daffier & la Marquise du Vigeant , frere & sœur du Marquis des Broffes , formerent à ce mariage les 23 Avril & 14 Mai 1735 , obligerent l'Official de Gueret d'ordonner le 27 Juillet suivant une visite d'Experts , dont le résultat fut qu'ils regarderent le sieur des Broffes comme devenu absolument puissant. Troisièmement enfin , la demande de la Dame des Broffes en nullité de son mariage , a donné lieu à ce même Official , d'ordonner encore le 2 Juillet 1749 , une seconde visite , dont le résultat a été que ces nouveaux Experts ont jugé , ainsi que les premiers , le sieur des Broffes absolument puissant.

Il est inconcevable qu'ainsi placée entre deux actes qui la pressent d'une maniere si vive , la Dame des Broffes ait la constance de perséverer dans le plus inoui des mensonges. Mais quel que soit le courage dont elle affecte de se parer , à suivre les principaux faits de la Cause , la

vérité perce malgré elle : & sa conduite contredit tellement ses chimériques allégations, qu'on ne fait plus qui dépose plus fortement en faveur du Marquis des Broses, ou des Experts, ou de sa femme elle-même.

En effet , qu'on se retrace les circonstances qui ont précédé & suivi ce mariage. D'abord , personnellement assurée de l'entiere capacité de celui qu'elle prend pour époux , la Dame des Broses répond à d'officieux parens qui lui monstroient sur ce point quelques doutes , que personne ne sçait mieux qu'elle ce que peut le Marquis des Broses. Les frere & sœur de celui-ci voulant ensuite empêcher ce mariage qui dérangoit leurs vues , l'Official , sur leurs dépositions , ordonne une visite du sieur des Broses , qui justifie pleinement sa puissance. Les douze premieres années de cette alliance sont heureuses , ou du moins ne sont troublées que par l'accident d'une chute , qui , arrivée à la Dame des Broses pendant une grossesse , fait périr l'enfant qu'elle portoit. Au moindre voyage que fait le sieur des Broses , sa femme , allarmée de son absence , lui marque dans des Lettres remplies d'une jalousie tendre , l'inquiétude où elle est qu'il ne lui fasse quelque infidélité. C'est pendant qu'il est détenu à Angoulême par les ordres du Roi qu'elle intente son action. Elle la suit avec une précipitation excessive , donne ses assignations , présente ses Requêtes , fournit ses faits & articles , obtient des Sentences par défaut ; tout cela pendant la captivité de son mari , comme si elle pouvoit faire juger

par contumace une affaire de cette nature. Lorsque le sieur des Broses, élargi du Château d'Angoulême, apprend l'odieuse procédure que sa femme a faite contre lui, il ne peut s'avilir jusqu'à répondre à une demande de cette espèce. Il se flatte que les réflexions & le temps ramèneront sa femme à son devoir. Elle profite de sa patience, pour obtenir une permission de le faire arrêter, sous prétexte qu'il refuse la visite de sa personne; puis satisfaite de l'avoir fait rentrer en prison, elle élude à son tour cette même visite, qu'elle avoit elle-même provoquée. Le sieur des Broses, s'y offre de lui-même pour recouvrer sa liberté. Il s'agit donc de nommer des Experts. Aucun ne convient à la Dame des Broses. Epouvantée des suites de cette demande, elle s'épuise en détours pour les éloigner; elle les récuse, les rejette sans cesse, ne veut point ceux qu'on a choisi pour son mari, le contraint de s'en donner d'autres. Il y consent, il en prend de nouveaux. Elle refuse encore ces derniers. Ce n'est pas tout, les siens propres, elle les révoque, à leur tour. C'est une femme inquiète & troublée, qui, trahie, par la connoissance d'une vérité qu'elle ne peut étouffer, s'avoue coupable en commettant le crime. Pour abréger tant de lenteurs, le sieur des Broses se rend appellant des Sentences, qui autorisoient sa capture. La Cour lui accorde sa liberté, à la charge de subir la visite. En exécution de l'Arrêt, les Experts procedent à l'examen, & confirment dans les termes les plus forts, la même vérité déjà publiée par les

autres. Et quand tout se réunit pour porter au dernier degré d'évidence, que le Marquis des Broses n'est point atteint du défaut qu'on lui impute, la ressource de la D<sup>e</sup> des Broses est de faire imprimer qu'on a sûrement substitué à la personne du sieur des Broses, quelque officieux Valet, masqué sous le bonnet de nuit & la robe de chambre de son Maître.

Il faut avouer qu'à ce trait toute patience échappe. A quelle extrémité faut-il être réduit pour se permettre d'aussi ridicules idées? On y reconnoît une femme dont le parti est pris de nier l'évidence. Que propose-t-elle cependant à la place de cette dernière visite? Elle prie la Cour d'en laisser faire une quatrième. Mais, indépendamment de ce qu'il faut bien donner des bornes à ces sortes d'examens toujours ordonnés à regret, & toujours subis avec honte, que résultera-t-il de cette quatrième visite? Si le sieur des Broses y réussit encore, elle dira toujours que c'est un Valet déguisé. Elle en voudra une cinquième, jusqu'à ce qu'enfin, à force de le harceler & de le tourmenter, elle ait fait rencontrer aux Experts, un moment d'assoupissement & de langueur. C'est ainsi que fondant toutes ses espérances sur les malheurs de son mari : *Heureusement*, dit-elle, *qu'il est à la Conciergerie, où il est à portée de subir encore une visite définitive.* Heureusement qu'il est à la Conciergerie! La Dame des Broses s'est-elle bien entendue? Heureusement! Quel étrange bonheur pour une femme! Que ce sentiment est cruel! Mais pourquoi le lui reprochons-

nous ? C'est peut-être le seul mot sincere , qui lui soit échappé dans la Cause.

Difons donc , en terminant cette premiere partie , que les principes , que les faits , que les moyens foit du mari , foit de la femme , que tout concourt à répandre la plus grande lumiere fur cette premiere proposition : « La demande formée par la Dame des Broffes en nullité de fon mariage , pour caufe d'impuiffance , étant auffi injufte qu'elle eft odieufe , cette femme y eft également non-recevable & mal-fondée ».

Une démonftration fi frappante eût accablé toute autre époufe. Que fait celle-ci dans ce moment de crife ? Le péril l'enhardit encore : la néceffité la rend induftrieufe. Elle raflembles tout ce qu'elle a d'adrefle & d'intrépidité : & fi elle eft obligée de plier fous le poids des actes , qui renverfent fa prétention , elle entreprend de fe faire des armes , des débris de fon premier fyftême. Elle faifit les deux Procès-verbaux , les examine , réfléchit quelque temps : puis déclarant à fon mari une autre guerre , plus vive encore , elle s'écrie , que , fi le moyen d'impuiffance lui échappe , elle le combattra désormais par l'existence de fa virilité. Et c'eft ici le fecond objet du procès.

## SECONDE PARTIE.

*La Dame des Broses ne sauroit réussir dans le moyen tiré d'un prétendu mariage , antérieur à celui qu'elle a contracté.*

Le Mariage du sieur des Broses avec la Demoiselle de Chantresat est-il valable & légitime ? Ou n'est-ce qu'une alliance abusive , & que l'existence d'un mariage antérieur a rendu nécessairement nulle ? Voilà l'unique point qui doit à présent nous fixer.

Mais après le détail des faits dont nous avons parlé , peut-il rester quelque doute dans les esprits , sur cet objet ?

Qu'on se rappelle le grand nombre de titres , qui tous se réunissent pour en démontrer la légitimité : la plainte formée contre le sieur des Broses par la Demoiselle des Chasseaux , pour cause d'impuissance , la visite du sieur des Broses ordonnée par l'Official de Poitiers , la déclaration faite par les Experts , la Sentence qui , d'après le rapport , déclare nul son mariage , permet à la femme de se pourvoir ailleurs , l'appel interjetté de cette Sentence par le sieur des Broses , l'Arrêt de la Cour qui prononce qu'il n'y a abus dans la Sentence : voilà les actes authentiques qui effacent jusqu'à la trace de ce premier mariage : voilà les Ministres de la Justice & de l'Eglise qui concourent à détruire jusqu'au moindre vestige de cette union irrégulière.

Qu'on se rappelle ensuite les deux oppositions que firent les frère & sœur du sieur des Broffes au nœud qu'il se trouva en état de former quelques années après, avec la Demoiselle de Chantrefat; le soin de l'Official pour constater, si en effet l'état du sieur des Broffes étoit changé; le témoignage des quatre Experts qui le regarderent comme devenu absolument puissant; la Sentence qui permettoit de passer outre; le motif de la Sentence exprimé dans le dispositif, *que s'il y a eu quelque empêchement dans sa personne, il a cessé*; le contrat de mariage; la dispense des deux premiers bans; la publication du troisième; enfin l'acte de célébration: ce premier coup d'œil sur la Cause, ne suffiroit-il pas pour nous convaincre de la validité de ce mariage? Quel abus pourroit-on rencontrer dans une union si solennelle & si parfaite? Cette union, pleinement revêtue de toutes les formalités que prescrivent & la Religion & la Loi, qui pourroit la confondre avec ces commerces illégitimes & aussi peu durables que le caprice qui les fait naître?

C'est cependant la Marquise des Broffes qui voudroit elle-même ébranler les fondemens d'une alliance si solidement affermie. C'est contre son propre mariage qu'elle propose un moyen d'abus qui consiste à dire, que la preuve acquise à l'Official de la puissance du sieur des Broffes, l'obligeoit de le renvoyer à la Demoiselle des Chasseaux.

Nous allons incessamment approfondir les principes & les autorités qui s'opposent à ce

moyen d'abus. Mais avant que de nous livrer à cet examen important, faisons une réflexion préliminaire, essentielle à cette Cause, & qui seule suffiroit pour en assurer au sieur des Broses le succès.

Quel est le rôle que joue ici la Marquise des Broses ? Elle demandoit dans la première partie de cette affaire, à être affranchie d'un joug, qui l'unissoit à un homme impuissant. Elle demande dans celle-ci, que sa puissance la fasse retourner à la Demoiselle des Chasseaux. Que veulent dire deux moyens aussi contradictoires ? Elle citoit d'abord son mari comme dénué des qualités qu'il doit avoir ; elle se flattoit que les Experts ne pourroient rencontrer en lui aucun signe de ce qu'il est ; & quand des preuves réitérées de la vérité qu'elle attaque, la démentent & la condamnent, cette même femme qui disoit tout à l'heure : « Il étoit impuissant avec » l'autre, donc il l'est avec moi », change de défense & nous dit « Il est puissant pour moi, donc il l'étoit pour la première ». Que cette manière de se défendre est neuve ! Il est puissant, ou il ne l'est pas, nous dit-elle : S'il ne l'est pas, il doit vivre sans femme ; s'il l'est, il en a une autre que moi. Voilà un singulier dilemme ! C'est donc à dire qu'elle nous laissoit le choix de ce que son mari pouvoit être. Et quand nous sommes assurés qu'il a ce qu'elle lui contestoit, c'est parce qu'il a ce qu'elle lui contestoit, qu'elle prétend à présent l'éloigner. Mais depuis quand la vérité n'est-elle plus qu'un jeu ? Est-ce sous les yeux de la Justice que l'artifice

& que la fraude peuvent espérer de triompher ? Elle rejette ces défenses équivoques que le mensonge prépare pour la surprendre : & ces armes à deux tranchans ne blessent ici que la main qui s'en sert.

Le nouveau système de la Dame des Broses consiste donc à soutenir que l'Official a commis un abus en procédant à une seconde célébration. Mais son appel, quand il seroit fondé, seroit-il recevable aujourd'hui ? N'a-t-elle pas connu le premier mariage ? N'a-t-elle pas su qu'il avoit été annullé & par Sentence & par Arrêt ? A-t-elle ignoré le motif de cette cassation ? N'a-t-elle pas vu les deux oppositions, faites au mariage qu'elle projettoit ? N'a-t-elle pas travaillé à faire lever ce double obstacle ? N'a-t-elle pas obtenu de concert une Sentence qui permettoit de passer outre ? Elle n'a pris cet engagement qu'avec une liberté entière, qu'avec une entière connoissance. Instruite des plus petites circonstances, aucun fait ne lui a été déguisé. De moitié dans les opérations préalables à cette alliance, sa seule volonté a fait sa Loi, ce contrat a été son ouvrage ; il a été passé sans ignorance & sans contrainte ; elle l'a exécuté pendant l'espace de douze années. Durant cet intervalle, la bonne intelligence a présidé à ce mariage. Il existe des preuves écrites de leur attachement mutuel. Enfin la possession la plus publique a mis le sceau à cette union ; & la Dame des Broses demandera après un si long terme qu'on la déclare publiquement une adultère ; car c'est là, ne nous y trompons pas,

l'effroyable demande qu'elle a le front d'adresser à ses Juges.

Elle vient leur dire : Oui je l'ai su que la puissance du sieur des Broses le reportoit dans la couche d'une autre. J'ai vu le Prêtre bénir un adultère en l'unissant à moi ; mais je l'aimois alors, & mon amour rendoit tout légitime. Tant qu'il a vécu près de moi j'étois contente, je me suis tue. On l'a fait arrêter, on l'a arraché de mes bras ; alors ma solitude & ses malheurs me l'ont rendu odieux. Qu'avois-je besoin de lui rester fidelle, dès que mon mariage étoit nul ? Je l'avouerai pourtant, j'ai craint que ce moyen ne révoltât. J'ai donc tenté de me donner d'abord pour une femme qu'un impuissant avoit trompée. Pouvois-je croire, quand je demandai des Experts, qu'au milieu des chagrins dont son frere & moi l'accablions, une visite lui feroit favorable ? Mais enfin la Vérité a triomphé du piège ; & aujourd'hui que mon mensonge m'humilie & me couvre de honte, que risquai-je de consommer l'ouvrage ? Je le dis donc, notre mariage est abusif, est nul. Les enfans qui en seroient issus, seroient bâtards ; & je réclame au sein du Sanctuaire, le droit que mon crime m'assure de me livrer à un autre homme.

Quelle ingénieuse fureur ! Quel plan sinistre ! Et les Juges le pourroient adopter ? Non, leur Tribunal est trop pur ; leur sagesse ne permet à personne de s'accuser, de se flétrir soi-même. Les Magistrats lui feront la grace de ne pas l'écouter ; ils la sauveront de ses propres violences ; & la contradiction des deux systèmes qu'elle n'a

point rougi de rapprocher, l'entiere connoissance qu'elle a eue de ce qui a précédé son mariage, la durée de la possession qui l'a suivi, l'indignité même de son action, tout, en un mot, élèveroit contr'elle des fins de non-recevoir invincibles.

Mais ce n'est pas par des fins de non-recevoir que le sieur des Broses veut repousser les assauts qu'on lui livre; c'est par elles qu'on se maintient dans une possession usurpée: Et il ne prétend point avoir prescrit un Sacrement: il prétend s'être marié, mais d'un mariage si durable & si indissoluble, que la mort seule peut en rompre le nœud.

C'est donc en vain que la Dame des Broses soutient que l'Official auroit dû renvoyer son mari à la Demoiselle des Chasseaux. Nous allons, en traitant la question du fond, lui prouver à présent que l'Official n'a point commis d'abus en le remariant avec elle.

Si ceux qui naissent privés de quelques facultés entreprennent ce qui ne se peut faire qu'avec les propriétés qui leur manquent; si l'insensé vouloit administrer des affaires; si l'Impuissant vouloit contracter un mariage, ces tentatives ridicules & vaines ne produiroient que trouble & que désordre. La Loi qui veille sans cesse à la tranquillité publique anéantiroit ces chimères. Les actes que l'homme en démence auroit faits, l'union que l'impuissant auroit formée, seroient déclarés nuls, seroient censés n'avoir jamais eu lieu.

Mais ces infirmités, ces privations, dont sont

affligés quelques hommes, ne sont pas toujours continuelles. Souvent ces fléaux ont leurs termes, & la Nature a ses vicissitudes; quelquefois même elle a fait servir à sa gloire ces développemens tardifs; c'est pour sauver Crésus, qu'elle rend la parole à son fils.

Or quand la langue s'est une fois dénouée, ou quand la démence a cessé, & de même, pour ne point quitter notre Cause, quand l'impuissance a disparu; du moment où la nature rend à un homme ses privileges, la Loi lui en permet l'usage. Dès qu'il peut être pere, il a des droits sur le titre d'époux: Voilà de ces vérités évidentes, dont la seule exposition fait la preuve.

Mais si, avant que la nature déployât en lui ce pouvoir, qu'elle vient enfin de lui donner, il a eu l'imprudence de s'offrir pour époux, & que celle, qui comptoit devenir sa femme, se soit fait rendre par la Justice la liberté de se pourvoir ailleurs, le nouvel état qu'il acquiert le rend-il maître de la reprendre? Le prétendu mariage, que les Juges ont déclaré nul, se réforme-t-il de lui-même?

Proposer une question de cette espèce, c'est demander si ce qui est anéanti, existe; si un homme qui n'a point de femme, est marié. En effet, quand un impuissant a paru se marier, nulle réalité n'a suivi cette vaine apparence. Dès que la femme s'est fait entendre, les Juges Ecclésiastiques & Civils se sont empressés de détruire ce qu'ils avoient édifié par erreur. Disons mieux, ils n'avoient point fait ce qu'ils avoient cru faire, & ils déclarent qu'ils n'ont rien fait. Ils ne

raissent point un mariage, puisqu'il n'y en a jamais eu; mais ils prononcent qu'il est nul: ils reconnoissent qu'il n'y en avoit point. L'impuissant n'avoit point caractère pour former le contrat. Le Sacrement n'avoit point matière à s'appliquer sur l'impuissant; L'impuissant n'a donc pu se marier. Celle qui passoit pour sa femme, reprend publiquement le nom de fille qu'elle n'a point dû perdre. Les Jugemens qu'elle obtient la rétablissent dans tous ses droits. Celui qui recevra sa main fera son seul & son premier mari. L'autre nœud n'est qu'un songe, dont il ne reste aucun vestige.

Comment concevra-t-on après cela qu'il soit possible de renvoyer à une première femme celui à qui la puissance survient? Mais à quelle femme le renvoyer? On vient de voir qu'il n'en a point, qu'il n'en a jamais eu. Quoi! le moment où la puissance se déclare est le premier moment qui le rende propre au mariage: Et il se trouvera marié, avant que d'avoir pu l'être! Que cette idée est étrange & bisarre! A-t-il donc conservé quelque droit, ou plutôt en a-t-il jamais eu, sur cette Compagne dont on l'a séparé? Il n'a pu être une seule & même chair avec elle. Ce tout, dont chaque époux ne fait qu'une moitié, vient du don réciproque, que l'un & l'autre se fait de sa personne. C'est ce droit respectif qui fait la base de l'union conjugale. Mais l'impuissance s'oppose ici à cette tradition mutuelle. Il en est donc de ce contrat, comme de tous les autres, qui sont nuls, quand on s'est obligé à l'impossible. Le contrat de l'impuissance est nul

du côté du mari, puisqu'il est incapable de contracter, comme il l'étoit du côté de la femme, puisqu'il y a eu erreur de sa part. Mais les conventions, annullées par l'incapacité des personnes, ne sont validées dans la suite, qu'autant que, l'incapacité cessant, elles consentent à ratifier la convention. Un acte fait par un homme en démence, ne peut valoir que s'il le recommence, depuis son retour à la raison. Une vente faite par un mineur n'est bonne, qu'autant qu'il veut bien l'approuver à sa majorité. Car ce qui est nul pourroit-il produire quelque effet? Ce qui est nul dans son principe, peut-il devenir valable par le seul temps? Ce qui est nul n'existant pas, la même chose peut-elle tout à la fois & être & n'être pas? Ces axiomes s'appliquent tous ici, puisque l'alliance de l'impuissant est annullée, puisque plutôt, elle n'a jamais subsisté.

Voilà pourquoi l'Auteur des Loix Ecclésiastiques(a) nous apprend qu'une Partie devenue puissante avec un autre époux, n'est point tenue de retourner au premier; & la raison qu'il nous en donne, *c'est, pour répéter ici ses propres termes, parce que son premier mariage étoit nul dans le temps de la célébration, ou plutôt parce qu'il n'y a jamais eu de mariage entr'elle & celui qu'elle avoit choisi pour en faire son époux.*

Les choses sont donc entières, le passé est regardé

---

(a) De Héricourt, Loix Ecclésiastiques, du mariage, §. 65. pag. 452.

gardé comme non venu, & si celle qui avoit compté l'épouser, est restée fille, depuis l'Arrêt qui les a séparés, il pourra, nous ne disons pas la reprendre, elle ne lui a jamais appartenu, mais lui offrir sa foi comme à toute autre, lui proposer sa main, puisqu'elle est maintenant à pourvoir. S'il veut bien la lui présenter, si cette fille veut bien la recevoir, ce sera par un nouveau consentement, & il faudra une célébration nouvelle. *Quand l'impuissance (b) qui a été censée & reconnue perpétuelle en Justice, (dit Sainte-Beuve dans ses cas de conscience, tom. 1, cas 171), a été levée, le mariage ne peut être réhabilité que par un nouveau consentement.*

Mais, dès qu'il n'y a jamais eu de mariage, dès qu'il faut un autre consentement, pourratt-on obliger les Parties d'y consentir une seconde fois? On sent que le droit naturel proscrit une contrainte de cette espèce; car la liberté des contrats & sur-tout des contrats de mariage, est fondée sur le droit naturel. Aussi après que Sylvestre a répété comme les autres qu'il falloit un second consentement; « l'Official, continue-t-il, ne peut pas obliger les Parties, ainsi juridiquement séparées, à se le donner de nouveau ». *Daret consensus ad matrimonium, si verò non duret, vel de novo vir in eam non consentiat, aut eam carnaliter non cognoscat, potest ab ea recedere, & superinducere aliam.* Ainsi leur

---

(b) Conf. de Paris, sur le mariage, liv. 3, pag. 179.

choix n'est point gêné ; ils sont libres de se marier à d'autres ; & l'une des deux Parties, dit encore le Pape Innocent III, qui séparée pour impuissance, devient capable d'avoir habitude avec une autre, peut se prendre pour époux :  
 (c) *reddita fuit potens concubitu alterius viri in aliis nuptiis.*

Ces autres nœces seront les seules légitimes & réelles. La première union n'étoit rien. Ce premier mariage prétendu paroît tellement aux yeux des Magistrats un être imaginaire, que toutes les fois qu'ils démarient un impuissant, ils permettent à l'autre de se pourvoir. Ce contrat une fois annullé n'a plus d'effet, n'a plus de suite. C'est sur leur parole, c'est sur la foi de leur Jugement, que la fille séparée par Justice, peut prendre un véritable époux.

Seroit-il possible, dans de pareilles circonstances, que l'homme dont on l'a défunie, devînt le maître, si son infirmité cessoit, de la troubler toute sa vie : car enfin, puisque les Juges lui ont rendu sa liberté, puisque devenue libre, elle a pu se marier à un autre, supposons ici qu'elle l'ait fait : la voilà femme, la voilà mère : Et tandis que, tranquille auprès de son mari, elle élèvera avec soin les fruits précieux de leur union ; quand peut-être elle portera dans son sein de nouveaux gages de son amour, un Etranger viendra la revendiquer, la reprendre, fouiller l'honneur d'un vrai mariage, l'en-

---

(c) Conf. de Paris, sur le mariage, liv. 3, pag. 179.

lever de sa propre maison, l'arracher à son mari, à ses enfans ? Prise, quittée, reprise, ainsi traînée d'un lit à l'autre, le hasard d'un événement incertain pourroit la rendre vertueuse ou coupable, ou concubine ou femme. L'honnêteté des mœurs, la sûreté publique, la pureté de notre Religion permettroient-elles ces révoltantes alternatives ? A quel titre, sous quel prétexte prétendra-t-il lui faire ainsi la loi ? Parce qu'aujourd'hui il est homme ? Que lui importe qu'il le soit aujourd'hui ? Quand il ne l'étoit pas, il l'a trompée. Parce qu'il l'est, faudra-t-il qu'il la déshonore ? Sous quel nom se présenteroit devant elle, cet homme dont l'Eglise l'a délivrée ? Dira-t-il qu'il est son mari ? Ce seroit une odieuse imposture. Dira-t-il qu'il le veut devenir ? Ce seroit une folie insigne.

Mais ce qu'on dit ici d'une fille, qui se seroit mariée, avant que la puissance fût survenue à l'homme qui lui en avoit imposé, s'applique à celle qui seroit restée fille ; puisque dans l'ordre & de la raison & de la Loi, il suffit qu'elle ait été maîtresse de se marier, il suffit qu'elle en ait eu le droit : peu importe qu'elle en ait fait usage ou qu'elle l'ait négligé ; les principes & les raisonnemens seront toujours les mêmes. Et dans quelle perplexité cette malheureuse personne languiroit-elle le reste de ses jours, toujours craintive & toujours incertaine, n'étant ni libre ni dépendante, n'étant enfin pour les autres & pour elle-même qu'une énigme incompréhensible !

Done, en deux mots, l'impuissant ne doit point se marier. Dès qu'on se plaint, son mariage est déclaré nul. Alors la fille dont on l'éloigne, peut se pourvoir. S'il devient puissant par la fuite, il peut former un vrai mariage. Si la fille qui s'est plaint, s'est mariée, il n'a rien à prétendre de ce côté. Si elle ne l'est pas & qu'il s'offre à elle de nouveau, elle est la maîtresse de le prendre ou de le refuser, ainsi qu'il est le maître d'en choisir une autre plutôt qu'elle. Soit qu'il épouse la même, soit qu'il lui en préfère une autre, l'engagement devient irrévocable. Dieu les unit, & l'homme ne peut les séparer.

Telle est la marche que nous indiquent les seules lumières de la raison, les premiers principes de l'honneur, l'intérêt des familles, celui de la Société. Ces vérités sont par elles-mêmes si claires & si frappantes, qu'elles n'ont besoin que de leur propre force pour convaincre tous les esprits. D'ailleurs, les plus graves Auteurs, les Canonistes & les Jurisconsultes les plus accrédités en sont les garans respectables. Il doit donc demeurer pour constant, que loin d'avoir commis un abus, en mariant le Marquis des Broffes à la Demoiselle de Chantrefat, l'Official en auroit au contraire commis un, en l'obligeant de retourner à la Demoiselle des Chasseaux.

En vain la Dame des Broffes soutient-elle que la cessation de l'impuissance renoue le nœud qu'on a rompu. Autant vaudroit-il dire que l'acte fait par un homme insensé cesseroit d'être

nul, si cet homme recouvrait sa raison, & que son retour au bon sens rendrait valables les fruits de son délire. Tout ce qu'on a dit jusqu'ici prouve assez qu'il n'est pas besoin que l'impuissance soit perpétuelle en soi pour faire annuler le mariage. Il suffit qu'elle s'annonce sous des caractères qui la fassent présumer telle : il suffit qu'elle le paroisse aux yeux de la Justice. Car le Juge ne se peut décider que sur ce qu'il connoît ; les Experts lui attestent l'impuissance d'un des Conjoints ; il fait aussi-tôt ce qu'il doit. Comme il importe à la Société de voir multiplier ses membres, il se hâte de rendre la liberté à une femme dont la fécondité alloit devenir inutile. Comme il importe à la religion que personne ne souille un Sacrement, il se hâte de détruire une association qui pourroit devenir criminelle. Mais cette sage décision n'a aucune connexité avec l'arrivée postérieure d'une puissance inattendue ; cette survenance n'a point d'effet rétroactif, n'altère en rien l'autorité de la chose jugée. Le Magistrat a rempli ses devoirs en replongeant dans le néant un contrat qui n'en eût jamais dû sortir ; & de ce que le même homme sera devenu capable, plusieurs années après, de former un vrai mariage, il ne s'ensuivra pas que le Magistrat n'ait pas dû annuler le faux mariage qu'il a été hors d'état de former.

Le mariage, on le répète encore, consiste d'abord dans un contrat civil, auquel ensuite la vertu du Sacrement s'attache ; en sorte que, s'il n'y avoit point de contrat, le Sacrement

n'auroit ni matiere ni fujet auquel il s'appliquât. Mais il n'y a point de contrat, toutes les fois que celui qui contracte ne peut remplir l'engagement formé, ne peut faire ou donner ce à quoi il s'étoit obligé. La Partie lésée & trompée a le droit de faire anéantir cette convention illusoire, & le contrat une fois rescindé & détruit ne peut renaître de lui-même dans aucun cas. Le contractant aura beau acquérir dans la suite des moyens pour satisfaire à ses engagements, il résultera de cette meilleure fortune qu'il peut contracter désormais d'une maniere solide. Mais il ne s'ensuivra jamais que l'ancien contrat annullé puisse revivre & reparoître. Il s'agit donc de ne point confondre les temps. Les époques une fois distinguées, tout s'explique, tout s'accorde sans peine. Il suffit que le mariage n'ait pu être consommé, de quelque cause que dérive l'obstacle, qu'en conséquence du défaut de consommation il ait été nul & annullé, pour qu'on ne puisse renvoyer l'homme à celle qu'il n'a pu rendre femme.

Quant à ces distinctions obscures entre l'impuissance perpétuelle ou momentanée, absolue ou casuelle, de maléfice ou de frigidité, on les rejette en France comme des abus propres à introduire dans les familles, dans les consciences, le désordre & l'inquiétude. *In Galliis (d) ista*

---

(d) Juenn. *Comm. Hist. & Dog. de Sacr. cap. 12. impotent. tom. 2.*

*distinctio*, dit Juennin, *nusquam admittitur in praxi*. Qui enim per impotentiam, cujuscumque sit generis, à priori muliere post Judicis sententiam discesserit, *nusquam ad eam redire finitur*. *Judex Ecclesiasticus qui reditum illum decerneret, provocationi quam vocant abusum praberet locum.*

Gerbais répète mot pour mot ce que Juennin vient de dire. « On n'admet point (e) en France, dit-il, » de distinctions entre les différentes » especes d'impuissance, & on ne permet point » à un mari une fois séparé de bonne foi & sans » fraude manifeste pour impuissance de quelque » nature qu'elle soit, de retourner avec sa première femme. Et si lorsqu'il se trouve puissant avec une autre, le Juge Ecclesiastique » ordonnoit ce retour, cela pourroit donner » lieu à un appel comme d'abus ». Peut-on trouver des autorités plus précises ?

» Faudra-t-il, dit encore Fevret, (f) quand » l'impuissance cesse, que les mariés retournent » ensemble, & que le second mariage par eux » contracté soit dissous » ? C'est bien là notre espece ; & il répond « que l'Eglise Gallicane, » soit que la dissolution soit ordonnée pour frigidité ou pour maléfice, n'a pas accoutumé » de contraindre les mariés de retourner ensemble : *Ad priora connubia redire.*

Ces vérités sont encore consignées dans les

---

(e) Conf. de Par. *ibid.*

(f) Fevret, Traité de l'Abus, liv. 4, ch. 4, pag. 524.

Conférences de Paris (g). Celles d'Angers (h) en rendent le même témoignage. Elles nous apprennent qu'en France on n'a point d'égard à la distinction entre l'impuissance perpétuelle & celle qui ne l'est pas. On n'y permettroit point à un mari, qui a été une fois séparé pour cause d'impuissance, de quelque nature qu'elle fût, de retourner avec sa première femme, quoiqu'un second mariage eût fait connoître qu'il étoit en état d'habiter avec une femme. Nos Jurisconsultes disent qu'on s'en tient à la décision du Canon : *si per sortiarias*. Voici les termes de ce Canon : *Si sorte sanari non potuerint, separari valebunt, sed postquam alias nuptias expetierint, illis in carne viventibus quibus juncti fuerant, prioribus quos relinquunt, etiamsi possibilitas concumbendi eis reddita fuerit, reconciliari nequibunt*. Voilà un de ces Canons importans que l'on suit fidèlement en France. Aussi tous les Auteurs attestent-ils unanimement cet usage : usage qui a pour base l'équité naturelle : usage dont l'infraction ouvreroit la porte aux plus tristes abus : usage duquel dépend le repos des familles, inséparable de celui de l'Etat : usage fondé sur ces précieuses libertés, qui font régner le plus juste équilibre entre les droits de la Religion & les droits du Royaume.

Aussi toutes les fois qu'on a voulu porter atteinte à cet usage, avec quel zèle a-t-on vu les Parlemens s'empressez de le défendre & de le protéger !

---

(g) Conf. de Par. *ibid.*

(h) Conf. d'Ang. sur le mariage, pag. 236.

Un Gentilhomme avoit été séparé de sa femme pour cause d'impuissance, par un Official qui lui avoit fait défense de se marier. Guéri par des moyens violens, il se remaria à une autre femme, & en eut plusieurs enfans. Un autre Official cassa ce second mariage. Sur l'appel que cet homme interjeta de la Sentence de l'Officialité, la Cour déclara qu'il y avoit abus, & maintint l'homme dans son second mariage. Cet Arrêt est cité par les Conférences de Paris, & se trouve dans les cas de conscience de Sainte-Beuve.

(i) En voici un autre que l'on voit dans Peleus. Un homme accusé d'impuissance convenoit qu'il étoit impuissant : mais il disoit que c'étoit l'effet d'une maladie, & qu'elle étoit de nature à cesser. Les Juges lui accorderent un délai de trois années pour se guérir. Des affaires de famille l'obligèrent de faire un voyage qui excéda le terme accordé. Ce temps expiré, la femme se remaria. L'homme revint & trouvant sa femme remariée, il appella comme d'abus de cette seconde célébration, par la raison que devenu absolument puissant, comme il offroit d'en faire preuve, une simple infirmité passagère, n'avoit pu dissoudre son mariage. Malgré ses plaintes, la Cour jugea qu'il n'y avoit abus; & par Arrêt du mois de Février 1697, la femme fut maintenue dans son second mariage.

Il est aisé de voir combien l'espece de notre Cause est plus favorable encore que celles où

---

(i) Actions Forens. liv. 4, Act. 1, pag. 193.

ces deux Arrêts sont intervenus; puisque dans les deux cas, c'étoit la Partie délaissée, dans l'un, la première femme, dans l'autre, le premier mari, qui se plaignoient du second nœud; au lieu qu'ici c'est celle même qui a formé ce second nœud, qui vient réclamer contre lui. Ainsi, sur quelque objet que l'on jette les yeux, principes, raisonnemens, considérations, autorités, discipline, Jurisprudence, l'abondance de tant de moyens rassemblés porte dans l'ame cette plénitude de conviction, qui semble rendre la vérité palpable.

Actuellement que la Cause du sieur des Broses est exposée dans tout son jour, & que l'on voit du même coup-d'œil la nullité de son premier mariage & la validité du second, on ne peut plus se fixer de sang-froid sur la manière dont la Dame des Broses s'y est prise, pour s'affranchir de celui-ci. Elle répète à chaque page que le mariage est une alliance indissoluble; que c'est une profanation scandaleuse que d'essayer de le dissoudre. Voilà sans doute de grands principes. Mais quand son cœur & ses actions leur portent les plus rudes atteintes, qu'ils paroissent déplacés dans sa bouche! Elle ne les réclame en effet que pour détruire le nœud qu'elle a formé. En vain les Juges d'Eglise, en vain la Cour elle-même ont-ils déclaré nul cet engagement idéal qu'il n'a pu contracter autrefois. Elle fait revivre, ou, pour parler plus juste, elle crée d'elle-même un mariage qui n'a jamais été. Le feu d'une imagination qui l'égare ranime à ses yeux ce fantôme; elle marie, si j'ose ainsi parler,

son époux de ses propres mains à un autre; puis, rangeant cette misérable fiction sous une époque antérieure à son vrai mariage, elle y applique les saines maximes, les véritables Loix; & transportant ainsi sur la figure & sur les ombres, les regles qui ne s'appliquent qu'à la réalité, elle se flatte qu'à force de faire sonner bien haut l'indissolution du mariage, elle fera dissoudre le sien. C'est ainsi qu'elle espere, couverte du masque de la Religion, la profaner avec impunité. Il falloit bien que la subtilité soutînt un projet téméraire que l'injustice avoit conçu.

Voilà donc les deux parties du système de la Dame des Broses successivement confondues.

D'abord elle a attaqué son mari comme étant impuissant; mais le laps de temps a élevé contre elle une barriere insurmontable. D'ailleurs l'autorité des titres, deux différens rapports d'Experts ordonnés par les Juges Ecclésiastiques & Civils, voilà les monumens inébranlables contre lesquels a échoué son premier moyen.

Elle a voulu ensuite se faire un second moyen de ce même état de puissance, dont on avoit acquis la preuve. Elle a dit que cette puissance survenue le rendoit de plein droit à la Demoiselle des Chasseaux. Mais on lui a fait voir, qu'à suivre l'équité naturelle, les préceptes de la Religion & les regles du Droit Civil, le contrat de mariage que le sieur des Broses avoit imprudemment passé dans un temps où il étoit incapable de se marier, n'avoit pu revivre de lui-même: qu'il eût fallu un nouveau consentement, auquel on n'auroit pas pu le contraindre; que

Jamais en France on ne force les époux séparés pour pareille cause de se reprendre ; que la nécessité d'entretenir l'honneur dans les familles , le calme dans les consciences , la tranquillité dans l'Etat rendent cette discipline inviolable & sacrée ; que les Auteurs & les Arrêts attestent unanimement cet usage.

Mais étoit-il nécessaire de consulter la Jurisprudence & les Livres ? Avions-nous besoin du suffrage de Gerbais, de Juennin, de Fevret, de Sainte-Beuve, d'Innocent III, de Sylvestre, de d'Héricourt, pour apprendre que sa prétention est horrible ? C'est dans son cœur que chacun lit la condamnation qui l'attend.

Quoi ! tandis que victime des projets d'un frère trop avide, le sieur des Broses est injustement prisonnier, tandis que sa consolation unique est d'envoyer du fond de sa prison des témoignages de tendresse à sa femme ; l'impression que font sur cette femme les désastres de son époux, c'est de le rendre un objet de mépris pour elle. Elle prête la main aux ennemis qui le tourmentent : hâte avec eux la ruine de sa maison ; l'ennui la chasse de cet asyle où l'honneur la devoit arrêter : & comme si l'engagement cessoit, parce qu'elle dépouille tout sentiment d'épouse, elle sollicite la liberté de s'abandonner à un autre. Délivré de ses fers, le sieur des Broses vole pour la rejoindre. C'est en vain qu'il la cherche : les nouvelles qu'il reçoit d'elle, c'est un Huissier qui les lui donne, en l'assignant pour cause d'impuissance. Cette action le surprend & l'accable. Il dédaigne de

répondre à des poursuites aussi ignominieuses , quand sous prétexte qu'il le faut visiter , cette femme le fait surprendre dans son Château , & le replonge dans les Prisons. Pour en sortir il se prête à cet humiliant examen : & sa puissance est reconnue , comme elle l'avoit été , douze ans auparavant , par d'autres Experts. Voyant alors qu'elle va échouer , elle allie les contradictoires , & soutenant que la puissance du sieur des Broses le rend à une première épouse : mon mari , dit-elle à ses Juges , ou est puissant ou ne l'est pas. Je fais lequel de ces deux points est vrai ; mais je ne fais lequel servira mieux ma Cause. Je n'ai donc garde de m'expliquer sur cet objet. Choisissez lequel doit vous conduire à rompre le nœud dont je suis lassé. Si les Experts vous procurent la preuve de la puissance que je conteste , voyez dans le Marquis des Broses un homme lié par un autre mariage , avant qu'il me donnât sa foi : & rejetez cette foule d'Auteurs qui s'opposent à son retour vers sa première épouse. Si les principes dont s'appuient ces Auteurs , sont impression sur vos esprits , Eh bien , regardez-le comme un homme impuissant , & n'en croyez point les Experts.

Quelle scandaleuse duplicité ! Quel Tribunal a jamais retenti d'une Cause si révoltante ! Quelle femme a profané jamais avec tant d'indécence le Temple pur de la Justice ! Quel est donc le sentiment secret qu'elle préfère à l'estime publique ? Quel intérêt particulier la dédommage de l'indignation générale ? Mais

c'est en vain qu'offensant à la fois, la Nature;  
la Religion, la Loi, cette femme impétueuse  
se débat & s'agit dans les liens qu'elle voudroit  
rompre : Quand tous les cœurs vertueux la  
condamnent, ils nous annoncent ce que les  
Juges vont prononcer. *Signé, DASSIER DES  
BROSSES.*

**M<sup>e</sup>. LOYSEAU DE MAULEON, *Avocat.***





# RÉPONSE

POUR le Marquis DES BROSSES.

*CONTRE la Dame DES BROSSES  
son épouse.*

**V**OILA donc le Marquis des Broses obligé d'exposer au grand jour un secret accablant & terrible, que par respect pour lui-même autant que par pitié pour sa coupable Epouse, il lui gardoit encore. Non-seulement il avoit rempli avec scrupule l'obligation indispensable de ne dire que des vérités; il avoit eu la force de ne se pas permettre toutes celles qu'il pouvoit dire. Et cependant la Marquise des Broses ne se contente pas de l'accuser aujourd'hui d'artifice; elle se prévaut si lâchement de son silence, qu'il se voit réduit à le rompre ou à trahir ses intérêts & son honneur.

Ainsi avant que de remplir l'engagement public qu'il prend dès ce moment avec ses Juges & ses Lecteurs, de leur démontrer que tout est vrai dans son premier Mémoire, que chaque fait y est établi par les Actes, en un mot avant que de faire retomber sur sa femme le reproche dont elle le charge, d'avoir exposé des faits dictés par le mensonge, il faut qu'il commence

par dévoiler ceux qu'il vouloit éloigner de sa Cause : car c'est ainsi qu'unissant la générosité à la droiture, il écartoit des objets trop odieux, au risque d'énervier sa défense.

Ce sacrifice que la Dame des Broses ne méritoit pas, eût dû porter la reconnoissance dans son ame ; mais les passions qui la dévorent n'y laissent de place pour aucun sentiment. Le Marquis des Broses parlera donc, puisque sa femme lui fait un crime de s'être tu ; il répondra, puisqu'on l'y force, à l'étrange défi que lui a fait cette épouse adultère.

(a) Si l'on demande pourquoi c'est elle qui révèle elle-même au public l'accusation que ses défordres ont arrachée au plus infortuné des hommes, nous dirons qu'il est des occasions pressantes où les méchans hazardent tout, pour tenter d'échapper aux châtimens qui leur sont réservés. Quand le public, s'est dit à elle-même la Marquise des Broses, m'entendra lui annoncer la plainte que mon mari a formée contre moi : quand j'ajouterai qu'il n'a point osé la poursuivre ; on ne croira jamais qu'il se fût arrêté, si j'avois été criminelle ; & l'on croira que, si je l'étois, je n'aurois garde d'éclater contre lui. C'est ainsi que tournant contre son mari des bontés dont elle n'est pas digne, elle va chercher dans un silence trop généreux un titre injuste pour le combattre.

Quel

---

(a) V. Mém. adv. p. 20.

Quel abominable système! Avec qui, femme lâche & cruelle, concertez-vous ces idées effroyables? Est-ce avec ce Confident si cher, cet Homme qui partage depuis long-temps votre maison & votre lit? Les faveurs que vous lui prodiguez sont bien dûes au service qu'il vous rendit, lorsqu'il encouragea, lorsqu'il guida cette troupe de Satellites qui vinrent sous vos ordres vous délivrer de votre époux. C'étoit pour obtenir sa place à vos côtés, que votre Amant vous fit montre d'un si beau zèle. La récompense répond dignement au bienfait.

Et c'est du sein de la débauche où elle se plonge habituellement avec lui, que cette Femme brave, provoque son malheureux époux sur des dissolutions dont il vouloit lui épargner la honte! Et c'est du sein de cet infâme commerce, qu'elle a le front de réclamer la vraie pudeur, la nature & la Religion. (b) Ne craint-elle pas, lorsque sa bouche impure profère leurs noms sacrés, qu'elle n'appelle autant de vengeurs à ses crimes?

Non, la frayeur ne peut plus rien sur elle. L'habitude & l'impunité la rassurent; car cet amant n'est pas le premier homme pour qui la Marquise des Broses ait brûlé d'une flamme impudique.

Compterions-nous tous ceux à qui ses insatiables désirs l'ont livrée tour-à-tour? Sortie à peine des bras du sieur M... elle se jettoit dans

---

(b) V. Mém. adv. p. 2.

les bras du sieur T.... pour passer entre ceux du sieur D...

Mais peignons-la par un trait plus révoltant encore. Sa mere vient passer chez elle quelques jours , & veut coucher à côté de sa fille. La Dame des Broses suspendra-t-elle par respect pour sa mere , les approches de l'étranger auquel elle se livre toutes les nuits ? Elle épie avec avidité l'instant heureux où le sommeil va s'emparer de la Dame sa mere. Elle introduit soudement son complice ; & lui faisant souiller sa couche auprès de sa mere endormie , peu lui importe dans ce moment d'yvresse lequel elle outrage le plus de son Epoux ou de sa Mere (c).

(d) Ecoutons-la cependant nous jurer *qu'il n'a fallu rien moins que le cri de la Religion , de la nature & de la vraie pudeur , pour la forcer à s'élever au-dessus de la timidité de son sexe.*

Etoit-ce aussi la *vraie pudeur* qui triomphoit de sa timidité , lorsqu'elle se prostitua dans Limoges au Cabaret de la Table Royale ? Etoit-ce la vraie pudeur qui triomphoit , chaque fois qu'elle liboit la langue par des présens aux Domestiques qui l'avoient surprise en délit ? (d) Et quand elle fait que tous ses jours , que toutes ses nuits sont marqués par des crimes , *qu'on ne croye pas* , dit-elle dans sa défense , *que ce soit l'art qui parle*

(c) V. Mém. adv. p. 2.

(d) Sur ce fait & sur les précédens , le Marquis des Broses a fait entendre des Témoins , & les informations sont jointes au Procès.

(e) Les Informations prouveront tous ces faits.

*pour le crime.* (f) Et pour qui donc parleroit-il? Car c'est sans doute un crime affreux que de violer la foi conjugale, que d'étouffer la voix de la nature, que de s'abandonner aux voluptés & au mépris publics. Mais qu'ensuite pour en imposer à ses Juges, cette femme, livrée à l'infamie, emprunte les dehors de la vertu : qu'elle allégué la loi de sa conscience : qu'elle fasse sonner bien haut la régularité, la pureté de sa conduite : qu'en un mot elle s'élève avec la force qui sied à la seule innocence, contre une Plainte en adultère que son mari tenoit renfermée par égard ; ces mensonges & cette effronterie sont à mon gré le complément de tous les crimes.

Et cependant elle a fait plus. Le masque de la sagesse ne lui a pas suffi : elle a cru qu'en se donnant pour une femme malheureuse qu'un époux violent opprimoit, ce mélange attendrissant de désastres & de vertus rendroit son mari plus odieux. (g) Elle vivoit, à l'en croire, *au pouvoir d'un homme emporté, dont les attentats, dont les sévices firent succéder à des jours heureux, des jours de tristesse & d'horreur.* Elle ne parle que de sévices, que d'attentats. Quels épouvantables détails ce grand bruit semble nous annoncer ! Descendons donc dans l'examen des faits. Qu'elle nous fasse le récit de ses peines. (h) *Sa vie, dit-elle, a été en danger.* Quelles

---

(f) Voyez Mém. adverf. p. 2.

(g) V. Mém. adv. p. 11.

(h) Mém. adv. p. 14.

épreuves a-t-elle donc essuyées ? Qu'elle nous expose tous ses périls & tous ses maux. Quoi ! elle se tait : elle n'a rien à répondre : elle ne nous offre aucune preuve : elle n'articule aucun trait positif : elle n'a pas le moindre fait à établir ? Elle nous dit bien que son mari *jettoit sur elle des regards égarés* : que l'amour *ne se peignoit en lui qu'avec les traits du désespoir*. (i) Elle nous dit bien qu'il avoit *le crime dans la bouche*, qu'il l'avoit aussi *dans les yeux*. Mais que signifient ces peintures que trace de caprice & d'idée une imagination qui s'allume ? Ce ne sont point des portraits qu'il nous faut. Nous demandons qu'elle nous instruisse de ses malheurs. Et douze années d'habitation commune ne fournissent aucun événement. Elle ne fauroit dans tout ce long espace, rencontrer l'ombre d'une seule infortune. (k) A l'entendre, *le cœur* du sieur des Broses étoit *agité par la haine* ; mais cette haine n'a eu nulle suite funeste. Le sieur des Broses étoit *violent*, étoit *brutal* ; mais sa brutalité n'a produit aucune voie de fait : nul mauvais traitement n'a accompagné sa violence. Elle ne peut, encore une fois, nous citer un accident, un tort qui répondent au caractère féroce qu'elle lui suppose ; & lorsqu'elle se dit malheureuse, elle n'est pas digne de plus de foi que lorsqu'elle nous crie qu'elle est sage.

La voilà donc enfin connue cette chaste

---

(i) Mém. adv. page 15.

(k) Mém. adv. p. 62.

épouse, qu'un mari calomniateur avoit accusée d'adultère. (1) Qu'elle traite actuellement de *désaveu* le silence qu'il avoit gardé sur sa plainte. Est-elle assez punie de sa témérité ? Paye-t-elle assez cher aujourd'hui l'imprudence de son attaque ? Nous nous trompons. Le déshonneur n'est plus une punition pour elle ; & son cœur endurci dans le vice, est impénétrable à la honte. Que lui importe, quand elle fait le scandale de sa Province, d'être la fable de cette Ville ? Et certes ! c'est parce qu'elle savoit bien que nos réponses n'avoient plus rien à lui faire perdre de ce côté, qu'elle nous a fait, à tout hasard, un défi qui lui réussissoit, si nous n'avions pas répondu.

Nous voici au moment d'acquitter la parole donnée, en commençant, aux Magistrats & au Public.

Le Marquis des Broses a promis de réfuter d'abord les reproches d'imposture que la Dame des Broses lui a faits ; & de prouver ensuite que c'est elle seule qui s'est permis des faussetés insignes. Commençons par repousser les reproches qu'elle lui adresse.

(m) Le premier, *c'est que*, dit-elle, le sieur des Broses a présenté avec adresse, malgré l'ordre des événemens, des faits étrangers les uns aux autres, comme le fruit d'une intelligence criminelle entre sa femme & son propre frère. Et parce que

---

(1) Voyez Mém. adv. p. 20.

(m) Mém. adv. p. 3.

trop indulgent dans son premier Mémoire , le sieur des Broses n'avoit pas pleinement dévoilé cette criminelle intelligence , elle a traité l'esquisse que nous en présentions , d'*Episode dont l'art visible soulevoit les Lecteurs* ( *n* ).

( *o* ) Elle veut donc que nous développions toutes nos preuves ? Eh bien , il la faut satisfaire.

Pourquoi , durant la détention du sieur des Broses à Angoulême , partagea - t - elle avec le Chevalier Daffier la dépouille du prisonnier dont il vouloit éterniser l'absence ? Pourquoi tous les soins du Chevalier Daffier pour la mettre à l'abri de ses poursuites , lorsqu'il fit juger une Plainte où il l'avoit enveloppée elle-même ? Pourquoi ne dit-il pas un mot de sa Belle-sœur dans ces Mémoires si nerveux , si forts & si faux , qu'il composoit lui-même contre son frere ? Pourquoi la plaça-t-il dans l'intitulé de ces pieces , tantôt sans lui donner le nom d'épouse , tantôt en la désignant par ces mots remarquables , *ci-devant femme du sieur des Broses* ? Pourquoi le Procureur du Chevalier Daffier fut-il chargé d'obtenir l'Arrêt qui recevoit la Dame des Broses appellante de l'accusation d'adultere ? Pourquoi la Dame des Broses chargea-t-elle son Procureur de communiquer à celui du Chevalier Daffier , & la procuration que son mari lui avoit envoyée , & les lettres qu'il

---

( *n* ) Mém. adv. p. 3.

( *o* ) *Ibid.*

lui avoit écrites ? A qui la Dame des Broses remit-elle l'Ordonnance qui lui permettoit de faire arrêter son mari pour la visite de sa personne ? Ne fut-ce pas entre les mains du Chevalier Daffier ? Ce fut lui qui muni de l'Ordonnance que sa belle-sœur avoit fait rendre , se chargea de diriger l'emprisonnement de son frere. Ce fut lui , qui avertit , qui rassembla avec la plus grande célérité les Huissiers , les Archers , tous les gens qui sont faits pour ces sortes d'opérations : ce fut lui qui *s'aboucha* avec eux , comme il le dit dans une de ses lettres. On voit dans cette lettre toutes les peines qu'il se donna pour conduire mystérieusement cette intrigue. Ce fut lui qui requit les Sergens de se transporter au Château ; qui remit l'Ordonnance de la Dame des Broses au principal Huissier ; qui distribua les Cavaliers de Maréchaussée dans les différentes embuscades ; qui posa le premier une échelle contre les murailles de la cour : & comme c'étoit au milieu de la nuit que se passoit cette affreuse aventure , il dit à voix basse à sa troupe , *qu'il appercevoit de la lumiere dans une des tours du Château , qu'apparemment quelqu'un veilloit encore , & qu'il falloit attendre que cette lumiere fût éteinte.* Il attendit constamment un quart d'heure entier sur le mur ; à la fin il se lassâ & descendit ; & à peine étoit-il descendu que l'amant actuel de la Dame des Broses étoit déjà monté. Car cet amant s'étoit joint au Chevalier Daffier pour faciliter la capture. O le digne compagnon des travaux du Chevalier Daffier ! Il étoit bien jus-

te que cet homme partageât les fatigues, puis qu'il devoit profiter du succès. Ainsi la cupidité animoit l'un, le libertinage excitoit l'autre. Celui-là vouloit enlever pour toujours au Marquis des Broffes ses domaines; celui-ci vouloit le sequestrer à jamais de sa femme. La Dame des Broffes pouvoit-elle choisir mieux ses ministres? Quels acteurs pour une pareille scene! Avouons qu'ici les horreurs de la réalité l'emportent sur ces fictions enfantées par la liberté du génie, pour répandre sur un théâtre l'indignation & la pitié.

Reste-t-il encore des nuages sur la vérité du complot dont cette femme se défendoit? N'y voit-on pas la source empoisonnée d'où sont sortis tous les malheurs du sieur des Broffes? Qui pourroit nier que le frere & la femme ne se soient entendus tous les deux pour donner plus de force à leur inimitié commune?

Qu'on se rappelle ces libelles présentés au Ministre, ces captivités successives, ces pillages multipliés, ces vexations, ces outrages de tous les genres: tels sont les funestes effets que cette réunion a produits.

Lorsque nos yeux se furent portés pour la premiere fois sur cet amas de cruautés, d'injustices & de bassesses, dont tous les deux faisoient usage pour l'immoler, l'un à ses vues ambitieuses, l'autre à ses passions effrénées; notre esprit, nous l'avouerons, a hésité de se jeter au milieu de tant d'indignités. Mais quoi! l'excès même de ses malheurs devoit-il donc nous empêcher de le défendre & de le secourir?

Ce sentiment ralluma bientôt dans notre ame tout le zèle que l'humanité doit à l'innocence persécutée. Nous démêlâmes avec courage le cahos d'iniquités où ses deux ennemis travailloient à l'anéantir. Et cependant les plus grands traits n'ont point été tracés encore. Que penseront nos Juges, lorsqu'ils sauront que le Mémoire que cette femme leur distribue, contient lui-même le fruit le plus amer qu'ait fait naître cette association? Oui, à l'instant même où elle jure qu'il n'y a point de ligue entr'elle & son beau-frere, elle l'exécute & la consomme par la plus noire de toutes les perfidies. Que de forfaits nous allons révéler! Qu'en ce moment notre ministère est pénible! Mais les coupables resteroient impunis, si notre plume se refusoit à montrer ce qu'ils font; & par aversion pour le crime, nous trahirions les droits de l'innocence. Non, non, il est temps de tout dire; nous frémirons à raconter; les autres frémiront à entendre; mais si l'on souffre à dévoiler les complots des méchans, qu'on est heureux de leur arracher leurs victimes!

Sous prétexte d'une prétendue rébellion à Justice, qui n'a jamais eu lieu, comme la Cour s'en convaincra par elle-même, l'impitoyable Chevalier Daffier a replongé depuis trois ans son frere aîné dans les prisons; & tandis qu'il le tient dans les liens, il renouvelle contre lui les mêmes indignités qui avoient autrefois surpris la religion du Ministre.

Un de ces placets est heureusement parvenu au sieur des Broses, écrit tout entier de la main

du Chevalier Daffier. Le but que le Chevalier Daffier s'y propose, c'est d'enfvelir son frere tout vivant dans les ténèbres d'une prison perpétuelle. Ce que l'aveuglement, la fureur, l'intérêt, l'imposture peuvent inventer de plus absurde & de plus révoltant, est écrit en lettres de sang dans ce monument effroyable qui déshonore l'humanité. Nos expressions ne pourront jamais rendre l'indignation dont nous a pénétrés cette piece; nous la ferons imprimer toute entiere, & si quelqu'un peut en soutenir la lecture, il jugera par son émotion & son trouble de toute l'horreur qu'elle nous a faite.

Ce n'est pas tout: il gouverne à son gré une mere affoiblie par le plus grand âge, & l'usage qu'il fait de l'empire qu'il a sur cette femme âgée de plus de quatre-vingt ans, c'est qu'il conduit sa main tremblante pour lui faire placer son nom aux pieds de ses libelles: il prend ensuite la foible main de son fils, jeune encore, pour le faire signer à son tour; ainsi dans le même instant le même homme trompe la vieillasse de sa mere, séduit l'enfance de son fils, pour poignarder plus sûrement son frere.

Et ces écrits monstrueux sont les titres qu'ose invoquer la Marquise des Brosses! C'est au milieu des libelles du Chevalier Daffier que va fouiller cette perfide épouse! Elle y choisit le plus envenimé de tous les traits qu'il a lancé; elle le lance une seconde fois; elle porte l'extravagance jusqu'à citer un des placets qu'il donna sous le nom de sa mere. Que fait-elle donc? y pense-t-elle! ne sent-elle pas à quels

châtimens elle s'expose? Que ne voit-elle comment procede le Chevalier Daffier? Sa marche est sourde, ses sentiers sont couverts, & lorsqu'il trompe par ses calomnies le Ministre, il lui demande prudemment le secret; il tremble que sa confidence n'éclate. *Si le sieur des Brosses venoit, dit-il, à être instruit de ses plaintes, si seulement il venoit à les soupçonner, il n'y auroit plus rien de sacré pour lui.* Voilà la timidité qui convient aux coupables; voilà l'inquiétude qui doit accompagner le crime; mais pour elle, elle s'autorise ouvertement du même ouvrage; non contente d'y puiser ses mensonges, elle le cite publiquement en marge, elle renvoye au Placet ses Lecteurs. Encore une fois quelle imprudence! Apparemment que la débauche réfléchit moins que la cupidité.

Se seroit-elle flattée que pour faire perdre de vue la route qu'a tenue ce Placet, il lui suffisoit de n'en avoir communiqué qu'une copie informe, qu'une analyse irrégulière, d'en avoir supprimé la date, d'en avoir retranché les signatures: car voilà dans quel état elle nous l'a produit. C'est une piece obscure, c'est une feuille volante, qui est sans date, qui est sans nom. Mais si les Juges, indignés de son audace à leur offrir cet écrit anonime, la faisoient venir à leurs pieds pour la forcer à leur nommer l'auteur, à leur déclarer son garant, il faudroit bien qu'elle découvrit le Chevalier Daffier; qu'elle leur avouât que s'aidant par un secours mutuel, ils s'entreprêtoient l'un à l'autre, elle, ses procurations & ses lettres, lui, ses requêtes

& ses placets; qu'elle leur fit voir les pièces originales dont elle s'étoit servie. Hé bien, c'est nous, oui c'est nous-mêmes, qui nous chargeons du soin de les produire: car nous tenons heureusement entre nos mains des textes entièrement écrits de celle du Chevalier Daffier.

Mais ce placet n'est pas le seul acte dont elle s'appuie pour prétendre que *le Marquis des Bros-fes a attenté aux jours de sa propre mere (p)*. Car voilà l'attentat dont sa femme le charge ouvertement dans son Mémoire; voilà l'attentat dont son frere le charge secrètement dans ses placets. Ils l'accusent donc l'un & l'autre d'avoir porté une main ennemie sur sa mere. De ce moment il n'est plus de milieu, ou le Marquis des Bros-fes est un monstre, ou son frere & sa femme ont porté le crime à son comble.

Quels seront ici les coupables? Eclaircissions cet horrible mystere; suspendons notre cause, quittons tout pour nous livrer à cet épisode important.

Mais comment nous y prendre? par où commencer? Faut-il que l'imposture noircisse si facilement l'innocence, & que l'innocence ait tant de peine à repousser les traits de l'imposture? On accuse le Marquis des Bros-fes d'avoir porté les mains sur sa propre mere; que peut-il dire, & que répondra-t-il? Peut-il prouver qu'il n'a point commis ce forfait? Peut-il prouver qu'il n'étoit point à tel jour, à telle

---

(p) Voyez Mém. adv. pag. 16.

heure, chez sa mere en 1726? Peut-il prouver dans quel lieu il étoit dans ce moment il y a trente-trois ans? Il ne peut donc que dénier l'attentat; il ne peut que jurer, que protester avec serment, que cet exécrationnable dessein n'est jamais entré dans son cœur. Il ne peut qu'observer à ses Juges qu'un homme qui auroit essayé à l'âge de seize ans ses poignards sur le sein de sa mere, n'eût pas mené jusqu'à cinquante, une conduite irréprochable & pure. Il ne peut que réclamer le cri de toute la Province; il ne peut qu'invoquer ces certificats innombrables qu'on s'empresse de lui envoyer en 1747, dès qu'on fut que sa détention à Angoulême étoit l'effet des trames que son frere ourdissoit contre lui. Il ne peut que présenter encore de nouvelles attestations, semblables à celles qui defillèrent les yeux du Ministre auquel il dut sa liberté. En un mot, l'estime publique & ses sermens, voilà ses armes.

Elles sont foibles, nous dira-t-on; & quand sa propre épouse le dénonce comme parricide dans un Mémoire public, peut-on douter que les preuves n'en soient portées à ce point de lumiere qui rend la vérité palpable?

Hâtons-nous donc d'examiner & de peser ses preuves. Elle nous produit une plainte défectueuse, isolée, fugitive, sans authenticité, sans procédure; abandonnée, & par conséquent désavouée dès sa naissance: aucune information ne l'a suivie; aucune instruction n'a eu lieu; elle est incapable de faire foi par elle-même; ce n'est point dans un dépôt public qu'elle a été placée;

elle est restée, contre toutes les regles, entre les mains de la Partie plaignante ; elle passe journellement encore au gré de leurs différens intérêts, des mains du frere dans les mains de la femme. Une plainte de cette espece, dénuée d'appui, clandestine, sans consistance, est-elle donc un acte judiciaire ? Est-ce-là un de ces monumens propres à constater un crime ? Que deviendrait l'état des hommes, si leur honneur dépendoit d'un papier obscur qu'on laisseroit vieillir plusieurs années dans les ténèbres, jusqu'à ce qu'enfin les recherches devenant impossibles, le calomniateur pût répandre sans danger ses mensonges ? Où sont donc ces titres convaincans, authentiques, inébranlables, que l'on attendoit d'elle ? Elle publie à haute voix que son mari s'est rendu coupable du plus grand des crimes, & ce qui fonde une imputation si atroce, c'est une piece vaine & stérile, que rien n'étaye & que rien n'accompagne. Mais quoi ! dans ces querelles que le cours des passions ordinaires élève entre des hommes étrangers les uns aux autres, ils n'ont garde, quelque colere qui les anime, de hazarder une accusation un peu grave, s'ils n'ont un titre qui la soutienne ; & une femme se croira dispensée de prouver, quand elle atteste à toute la terre que son époux est parricide ! Elle s'en croira quitte pour lui dire, « je n'ai point à établir un fait dont votre » mere vous a taxé elle-même : elle l'a dit, & » je le dis comme elle : toute ma preuve est de » vous dire, voyez sa plainte ».

La Dame des Broses en effet la lui montre :

& il voit pour la premiere fois , quelle surprise pour un fils innocent ! il voit une plainte qu'il n'a jamais connue ; il y voit le nom d'une mere qu'il a respectée toute sa vie ; sa raison a cédé toute entiere sous ce coup le plus affreux de tous.

Quel est donc le séducteur qui a surpris autrefois à sa mere cette inconcevable signature ? Le Chevalier Daffier n'est donc pas le seul homme qui soit capable de cette trahison. Le Marquis des Broses a-t-il donc quelque autre ennemi que ce frere ? Car il fait bien que ce frere inhumain fait donner à une mere octogénaire , contre son propre sang , des signatures que ses yeux ne voyent plus , que sa main trace à peine , & dont son cœur n'est point coupable. Il le fait , il en gémit ; mais l'action n'a rien qui l'étonne.

Qu'en effet ce frere ambitieux dont la cupidité dévore & veut lui ravir ses domaines : que ce frere qui se déchaîne avec tant d'acharnement contre un frere dont tout le crime est d'être son aîné : que ce frere qui achete de vils archers des procès-verbaux de rébellions qu'il est prouvé que le Marquis des Broses n'a jamais faites : qui , à l'aide de ce trafic infâme , le traîne avec ignominie de prisons en prisons : qui , dès qu'il l'a mis dans les liens , se joint à son indigne épouse pour piller ses effets & ses titres : qui , tandis qu'il l'accable de chaînes , le dépeint au Ministre comme une peste publique qui déshonorerait sa maison , si une éternelle captivité ne prévient son supplice : que ce frere enfin qui l'accuse d'avoir attenté à la vie de sa mere , & qui , l'ami , le

confident & le conseil de la Dame des Broses ; lui communique ses productions infernales : qu'un tel homme , pere , fils & frere dénaturé , fasse , pour couronner ses projets , signer ses noirs libelles , à ses sœurs , à son fils , à sa mere ; ce dernier trait désespere le Marquis des Broses sans le surprendre. Mais qu'il lise le nom de sa mere sur une plainte datée de 1726 , & dans un temps où ce barbare frere étoit trop jeune encore pour semer la discorde & la guerre dans sa maison : voilà ce qui l'embarrasse , ce qui le déconcerte , & il se perd dans cette profonde obscurité.

Puisqu'il faut pourtant envisager cette Plainte , toute ouverte qu'elle est à tous les soupçons à la fois , & par sa clandestinité , & par le lieu où elle s'est rencontrée , & par l'usage que l'on en fait depuis douze ans ; puisqu'il faut , disons-nous , l'envisager & la combattre sous la date qui nous est présentée , voici du moins les conjectures que le Marquis des Broses lui oppose.

Ce fut environ vers les temps qui servent d'époque à cette plainte , qu'une cruelle fatalité inspira à la Dame sa mere , qui étoit veuve , du goût pour un homme indigne d'elle : d'un domestique elle en fit son époux. On sent combien cette mésalliance étoit propre à indisposer une famille noble. On sent avec quel déplaisir le sieur des Broses aîné du premier lit , & qui avoit seize ans pour lors , dut voir sa mere donner sa main à un homme de cet état. Cependant ce fils étoit respectueux , & il ne parut que la plaindre. Mais peut-être le nouvel époux , qui  
ne

ne pouvoit se cacher à lui-même que son mariage le devoit offenser, craignit-il que ce jeune homme, qui alloit entrer dans l'âge le plus bouillant & le plus indocile, ne lui montrât un jour de la hauteur & du ressentiment: peut-être chercha-t-il à se préparer en secret, par cette odieuse plainte qu'il a signée, & qui est rendue en son nom, un titre capable de contenir, s'il en étoit besoin, un beau-fils que ses propres torts lui faisoient redouter.

Tels sont les soupçons les plus vraisemblables que le Marquis des Broses peut former contre une plainte qu'un tel beau-pere a rendue contre lui lorsqu'il n'avoit pas dix-sept ans, & dont il apprend l'existence pour la première fois à cinquante.

Il demande humblement pardon à sa mère d'avoir parlé d'un engagement qui lui fait sans doute peu d'honneur. Mais qu'elle observe que s'il a mis cette foiblesse au jour, c'est pour la justifier d'un crime. Ce seroit un crime que d'avoir placé de sang-froid & d'elle-même sa signature au pied d'une plainte si calomnieuse: c'est une foiblesse que de n'avoir pu résister aux obsessions d'un mari auquel elle étoit livrée toute entière. Elle ne fut pas plus coupable, lorsqu'elle signa la plainte, d'avoir été l'esclave des volontés d'un homme à qui le mariage & l'amour donnoient sur elle tout pouvoir, qu'elle n'est actuellement coupable d'être livrée, en signant les placets, à l'empire d'un fils qui la captive & la subjugué. La passion l'aveugloit alors, la vieillesse l'affoiblit aujourd'hui: son mari s'étoit chargé du cri-

me, comme aujourd'hui le Chevalier s'en charge.

Reprochera-t-on au Marquis des Broffes d'avoir trop insisté sur une plainte étrangère à sa cause ? Et que lui importoit sa cause, s'il eût laissé dans les esprits des nuages sur cette plainte ? Voilà pourtant le fruit que sa femme s'en promettoit : elle vouloit communiquer à tous les cœurs la fureur qui déchire le sien : elle vouloit que l'époux qu'elle outrage, devînt l'opprobre de tous les gens de bien ; & hors d'état d'alléguer la faute la plus légère qui lui soit échappée contr'elle, elle prend du Chevalier Daffier le placet & la plainte, & sur la foi de cette piece errante, solitaire & suspecte, que tout dément, que tout décrie, elle consigne dans un écrit public, qu'il a commis un de ces attentats dont l'idée seule ébranle tout notre être ; & c'est contre son propre époux qu'elle publie une calomnie d'un tel ordre. Par quelle peine assez grieve expieroit-elle cet horrible mensonge ? Pour moi, je crois qu'il est des cœurs tellement flétris par le crime, qu'à la fin ils le commettent comme par essence, sans en connoître ni l'étendue, ni les degrés. Que la Dame des Broffes est à plaindre, qu'elle est coupable, si c'est-là son excuse !

Quels sont donc les dangereux conseils qui ont ainsi corrompu cette femme ? La dépravation de son ame a eu pour cause, n'en doutons point, l'accord fatal qui a régné entr'elle & son beau-frere. Elle avoit reproché à son mari de l'avoir articulé, cet accord, sans en donner des preuves suffisantes ; c'est-à-dire, qu'elle se plaignoit de ce que son mari l'avoit trop ménagée

sur ce point dans son premier Mémoire. Les preuves que le Marquis des Broffes vient d'en donner dans celui-ci, doivent enfin lui imposer silence.

Passons actuellement à un autre fait important, sur lequel elle lui reproche encore d'avoir fourni des instructions fausses. Il s'agit de ses lettres au Marquis des Broffes.

Si l'on compare ce qu'étoit la Marquise des Broffes lorsqu'elle avoit son époux auprès d'elle, à ce qu'elle devint tout-à-coup lorsqu'il fut mis au Château d'Angoulême; que l'on en veuve aux artisans de fourbe qui ont produit cette métamorphose! Fidelle, au moins en apparence, à la loi du devoir, durant les dix premières années de son mariage, elle se comportoit d'une manière qui ne donnoit à son mari aucun soupçon, & si quelques affaires obligeoient le Marquis des Broffes à la quitter de temps en temps: *le séjour que tu as fait dans ton voyage*, lui disoit-elle dans une de ses lettres, *m'a paru d'une longueur horrible... N'épargne rien afin de te rendre au plus vite, j'ai une impatience des plus grandes de te voir, &c...* Une autre commençoit ainsi: *Je ne puis te dire, mon cher fils, le plaisir que m'a fait ta lettre, tu ne me parles point de ta santé, je me persuade qu'elle est bonne pour ma tranquillité. Je meurs d'envie de t'embrasser, il me semble, mon cher cœur, qu'il y a dix ans que je ne t'ai vu, &c.* Dans une autre elle lui disoit encore: *je te souhaite une bonne santé, quel plaisir pour moi de t'embrasser, je le préfère à tous les biens du monde.*

En un mot, elle parloit alors le langage d'une

épouse véritablement attachée. Le Marquis des Broffes ne remarquoit rien dans l'extérieur de sa conduite, qui contredît les expressions vives & tendres dont elle ufoit. Quant à lui, rien n'étoit plus sincère que son amitié pour sa femme. Cette concorde & cette paix durèrent sans altération jusqu'à l'instant fatal où des ordres supérieurs firent arrêter le Marquis des Broffes, qui, grâce à son généreux frère, resta plus d'un an prisonnier par Lettre de Cachet. Le premier soin qu'il eut en arrivant au Château d'Angoulême, fut d'écrire à sa femme une lettre pleine de noblesse & de sensibilité. *Quand je t'écrirais, lui disoit-il entr'autres choses, des lamentations, ma chere femme, cela ne guériroit de rien, tu me connois, & par-là tu dois penser le bon sang que je dois faire ici : il n'y a que ta situation qui me touche ; tu dois savoir à quel point je t'aime, ce qui ne s'effacera jamais qu'avec moi.*

Mais il en fut tout autrement de la Dame des Broffes ; sa tendresse ne s'allia point avec l'absence. Etoit-ce que les libertés de mariage devinrent pour elle, dès qu'elle en fut privée, d'impérieux & d'insurmontables besoins ? Etoit-ce que ces attentions si flatteuses, que ces manieres caressantes n'avoient été de sa part qu'une feinte adroite pour couvrir de coupables plaisirs ? Quoi qu'il en soit, le Marquis des Broffes ne trouva plus, dès qu'il eut perdu sa liberté, qu'une ennemie, qu'une persécutrice dans sa femme. Ce fut alors que l'on vit commencer dans ses mœurs un changement qui devint si rapide. Il est inoui qu'une femme qui avoit respecté jusques-là tous

les dehors de la vertu, ait méconnu dans l'espace d'un an jusqu'à ces bienséances que s'impose le crime. Ce fut alors que cette femme, voulant briser à toute force des liens odieux pour un cœur ennemi de toute dépendance, publia après douze ans d'union, que son mari n'étoit point homme. Elle entra pour former cette action, dans un des Couvens de Limoges, & elle en sortoit tous les jours pour satisfaire dans les Auberges de cette Ville, la pente qui l'entraînoit au mal. Ainsi, passant du Couvent à l'Auberge, de ses affaires à ses plaisirs, ses plaisirs étoient pour lors de se livrer sans retenue au crime, & ses affaires, de jurer à ses Juges qu'elle étoit Vierge. Et quand le sieur des Broses lui oppose des témoignages émanés d'elle, dans les Lettres qu'elle lui écrivoit autrefois : quand il combat son audacieuse imposture, par le récit des craintes qu'elle lui montrait qu'il ne lui fût infidèle, elle nie qu'elle lui ait jamais marqué ces tendres craintes d'une infidélité, *qui prouveroient*, dit-elle, *qu'il en pouvoit faire une*. Car ce sont là ses propres termes ; elle sent bien, & elle ne peut disconvenir qu'un pareil discours seroit dans sa bouche, un aveu, une reconnoissance, que son mari est homme ; mais si elle est forcée d'avouer l'induction évidente qui résulteroit de sa Lettre, elle nie courageusement cette Lettre : elle se flatte, ne la voyant point au Procès, qu'elle aura été enveloppée dans ce commun naufrage de tant d'autres papiers que son beau-frère & elle avoient fait disparaître. Elle n'ignore cependant point qu'elle

les a écrites ; mais c'est bien de vérité & de conscience qu'il est question pour elle. Elle en dénie donc l'existence ; & reprochant au sieur des Broses de nous avoir trompé sur cet article , voici comment elle en parle dans son Mémoire. ( q ) *C'est dans ce temps d'un calme apparent , que le Marquis des Broses place ces Lettres , où il assure que la Demoiselle de Chantresat le prioit de ne lui point faire d'infidélités..... mais il n'en produit aucunes ; & c'est encore un de ces points importans dans la Cause , sur lesquels le Marquis des Broses a fourni de fausses instructions. Et plus loin elle ajoute : ( r ) On ne trouve point ici ces tendres craintes d'une infidélité , qui prouveroient du moins qu'il en pouvoit faire une.*

La réponse du Marquis des Broses sera simple ; ce sera de lui représenter sa Lettre. Il ne l'avoit pas lors de son premier Mémoire ; il l'a recouvrée depuis : NE ME FAIS POINT D'INFIDELITÉ , y dit formellement la Marquise des Broses. Cette Lettre est produite ; & rapprochée de la dénégation de celle même qui l'a écrite , elle parlera contre elle bien plus haut que le Marquis des Broses ne pourroit faire.

Sera-t-on surpris que la Dame des Broses ait osé nier la réalité des pieces qu'elle croyoit égarées , lorsqu'on lui voit nier l'existence même de celles qu'elle avoit sous les yeux , & qui

---

( q ) M<sup>m</sup> adv. p. 12.

( r ) Page 21.

ont été produites dès le commencement du Procès? « (s) Comme elle savoit mieux que per-  
 » sonne, avions-nous dit, que la présence de  
 » son mari dissiperoit sûrement ses mensonges,  
 » elle profitoit avec chaleur de son emprison-  
 » nement à Angoulême, pour former sa deman-  
 » de, pour donner ses assignations, pour four-  
 » nir ses faits & articles, pour obtenir un ju-  
 » gement par défaut, entreprenant par une dé-  
 » rision bien étrange, de faire juger par con-  
 » tumace, une affaire de cette nature ». (t)  
*Cette plaisanterie, nous répond la Marquise des  
 Broffes, est fondée sur une affectation visible de  
 confondre deux époques différentes; car, ajoutez-  
 elle, le Marquis des Broffes est sorti du Château  
 d'Angoulême, sur la fin de 1747, & le Jugement  
 par défaut, est du 21 Février suivant.*

Peut-on se jouer ainsi de la vérité? Il est bien vrai que la Marquise des Broffes a obtenu contre son mari un Jugement par défaut, le 21 Février 1748, après qu'il fut sorti d'Angoulême. Mais il est vrai aussi que loin de suspendre ses poursuites, elle avoit obtenu contre lui avant qu'il fût élargi, un premier Jugement par défaut, le 5 Juillet 1747. Voici donc comment procède la Marquise des Broffes. Elle supprime le premier Jugement par défaut, dont son mari parloit: elle ne parle que de celui qui est postérieur à son retour, & à la faveur de cette

(s) Premier Mémoire du Marquis des Broffes.

(t) Mém. adv. p. 16.

trompeuse réticence , ce n'est , dit-elle , qu'en confondant les époques , qu'il m'impute des Procédures par contumace. Quelles réflexions pourrions-nous faire , qui ajoutassent à l'impression que fait la chose ?

La Dame des Broses reproche encore à son mari d'avoir donné à entendre , qu'une Ordonnance par elle obtenue , portant permission de l'emprisonner , étoit postérieure à un Arrêt qui accordoit au Chevalier Daffier , des dommages-intérêts contre lui.

Le Marquis des Broses ne disconvient point d'avoir donné ce fait à entendre. L'Arrêt obtenu par le frere est du 26 Juillet 1752 ; l'Ordonnance obtenue par la femme est du 2 Mai 1753 ; donc l'Ordonnance est postérieure de neuf mois à l'Arrêt. Et cependant la Marquise des Broses s'écrie d'une exclamation pathétique : ( u ) *Qui ne croiroit sur cette exposition que l'Ordonnance obtenue au nom de la femme , est postérieure à l'Arrêt récemment obtenu par le frere ?* Que veut - elle donc qu'on croie ? Et voyons comment elle parviendra à prouver qu'une Ordonnance de 1753 , n'est pas postérieure à l'Arrêt de 1752 ? D'abord elle supprime la date de l'Arrêt , & par-là , elle se met à son aise. Voici ensuite ce qu'elle imagine pour reprocher à son mari d'avoir interverti les dates. Vous prétendez , lui dit-elle , qu'après que les Tribunaux se rouvrirent , le Chevalier Daf-

---

( u ) Mémoire adv. p. 6.

sier obtint son Arrêt contre vous ; or , ce fut le 2 Septembre 1754 , que les Tribunaux se rouvrirent ; donc cet Arrêt est postérieur au 2 Septembre 1754 , & à plus forte raison à mon Ordonnance du 2 Mai 1753. Il faut convenir qu'en appliquant ces mots - ci : *Les Tribunaux se rouvrirent* , à la rentrée de 1754 , le fillogisme & le calcul sont très-justes ; mais les Tribunaux ne se rouvrirent-ils donc qu'en 1754 ? & les affaires particulieres qui avoient éprouvé quelques interruptions dans l'année 1752 , ne reprirent-elles pas leur cours à la rentrée suivante ? Si la Dame des Broses avoit des doutes sur le sens de ces mots *les Tribunaux se rouvrirent* , n'étoit-ce pas à la date même de l'Arrêt à les éclaircir ? (x) Mais en un mot , de quelque expression qu'ait usé son mari , il n'y a point eu *trop d'art* à avancer qu'une Ordonnance de 1753 étoit postérieure à un Arrêt de 1752.

Achevons ces discussions désagréables , mais nécessaires ; le Marquis des Broses voit avec peine qu'elles sont faites pour ennuyer ses Juges , & que pour s'y prêter , ils ont besoin de tout leur zèle , de tout leur amour pour le vrai.

(y) « Les chagrins du Marquis des Broses lui rendant , avions-nous dit , une liaison d'amitié plus précieuse , il se lia plus particulièrement avec le sieur de la Breuille de Chantrefat , qu'il connoissoit depuis long-temps ».

---

(x) Mémoire adv. p. 17.

(y) Premier Mémoire du Marquis des Broses.

On va voir combien il en a coûté de faussetés à la Dame des Broses pour contredire ce peu de lignes. D'abord elle soutient que son mari n'a pas dit vrai, (z) lorsqu'il a dit qu'il connoissoit depuis long-temps le sieur de Chantresat: elle assure qu'il ne l'avoit jamais connu auparavant; & la preuve qu'elle en rapporte, c'est qu'elle le représente comme un homme qui *se hâta de devancer par un prompt retour dans ses terres (a), le bruit de sa nouvelle disgrâce, afin de trouver encore dans le Limosin ou dans le Poitou, une nouvelle épouse: comme un homme qui, trop connu dans l'une & dans l'autre de ces Provinces, n'y pût réussir, & trouva l'Angoumois plus propre à ses vûes de séduction: comme un homme qui parvint à s'introduire dans la maison du sieur de la Breuille de Chantresat, qui venoit de décéder dans sa Terre au fond de l'Angoumois.*

Or, tous ces démentis que la Dame des Broses donne ici à son mari, sont eux-mêmes autant d'impostures. Le Marquis des Broses avoit connu toute sa vie le sieur de la Breuille de Chantresat; c'est un fait su de toute la Province. Il n'avoit point quitté ses Terres pour venir faire juger son Procès, ainsi il n'eut point à y retourner. Il ne parcourut point plusieurs Provinces avant que de s'enfoncer dans une troisieme, pour s'introduire dans une maison inconnue. La Terre de Chantresat est la Terre

---

(z) Mémoire adv. p. 6.

(a) Page 5.

la plus voisine du Marquis des Brosfles: il n'y a que deux petites lieues des Brosfles à Chantresat. Les deux familles & les auteurs communs ont été liés de tous les temps. Le Marquis des Brosfles se sentant de l'inclination pour la fille de son voisin, qui n'étoit point décédé comme le prétend encore faussement la Marquise des Brosfles, se rendit plus assidu dans un Château qu'il fréquentoit depuis l'enfance. Tous ces faits sont de notoriété publique dans le Pays. Ainsi il est constant que le Marquis des Brosfles a toujours été ami du sieur de Chantresat, pere de sa femme: qu'ayant perdu son Procès le 6 Septembre 1734, il se lia plus étroitement avec lui jusqu'à sa mort qui arriva le 2 Décembre suivant; & qu'il épousa le 18 Août 1735 sa fille, qui avoit perdu son pere l'année d'aparavant.

Enfin nous voilà sortis de cet ennuyeux labyrinthe, où la malignité de la Dame des Brosfles, nous vouloit perdre. Elle se flattoit qu'à force de multiplier ses reproches, elle lasseroit notre constance; elle se flattoit que son mari manqueroit de patience, ou de force pour la suivre. Mais quel fruit retire-t-elle de ce projet? Nous est-elle échappée? Non: c'est elle-même qui met le sceau à la confiance qui est due au Marquis des Brosfles; c'est elle qui porte la vérité de la défense de son mari au plus haut degré de lumiere. Oui, sans doute, dès qu'elle a passé quatre mois entiers à parcourir avec les plus noires intentions, tous les détails du premier Mémoire du Marquis des Brosfles, & que son animosité n'a eu d'autre secret pour le dé-

crier, que de dénier des Lettres qu'elle a écrites elle-même & qu'on lui montre, que de supprimer des Pieces qu'elle avoit sous les yeux, que de changer des dates pour le taxer de les intervertir, que de se prévaloir avec bassesse d'une méprise frivole, inutile en elle-même, échappée dans les écritures & formellement réparée dans le Mémoire; la justification du Marquis des Broffes est d'autant plus complete, que les preuves lui en sont fournies par sa cruelle ennemie, dans le temps même où elle employe pour l'accabler tous les ressorts du désespoir.

Etoit-il un creuset plus sûr pour éprouver la pureté de sa défense? Aussi rendrons-nous publiquement cette justice au malheureux Marquis des Broffes, qu'à chaque fois que nous descendions dans la prison où les injustices de son frere le font languir, c'étoit pour nous une satisfaction touchante, que de voir l'exactitude & la sincérité qui régnoient dans tous ses discours. Tous les faits qu'il nous avançoit étoient écrits dans les Pieces que nous avions entre les mains; ce qu'il nous avoit dit, les actes nous le répétoient mot pour mot. La vérité avec laquelle il nous confioit ses peines, la fermeté qu'il opposoit à ses malheurs, la dignité qu'il conservoit au milieu de ses fers, tout nous parloit en sa faveur. Ses infortunes nous avoient attendris; son innocence nous avoit attachés; sa candeur nous le fit estimer. Mais nous aimions sur tout cette force si rare, si généreuse qui lui faisoit taire au public les outrages sans nombre que lui avoit faits son épouse. Ne parlons

point, nous disoit le Marquis des Broffes, de l'accusation d'adultere que j'ai formée contr'elle; il fera assez temps de la suivre, & de mettre au jour toutes nos preuves, quand l'affaire actuelle sera jugée, si cette femme ne veut point trouver grace auprès de moi. Et de si grands bienfaits, loin d'exciter en elle le repentir & la reconnoissance, n'ont fait que redoubler sa haine. Tant il est vrai que les bontés invitent à l'offense les esprits que le vice a gâtés.

Et pourquoi le Marquis des Broffes auroit-il recours au mensonge? La vérité lui offre-t-elle des événemens trop simples & trop légers? A-t-il besoin pour intéresser l'attention, d'appeler à son aide des circonstances étrangères & créées à plaisir? Et ces Romans qui sont chargés de récits sombres & de peintures affreuses, renferment-ils des aventures plus tristes que les titres & que les actes de nos deux Procès n'en démontrent? La Dame des Broffes l'a bien senti, que le vrai surpassoit dans sa cause ces productions vaines & sinistres que l'imagination fait éclore; & elle a mis habilement à profit le défaut même de vraisemblance, que l'excès de ses fautes donnoit aux vérités que nous avions à dire, pour traiter de *Roman* (b) le Mémoire du Marquis des Broffes. Que veut-elle dire par ce mot insultant? Prétend-elle que le Marquis des Broffes ait dessiné dans sa prison des situations ingénieuses, pour s'amuser à émouvoir,

---

(b) V. Mém. adv. p. 21.

à attendrir les autres ? Cette ironie, il faut l'avouer, est bien cruelle. Poussée par une émulation barbare, cette femme a disputé avec son beau-frère à qui des deux le chargeroit de plus d'outrages, à qui des deux l'accableroit de plus de maux ; & quand la seule ressource du malheureux Marquis des Broses est d'exposer à ses Juges, d'après les Pièces qu'ils ont sous les yeux, le détail scrupuleux & fidele de ses malheurs, elle étouffe sa voix, en criant par tout au mensonge : (c) elle appelle son Mémoire *un Imprimé qui a dû séduire*, elle le qualifie de *fables mal tissées* : elle dit qu'il n'y avoit jetté d'intérêt qu'à l'aide de la fiction, elle accuse son mari de présenter avec adresse & malgré l'ordre des événemens des faits étrangers les uns aux autres ; elle assure que cet art trop visible, a soulevé contre lui ses lecteurs ; elle dit, (d) c'est ainsi que le mensonge se combat, se détruit lui-même, il ne fait illusion que parce qu'il sait confondre & obscurcir ; elle ajoute qu'on verra plus d'une fois le Marquis des Broses surprendre par des faits faux ou par des dates omises ou interverties, la bonne foi de son défenseur ; voilà les expressions, les idées offensantes qu'elle lui prodigue.

Mais ce n'est point sur des allégations vagues & vaines, sur des déclamations stériles, que porte la décision des Magistrats. Que les Juges seroient à plaindre, si dans les soins qu'ils pren-

---

(c) V. pièce adv. p. 3, 10 & 21.

(d) Page 11.

12 q. vba. melli. V (d)

nent pour discerner le vrai point d'une affaire, ils étoient offusqués sans cesse par les nuages de la défense, & s'ils n'avoient au milieu de ces démentis réciproques, que les Parties se renvoyent tour-à-tour, des regles sûres pour déterminer leurs suffrages? Ce sont les actes qui les font décider & juger. Et puisque nos titres leur démontrent que toutes les choses avancées par le Marquis des Broffes, portoient l'empreinte de la vérité la plus pure, (e) ils feront vivement indignés de la hardiesse impardonnable avec laquelle sa femme l'a traité hautement d'imposteur.

---

(e) Le seul fait sur lequel le sieur des Broffes n'a point offert une pleine démonstration, est celui des faveurs qu'il a eues avant son mariage. Mais il avoit, comme on l'a vu dans notre premier Mémoire, page 21 & 22, attesté ce fait dans l'interrogatoire qu'il avoit subi à Gueret sous la foi du serment; & il devoit ce témoignage à la vérité pour répondre à la question précise de l'Official, sur cet article: il l'atteste encore actuellement à la Justice, & il le doit, puisque le fait est vrai; mais il n'a jamais prétendu que sur un tel fait on le prendroit à sa parole: il sent bien que s'il étoit en droit d'exiger qu'on le crût sur ce point, le Procès seroit fini, & qu'il n'y auroit plus de cause. Il demeure donc d'accord que pour rendre ce fait concluant, il devoit en rapporter des preuves. Or il n'a point actuellement entre ses mains celles qui peuvent invinciblement l'établir. Sa femme avoit écrit des lettres à M. d'Angoulême & à M. de Limoges, pour les prier de faire hâter la célébration de son mariage, à cause de son état de grossesse; & c'est en conséquence de cette prière que le consentement de M. de Limoges, relaté

Actuellement que le Marquis des Broses a repris dans la confiance de ses lecteurs & de ses Juges la place qui lui est due, il va mettre les Magistrats & le public en état de juger si sa femme a pour la vérité le même respect que lui. Car il n'a pas seulement promis qu'il prouveroit que tout est vrai dans son premier Mémoire, il s'est soumis à démontrer aussi que l'esprit de mensonge a dicté seul la défense de son épouse.

Que pour défendre une cause injuste, la Dame des Broses ait employé les armes du mensonge, à la bonne heure; la vérité ne pouvoit que nuire à sa cause; qu'elle ait trompé à chaque pas ses Juges, & que par un double artifice elle ait de temps en temps interrompu ses impostures, pour charger son mari de la perfidie qu'elle seule commettoit, ce n'est qu'un crime de plus pour elle; mais que du moins elle ne croye pas qu'il lui suffise, pour retenir les esprits dans l'erreur, d'avoir payé de con-

tenance,

---

dans l'acte de célébration, porte les mots *pour procéder PROMPTEMENT au mariage*. Le Marquis des Broses a fait faire depuis le Procès des recherches, pour avoir les lettres de sa femme sur ce fait, en même-temps qu'il demandoit celles où sa femme le prioit de ne lui point faire d'infidélités; & il n'a pu encore avoir que ces dernières. Mais, encore une fois, s'il a le droit, ou plutôt s'il a été de son devoir d'affirmer à Gueret, comme il l'affirme à la Cour, cette circonstance de grossesse antérieure à son mariage, il n'a jamais compté que la cause actuelle dépendit de son affirmation à cet égard.

tenance, d'affecter une assurance qu'elle n'a pas. Le Marquis des Broses ne fera grace à cette femme, d'aucune des faussetés qui ont composé sa défense; elles sont sans nombre, & nous ne dirons pas, il y a quatre, il y a six faits faux dans le Mémoire de la Dame des Broses; nous dirons: tous les faits qu'elle allégué ne forment à eux tous qu'un tissu d'impostures artificieusement entrelassées les unes dans les autres. Voici donc notre proposition. Tout est faux dans les faits du Mémoire de la Dame des Broses; il n'y en a absolument pas un qui soit digne de foi, parce que tous sont évidemment démentis par la preuve des faits contraires. Telle est l'étonnante proposition que le Marquis des Broses ne craint point d'exposer au grand jour: proposition dont peut-être aucun Tribunal n'a retenti encore: proposition heureusement si rare, si difficile à croire que peut-être aurions-nous mieux fait de ne l'énoncer qu'après l'avoir prouvée; mais on sent bien au reste que plus elle doit paroître excessive, & moins elle doit être hasardée; que plus elle paroît révoltante, & plus elle est le résultat d'une méditation profonde, & d'une étude réfléchie. Ah! si par quelque grand trait de pinceau, si par quelque effort de génie, dont nous n'avons qu'obscurément l'idée, nous portions d'un seul coup dans les cœurs cette évidence active & sûre, qui nous remplit d'indignation, chaque fois que nous voulons répondre à cet ouvrage, la vérité, nous le sentons, seroit vengée d'une façon digne d'elle; mais un progrès

successif de connoissances & de détails est la seule route qui conduise l'esprit aux jugemens qu'il doit former. Il faut donc que la gradation de nos réponses & de nos preuves fasse passer aux Magistrats cette conviction intime, qui est en nous le fruit d'un parfait examen de la cause.

Mais de quel genre d'attaque le Marquis des Broses fera-t-il usage, dans cette guerre triste, mais indispensable, qu'au nom de la vérité outragée, il déclare au Mémoire de la Dame des Broses? Un autre que lui donneroit peut-être à son discours cette force sévère, cette autorité véhémence, qui fait trembler, qui confond l'imposture. Peut-être un autre, dans la crainte qu'un combat trop sérieux ne prêtât trop de poids à de ridicules mensonges, voudroit jeter sur eux cette ironie légitime & puissante, qui livre le vice au mépris & à la risée publique, dernier châtiment auquel le vice reste sensible.

Le Marquis des Broses va prendre une manière plus énergique encore; & comme nous n'éprouvons bien toute l'horreur que le crime doit exciter, que lorsqu'il se commet sous nos yeux; comme le récit en amortit nécessairement l'impression; le Marquis des Broses veut que ses Juges deviennent aujourd'hui moins ses lecteurs, que les spectateurs & les témoins des impostures multipliées, dont sa femme s'est rendue coupable. Il va donc laisser parler la Dame des Broses elle-même; il va laisser les actes lui répondre; & pour lui, pendant un tel spectacle, il s'imposera silence, il arrêtera ses réflexions, pour ne point distraire l'attention que donneront

les Juges à ce combat étrange qui va s'élever entre la vérité & la Dame des Broses.

Elle reproche à sa mere de l'avoir sacrifiée à *des vues de fortune* (f), & de l'avoir unie au Marquis des Broses *sans aucun avis de parens*, de les avoir même *écartés*.

Et son contrat de mariage a été passé *en la présence & par l'avis*, y est-il dit, de Messire Jean Perry, Seigneur de Montmoreau, proche parent paternel de ladite Demoiselle : de Messire Gabriel d'Absac, Chevalier, Seigneur de Bessac, oncle maternel de ladite Demoiselle : de Dame Anne-Marie de Nesmond son épouse : de Messire Charles Barbarin, Seigneur de Veirat, cousin-germain du sieur des Broses, lequel est aussi, comme il est dit dans l'acte de célébration, *cousin-germain par alliance* de ladite Demoiselle ; & autres parens qui ont signé, &c.

Elle dit que le Chevalier Daffier (g) *se désista de son opposition très-long-temps avant la Sentence qui permet au Marquis des Broses de se marier*.

Et le Chevalier Daffier ne s'est désisté de son opposition, & n'en a reçu acte que le 23 juillet 1735, par la Sentence qui ordonne la visite du Marquis des Broses, & seulement cinq jours avant celle du 28 du même mois qui, d'après la visite, permet au sieur des Broses de se marier.

---

(f) Mém. adv. p. 6, 10 & 21.

(g) Mém. advers. p. 7 & 53.

Elle prétend (h) qu'on passa outre au mariage au mépris des formes sacrées de l'Eglise & de l'Etat, en ce que, comme elle dit ailleurs (i), les bans ne furent point publiés, & que le mariage fut fait hors de la présence du propre Curé.

Et l'on voit par l'acte même de célébration, 1°. que, vu la dispense des deux premiers bans, dûement insinuée, le Vicaire de Saint Maurice, commis par M. de Limoges pour ce mariage, publia le troisieme ban à la Messe Paroissiale du Dimanche 14 Août 1735: 2°. Que ce Vicaire n'avoit été commis, pour faire ce mariage, que du consentement du Curé de Saint Maurice-des-lions propre Curé du mari, & qu'il ne procéda à la célébration, qu'en vertu du consentement en date du 17 Juillet 1735 du Curé de Chantresat, propre Curé de la femme.

Elle présente la permission donnée (k) par M. d'Angoulême de publier les bans, comme pleinement révoquée & annullée par une lettre de ce Prélat, qui exigeoit la condition du consentement du tuteur & des parens.

Et ce consentement des parens qu'elle dénie; mais que les Pieces prouvent, comme on l'a vu, (puisqu'indépendamment de la Dame sa mere qui étoit sa tutrice, quatre des parens les plus qualifiés ont donné leur avis, & paru au contrat, ) ce consentement a rendu à la Permission toute sa

(h) Mém. adv. p. 10.

(i) Page 42.

(k) Mém. adv. p. 10 & 42.

force ; puisque M. de Limoges ne la retiroit *que dans le cas où les parens n'eussent pas consenti.*

Elle se plaint (1) de ce que le Marquis des Broffes n'a contracté avec elle un mariage imaginaire , que sur la foi d'un rapport d'Experts , *décisif contre lui* , dont il s'appuya à la faveur de la collusion du Vicegerent qui , dit-elle , étoit son ami , & qu'il s'étoit ménagé pour Juge. Elle ajoute que ce Vicegerent a exprimé par un faux énoncé dans sa Sentence , que les Experts attestoient que le sieur des Broffes étoit absolument puissant , tandis qu'ils avoient seulement *présumé* qu'il l'étoit.

D'abord le Vicegerent n'étoit point ami du Marquis des Broffes. Le Marquis des Broffes ne se l'étoit point ménagé pour Juge : jamais il ne l'a connu , ne l'a vu que par rapport à son Procès ; mais il n'en coûte rien à la Dame des Broffes , pour taxer son mari d'avoir séduit un Juge , & pour taxer un Juge de s'être laissé corrompre.

En second lieu , le Vicegerent n'a point détourné dans sa Sentence le sens du rapport des Experts : les Experts , comme l'a dit le Vicegerent , ont trouvé le sieur des Broffes absolument puissant ; mais comme , par la lecture qu'ils ont prise du Procès-verbal de Poitiers , ils ont appris qu'il ne l'étoit pas alors , ils en ont conclu que , puisqu'il l'étoit à présent , il y avoit lieu de présumer que telle & telle cause l'avoient rendu ce qu'il étoit ; qu'il étoit devenu

---

(1) Mém. adv. p. 7 & 9 , 54 & 55.

puissant par la force de la nature, par sa fanté parfaite, &c. C'est sur les causes qui l'ont rendu ce qu'il est, & non sur sa situation présente que frappent leurs conjectures. Ils ne disent pas qu'il est à présumer *qu'il est* puissant, ils n'ont aucun doute sur son état actuel; mais ils disent qu'il est à présumer *qu'il est devenu* puissant par telle & telle raison. Or, la Dame des Brosles, au mépris du texte du rapport qu'elle avoit pourtant elle-même cité plus haut, retranche adroitement le mot essentiel, *devenu*, qui la gêne, & fait dire aux Experts qu'ils *présument qu'il est* absolument puissant.

Elle demande à son mari (m) *pourquoi il se refusa à la médiation d'un Prélat respectable* dans le temps où son Confesseur (à elle) trouva les peines que le Marquis des Brosles lui causoit d'une nature si grave & si extraordinaire, qu'il crut devoir consulter ce Prélat. Et elle ajoute que *rappelé par des Médiateurs respectables au conseil que donne l'Eglise de vivre en frères, il seignit de s'y soumettre* quelque temps.

Or, les peines que son mari lui causoit, parurent à l'ancien Evêque de Limoges d'une nature si grave & si extraordinaire, que « l'avis » de ce Prélat, comme nous l'avons dit (n), » fut qu'elle devoit retourner avec son mari, » & qu'il lui dit que si elle entroit dans un

---

(m) Mém. adv. p. 2 & 14.

(n) Voyez le premier Mémoire du Marquis des Brosles, page 144.

» Couvent, il l'en feroit sortir ». Voilà ce que la Marquise des Broffes appelle une médiation pour obliger son mari à vivre en frere avec elle ; & ce qui est admirable dans sa hardiesse, c'est qu'elle cite pour garant de ce fait notre propre Mémoire qui présente le fait contraire.

Elle se représente à la Justice, (o) comme une captive retenue dans le château de son mari, qui étoit une prison pour elle, & pour lui une forteresse du haut de laquelle il bravoit les ordres de la Justice ; & elle demande dans quel temps elle auroit pu s'échapper, avant la détention de son mari à Angoulême.

Elle l'auroit pu dans ces temps de voyages & d'absences de son mari, si au lieu de lui envoyer les lettres agréables & tendres que nous avons rapportées, elle avoit eu dessein de s'échapper. Ces idées de forteresse & de prison sont des chimeres faites pour sa cause, & qu'elle n'a pas même le soin de rendre vraisemblables ; car pour prouver qu'elle ne pouvoit pas sortir de chez elle avant 1746, époque de la détention de son mari à Angoulême, elle cite une prétendue rébellion à justice que le Chevalier Daffier ne prête à son frere que sous la date du 27 Juin 1753.

Elle se donne (p) pour une femme qui eût voulu se fixer pour toujours dans le Couvent des Religieuses de Sainte-Claire de Limoges, dans cette retraite, dans cet asile sacré où elle étoit rendue à

---

(o) Mém. adv. p. 15.

(p) Ibid.

*elle-même & à la vertu, après tant d'années de services, d'humiliations & d'outrages.*

Et les informations prouveront qu'elle sortoit tous les jours de cette pieuse retraite où elle étoit rendue à elle-même, pour se prêter aux autres dans un cabaret de Limoges; & qu'elle ne ren-  
troit le soir dans cet asile sacré, que pour quitter le lendemain dans les mêmes vues ce lieu si cher, où elle eût voulu se fixer pour toujours.

Elle ne s'en tient pas à bouleverser (q) les époques, pour justifier par la conduite qu'elle tenoit dans un temps, ce qu'on lui reproche d'avoir fait dans un autre. Quand elle vient à ce temps de captivité duquel seul son mari avoit parlé, elle lui impute formellement le retard de la visite jusqu'au 22 Octobre.

Et il est prouvé par les pieces du Procès, que le Marquis des Broses qui fut constitué prisonnier à Gueret le 20 Mai 1754, présenta dès le 26 une Requête pour demander la visite de sa personne : que le lendemain il nomma des Experts qui furent récusés par sa femme; qu'en conséquence il en nomma d'autres qui furent encore récusés par elle : qu'elle refusa même les siens propres : que le Juge ennuyé de tant de caprices, la débouta des deux dernières récusations par Sentence du 12 Juin, & fixa le jour de la visite au 17 du même mois : qu'elle laissa passer le jour indiqué, sans faire comparoître ses Experts : que dès le lendemain du jour marqué,

---

(q) Mém. adv. p. 19.

son mari présenta une Requête à l'Official pour demander son élargissement provisoire, faite par sa femme d'avoir satisfait à la Sentence : que le Juge ayant répondu cette Requête d'un renvoi à l'Audience, la Dame des Broses s'y laissa condamner par défaut ; que le sieur des Broses, pour parer à toutes ses lenteurs, obtint en la Cour un Arrêt sur Requête le 23 Juin, qui ordonna son élargissement provisoire : que la Dame des Broses y forma opposition le 2 Août dont elle fut déboutée par Arrêt du 16 Septembre suivant, qui ordonnoit de nouveau l'élargissement du Marquis des Broses, à la charge de la visite : que pour éluder l'exécution de cet Arrêt, la Dame des Broses voulut encore nommer d'autres Experts que les siens ; que ce furent les sieurs *Taillemard & Tranchant*, qu'elle choisit à la place des sieurs *Vincent & Pichon*, qu'elle avoit pris d'abord : que le Marquis des Broses ne s'opposa point à cette nouvelle variation : que la Dame des Broses demanda ensuite que son mari en changeât lui-même : que le sieur des Broses se prêta à prendre le sieur *Pichon* qui devenoit libre, puisque sa femme n'en vouloit plus : que sa femme prétendit que puisqu'elle l'avoit rejeté, il ne pouvoit plus s'en servir, & qu'elle le récusâ encore : qu'en conséquence le Procureur du sieur des Broses nomma pour la dernière fois le sieur *de Lestang de la Faux* à la place du sieur *Pichon* (r) ; & qu'enfin ce ne fut

(r) Nous avons dit par erreur dans notre premier Mémoire que le sieur de la Faux fut nommé à la place du sieur de Lestang ; erreur au reste qui méritoit peu

qu'après que sa femme eut ainsi épuisé toutes les ressources possibles pour temporiser, que le Marquis des Broffes parvint à se faire visiter le 22 Octobre 1755.

Il est donc bien constant, d'après ce journal exact de la procédure, que du moment où le Marquis des Broffes a mis le pied dans la prison, il a pressé avec la plus grande vivacité la visite de sa personne; & que sa femme, depuis ce même moment, l'a toujours éloignée. Et quand elle seule a empêché qu'il n'ait été visité avant le 22 Octobre, elle argumente & se prévaut contre lui d'une date qui est son propre ouvrage à elle seule, pour lui reprocher des lenteurs dont il n'étoit que la victime.

Elle prétend que *tous ses motifs de récusation (s)* contre les Experts du Marquis des Broffes & les siens propres, *furent trouvés si bien fondés*, que la Cour ordonna par son Arrêt que l'un & l'autre nommeroit de nouveaux Experts, & qu'au mépris de cet Arrêt, le Marquis des Broffes s'opiniâtra à garder les deux mêmes Experts qu'il avoit nommés.

Qui ne croiroit, d'après cette maniere de s'exprimer, que la Dame des Broffes avoit appelé de l'Ordonnance du 12 Juin 1755, qui

d'être relevée, & n'étoit d'aucune importance, puisqu'il est toujours vrai que ce fut le sieur de Lestang de la Faux qui fut nommé, & qui procéda à la place du dernier Expert récusé, sur le nom duquel étoit tombée l'erreur.

(s) Mém. adv. page 20.

l'avoit déboutée de ses récusations : qu'elle avoit exposé en la Cour ses différens motifs ; qu'ils y avoient été trouvés si justes , si légitimes , que l'Arrêt les avoit admis ? Voilà certainement le sens que présentent les expressions de la Dame des Broses.

Et cependant il est de fait & prouvé par les pieces , que c'est le Marquis des Broses seul , qui excédé des remises & des fuites continuelles de sa femme , a imploré l'autorité de la Cour : que sur son appel , il n'a pas été dit un seul mot des récusations des Experts : que la Marquise des Broses ne s'étoit point rendue Appellante de la Sentence qui l'avoit déboutée de ses récusations : qu'en un mot , il s'agissoit uniquement de faire droit sur l'appel interjetté par le Marquis des Broses , de son emprisonnement : que la Cour ordonna sa sortie à la charge de la visite ; mais que du reste son Arrêt ne prononçoit & ne pouvoit prononcer rien qui fût relatif à des récusations dont il n'étoit aucunement question , ni de la part du mari , ni de la part de la femme.

La Dame des Broses , non-contente de faire entendre contre toute vérité , que l'Arrêt avoit statué sur ses récusations , ajoute à cette première infidélité , une infidélité plus remarquable encore. A l'en croire , l'Arrêt ordonna qu'on nommeroit de NOUVEAUX Experts.

Mais consultons les termes mêmes de l'Arrêt , & démentons-la toujours par les pieces. « Notre dite Cour ... ordonne par provision que... » ledit sieur Daffier des Broses sera élargi des prisons de Gueret où il est détenu , après que

» la Sentence de l'Officialité de Gueret , du 9  
» Juin 1755 , aura été exécutée , & qu'en con-  
» séquence d'icelle , & du consentement dudit  
» Daffier des Broffes , du 27 Mai aussi dernier ,  
» il aura été visité , tant par un Médecin & un  
» Chirurgien qu'il aura de nouveaux nommés ,  
» que par un autre Médecin & Chirurgien qui  
» seront nommés par ladite Dame de Breuille ,  
» sinon qui seront nommés d'Office par le Lieu-  
» tenant Général en la Sénéchaussée de Gueret ,  
» &c.

La Cour ne dit donc point qu'on nommera *de nouveaux Experts* , différens de ceux qui avoient été nommés par la Sentence du 12 Juin 1755 , puisqu'il ne s'agit en aucune façon de ces premières nominations dans l'Arrêt ; mais la Cour dit qu'il sera *de nouveau nommé des Experts*. Et cette différence d'expressions , est , comme on le va voir , très-réelle & très-importante. En effet , quel est le motif de cette disposition ? Elle ne sauroit porter sur une récusation d'Experts , dont il n'est nullement parlé dans les Requêtes. Mais comme la Cour vouloit prononcer sur l'appel du Marquis des Broffes , & ne lui rendre sa liberté qu'après qu'il auroit subi la visite , pardevant le Lieutenant Général de Gueret qu'elle commettoit à cet effet : il falloit bien que cette visite préalable à son élargissement , & ordonnée de nouveau par la Cour , fût faite sous son autorité. Il falloit donc que les Experts fussent nommés par ses ordres , puisqu'en effet , de toutes les procédures nécessaires pour parvenir à une visite , la plus essentielle est une

nomination d'Experts. Voilà pourquoi la Cour dit qu'il faudra de nouveau nommer des Experts : mais est-ce à dire que la Cour se soit chargée d'office, d'exclure de la nomination qu'il falloit faire, tels ou tels Experts que les Parties ne récussoient point devant elle ? Il est donc évident que la Cour, en ordonnant qu'on nommeroit de nouveau des Experts, ne vouloit pas dire qu'il fallût en nommer d'autres que ceux déjà nommés, mais seulement qu'il falloit recommencer une nouvelle procédure sous son autorité, & nommer en conséquence les Experts de nouveau, soit qu'on nommât les mêmes, soit qu'on en nommât d'autres.

La Dame des Broses a bien senti que les termes dont s'étoit servi l'Arrêt, ne présentoient pas d'autre sens : & elle a employé pour se tirer d'affaire, son secret accoutumé, qui est de falsifier les actes. Au lieu de conserver cette expression, nommera *de nouveau des Experts*, elle a substitué malignement celle-ci, nommeroit *des nouveaux Experts* : se flattant apparemment que si nous relevions cette différence, nous paroîtrions nous appesantir & chicaner sur un mot. Elle s'est trompée; car vis-à-vis d'appréciateurs éclairés, nous ne paroîtrons point chicaner : c'est-elle qui paroîtra à tout le monde en imposer sans cesse.

Lorsque la vérité est ainsi rétablie d'après les pieces du procès, on n'entend plus qu'avec dégoût la Dame des Broses terminer ses finesses & ses astuces par une phrase ainsi conçue,

» (t) Voilà dans le vrai , & d'après les pièces  
 » du Procès ce qui concerne ces nominations  
 » d'Experts, où l'on voit qu'il ne fut pas difficile  
 » au sieur des Broses, en conservant injuste-  
 » ment les deux experts qu'il s'étoit ménagé,  
 » de se procurer un rapport, qui, par une  
 » énonciation trop hardie, excite les plus justes  
 » soupçons. Cette seule phrase nous fait faire  
 » quatre réflexions.

La première, c'est qu'il y a bien de l'audace  
 à invoquer *le vrai*, à invoquer *les pièces du Pro-  
 cès*, dans le temps même où elle déguise le vrai,  
 où elle altere les pièces du Procès.

La seconde, c'est qu'il est inique d'avancer  
 que son mari a *injustement conservé ses Experts*,  
 lorsque l'Arrêt n'ordonnoit point d'en prendre  
 d'autres, lorsqu'elle a besoin pour le faire ac-  
 croire, de changer les termes mêmes de l'Arrêt.

La troisième, c'est qu'il est de toute injustice  
 de taxer son mari d'avoir *ménagé ses Experts*,  
 tandis qu'elle fait qu'il ne les connoissoit en au-  
 cune manière, & qu'il attendoit dans sa prison  
 qu'elle eût elle seule passé en revue, au gré de  
 ses fantaisies & de ses craintes, tous les Experts  
 de la Province qu'elle récusoit successivement  
 tous, sans que le sieur des Broses ait fait de  
 son côté une seule récusation.

La quatrième enfin, c'est qu'il est ridicule &  
 absurde d'avancer que son mari s'est procuré par  
 le secours de ses Experts, *un rapport ouvert à*

---

(t) V. Mém. adv. p. 20.

tous *soupçons* : tandis que ses propres Experts à elle-même ont rendu le même témoignage de la puissance du fleur des Broses, que leur décision, & que la reconnoissance d'une parfaite virilité a été unanime entr'eux quatre.

Pour détruire la confiance que méritoit ce rapport si contraire aux desseins de la Dame des Broses, il n'est point de subtilités, de puérilités, d'absurdités que l'esprit de mensonge ne lui ait fait entasser les unes sur les autres. Il suffit, pour dissiper toutes ces illusions, de lire le rapport même des Experts. On y voit que deux fois ils vinrent trouver le fleur des Broses : que celui-ci les pria de revenir une troisieme, & qu'alors ils lui trouverent la puissance la plus complete. Voilà ce qui résulte évidemment de ce rapport.

Pour qu'on puisse s'assurer s'il est vrai qu'il soit l'ouvrage d'*Experts ignorans ou séduits* : s'il est vrai qu'ils se soient *mépris sur l'identité* de la personne : si, en un mot, cette troisieme visite est *infestée de vices révoltans* ; nous faisons imprimer parmi les pieces justificatives, ce rapport en entier. Les lecteurs qui rapprocheront cet acte des inexprimables efforts que la Dame des Broses s'est permis pour le combattre, jugeront par eux-mêmes s'il lui est possible de l'inculper de faux, pour obtenir la quatrieme visite qu'elle a le front de demander encore.

Que pour rassembler sous un seul point de vue tous les mensonges de la Dame des Broses, l'on joigne actuellement aux démentis que les pieces viennent de lui donner, ceux qu'elle en a

reçus déjà , lorsque son mari a fait retomber sur elle les reproches d'imposture qu'elle lui avoit adressés.

Elle lui soutenoit , par exemple , que jamais elle ne lui avoit écrit de ne lui point faire d'infidélité ; & on lui a rapporté sa lettre.

Elle lui soutenoit qu'elle n'avoit point obtenu , durant sa prison d'Angoulême , de Jugement par défaut ; & on lui a rapporté la Sentence.

Elle lui soutenoit que son Ordonnance portant permission de l'emprisonner , étoit antérieure à un Arrêt obtenu contre lui , par son frere ; & on lui a prouvé le contraire , en lui en rapportant la date.

Elle lui soutenoit qu'il n'avoit point connu le sieur de Chantresat avant la perte de son Procès ; qu'au retour du voyage qu'il avoit fait à Paris pour cette affaire , il avoit parcouru deux Provinces , dans l'intention de trouver encore quelque fille à tromper ; que trop connu , pour réussir dans ses vues de séduction , il s'enfonça dans une troisieme Province , s'introduisit dans la maison du sieur de Chantresat , qui venoit de décéder au fond de l'Angoumois. On lui a répondu , par la notoriété publique , seul genre de preuves dont ces faits étoient susceptibles , que la Terre des Brosses est à deux petites lieues de celle de Chantresat : que les deux familles étoient amies & liées de tous les temps : qu'il avoit connu toute sa vie le sieur de Chantresat : qu'il n'avoit point quitté ses terres pour poursuivre le jugement de son affaire : qu'enfin le sieur de Chantresat , qui ne mourut

mourut que le 2 Décembre 1734, n'étoit point mort lors de la perte de son Procès.

Elle lui soutenoit qu'il n'y avoit point eu d'intelligence contre lui entr'elle & son beau-frere. Et on lui a rapporté, & l'aveu du Chevalier Daffier qu'ils avoient fouillé ensemble dans les Archives du sieur des Broses; & la preuve écrite que le Procureur du beau-frere avoit obtenu l'Arrêt qui recevoit la Dame des Broses appellante de l'accusation d'adultere; & le récépissé donné par le Procureur du frere à celui de la femme, de différentes lettres & procurations du Marquis des Broses; & les certificats des Huissiers qui venoient de le prendre à la requête de sa femme, attestant que c'étoit le Chevalier Daffier qui les avoit amenés & leur avoit remis l'ordonnance de la Dame des Broses; & la lettre écrite à l'un d'entr'eux de la propre main du Chevalier Daffier, pour consumer cette capture à la requête de la femme; & enfin cette attention réciproque, à s'administrer l'un à l'autre les titres ténébreux dont ils noircissent à l'envi le Marquis des Broses.

En avons-nous trop dit, lorsque nous avons annoncé ce Mémoire comme un odieux amas de mensonges? Nous n'imaginons pas que l'esprit de l'homme puisse porter l'artifice & l'audace à un plus haut degré que ne l'a fait la Dame des Broses. Elle s'est donnée toute carrière pour fabriquer une piece unique dans son genre, où elle s'est jouée tout-à-la fois de la vérité, de la décence, des Magistrats, du Public, du Marquis des Broses & d'elle-même.

Elle s'y est exposée sans frayeur à la confusion dont notre ministère nous oblige aujourd'hui de la couvrir. Elle a tronqué, altéré, dénaturé les faits, les Actes, toute la Cause. Et comme elle fait que le mensonge est détesté de tous les cœurs, elle a prêté au sieur des Broses une réputation qui n'étoit due qu'à elle, pour quelle pût du même coup, & recueillir le fruit du crime, & en faire porter à son époux toute la peine. De-là, ces transitions si fines & si adroites, qui, à l'aide d'un reproche fait au sieur des Broses de mentir, la conduisoient elle seule d'un mensonge à un autre. Et plus sa bouche se préparoit à exhaler les poisons de l'imposture, plus elle a eu soin d'annoncer que la vérité présideroit à sa défense. Semblable à ce dangereux Grec, qui pour mieux assurer le succès de ses fourbes & de ses perfidies, disoit aux Troyens assemblés :

... . *nec si me miserum Fortuna Sinonem  
Finxit, vanum etiam mendacemque improba finget.*

Car le menteur crie qu'il est vrai avant même qu'on l'ait attaqué sur ses fables; l'homme vrai ne se vante point de l'être; il prouve qu'il l'est quand on l'attaque. Mais il doit prendre, lorsqu'il le prouve, un ton de fierté & d'empire, qui mette l'imposture à ses pieds. C'est cette fermeté noble qui peut seule abattre l'air de confiance qu'affectoit l'imposteur. L'imposteur, en effet fait si bien que l'assurance est l'apanage de la vérité, que pour la contrefaire, il se donne une démarche audacieuse & superbe. Cet orgueil peut faire illusion quelque temps,

mais qu'ensuite la vérité vienne à paroître, elle reprend ses droits, rend au mensonge toute sa laideur, toute sa honte, & le livre à l'indignation du public.

Que la Dame des Broses cesse donc de s'applaudir de ce qu'elle en a si hardiment imposé aux estimables Jurisconsultes, qui, sur sa parole, ont consulté pour sa Cause, & dont elle n'a dérobé les suffrages qu'en leur envoyant un Mémoire effrontément contraire & aux faits & aux actes. A-t-elle cru qu'à la faveur de leurs noms respectables, elle nous feroit respecter ses mensonges? A-t-elle cru mettre entr'elle & nous une barrière qui nous empêcheroit d'arriver jusqu'à elle? Si c'est-là sa pensée, qu'elle connoît mal ces hommes amis du vrai, qu'elle a si lâchement abusés! C'étoit à la Vérité qu'ils croyoient rendre hommage: leur découvrir qu'on a surpris leur amour pour elle, c'est les venger.

On voit dans tous les points de fait, qui sont la base des décisions que les Consultans ont données d'après l'inspection du Mémoire de la Dame des Broses, que cette femme leur en a sans cesse imposé.

Ils ont dit qu'il y avoit abus dans le mariage, à cause du défaut de présence du propre Curé; & c'est parce que la Dame des Broses ne leur a pas dit que le propre Curé avoit donné son consentement par écrit.

Ils ont dit qu'il y avoit abus, parce que la dispense des bans n'avoit été accordée que dans le cas d'un avis de parens qui n'avoit point eu

lieu. Et c'est parce qu'elle ne leur a pas dit que le consentement des parens & leur avis est écrit dans le contrat de mariage.

Ils ont dit qu'il falloit recommencer encore une nouvelle visite du mari, parce que de violens soupçons s'élevoient contre la dernière; que sa nullité résulloit de l'incompétence du Juge qui l'avoit ordonnée, & du choix d'Experts rejettés par Arrêt. Et c'est parce qu'elle ne leur a pas dit qu'il est démontré par la procédure & par le rapport même, que cette visite est inattaquable & régulière dans tous ses points: que lorsque la Cour l'a elle-même ordonnée, son Arrêt n'a nullement rejetté les Experts.

Ainsi nous prétendons moins réfuter & combattre cette piece souscrite par tant de Confreres savans & éclairés, que nous ne prétendons les avertir avec le zele que nous devons à nos modèles & à nos maîtres, du piège que la Dame des Broffes leur a tendu; & c'est moins nous qui écartons aujourd'hui leur Consultation, que ce ne sont eux-mêmes qui la révoquent & la retirent.

Tout notre objet est maintenant rempli. Nous n'avons dû nous occuper dans cette Réponse qu'à rétablir la vérité des faits: qu'à démontrer d'une part l'exactitude de notre premier Mémoire, de l'autre l'infidélité de celui de la Dame des Broffes. Voilà le seul travail que l'intérêt de notre cause ait exigé de nous. Voilà le seul but que nous nous soyons proposé: nous nous flattons de l'avoir atteint.

Nous aurions tort à présent de rentrer sérieusement en lice avec la Dame des Broses sur les moyens qu'elle a placés dans son Mémoire ; puisqu'ils sont absolument les mêmes que ceux de ses premières défenses que nous avons combattus & détruits. Dès qu'elle n'a rien changé à son système , dès que les deux points de son Mémoire sont précisément ceux que nous avons réfutés dans le nôtre, nous nous garderons d'engager nos Juges dans des discussions déjà faites & superflues. Si pourtant dans la crainte qu'ils n'aient plus notre premier Mémoire sous les yeux, ils nous permettent de leur retracer rapidement dans celui-ci l'esquisse de nos principes & de nos preuves : voici quelle en est la substance.

Comment concevoir , avions-nous dit , qu'un prétendu mariage qui est déclaré nul par les Juges Ecclésiastiques & Civils , pour cause d'impuissance , se reforme , se renoue de lui-même , quand la létargie a cessé ? Dès que les Juges ont dissipé par leur Sentence & par leur Arrêt , cette ombre de mariage , cette apparence vaine que nulle réalité n'avoit suivi , la fille reprend son nom de fille : il lui est libre de se pourvoir ailleurs , & celui qui recevra sa main , sera son seul & son premier époux. Pour que ce lien eût été véritable , il eût fallu que les deux époux eussent pu ne former qu'un seul tout , ne faire qu'une seule & même chair , qu'ils eussent pu se procurer l'un à l'autre le don réciproque de leur personne , puisque c'est ce droit respectif qui fait la base de l'union con-

jugale. Or , l'impuissance a empêché cette tradition mutuelle ; donc il n'y a point eu de mariage ; donc les Ministres de l'Eglise n'ayant point fait ce qu'ils avoient cru faire , ont eu raison , sous quelque face qu'ils aient envisagé la chose , de déclarer qu'ils n'ont rien fait. A la considérer sous le rapport du Sacrement , ils ont vu que le signe visible d'une union supérieure , ne trouvoit point d'objet auquel il se pût appliquer. A la considérer du côté du contrat , ils ont vu qu'il étoit nul par rapport à la femme , parce qu'il y avoit erreur de sa part ; ils ont vu qu'il étoit nul par rapport au mari , parce qu'il étoit incapable de le former. Or , il est de principe que les conventions annullées par l'incapacité des personnes , ne sont validées dans la suite , qu'autant que , l'incapacité cessant , ils consentent à ratifier la convention. Si donc il est certain que le Magistrat a rempli ses obligations , en replongeant dans le néant un mariage qui n'en eût jamais dû sortir , il est constant aussi qu'il manqueroit à ses devoirs , en contraignant celui en qui la puissance s'est déclarée , de retourner sans nouvelle célébration , sans un consentement nouveau , à celle dont il n'a pu être l'époux. Il s'agit donc de ne point confondre les temps. Les époques une fois distinguées , tout s'explique. On annulle le mariage d'un impubere ; & quand la puberté arrive , cet homme peut se marier sans nul obstacle. De même l'impuissance , car l'impuissance dont nous parlons n'est qu'une impuberté prolongée , fait déclarer nul le mariage ; &

la puissance survenue , rend l'homme habile à se marier. Mais , soit que celle dont il avoit trop tôt tenté d'être l'époux , soit restée fille ou soit mariée , il n'est plus pour elle qu'un étranger , absolument incapable de l'épouser , si elle est à un autre , & incapable , si elle est restée fille , de la forcer à devenir sa femme.

Telle est la substance des moyens dont nous avons fait usage sur la question du retour vers une première femme. Les seules lumières de la raison nous avoient ouvert ces idées. Mais quoique des vérités si simples & si frappantes n'eussent besoin que de leur propre force pour convaincre tous les esprits , nous avons joint l'autorité aux raisonnemens ; nous nommions pour garans les Canonistes les plus accrédités , les plus célèbres Jurisconsultes. Cette liberté qu'acquiert l'homme qui n'est plus impuissant , de se marier à toute autre qu'à la fille qui s'est fait séparer , cette défense de gêner & de contraindre la volonté de l'homme ou de la fille , cette nécessité de recommencer , s'ils vouloient bien se reprendre , une célébration nouvelle , tous ces principes si justes , si simples , si bien suivis , étoient exprimés dans nos Livres. Gerbais , Juenin , Fevret , Sainte-Beuve , Innocent III , Silvestre , Peleus , d'Héricourt ; voilà les hommes que nous nous bornons à citer. Ce n'est pas que parmi cette foule d'Auteurs qu'il nous a fallu parcourir , nous n'en ayons rencontré quelques-uns qui vouloient introduire une distinction ridicule & bisarre sur le genre de l'impuissance. Ils prétendoient que l'impuissance

pour la guérison de laquelle il avoit fallu ou des remèdes violens, ou un *miracle*, empêchoit de retourner à la première femme ; mais que l'impuissance qu'on avoit pu guérir sans miracle ou sans remèdes violens, obligeoit de retourner vers elle. C'est ainsi que ces graves Docteurs exposoient les intérêts d'un Sacrement à la bisarrerie d'une décision arbitraire & d'une opinion puérile ; comme si l'on pouvoit peser le plus ou moins de risque qu'a couru l'impuissant lors de sa cure ; comme si l'on pouvoit calculer si elle étoit l'effet de la simple nature, ou le fruit étonnant d'un prodige. Aussi avions-nous grand soin d'avertir qu'on n'avoit en France nul égard à toutes ces distinctions obscures entre l'impuissance perpétuelle ou momentanée, absolue ou casuelle, de malefice ou de frigidités, ramassées par la Dame des Broses dans quelques passages des Décrétales ; mais que la France rejette au-delà des monts comme des systèmes dangereux, comme des abus propres à introduire l'inquiétude dans les consciences, l'inimitié dans les familles & le désordre dans l'Etat : que nos libertés « s'opposoient (u) » à ce qu'un mari une fois séparé pour impuissance » DE QUELQUE NATURE QU'ELLE FUT, retour- » nât avec sa première épouse, quoiqu'un second » Mariage eût fait connoître qu'il étoit en état » d'habiter avec une femme ». Et non contents

---

(u) Voyez les Conférences d'Angers sur le mariage, tom. 2. pag. 236.

d'avoir articulé cet usage sur la foi de tous les Auteurs qui l'attestoient , nous faisons voir encore que la Jurisprudence de la Cour l'avoit scrupuleusement consacré. Nous rapportons plusieurs Arrêts qui maintenoient dans son second mariage un homme qui , séparé d'une première femme pour cause d'impuissance , en avoit pris une autre lorsque l'infirmité avoit cessé.

Ainsi , soit que nous examinassions les actes , soit que nous suivissions la raison , soit que nous consultassions les regles , soit que nous écoutassions les Auteurs , soit que nous eussions égard aux convenances , soit que nous fussions frappés des Arrêts : les titres , les principes , les raisonnemens , les autorités , les considérations , la Jurisprudence , tout annonçoit la nullité du premier mariage , tout répondoit de l'indissolubilité du second , tout proscrivoit les efforts que la Dame des Broses faisoit pour le rompre. Sur quelque endroit de cette affaire que nous promenassions nos regards , nous nous trouvions dans ce point d'évidence qui rend la vérité sensible. Aussi avons-nous eu la satisfaction de voir que cette persuasion intime dont nous étions remplis , notre premier Mémoire l'avoit communiquée à ses lecteurs.

Eh quoi ! disoient les uns instruits des vraies maximes sur ces matieres , les deux puissances n'ont-elles pas concouru à effacer jusqu'à la trace de cette union irréguliere ? Quelle connexité , quel rapport leur décision auroit-elle avec l'arrivée postérieure d'une puissance imprévue ? Cette survenance pourroit-elle altérer,

par un effet rétroactif, l'autorité de la chose jugée ? Ce mariage, quand les Juges l'ont annullé, n'étoit pas plus consommé, que ne l'est celui de l'impubere, que ne l'est celui d'un époux que l'autre époux abandonne au sortir de l'Autel, pour entrer en Religion. Les choses sont entieres dans le premier cas, comme dans les deux autres; le passé y doit être également considéré comme non venu. De même que l'on permet à l'impubere de se marier après la puberté, qu'on le permet à l'époux délaissé par l'époux religieux, on le permet à l'impuissant, lorsqu'il a recouvré son pouvoir.

A quelles révolutions, disoient les autres, touchés sur-tout des inconvéniens du retour, la société seroit-elle exposée sans cesse, si une femme qui s'est mariée sur la parole des Magistrats, & sur la foi de leur jugement, traînoit encore son premier lien dans la maison de son nouveau mari ? Quoi donc ! attendroit-elle dans les bras de celui-ci, que la nature eût mis fin aux caprices qu'elle exerçoit sur celui-là ? Les Ministres de la Justice, & ceux de la Religion, ne la mettroient-ils qu'en dépôt dans le lit nuptial où elle entre ? L'Eglise conférerait-elle ses Sacremens sous condition ? Ces précieux titres & d'épouse & de mere sont-ce des noms précaires que le hasard donne & retire ? L'honnêteté des mœurs, la sûreté publique souffriroient-elles ces dangereuses vicissitudes ?

Et plusieurs, sans entrer dans les preuves, mais s'arrêtant à ces premières vues qui trompent rarement les cœurs droits; non, disoient,

ils, il n'est pas possible que les Magistrats applaudissent à un projet téméraire, qu'une femme a conçu dans le sein de l'inconstance & de la haine.

C'est ainsi, que guidés par des affections différentes, que décidés par des motifs divers, tous s'accordoient à condamner une entreprise odieuse, dont le Mémoire de la Dame des Broses n'a fait qu'aggraver le scandale. *Signé, DASSIER, Marquis des Broses.*

*M<sup>e</sup>. LOYSEAU DE MAULEON, Avocat.*





# PLAIDOYER

POUR JEAN-JACQUES PILLERON,  
Ecolier au College de Montaigu.

CONTRE CLAUDE-LOUISE LEBON  
*Veuve de PIERRE BOUCHER, Porteur  
d'eau.*

MONSIEUR,

**V**OUS voyez à vos pieds un jeune homme que le Roi vous envoie pour consommer l'ouvrage de sa juste clémence, par l'entérinement des Lettres de rémission qu'il lui a accordées. Pilleron croyoit n'avoir à obtenir de votre ministère, que la pleine confirmation de l'ordre équitable qui l'absout; mais on le force d'implorer encore votre justice contre une demande en dommages & intérêts. Cette demande sembleroit annoncer que c'est à lui que la veuve Boucher doit demander compte du sang de son mari. S'il est triste pour lui que cet obstacle ait retardé le moment de sa liberté, il y trouve du moins l'occasion précieuse & chere à un cœur innocent, de rendre dans cette audience sa justification plus publique.

## F A I T.

Le jeune Pilleron est petit-fils d'un sieur Pilleron, Marchand de Vin en gros à Paris, qui étoit très-connu par l'étendue de son commerce & par l'état de sa fortune. Jean-Baptiste Pilleron, pere de celui que je défends, ne soutint pas le même négoce avec autant de bonheur que son pere. Des pertes considérables l'ayant absolument ruiné, il prit le parti d'aller chercher dans d'autres pays une vie plus heureuse ; mais avant que de faire voile pour le Cap, il laissa son fils âgé alors de cinq ans, au College de la Fleche. Comme les Jésuites ne reçurent aucune nouvelle du pere, ( & en effet, Monsieur, personne n'en a encore reçu depuis son départ, c'est-à-dire, depuis douze ans, ) ils se lassèrent au bout de trois années, d'un enfant dont on ne payoit point la pension ; ils le renvoyerent à Paris à sa famille, qui acquitta tout ce qu'on leur devoit, & qui prit soin de son éducation. Il se trouve aujourd'hui sous la tutelle d'un oncle maternel, aux bontés duquel il doit tout ; car il n'a pour tout patrimoine, qu'une rente de quatre cent livres provenant de la succession de ses ayeux maternels, & qui ne s'est ouverte qu'en 1758. Voilà exactement le tableau de sa fortune, sans qu'il puisse espérer mieux pour l'avenir, puisque ses pere & mere lui ont laissé plus de dettes que de bien.

Vers le commencement de l'année 1754, son oncle le mit dans une Pension au Fauxbourg

Saint Antoine : il en sortit en 1756, pour entrer au College de Montaigu. Jamais ses Maîtres, soit dans sa Pension, soit dans le College, n'ont eu à se plaindre de lui, ni du côté des inclinations, ni du côté du travail. Les nuages que l'on a essayé de répandre depuis quelque-temps sur son compte, n'ont pris leur source que dans le fatal événement dont je vais actuellement, Monsieur, vous rendre compte d'après les pieces du procès.

Le premier Août 1759, étoit un jour de congé. Le sieur Germain, Principal de Montaigu, refusa au jeune Pilleron la permission d'aller voir son tuteur. Pilleron eut tort de ne pas respecter la défense de son Principal; mais du moins eut-il soin de rentrer un des premiers au College.

Le lendemain à huit heures du matin, le Principal, sans égard pour la légèreté de la faute & pour l'âge du sieur Pilleron, qui avoit 17 ans, voulut lui faire subir le châtimement qu'il n'est d'usage d'employer qu'avec les enfans. Pilleron eut beau s'humilier, demander pardon, représenter son âge, promettre pour l'avenir la soumission la plus exacte, le Principal fut inflexible & fit monter le Correcteur.

Pilleron déclara qu'il ne subiroit point cette punition. Le Portier qui est le Correcteur, voulut le saisir; il le repoussa avec force.

Le Principal, irrité de cette résistance, donna ordre au Portier d'aller chercher deux *Forts* pour lui prêter secours, & il garda dans sa Chambre Pilleron, qui, effrayé de l'ordre extraordinaire que le Principal venoit de donner, lui demanda de sortir du College.

Sa demande fut aussi inutile que l'avoient été ses excuses. Le Principal n'écoutoit plus que sa colere. Peu après le Portier rentra suivi d'un Porteur d'eau nommé Boucher. Le Principal avoit demandé deux hommes; mais Boucher lui garantit qu'il en viendrait à bout lui seul. Pilleron désespérant d'échapper aux mains d'un pareil adversaire, essaya de l'arrêter en lui présentant de loin son couteau., & en le menaçant de se défendre s'il approchoit. Le Principal fit prendre à Boucher une pêle à feu pour désarmer Pilleron. Boucher leva la pêle à feu sur la tête de ce jeune homme; celui-ci, pour parer le coup, hausse les bras; Boucher aussitôt le saisit au corps, le renverse sur un siege voisin, & tombe en même-temps sur lui. L'Ecolier se roidit dans sa chute par un mouvement naturel. Le propre poids de l'Agresseur lui fit entrer dans l'estomac le fer que tenoit l'Ecolier. Comme ils s'agitoient l'un sur l'autre, Boucher fut percé en trois endroits, & ses blessures furent tellement l'unique effet de leur agitation réciproque, que le Principal, si attentif à cette scene, ne fut si le sang qu'il vit couler venoit du Porte-Faix ou de Pilleron qui pouvoit s'être blessé lui-même. Boucher ne sentit qu'à sa foiblesse qu'il avoit été frappé. Il fut transporté à l'Hôtel-Dieu, où il mourut trois heures après.

Troublé de ce tragique événement, Pilleron erra pendant trois jours sans dessein & hors de lui-même. Il finit par s'enroller pour le Service de la Compagnie des Indes, & se rendit au Port de l'Orient pour s'embarquer.

Cependant sa famille instruite de ce malheur sollicitoit sa grace ; elle l'obtint sans peine sur ce fidele exposé des faits ; & ces lettres de rémission vous sont adressées , Monsieur , par Sa Majesté , pour procéder à leur entérinement.

La veuve Boucher a présenté le 12 Septembre dernier sa Requête contenant une demande en dommages & intérêts , qu'elle a dirigée solidairement contre le Principal de Montaigu , & contre le jeune Pilleron que je défends. C'est sur cette demande que vous avez , Monsieur , à prononcer.

### MOYENS.

Je soutiens que , s'il est dû à la veuve Boucher des dommages & intérêts , c'est le sieur Germain seul qui doit les supporter , parce que c'est à lui seul que cette veuve doit imputer la mort de son mari.

En effet , soit que l'on envisage les circonstances qui ont précédé l'action dont il s'agit , soit que l'on envisage les circonstances qui l'ont accompagnée , le sieur Germain est seul coupable sous l'une & l'autre époque. Tel est le partage de ma défense.

### PREMIERE PARTIE.

Le sieur Pilleron avoit eu sans doute un véritable tort , en sortant contre l'ordre du sieur Germain. Mais ce tort méritoit-il une punition aussi dure ? Le jour où il sortit étoit un jour de congé. Il rentra de très-bonne heure , & même avant les

Les autres Ecoliers. Ces circonstances ne sembloient-elles pas adoucir la griéveté de sa faute ? D'ailleurs , l'âge du sieur Pilleron n'eût-il pas dû le garantir d'un châtiment aussi honteux ? N'est-il pas d'usage dans les Colleges d'épargner une correction de cette espece aux enfans qui approchent de la puberté ? A plus forte raison les jeunes gens qui l'ont atteinte doivent-ils en être exempts. Ainsi , soit que le sieur Pilleron consultât son âge ou sa faute , le châtiment devoit lui paroître excessif.

Ce n'étoit pas , nous dira-t-on , au sieur Pilleron à juger le degré de la peine que son Maître lui devoit imposer : l'obéissance étoit le seul parti qu'il eût à prendre. Quelque déplacé , quelque injuste même qu'un châtiment puisse être , un Ecolier n'a jamais droit d'y résister. Qu'il soit enfant ou qu'il soit homme , que sa faute soit grave ou légère , dès qu'il demeure dans un College , c'en est assez pour qu'il soit entièrement assujetti aux châtimens justes ou non , qu'on lui veut infliger. La volonté du Maître est pour lui une loi souveraine , sur laquelle il ne lui est pas permis de raisonner. Voilà sans doute dans tout son jour l'objection la plus forte que le Principal puisse nous faire.

A Dieu ne plaise que pour la renverser , je fasse ici l'apologie de la révolte. Je sens combien l'autorité est nécessaire aux Maîtres pour gouverner & pour plier au bien les esprits indociles des Eleves confiés à leurs soins. Porter atteinte au sage & légitime exercice de cette autorité , ce seroit un aussi grand tort de ma part , qu'il est

mal à un Maître d'en abuser & de la compromettre. Car rien n'est plus utile que l'usage, rien n'est plus nuisible que l'abus de l'autorité qu'ont les Maîtres. Tout se réduit donc à connoître jusqu'où cette autorité peut s'étendre, & quelles limites elle ne peut passer. C'est ce qu'il s'agit d'éclaircir.

Il est un principe constant, c'est qu'aucun homme n'a d'autorité sur son semblable, qu'il ne la tiennne de la Loi. C'est de la Loi que les peres eux-mêmes tiennent la leur. Je ne parle point, comme on voit, de cette autorité invisible & intérieure attachée au titre de pere. Car la nature a gravé dans le cœur des enfans des sentimens de crainte, de respect & d'amour pour ceux qui leur ont donné l'être; & ces impressions naturelles assurent à ceux-ci un ascendant bien fort sur la volonté des premiers. Mais je parle de cette autorité purement extérieure, qui consiste dans des effets & dans des actes : voilà celle, Monsieur, que les peres ne sauroient tenir que de la Loi. La Loi, dans différens Pays, leur en confie des degrés différens. Et si elle donnoit aux Romains le droit de mort sur leurs enfans, quelqu'étendu que parût ce pouvoir, elle punissoit sévèrement les peres qui l'employoient injustement : *Qui male liberos contra pietatem afficiebant.*

Or, il est sûr que lorsqu'un pere remet son fils aux mains d'un Maître, il ne sauroit communiquer à celui-ci plus d'autorité que lui-même il n'en a; & il est sûr encore que lorsqu'il lui prête la sienne, ce n'est pas celle qu'il a reçue de

la nature, celle-là est incommunicable, ne se déplace, ne se transporte point, c'est celle que lui donnoit la Loi. Ainsi la Loi qui veilloit à l'usage que le pere en faisoit, veille à l'usage que le Maître en va faire. Ces maximes me paroissent incontestables. Examinons donc à présent quel est l'usage que, suivant le vœu de la Loi, tout Maître doit faire de son autorité.

Tout Maître doit être utile à son Disciple. Le Disciple qu'on met entre ses mains n'est pas un dépôt ordinaire, qu'il doive rendre tel qu'il l'a reçu; il doit lui faire porter des fruits. Que seroit-ce s'il l'avoit altéré?

De ce premier principe d'éducation, que tout Maître doit être utile, il en résulte évidemment un autre. C'est que tout Maître doit se servir de son autorité d'une manière qui tende à l'utilité du Disciple. C'est encore là une vérité fondamentale dans cette matière. Mais quels seront les moyens faits pour rendre cette autorité profitable? La règle générale qu'on peut tracer, c'est qu'il la faut toujours proportionner dans ses effets, & au caractère habituel de l'Ecolier, & à la disposition présente de son esprit, & à la faute qu'il a commise, & enfin à l'âge où il est. L'examen & la compensation de tous ces objets coûteront peu à un Maître qui voudra remplir dignement la place des peres qu'il doit représenter: seul but où tout Maître sage doit atteindre. C'est de ce but qu'il découvrira pleinement la vraie route qu'il doit tenir avec chacun de ses Eleves. C'est par-là qu'il sentira avec quelle répugnance & quelle discrétion il doit user des

peines corporelles. Qu'il est rare en effet que ces châtimens soient utiles ! Ils énervent les esprits timides ; ils révoltent les esprits altiers , & la voie de la persuasion est préférable mille fois à toute autre. Car l'amour-propre naît avec l'homme. Ce sentiment précède chez lui tous les autres : enforte qu'avant d'avoir encore aucune idée sur le vice ou sur la vertu , il commence par éprouver une impression confuse , qui consiste à désirer l'estime & à redouter le mépris.

Ce n'est pas sans dessein que la nature a gravé dans les ames ce sentiment , antérieurement à tout autre. C'est afin de les intéresser par leurs mouvemens propres à préférer le bien que l'on approuve , au mal que l'on condamne. Ressource puissante , ressource heureuse pour diriger les jeunes cœurs , puisque trouvant en eux une disposition naturelle à rechercher la louange & à craindre la honte , il suffit , pour leur faire aimer la vertu , de la leur peindre sous des traits qui les flattent , & d'accroître ce premier goût pour elle par d'honorables récompenses : comme il suffit , pour leur faire détester le vice , de le montrer sous des couleurs honteuses , & d'opposer à la pente qui les y porte le châtiment de l'humiliation.

Mais si l'humiliation ne dérive que de la sensibilité de notre ame , c'est donc à l'ame de son Eleve que le Maître doit s'adresser , dès qu'elle est capable de sentir. C'est un vice de l'ame qu'il veut guérir lorsque son Eleve a manqué ; c'est donc d'elle seule qu'il se doit occuper ; & comme l'amour-propre est en elle une voie toujours ou-

verte ou à la peine ou au plaisir, c'est par-là qu'il la doit attaquer.

Je fais, Monsieur, qu'il est des ames lentes & engourdies qui exigent qu'on émeuve les sens pour arriver jusqu'à elles. Lors donc qu'un Maître croit nécessaire de faire souffrir à son Eleve quelque correction corporelle, ce n'est pas dans la vue de tourmenter le corps qu'il doit en venir à cette extrémité ; c'est dans la vue d'humilier l'ame. Mais comment y portera-t-il cette impression de honte, qui est le but & le fruit de la peine ? C'est dans l'effort que ce jeune homme fera sur lui-même, c'est dans le sacrifice qu'il fera de sa volonté pour se soumettre à une correction humiliante, que son Maître lui fera rencontrer de l'avantage à la subir. Et s'il est vrai que cette disposition d'esprit soit seule capable de rendre la punition avantageuse à l'Ecolier qui la reçoit, cette disposition, par une conséquence nécessaire, peut seule la rendre légitime de la part du Maître qui l'inflige.

Mais si, trop indocile & trop bouillant, l'Ecolier résiste à vos ordres, s'il se souleve contre le châtiment ; ménagez, Maîtres, maniez avec prudence ce jeune esprit que le feu de son âge a emporté loin de lui-même. L'appareil du châtiment le surprend & l'irrite ! n'en tirez qu'un favorable augure. Peut-être même est-il assez puni par son émotion & son trouble. Ou si vous pensez que sa faute vous oblige d'insister encore, que des remontrances pressantes, que des instances tour-à-tour tendres & vives l'adoucissent & le réduisent. Peignez-lui avec force toute l'in-

justice de cette rébellion, qu'il en rougisse; qu'il se juge, qu'il se condamne; à ce procédé paternel je reconnois un véritable Maître. Vos efforts sont-ils superflus? Ce jeune homme ne se rend-il ni aux menaces, ni aux bontés, ayez égard à son agitation, & suspendez des peines qui ne pourroient que nuire. Car c'est toujours, je n'y saurois trop revenir, c'est l'utilité du Disciple qui fait la mesure & la regle des droits & de l'autorité du Maître.

« Non, non: sa résistance m'a offensé. Il m'a » fait un affront personnel; désobéir c'est me » manquer ». Quel langage dans la bouche d'un Maître. C'est donc à dire que la colere le saisit à son tour; c'est-à-dire, qu'obligé par devoir d'appaîser les transports de son Disciple, il les accroît par sa propre fureur. Il fait qu'une punition administrée dans ce moment de crise lui sera dangereuse; & sous prétexte de le guérir, il va le perdre, parce qu'il va se venger sous prétexte de le punir. C'est donc ainsi qu'il trompe à la fois, & le jeune homme qu'il excède & qu'il désespere, & les parens qui se reposoient sur son zèle, & l'état auquel il est comptable de la culture de ses Disciples. Quel spectacle de voir alors un Maître emprunter du secours, appeller à son aide, acheter à prix d'argent des bras mercenaires pour combattre contre un jeune homme, dont tout le crime, en ce moment, n'est plus que de luter avec courage contre une peine qui lui paroît un déshonneur. Et de quel droit met-il en œuvre la violence pour subjuguier & pour terrasser sous

ses coups un être libre, un Citoyen indépendant? Ses Eleves sont-ils ses esclaves? Quoi! parce qu'un homme de dix-huit ou vingt ans fera encore dans le cours de ses études, la premiere faute qu'il aura faite, le caprice, la prévention, l'emportement, que fai-je même? donneront à un Maître l'étrange faculté de le toucher du fouet, de le battre de verges, malgré ses efforts & ses cris. S'il cherche à s'échapper, on enchaînera la victime: s'il se débat & rompt ses liens, des étrangers prêteront main-forte pour l'abattre. Eh quoi! tout Serf qui met le pied en France, y devient libre: & des François nés pour la liberté, seront traités comme des Serfs! Est-ce ainsi qu'on façonne à la gloire les enfans d'une Nation si noble?

Quels abus, dira-t-on, vont naître en foule des entraves qu'auront les Maîtres, s'ils n'ont pas droit de contraindre à la peine un Ecolier rebelle. Cet Ecolier s'applaudira parmi ses Condisciples du triomphe remporté sur son Maître. Il les corrompra tous par son exemple: tous verront que pour être impuni, il suffit de repousser la peine.

Seroit-ce, Monsieur, de bonne-foi qu'on nous feroit cette difficulté? Oui, sans doute, un Ecolier rebelle seroit contagieux pour les autres. Aussi son Maître le peut renvoyer à l'instant: voilà le droit du Maître. C'est d'exclure l'Ecolier indocile, & non pas de le subjuguier par la force. Ce droit ne lui suffit-il pas? Pourra-t-il dire qu'on retrécit trop son pouvoir? Par-là l'Ecolier éprouve une peine très-

rude, puisque la honte attachée à cet exil devient publique. Par-là la discipline & l'ordre sont maintenus parmi les autres, puisqu'ils sont témoins d'un renvoi souvent plus effrayant pour eux que des corrections douloureuses. Par-là les Maîtres ont un pouvoir bien étendu, puisque la Loi les autorise à ne souffrir chez eux aucun Disciple qui s'élève contre la punition. Faculté juste & nécessaire; car si un Disciple n'a pas voulu se prêter au châtement, il a manqué à la condition du pacte que son Maître avoit fait avec lui.

Quel est ce pacte? C'est qu'au moment où un Maître prend un Disciple, il se forme de droit entr'eux deux un engagement réciproque. Le Maître reçoit l'émolument qui est attaché à sa place, & voilà l'intérêt du Maître. Le Disciple reçoit le bénéfice de l'instruction, & voilà l'intérêt du Disciple. Mais ils ajoutent l'un & l'autre une condition tacite à ce contrat. La condition du Maître est que son Disciple sera soumis aux peines qu'il voudra lui faire effuyer: & si le Disciple veut se soustraire à cette condition, le Maître résout la convention, & renvoie de plein droit ce Disciple. De même la condition de l'Ecolier, c'est que son Maître n'usurpera jamais une autorité de contrainte: & si le Maître veut employer la force ouverte pour le réduire, le Disciple résout la convention, en réclamant le droit de sortir du College.

« Faudra-t-il donc que le murmure d'un enfant arrête le Maître qui se disposoit à le châtier? Faudra-t-il que ce défaut d'acquiescement

à la correction proposée fasse prendre au Maître le parti de le rendre à son pere ? Quel enfant, dira-t-on, acheveroit jamais ses études, si, sans pouvoir appuyer sur la peine, il falloit l'exclure du College dès qu'il s'oppose à la subir «.

Ma réponse est qu'il faut faire ici la distinction établie par la Loi entre les deux âges de l'homme, c'est-à-dire, entre l'impuberté qui s'étend jusqu'à quatorze ans, & la puberté qui commence & se développe à cet âge, & l'on va voir que tout s'accorde dans les principes. Un enfant impubere, nous disent les Loix Romaines, ces Loix célèbres qui sont les plus fideles interprètes du Droit naturel, l'impubere, nous disent-elles, n'est point capable de volonté: il ne jouit pas encore de lui-même: *Nondum est sui compos*. L'exercice de sa raison est encore suspendu, & cet état de privation & d'attente l'empêche de consentir: *Consentire non videtur*. La Loi lui défend de s'obliger par lui-même, mais elle veut qu'il s'oblige par la voie de celui qu'elle a nommé pour le conduire & le représenter. C'est donc son pere ou son Tuteur qui contracte pour son avantage & en sa place. Ainsi la convention que l'enfant sera puni des fautes qu'il aura faites, subsiste toujours entre le Maître & l'Administrateur légal de cet enfant. Mais quand l'Eleve est devenu pubere, c'est-à-dire, quand il est parvenu à ce terme où les Loix veulent que tout Citoyen jouisse de son état & de ses droits, à ce terme où elles le débarrassent des liens de la tutelle, à ce terme où elles lui donnent le droit de s'engager dans les nœuds

du mariage , lorsqu'en un mot la nature & la loi s'accordent à le regarder comme un homme, c'est de lui seul que le Maître doit obtenir le sacrifice de se soumettre ; car , encore une fois , si c'est la soumission du pubere au châtiement qu'on lui destine qui seul peut le lui rendre profitable : c'est donc aussi son consentement seul qui peut en rendre l'exercice légitime & permis au Maître. Tel est le plan tracé à ceux-ci par la Loi. Ce plan présente & la portée & les bornes du pouvoir qu'elle leur attribue : plan suffisamment étendu pour les rendre utiles à leurs Eleves : plan suffisamment limité pour les empêcher de leur nuire : Plan sage , où les périls physiques & les avantages moraux sont également appréciés.

Qu'il s'en faut que le Principal de Montaigu se soit renfermé dans ces bornes ! Cet homme a cru que la Loi avoit déposé dans ses mains cette autorité coactive qu'elle n'accorde qu'aux Magistrats. L'autorité des Maîtres est, a-t-il dit, une autorité publique : or toute autorité publique est coactive. Voici , Monsieur , ma réponse à ce dangereux argument.

L'autorité des Maîtres est une autorité publique, cela est vrai. Mais dans quel sens est-elle autorité publique ? C'est parce qu'ils la tiennent de la Loi , source unique de toute autorité légitime. Elle est donc autorité publique , en ce que la Loi a établi les Universités pour exister dans l'Etat. Elle est publique , en ce que les Universités sont des Corps qui ont la protection du Prince pour exercer publiquement leurs

fonctions. Elle est publique , en ce que la Loi attache un caractère d'autenticité aux témoignages que ces Corps rendent des Citoyens qui sortent de leur sein. Mais de ce qu'elle est publique , elle est , dites-vous , coactive : vous prétendez que la Loi a donné aux Maîtres un pouvoir aussi étendu qu'aux Magistrats ; qu'ils peuvent , comme ceux-ci , porter la coaction aux dernières extrémités : en un mot , vous osez dire , qu'il faut que force demeure à l'autorité des Maîtres comme à celle de la Justice. Mais y avez-vous réfléchi ? & ne savez-vous pas que , s'il faut que force demeure toujours à Justice , c'est parce que la vie même de celui qui résiste lui est soumise : c'est parce que , si l'ordre public l'exige , si l'occasion est assez importante , le Magistrat peut aller jusqu'à exposer à la mort celui qu'il faut contraindre ; si même ceux que le Magistrat a employés pour Ministres courent eux-mêmes quelques dangers , l'ordre qu'il a donné n'en est pas moins légitime. La raison suprême du bien général excuse , autorise , justifie tout. *Salus reipublicæ suprema lex esto.* Ce principe sacré s'oppose à ce qu'aucune résistance désarme le Magistrat. Cette autorité est donc coactive , parce qu'elle s'étend sur la vie même du rebelle. Or , direz-vous que s'il en est besoin pour réduire un Disciple révolté , son Maître peut l'exposer à perdre la vie ? Quel pere ne frémiroit à cette idée ? & s'il faut sur un si grave sujet rappeler au sieur Germain les vrais principes , il devroit savoir que la plénitude du pouvoir coactif ne réside que dans la main

de Dieu. Seul Maître de nos esprits & de nos corps, il nous fait naître soumis à lui & indépendans entre nous. Mais les méchans auroient troublé l'harmonie de la société, s'il n'avoit établi des Loix qu'il a confiées aux Princes & aux Magistrats sous leurs ordres : & s'il n'avoit assuré à ceux-ci le pouvoir nécessaire pour l'exécution de leurs Loix. Quel est donc l'objet du Magistrat lorsqu'il condamne un homme & qu'il le livre à la force de ses semblables : ce n'est pas, comme font les Maîtres, de le rendre meilleur par une correction paternelle ; c'est d'en purger l'état ; c'est de noter cet homme d'une tache publique qui préserve les Citoyens de ce membre contagieux. Cette différence entre l'objet que se proposent les Magistrats & les Maîtres dans leurs punitions, est extrême. Si donc le sieur Germain s'est arrogé une autorité coactive, ç'a été de sa part une usurpation punissable.

Que si les cris de son Disciple avoient frappé l'oreille de la fille aînée de nos Rois : si ses cris avoient percé jusqu'au Tribunal où préside le Corps de l'Université, ce Corps célèbre dans tous les temps par ses lumières & ses vertus, cette mere commune de tout mérite, dont les fonctions sont aussi nobles que son origine est illustre, qui, par ses profondes leçons & de sagesse & de savoir, forme le Citoyen, le Pontife, le Magistrat & le Héros, & à qui j'offre avec joie cet hommage comme un gage public de ma reconnoissance. « Arrêtez, eût-elle dit au sieur Germain. Quoi ! ce n'est pas l'intérêt

Du jeune homme , c'est le vôtre que vous regardez dans sa faute. Que direz - vous pour vous justifier à mes yeux ? Que vous avez voulu venger la subordination qui m'est due. Non , non : ne croyez pas envelopper vos torts sous le voile de mes intérêts ; je connois mieux mes droits. Toute puissance s'ébranle & croule qui a quitté ses bornes : & si la mienne est aussi ancienne que la Monarchie , c'est que jamais elle n'empiéta sur la puissance législative. La Jurisdiction que j'exerce est spontanée , est volontaire. La révolte n'est point de mon ressort : c'est à la Loi seule d'en connoître. Rassurez-vous, Peres & Meres : mes Ministres ne sont point les bourreaux de vos fils : ce sont de seconds peres qui , dans leurs soins à développer la raison naissante de vos enfans , ne se promettent de succès qu'à proportion qu'ils vous ressembtent davantage. Vous donc , qui avide d'un pouvoir qui n'étoit point le vôtre , vous qui violant l'esprit de votre état , vous êtes comporté en Tyran , vous êtes heureux que mon pouvoir ne soit pas contentieux ; mais du moins je vous ôte les fonctions que je vous avois confié pour un meilleur usage ; car si peu maître de vous-même , vous n'êtes pas digne de gouverner les autres ».

Voilà , sans doute , quel eût été le langage de l'Université : voilà du moins ce que le jeune Pilleron a senti. Il ne vit plus un Maître dans le sieur Germain , mais un adversaire passionné : il n'y vit plus un Juge , mais une partie irritée : il n'y vit plus un pere , mais un ennemi acharné.

Le sieur Germain s'étoit en effet dépouillé de tout caractère de supériorité par l'indignité de sa conduite. Le sieur Pilleron s'étoit aussi, par sa demande de sortir, dépouillé du titre d'Eleve. L'égalité se rétablit donc entre eux deux. L'homme inconnu que le sieur Germain alloit déchaîner contre lui, dut lui paroître, au milieu de son désespoir, sans caractère & sans mission, puisqu'il agissoit sous les ordres d'un homme qui, par cet ordre même, cessoit d'être son Supérieur. Il ne fut plus question dès lors d'une punition, mais d'une injure : ce ne fut plus à une humiliation, mais à un déshonneur qu'il résista : il ne dut voir, dans la main qui s'appretoit à le punir, qu'un agresseur punissable lui-même, qui provoquoit à tort, qui outrageoit illicitement son égal. Il rentra donc dans ce droit primitif, dans cette liberté antérieure aux conventions humaines, que tout homme a de se défendre contre un étranger qui l'attaque. Ainsi, à consulter les faits qui ont précédé le malheureux événement qui va suivre, le Principal de Montaignu est jusqu'ici le seul coupable. C'est conséquemment contre lui seul qu'il faut jusqu'à présent diriger les condamnations auxquelles ce malheur pourroit donner lieu. C'étoit, Monsieur, ma première proposition.

## S E C O N D E P A R T I E.

C'est ici que va s'ouvrir cette scène malheureuse & sanglante, dont le Principal de Montaignu n'eût jamais dû souffrir que le récit devînt pu-

blic. Pilleron plein de trouble & d'effroi réclamoit, par ses menaces & par ses cris, le droit de sortir du College. Le sieur Germain, plein de colere, insultoit sans pitié au désespoir de son disciple & lui juroit de lui faire éprouver les douleurs les plus cuisantes & les plus longues, lorsque le Portier rentra escorté d'un porte-faix nommé Boucher, qui consentoit de s'exposer à prix d'argent. Quelle révolution la vue de ce mercenaire fit-elle sur l'infortuné Pilleron ! Le sieur Germain craignit que ce fût trop peu d'un seul homme. « Pourquoi viens-tu seul, » dit-il, en s'adressant au Portier correcteur ; je t'avois demandé deux hommes ? Mais l'appât de la récompense avoit séduit Boucher ; il vouloit gagner seul les deux salaires. « J'en viendrai bien à bout », répondit-il, en mesurant des yeux sa victime. O scene vraiment tragique où se déployent les passions les plus basses ! la lâche fureur de celui-là, qui achete à vil prix sa vengeance : l'avidité de celui-ci qui, pour venger l'autre, vend sa vie. Il vouloit fondre sur le jeune Pilleron ; mais Pilleron s'étoit armé pour se défendre, & lui présentant son couteau, lui crioit de ne pas approcher. Boucher vit le danger : l'attrait du gain prévalut sur les risques. Cependant l'œil toujours fixé sur les moindres mouvemens de Boucher, Pilleron lui rendoit l'assaut impossible. Que fait Boucher ? Le Principal lui conseille de recourir à la surprise. Il entre dans la chambre voisine, s'y arrête quelques momens pour donner le change à Pilleron, prend, par l'avis du

Principal , une pelle à feu , puis il s'élance sur le jeune Pilleron , cette pelle à feu levée sur sa tête. Pilleron hausse les bras pour parer le coup qu'on lui porte. Aussi-tôt Boucher le saisit au corps , le serre de toutes ses forces , crie au Correcteur qu'il le tient , & le jettant sur un fauteuil , c'est peut-être dans le temps qu'il s'alloit rendre , c'est dans l'instant même de la chute , dans ce moment de trouble où ses sens effrayés se bouleversent , que le jeune Pilleron étend les bras & se roidit , & que Boucher , qui se précipite sur lui , se plonge lui-même sur le couteau dont Pilleron le frappe en tombant.

Reconnoît-on à tous ces traits que Pilleron ait formé le dessein d'attenter à la vie de Boucher ? Est-ce un projet prémédité ? Lui a-t-il dressé quelque embûche ? A-t-il agi avec réflexion & sang-froid ? C'est dans la chaleur de l'outrage , c'est dans le feu d'une résistance naturelle , c'est lorsqu'il est effrayé par un geste qui lui fait tout craindre pour sa vie , c'est lors qu'il se sent terrassé ; c'est alors qu'il s'agite & frappe au hasard , sans plus connoître , ni son adversaire ni lui-même. Mais s'il est vrai que le crime renferme dans son sens propre la volonté de le commettre , s'il est vrai que c'est l'ame & non le corps qui pèche , le sieur Pilleron n'a donc pas fait un crime.

La veuve Boucher l'a bien senti , que l'intention étoit requise pour constituer le crime. Aussi a-t-elle publié à l'audience , qu'il avoit eu l'intention de tuer son mari. Le sieur Pilleron respecte & partage d'autant plus la douleur de  
cette

cette veuve , qu'il a été l'instrument de ses maux ; mais faut-il que sa douleur la rende injuste ? Et pourquoi le jeune Pilleron auroit-il conçu le projet de faire périr son mari ? Avoient-ils quelque querelle à terminer , quelque vengeance à satisfaire ensemble ? Quoi ! ces deux hommes qu'on voit combattre , se renverser , se rouler l'un sur l'autre , ne se haïssent , ne se connoissent point. Quel est donc l'intérêt qui les pousse ? Le voyez-vous celui qui les excite ? Il s'est éloigné du danger , mais il anime de la voix & du geste les deux hommes qu'il sacrifie. C'est donc pour repousser la force par la force , c'est donc pour défendre & son honneur & sa vie qu'il croit en danger , que Pilleron fait , Monsieur , ce que le droit naturel , le droit des gens , le droit civil , toutes les Loix du monde lui permettent. *Vim vi defendere omnes leges omniaque jura permittunt* , dit la Loi première au digeste , *de justitiâ & jure*. On n'est pas même , dit encore la Loi 45 , tenu de dommages & intérêts , lorsqu'on frappe qui nous fait violence , pourvu que ce soit pour se défendre , *illum solum qui vim infert ferire conceditur & hoc si tuendi non ulciscendi causâ factum sit*. Aussi le Prince , qui ne fait grace qu'avec justice , a jetté sur le jeune Pilleron des regards de compassion & de clémence. Il lui a donné des lettres de rémission & l'a replacé au nombre de ses sujets. Est-il une preuve plus forte de l'innocence de ce malheureux Écolier ? Il étoit assez à plaindre de ce que sa main avoit fait le coup , sans que la veuve Boucher lui

reprochât publiquement d'avoir réfléchi cette action. Mais encore une fois le jeune Pilleron pardonne à cette veuve un reproche dicté par le désespoir.

Il n'est donc point ici question de poursuivre la vengeance d'un crime, puisqu'il n'existe point de crime. Mais il s'agit pour la veuve de se plaindre uniquement des torts que ce malheur lui a causés. Voilà sans doute le vrai point de la cause. Écoutons donc ce que les Loix vont dire.

C'est celui qui a donné occasion à l'accident qui paroît avoir fait le dommage; *qui occasionem prestat damnum fecisse videtur*, dit la Loi 30. §. 3. au digeste *ad legem aquiliam*. La faute vient de celui qui n'a point prévu ce qu'un homme diligent auroit dû prévoir. *Multius dixit culpam esse quod cum à diligente provideri potuerit non esset provisum*, Loi 31. au même titre. L'action en dommages & intérêts doit se diriger, non pas contre celui qui a agi, mais contre celui qui a fait agir. *In factio actio erit danda in eum qui impulit*, dit la Loi 7. §. 3. encore au même titre. Ces Loix sont-elles assez précises? Quoi de plus clair que leurs dispositions? Quel est donc le détour qu'a imaginé la veuve Boucher pour éluder des textes aussi formels? Elle a changé l'espece de notre cause; elle nous a cité une Loi qui porte, qu'on doit punir de mort des enfans quoiqu'impuberes, qui se rendent coupables de meurtre, lorsqu'ils ont connoissance de la chose. Elle a cité encore un Arrêt de l'année 1364, par lequel un enfant de douze ans

fut condamné à être pendu. Voilà exactement ses deux seules autorités. Mais à quoi servent des citations si étrangères à notre espece ? Que le dessein & l'intention connus fassent punir un homme, même dans l'âge d'impuberté, s'ensuivra-t-il qu'un pubere doive être puni lorsqu'il n'a eu ni dessein ni intention ? Nous sommes donc placés aujourd'hui, je ne dis pas dans une espece différente des Loix qu'elle nous cite, mais je dis dans l'espece exactement contraire à ces Loix. La veuve Boucher commence d'ailleurs par déclarer qu'elle respecte la remission que Pilleron n'a obtenu du Prince qu'après l'établissement de son innocence démontrée : & ensuite les seules Loix dont elle argumente ne tendent qu'à faire voir qu'on punit de mort des impuberes qui sont coupables. Hors d'état d'appuyer d'aucune raison valable la demande civile qu'elle a formée contre le jeune Pilleron, elle se défend par des moyens qui ne conviendroient qu'à une instruction criminelle. Mais comme la maniere de se défendre ne change jamais l'état de la question, tout ce qui résulte de sa défense, c'est qu'elle n'a pas un seul moyen pour établir la vraie demande qu'elle a formée. Mais quand, revenus à la cause, nous consultons les Loix qui s'y appliquent, nous voyons qu'elles ne recherchent que celui qui le premier a donné occasion au malheur : que celui qui étoit fait pour le prévoir & l'empêcher : que celui qui a conduit la main. Or je demande s'il est quelqu'un, dans ce moment, qui ne fasse au Prince

cipal de Montaignu l'application de tous ces textes.

Ce n'est cependant pas que le sieur Germain ne puisse avoir quelques moyens de se soustraire à la demande de la veuve Boucher. Pilleron n'a point intérêt à pénétrer dans la défense que le Principal peut opposer aux conclusions de cette veuve. La Justice, il faut l'avouer, pourra penser que Boucher qui avoit tort de s'être ainsi loué pour des fonctions qui n'étoient pas les siennes, & étrangères à son métier; qui avoit tort d'avoir voulu, dans l'espérance d'un gain plus fort, entreprendre sans aide des fonctions pour lesquelles on pensoit qu'il ne suffisoit pas; qui avoit tort de se risquer contre un jeune homme justement enflammé, qui l'avertissoit du péril, lui montrait son couteau, lui crioit de ne pas s'avancer; qui avoit tort de lever sur sa tête une barre de fer comme pour l'assommer: que cet homme n'a pu imputer sa mort qu'à lui seul, & que sa veuve ne la sauroit imputer à autrui. Mais, si, par compassion pour la misère qui forçoit Boucher d'obéir à quiconque l'intéressoit par une récompense, vous détournerez les yeux de ses torts personnels pour chercher le vrai moteur de cette triste affaire; si vous voulez, comme les Loix l'ordonnent, reconnoître quel est celui qui a été, non l'instrument, mais l'occasion de ce malheur; alors, Monsieur, sur quelque ép que vous promeniez vos regards, si c'est sur l'époque antérieure à l'arrivée de ce malheureux mercenaire, vous voyez un Maître

injuste qui , s'écartant de l'usage ordinaire des Colleges, veut, pour une simple désobéissance, pour une sortie faite contre ses ordres dans un jour destiné à sortir, faire infliger à un homme de dix-sept ans un châtement douloureux & honteux, fait, à cet âge, pour révolter la pudeur, blesser l'honneur & nuire aux mœurs. Son Ecolier oppose une résistance vigoureuse à ce supplice ignominieux, & voilà ce Maître inflexible qui cédant à sa propre colere, qui devenu Partie, Témoin, Juge & Ministre, exerce avec un empire absolu une autorité coactive qui n'est réservée qu'à la Loi. Sous la seconde époque, c'est-à-dire, depuis l'arrivée de Boucher, c'est le Principal qui l'expose impitoyablement au péril que lui annonce l'état d'emportement où il a réduit son disciple. Pilleron crie à Boucher de ne pas l'approcher, *premonuit & proclamavit*. Le Principal l'encourage, l'excite à fondre sur lui. C'est le Principal qui d'abord, par l'extrême fureur où il a porté son élève, a seul fait naître tout le danger : c'est lui qui a ensuite, par des promesses, jetté Boucher dans le précipice que lui seul a creusé. Ainsi à quelque époque que l'on se fixe, soit que l'on envisage les circonstances qui ont précédé, ou celles qui ont accompagné ce malheur : 1°. Le Principal qui a méconnu ses obligations & qui a été au-delà de ses droits est uniquement responsable des suites qu'a entraîné cet oubli total de ses devoirs. 2°. L'Ecolier, en repoussant l'outrage, s'est défendu d'une manière aussi innocente & aussi légitime que la violence du

Principal étoit injuste. Donc le Principal de Montaigu doit payer seul les dommages & intérêts, s'il en est dû.

Voilà, Monsieur, toute ma cause: ou s'il me reste à y ajouter quelque chose, c'est de demander à la Justice elle-même & à tous ceux qui me font l'honneur de m'entendre, s'il n'est pas étonnant que le jeune Pilleron soit obligé de répondre, dans cette audience, à une demande en dommages & intérêts, quand les plus grands dommages, quand les pertes les plus irréparables sont tombés sur lui-même. En effet, dans quel abîme cet événement l'a plongé; il voit sa carrière s'ouvrir par un meurtre; il craint d'être coupable; il n'envisage que le supplice; il ne croit échapper à une mort infame qu'en fuyant sous un ciel étranger; il court s'embarquer au Port de l'Orient; il s'enrôle sur les Vaisseaux qui vont aux Indes, & pour sauver son honneur & sa vie il sacrifie sa liberté. S'il est actuellement à vos pieds pour demander l'entérinement de ses Lettres, c'est parce qu'on a daigné suspendre pour quelque temps la nouvelle servitude qui l'attend dans des Pays lointains. Voilà le sort que lui a préparé l'imprudence & l'inhumanité de son Maître. Il espéroit trouver dans ses études de quoi répondre aux engagements d'une naissance honnête, & de quoi réparer les injures de la fortune. Le voilà maintenant expatrié, confondu dans l'obscurité, dévoué à une perpétuelle misère. Paye-t-il assez cher les écarts & les fautes d'autrui? Et si les promesses du sieur Germain sont

pleurer aujourd'hui la veuve du mercenaire qu'elles ont séduit, les violences & les cruautés de ce Principal ont-elles été moins fatales à son Disciple ? Non , Monsieur, non, vous ne souffrirez pas , quand il est si innocent & si puni , qu'on lui arrache encore les foibles débris de la fortune de ses peres , ces restes d'une ancienne opulence , qui lui donnent à peine le plus étroit nécessaire.

Mc. LOYSEAU DE MAULEON, *Avocat,*





# PLAIDOYER

POUR la veuve MUGUET.

*CONTRE les Sergens & Arquebustiers  
de la Ville de Lyon, leurs Officiers,  
le Prévôt des Marchands & le Corps de  
Ville.*

MESSIEURS,

**Q**UE des Particuliers coupables ne veuillent point réparer les torts qu'ils ont causés, ce n'est pas un spectacle nouveau pour votre Tribunal. L'homme injuste attend presque toujours qu'on le contraigne de sacrifier ses intérêts à son devoir. Mais qu'une Ville entière refuse d'indemniser des Citoyens lésés dans son sein, par le défaut de sa propre police; qu'elle méconnoisse les besoins & les droits de ceux qui se sont confiés à sa garde; qu'elle résiste à des engagements aussi honorables qu'absolus; en un mot, qu'elle ne sache pas se faire justice & prévenir vos condamnations, c'est sans doute un événement rare. Pourquoi faut-il que la Ville de

Lyon cesse ici pour la première fois de se ressembler à elle-même, & d'être l'asyle des malheureux qui ont des droits à ses secours? En demandant aux Officiers municipaux les dédommagemens qui lui sont dûs, la veuve Muguet comptoit s'adresser à des pères. Si elles les ont trouvés sourds à ses plaintes, vous en ferez attendris, Messieurs: Elles vous paroîtront légitimes. Mais cette veuve ne prétend réussir que par le récit simple des faits & de la procédure.

## F A I T.

C'est à Lyon, comme dans bien d'autres Villes, un usage, ridicule sans doute, que les jeunes personnes des deux sexes se rassemblent & s'égayent aux dépens des vieillards qui passent à d'autres noces dès les premiers mois de leur veuvage.

Il n'y avoit guère plus d'un mois qu'un sieur Pouilly, plus que sexagénaire, avoit perdu sa femme, lorsqu'il se remaria. Plusieurs jeunes gens du voisinage se livrèrent aux plaisanteries ordinaires. Mais, pour ne point troubler le repos public, ils entrèrent dans la cour de la maison où logeoit ce sieur Pouilly; & là, par des instrumens & par des chansons ironiques, ils célébroient les nouveaux mariés.

La fête se passoit sans tumulte & dans l'intérieur de la cour, quand deux ou trois Arquebusiers se crurent en droit d'entrer dans cette cour, & d'en chasser les jeunes gens qui s'amusoient. Ceux-ci répondirent à ces trois Soldats

qu'ils ne fortiroient point; ils ajoutèrent, il faut l'avouer, que s'ils étoient venus de la part du Prévôt des Marchands, ils s'en moquoient, attendu que ni eux ni lui n'avoient rien à voir dans la maison où ils étoient.

Alors un des Soldats éleva la voix, & fit un geste de menace & de violence. Aussi-tôt un des jeunes gens, qui depuis a été décrété de prise-de-corps, lui sauta au collet, le désarma, & lui donna même un soufflet.

Ce Soldat & ses deux camarades se retirèrent au corps-de-garde, & raconterent leur aventure au nommé Dupuy, leur Sergent. Dupuy, irrité de l'affront, courut porter ses plaintes au sieur Flachat, Prévôt des Marchands, qui, indigné lui-même, lui demanda si le corps-de-garde étoit en force. Le Sergent lui répondit que non: « Vous y ferez demain, reprit le sieur Flachat, » prenez patience, je saurai leur apprendre à » vivre ».

Le lendemain le sieur Flachat se transporta chez le Marquis de Rochebaron, Commandant pour le Roi dans la Ville & dans la Province. Il lui fit un rapport outré de ce qui s'étoit passé la nuit précédente, lui exagéra le bruit de la veille, se plaignit amèrement de l'insulte faite à sa troupe, affecta de représenter cette affaire comme une révolte préméditée. Il fit plus; il annonça pour la nuit prochaine, un désordre plus dangereux encore.

En conséquence de cette prédiction, le Marquis de Rochebaron, toujours attentif à prévenir les moindres événemens, prit les précau-

fiens les plus sages & les mieux concertées. Il donna ordre aux Soldats du Guet de se porter de très-bonne heure sur la Place des Terreaux, où ils resteroient en faction, pour empêcher le tumulte dont il croyoit qu'on étoit menacé.

Le sieur Flachat, de son côté, doubla la garde de l'Hôtel-de-Ville: car la Ville a pour sa garde & à ses ordres une Compagnie de deux cent Arquebusiers. Mais cette Compagnie ne forme point une troupe réglée, n'est point comprise dans l'état militaire, n'est point stipendiée par le Roi, n'est point sujette au Conseil de Guerre: elle est entretenue sur les deniers patrimoniaux: elle appartient au Consulat: c'est en un mot, le Prévôt des Marchands qui, comme Chef du Consulat, l'habillement, la paye & la commande.

Tandis donc que le Marquis de Rochebaron commandoit les Soldats du Guet, le sieur Flachat doubloit la garde de ses Arquebusiers, & au lieu d'un Sergent & d'une Escouade, qu'on a coutume de mettre sur pied toutes les nuits, il y eut cette fois deux Escouades & deux Sergens.

Vers les neuf heures du soir, Favier, Sergent du Guet, conduisit sa troupe sur les Terreaux. Vers la même heure Dupuy & Michel, tous deux Sergens des Arquebusiers, conduisirent aussi la leur sur la même Place. La pluie, qui survint dans ce moment, fit que le Sergent du Guet monta avec sa troupe dans le péristyle de l'Hôtel-de-Ville. Un des côtés de ce péristyle sert en tout temps de corps-de-garde aux Arquebusiers. Les Sergens des Arquebusiers se trou-

vant donc près de Favier, Sergent du Guet, ils lui apprirent l'insulte qu'ils avoient essuyée la veille. Favier forma sa troupe de l'autre côté du péristile; & comme la pluie continuoit toujours, les deux troupes restèrent encore quelque temps à l'abri. Ensuite le Sergent du Guet représenta aux Sergens des Arquebusiers qu'il étoit temps de se montrer. Les deux troupes descendirent ensemble. Le Guet prit poste au bout de la rue Sainte-Catherine, & les Arquebusiers prirent poste dans la rue du Puits-Gaillot, en face du Café de Joyeux.

L'habitation du sieur Pouilly n'étoit troublée par aucun bruit: tous les environs étoient calmes, la Place entière étoit tranquille. Ennuyés de la paix qui régnoit sur les Terreaux, les Sergens des Arquebusiers rejoignirent celui du Guet, & l'inviterent à se retirer avec eux.

Ce dernier ne voulut pas quitter son poste. Il répondit, que tant qu'il y seroit, il étoit sûr que sa présence arrêteroit toute espece de trouble. En effet, rien ne fut entendu, si ce n'est une petite cloche que l'on sonna d'un quatrième étage. Ce léger bruit engagea le Sergent du Guet à crier à haute voix que si l'on continuoit, il alloit mettre garnison chez celui qui en étoit l'auteur, & dès l'instant le bruit cessa.

Quant aux Arquebusiers, s'ils n'avoient pas pu persuader au Guet d'abandonner son poste, l'exemple du Guet ne les avoit pas déterminé davantage à rester en faction. Ils étoient remontés à l'Hôtel-de-Ville sans avoir trouvé sur la Place aucun prétexte pour faire éclater leur

vengeance. Voici, Messieurs, l'occasion qu'ils faisoient, ou que plutôt ils firent naître.

Un Domestique, soit par curiosité, soit par ordre de son Maître, s'étoit arrêté, pour l'attendre, au bas du perron de l'Hôtel-de-Ville. Quelques Arquebusiers lui ordonnerent, d'une voix menaçante & avec des injures grossières, de continuer sa route. Cet homme, fort étonné de leurs discours, répondit que la place étoit libre, qu'il attendoit son Maître, & qu'il ne faisoit aucun mal. A l'instant ces Arquebusiers se jetterent sur lui, & à coups de bourrades l'obligèrent de passer son chemin. Le Maître survint dans ce moment : il fut témoin de cette scène : il ne put s'empêcher de s'en plaindre, & demanda à ces Soldats par quelle raison ils maltraitoient ainsi son Domestique. Alors le Maître, comme le Domestique, fut accablé d'une grêle de coups. Cette rixe avoit fixé l'attention des passans ; & aussi-tôt les deux Sergens, la hallebarde en main, se font suivre de leurs Soldats, qui, la bayonnette au bout du fusil, fondent sur tous les spectateurs. Ceux-ci, remplis d'effroi, prennent la fuite, mais inutilement. Les Arquebusiers se partagent en plusieurs bandes, & les poursuivent de tous côtés, tant sur la Place que dans les rues circonvoisines. Le Sergent Dupuy fut entendu dans ce désordre, criant à ses Soldats : *Arrête, arrête, tue, tue, feu* ; & sur-le-champ deux ou trois coups de fusil partirent.

A ce bruit chacun se pousse & se réfugie où il peut. Plusieurs se jettent dans le Café de Joyeux. Dupuy pénètre dans cet asyle, y fait entrer

une grande partie de son Escouade : tous ces Archers, courageux par fureur, portent au hasard à tous les Citoyens des coups de croffes, de bourrades, de bayonnettes ; les uns parent les coups avec les sièges ; les autres se cachent sous les tables : la plûpart se précipitent dans l'arrière-boutique : les Soldats forcent encore cette seconde porte : ils n'épargnent ni sexe, ni condition, ni âge ; & deux d'entr'eux eurent la barbarie de présenter la pointe de leurs armes sur le ventre d'une femme enceinte de plusieurs mois.

Tandis que cette bande animée par Dupuy s'abandonnoit à tant d'excès, l'autre bande, que Michel excitoit, ne signaloit pas sa vengeance avec moins d'emportement. Ils arrêtoient indistinctement tout ce qu'ils rencontroient. Le Subdélégué de l'Intendant, qui passoit avec son Domestique, fut arrêté comme les autres. Un des Echevins se présenta pour appaiser & faire rentrer cette troupe dans son devoir : les Arquebusiers le méconnurent : il se retira sans succès : & se flattant que le sieur Flachat se feroit mieux entendre, il courut le presser de mettre ordre à cette horrible affaire. Sa surprise fut grande quand il entendit ce dernier lui répondre, qu'il étoit temps que les Négocians de la Ville sentissent le poids de son autorité, qu'il les alloit faire mettre au cachot, qu'ils n'en sortiroient qu'à son gré.

En effet, les Arquebusiers avoient fait dix-huit Prisonniers, qu'ils enfermerent dans un cachot du corps-de-garde ; & sur les trois heures du matin, le sieur Flachat ordonna qu'ils fussent transférés dans les Prisons de l'Archevêché. Sur

les neuf heures il se rendit chez le Commandant : il lui dit, que les Négocians arrêtés avoient fait grand bruit sur la Place, qu'ils y avoient répandu des chansons indécentes, qu'ils y avoient tiré des coups de pistolet, que c'étoient des rebelles, des féditeux, qu'il falloit laisser en prison jusqu'à la réponse du Ministre. Heureusement, Messieurs, que Favier, ce Sergent du Guet qui n'avoit eu nulle part au désordre, heureusement que plusieurs Négocians de marque, qui demeuroient sur la Place même des Terreaux, entrèrent dans cet instant, détromperent le Commandant, l'informèrent du vrai, lui apprirent & le crime des Arquebusiers, & l'innocence des Prisonniers : ensorte que bien instruit des faits, le Commandant fit élargir les Particuliers détenus, & fit emprisonner en leur place les deux Sergens.

Il est aisé de se représenter la douleur & les plaintes dont les Citoyens outragés, battus, emprisonnés, remplirent toute la ville. Mais dans une Cause, déjà si triste par elle-même, écartons les objets que nous pourrions nous épargner. S'il a fallu tracer d'abord le tableau général d'un événement si cruel, cette esquisse doit nous suffire; hâtons-nous de revenir aux faits précis qui concernent la veuve infortunée que je défends.

C'étoit, Messieurs, dans le temps où les Arquebusiers, n'ayant trouvé sur les Terreaux aucun prétexte pour se venger, étoient rentrés dans leur corps-de-garde pour y épier la moindre occasion, que par malheur le sieur Muguet arriva sur la Place avec sa femme & son Com-

mis. Le motif de sa sortie avoit été de visiter avec eux quelques Ouvriers qui travailloient pour lui dans ce Quartier. Revenu de ses affaires, il avoit proposé à sa femme deux ou trois tours de promenade sur les Terreaux. A peine avoient-ils fait un tour, que le sieur Muguet vit accourir à lui une troupe d'Arquebusiers qui poursuivoit à outrance plusieurs jeunes gens qui fuyoient devant elle du côté du Café de Joyeux. Le sieur Muguet, qui se trouva sur leur passage, fut séparé malgré lui de sa femme, & fut emporté par la foule jusques sur la porte du café.

Dès qu'il y fut, il se tira de la mêlée & il se mit promptement sur un banc en dehors, pour respirer & pour se remettre de l'effroi que lui causoit cette scène imprévue. Mais à peine s'est-il assis, qu'il se voit assailli par deux Soldats, qui, à coups de bourrades dans le ventre, sur les reins, sur la tête, le renversent, le culbutent à leurs pieds; il s'évanouit, tombe sans connoissance, vomit son sang à gros bouillons : sa femme, qui l'appërçoit, accourt : ces deux Soldats l'arrêtent, l'accablent d'invectives, l'empêchent d'apporter ses secours à son mari qui perdoit tout son sang; & pour comble de maux, elle voit ces furieux le traîner dans cet horrible état jusqu'à leur corps-de-garde, où ils le jettent sur le carreau, baigné dans ses blessures & presque mort.

Ni les prières, ni les larmes, ni les cris qu'elle jettoit à leur suite, ne fléchirent les Arquebusiers. Elle fit descendre un sieur Brutinelle son parent qui logeoit dans l'Hôtel-de-Ville. Celui-ci, après bien des instances, obtint enfin de faire venir un  
Chirurgien.

Chirurgien : car la situation du blessé demandoit les plus prompts secours. Le sieur Dumas le visita, trouva la plaie de la tête très-dangereuse, lui mit le premier appareil, & représenta aux Arquebusiers la nécessité qu'il y avoit de le transporter dans son lit. Jugez, Messieurs, si le Marquis de Rochebaron, à qui cet assassinat, entre autres excès, fut raconté le lendemain matin par des témoins sûrs & sinceres, eut raison de faire conduire dans les prisons, comme j'ai eu l'honneur de vous le dire, les deux Sergens des Arquebusiers.

Cet emprisonnement avoit un peu ralenti l'indignation publique, mais ne l'avoit pas satisfaite. L'on demandoit hautement dans la Ville la juste punition des coupables. Les clameurs des Citoyens, jointes à la mort prochaine du sieur Muguet, éveillèrent le Ministère public. Le sieur Muguet avoit rendu sa plainte le 2 Septembre 1758, pardevant le Lieutenant-Criminel de la Sénéchaussée de Lyon. Il avoit demandé qu'il fût informé de tous les faits contenus au Procès-verbal de sa déclaration, que les Sergens des Arquebusiers & leurs autres complices, qui pouvoient être détenus en prison, y fussent écroués à sa requête, pour qu'après l'information, le rapport de ses blessures & les réponses des Accusés, il pût prendre contre eux telles conclusions qu'il aviseroit. Le Lieutenant-Criminel lui donna acte de sa plainte, lui permit d'informer & d'écrouer les Prisonniers.

Mais tandis que le sieur Muguet rendoit sa

plainte, le Ministère public rendoit aussi la sienne. Quarante Témoins furent entendus à la requête du Procureur du Roi. Il fit dresser par les Médecins & Chirurgiens des rapports de l'état du Malade, & fit lancer par le Lieutenant-Criminel des décrets de prise de corps contre les Arquebusiers.

Cependant le malade empiroit. Un rayon d'espérance qui avoit lui quelques momens, s'éteignit tout-à-coup, & le sieur Muguet décéda le 26 Septembre 1758, c'est-à-dire, le vingt-sixième jour après ses blessures.

Ne parlons point ici, Messieurs, du désespoir où la mort d'un époux tendre & chéri plongea la veuve Muguet. Ce sont-là de ces pertes inestimables, & que ceux qui ne les sentent point, ne sauroient calculer. Mais descendons dans l'examen de la ruine totale que lui causa le meurtre de son mari.

Cet homme étoit un Négociant estimé dans la Ville tant par sa probité que par son assiduité. Son expérience dans le Commerce, sa bonne conduite, sa jeunesse, tout promettoit une fortune brillante. Si l'on consulte les Inventaires des six dernières années de ses travaux, on voit qu'à l'exception de l'année 1758, les profits qu'il avoit faits dans son négoce montoient par an, toutes dépenses prélevées, depuis sept jusqu'à neuf mille livres. Ce bénéfice, déjà considérable, annonçoit à sa femme les plus grands succès : & le coup qui la fait pleurer aujourd'hui n'a pas seulement détruit ses espérances, il a même renversé sa fortune ac-

quise. De quatre-vingt Métiers qu'elle avoit à la mort de son mari, à peine en a-t-elle conservé dix, & qui encore sont bien foiblement occupés. Mais pour abréger ces détails, la confiance s'est dissipée, le crédit s'est perdu, les Créanciers ont montré des craintes: les Débiteurs ont refusé de payer: plus de ventes aux Marchands de Lyon: plus de Commissions chez l'Etranger: elle a effuyé pour plus de douze mille livres de banqueroutes & de faillites: elle s'est vue pour plus de quarante mille livres de créances litigieuses & incertaines. Cette triste révolution l'a obligé, Messieurs, de convoquer une assemblée de tous ses Créanciers. Ceux-ci ont vérifié l'état de ses affaires, se sont convaincus par eux-mêmes de la vérité de tous ces faits, & ont signé le Bilan général de tous les biens, des créances & des dettes de cette Veuve.

Tels sont les torts irréparables que lui ont fait, & qu'ont fait à sa fille les Meurtriers de son mari. Ces motifs, & des motifs plus pressans & plus nobles encore, la déterminèrent, le 26 Janvier 1759, à sommer les Officiers de la Sénéchaussée, dont l'ardeur sembloit se ralentir, de suivre l'instruction du Procès. Elle représenta qu'il étoit temps qu'un crime commis à la face de toute une Ville, fût suivi de la peine que les Loix prononçoient contre ses auteurs: qu'en vain espéroit-on obtenir d'elle son désistement; que si des Négocians, impliqués dans cet événement, avoient eu la foiblesse, quelqu'outrages qu'ils eussent été, de

n'oser refuser le leur, aucun d'eux n'avoit eu la mort d'un époux à venger : qu'elle protestoit donc hautement que la douleur dont elle étoit remplie , ne lui permettoit pas une lâche & criminelle condescendance : qu'elle requéroit que la procédure commencée fût poursuivie par Messieurs de la Sénéchaussée qui en devoient connoître, sinon qu'elle se pourvoiroit par les voies de Droit, & même par déni de Justice.

Le sieur Flachat fut alarmé de l'instruction que cette veuve sollicitoit en la Sénéchaussée de Lyon. Il ne pouvoit se dissimuler à lui-même tous les reproches qu'elle étoit en droit de lui faire. C'étoit lui qui avoit mis les Arquebusiers en fonction ; c'étoit à lui de veiller sur sa Troupe, de retenir, d'appaiser leur colere. Il étoit presque au milieu d'eux dans le temps du tumulte. C'étoit sous ses fenêtres & sous ses yeux que se commettoit le désordre : un seul mot de sa part eût tout arrêté, tout calmé. Il sentit donc où portoit cette affaire ; il sentit que cette Procédure alloit l'intéresser. Aussi dès qu'il fut que les Juges Royaux l'entamoient, voici, Messieurs, l'incident qu'il mit en œuvre pour l'arrêter, ou du moins la suspendre.

Il représenta au Marquis de Rochebaron que le Juge Royal empiétoit sur son autorité : que cette affaire étoit purement militaire : qu'elle devoit être jugée par le Commandant : qu'il devoit dans une occasion si critique soutenir vigoureusement tous ses droits. Le Commandant se laissa persuader. En conséquence les Accusés furent écroués à la requête de l'Auditeur du Camp & du Major.

Ce conflit tenoit l'instruction en échec. La Veuve se douta bien de la cause secrète qui faisoit jouer tous ces ressorts. Que fit-elle, Messieurs? Elle eut recours à votre autorité, elle vint vous exposer & ses malheurs & ses raisons; &, sur les conclusions du Ministère public, elle obtint le 8 Février 1759 un Arrêt, *qui ordonna que le Lieutenant-Criminel de la Sénéchaussée de Lyon seroit tenu de procéder dans un mois à la continuation du procès, sinon tenu de dire les causes de son refus.* Dès que la Veuve eut cet Arrêt, elle le fit signifier aux Officiers de la Sénéchaussée. Ceux-ci le signifient de même au Commandant, pour qu'il eût à faire transférer les Sergens, sous les vingt-quatre heures, dans les Prisons de Rouanne. La réponse du Secrétaire auquel parla l'Huissier fut que le Commandant ne feroit rien sans les ordres de M. le Maréchal de Belle-Isle. Sur cette réponse, le Lieutenant-Criminel se transporta, assisté d'un Greffier, aux Prisons de l'Archevêché, pour obéir à votre Arrêt; la réponse que lui fit le Concierge fut de même, qu'il ne pouvoit le satisfaire sans un ordre précis & par écrit du Commandant, & qu'il n'avoit point reçu d'ordres. Tant de difficultés faisoient tout craindre à la veuve Muguet. Elle revint en la Cour, & vous pria une seconde fois d'ordonner, que, sans avoir égard aux ordres du Marquis de Rochebaron, votre Arrêt seroit exécuté.

La Veuve avoit raison de s'allarmer de ces obstacles; car, pour se mettre à l'abri de la punition dûe à leur crime, les Arquebusiers

n'oser refuser le leur, aucun d'eux n'avoit eu la mort d'un époux à venger : qu'elle protestoit donc hautement que la douleur dont elle étoit remplie , ne lui permettoit pas une lâche & criminelle condescendance : qu'elle requéroit que la procédure commencée fût poursuivie par Messieurs de la Sénéchaussée qui en devoient connoître, sinon qu'elle se pourvoiroit par les voies de Droit, & même par déni de Justice.

Le sieur Flachat fut allarmé de l'instruction que cette veuve sollicitoit en la Sénéchaussée de Lyon. Il ne pouvoit se dissimuler à lui-même tous les reproches qu'elle étoit en droit de lui faire. C'étoit lui qui avoit mis les Arquebusiers en fonction ; c'étoit à lui de veiller sur sa Troupe, de retenir, d'appaïser leur colere. Il étoit presque au milieu d'eux dans le temps du tumulte. C'étoit sous ses fenêtres & sous ses yeux que se commettoit le désordre : un seul mot de sa part eût tout arrêté, tout calmé. Il sentit donc où portoit cette affaire ; il sentit que cette Procédure alloit l'intéresser. Aussi dès qu'il fut que les Juges Royaux l'entamoient, voici, Messieurs, l'incident qu'il mit en œuvre pour l'arrêter, ou du moins la suspendre.

Il représenta au Marquis de Rochebaron que le Juge Royal empiétoit sur son autorité : que cette affaire étoit purement militaire : qu'elle devoit être jugée par le Commandant : qu'il devoit dans une occasion si critique soutenir vigoureusement tous ses droits. Le Commandant se laissa persuader. En conséquence les Accusés furent écroués à la requête de l'Auditeur du Camp & du Major.

Ce conflit tenoit l'instruction en échec. La Veuve se douta bien de la cause secrète qui faisoit jouer tous ces ressorts. Que fit-elle, Messieurs? Elle eut recours à votre autorité, elle vint vous exposer & ses malheurs & ses raisons; &, sur les conclusions du Ministère public, elle obtint le 8 Février 1759 un Arrêt, *qui ordonna que le Lieutenant-Criminel de la Sénéchaussée de Lyon seroit tenu de procéder dans un mois à la continuation du procès, sinon tenu de dire les causes de son refus.* Dès que la Veuve eut cet Arrêt, elle le fit signifier aux Officiers de la Sénéchaussée. Ceux-ci le signifient de même au Commandant, pour qu'il eût à faire transférer les Sergens, sous les vingt-quatre heures, dans les Prisons de Rouanne. La réponse du Secrétaire auquel parla l'Huissier fut que le Commandant ne feroit rien sans les ordres de M. le Maréchal de Belle-Île. Sur cette réponse, le Lieutenant-Criminel se transporta, assisté d'un Greffier, aux Prisons de l'Archevêché, pour obéir à votre Arrêt; la réponse que lui fit le Concierge fut de même, qu'il ne pouvoit le satisfaire sans un ordre précis & par écrit du Commandant, & qu'il n'avoit point reçu d'ordres. Tant de difficultés faisoient tout craindre à la veuve Muguet. Elle revint en la Cour, & vous pria une seconde fois d'ordonner, que, sans avoir égard aux ordres du Marquis de Rochebaron, votre Arrêt seroit exécuté.

La Veuve avoit raison de s'allarmer de ces obstacles; car, pour se mettre à l'abri de la punition dûe à leur crime, les Arquebusers

employoient ces délais à solliciter fortement leur pardon. Leurs efforts leur réussirent : ils obtinrent des Lettres de grace. La nouvelle s'en répandit dans Lyon. La veuve Muguet en fut instruite par la voix publique ; & aussi-tôt elle s'opposa à la présentation & à l'enregistrement des Lettres. Elle soutint, que jusqu'au temps où ces Lettres, que le Public lui annonçoit, lui auroient été signifiées, les Arquebusiers & leurs complices ne pouvoient être reçus à en demander l'entérinement.

Cependant ce grand nombre d'Arquebusiers qui, pour se soustraire aux décrets de prise-de-corps lancés contr'eux, avoient précédemment pris la fuite, reparurent, & se constituerent Prisonniers, dès qu'ils eurent obtenu leurs Lettres. Comme ces Lettres étoient directement adressées à la Sénéchaussée, le Marquis de Rochebaron vit bien qu'il ne pouvoit plus retenir les deux Sergens dans ses Prisons ; il les fit transférer dans celles de Rouanne. Les Sergens & leur Troupe rentrèrent enfin sous la Jurisdiction de leurs Magistrats naturels. Le premier soin de tous ces Prisonniers fut de présenter les Lettres à leurs Juges ; on les admit à la présentation ; ils furent tous amenés à l'Audience.

C'étoit un étrange spectacle que de voir une Troupe, faite par état pour défendre & pour venger les Citoyens, attendre à genoux son pardon, pour avoir porté parmi eux la désolation & la mort. Le Réquisitoire que l'Avocat du Roi fit alors est plein de sagesse & de force. *A l'état d'humiliation, disoit-il, où les Accusés*

*Je présente à vos yeux, nous croyons devoir juger, Messieurs, du repentir vif & sincere dont ils sont pénétrés; & pourroient-ils ne pas éprouver les remords les plus cruels au souvenir d'un crime qui a plongé une famille entiere dans une juste désolation, & qui a excité de la part de tous les Citoyens les plaintes les plus ameres & les plus légitimes. Puis il requit & on lui donna acte de la présentation de ses Lettres. Les Impétrans furent ensuite réintégrés dans les Prisons & interrogés sur les faits résultans des informations & des charges; & le Juge ordonna que les Lettres seroient enregistrées & signifiées à la Partie Civile.*

Quelque respect qu'eût cette femme pour la place de Prévôt des Marchands, son intérêt, comme Veuve, son devoir, comme Tutrice, l'obligerent de diriger contre lui sa demande. Cette demande porta donc, & contre les Arquebusiers, & contre les Officiers de la Troupe, & contre le Prévôt des Marchands : contre les uns, pour avoir causé le dommage; contre les autres, pour ne l'avoir point empêché. Malgré les menaces que le sieur Flachat avoit faites à l'Huissier, de le faire mettre au cachot, celui-ci eut le courage de lui donner l'Assignation; le sieur Flachat n'eut garde d'effectuer ses menaces: il faut que l'autorité soit sans bornes pour que l'abus en réussisse. Il préféra les incidens. Suivons-le dans ses opérations & ses suites.

Tout étoit prêt pour le jugement du Procès; les qualités étoient reconnues; les Assignations étoient données; les interrogatoires étoient

subis ; une Audience extraordinaire étoit même indiquée ; les Citoyens attendoient avec un intérêt général la décision de cette affaire , quand tout-à-coup la veuve Muguet fut assignée aux Requêtes du Palais par le Prévôt des Marchands, qui , en vertu de son *Committimus* , y évoquoit toute la Cause.

C'étoit peut-être la première fois qu'on abusoit d'un droit de *Committimus* au point d'attirer aux Requêtes une affaire qui dépendoit toute entière d'une instruction criminelle & extraordinaire. L'Ordonnance qui règle ses privilèges les restreint expressément aux Causes Civiles. Mais l'inquiétude qu'avoit le sieur Flachat d'être jugé sur les Lieux où le sang de Muguet avoit coulé , ne lui permettoit guere de suivre l'Ordonnance. Dès que la Veuve se vit traduite aux Requêtes du Palais , elle proposa son déclinatoire , & fit condamner le sieur Flachat , par deux Sentences & par un Arrêt par défaut , à retourner devant ses Juges. Mais , inépuisable en ressources , voici le nouvel expédient qu'il imagina pour s'en défendre.

Sous prétexte que la Sentence de la Sénéchaussée de Lyon avoit accordé un sursis trop long pour l'entérinement des Lettres , il fit rendre le 8 Mai , sur le Réquisitoire de M. le Procureur-Général , un Arrêt , « qui ordonna l'ap-  
» port des procédures extraordinaires au Greffe  
» Criminel de la Cour ». En exécution de cet Arrêt , les procédures furent apportées ; & alors , quoiqu'il y eût un Procureur en cause , il obtint un Arrêt sur Requête le 26 Juillet

1759, qui ordonna « que la Sénéchaussée de » Lyon statuerait sur l'entérinement des Lettres de rémission; & que sur la demande en » dommages & intérêts, les Parties procéderaient en la Cour ».

Dès que la veuve Muguet eut connoissance de cet Arrêt, elle y forma opposition; & la Sénéchaussée de Lyon, sur son opposition, la renvoya en la Cour par Sentence du 4 Août. Dans le temps même où cette Veuve s'opposait à l'Arrêt sur requête obtenu par le sieur Flachat, les Arquebusiers & leurs Sergens en obtenoient un autre dans la même forme avec le même dispositif. La Veuve se hâta d'exposer ses moyens d'opposition à l'entérinement des Lettres.

Quelque précipité, disons mieux, quelque irrégulier que soit cet entérinement, la veuve Muguet, Messieurs, ne laissera échapper ni murmures ni plaintes; elle n'envie point aux Arquebusiers le bienfait qu'ils tiennent du Prince & de la Cour; sa douleur respectera jusqu'à la surprise faite à votre Tribunal par l'obtention des Arrêts sur requêtes: ces Arrêts ont retenu du moins devant vous la demande en dommages & intérêts, & c'est pour elle une consolation dans ses maux.

Voici donc le parti que lui a fait prendre la confiance qu'elle a, Messieurs, dans vos lumières & dans votre équité. Elle s'est désistée de ses oppositions aux deux Arrêts sur Requêtes des 26 Juillet & 14 Août 1759; elle a consenti de plaider en la Cour, & elle vous demande

de statuer enfin aujourd'hui sur les dommages & intérêts qui lui sont dûs. Tel est l'état où la Cause se présente.

Les moyens propres à établir la légitimité de cette demande naissent en foule du simple récit que je viens de vous faire de la procédure & des faits. Vous voyez, Messieurs, que la veuve Muguet a perdu un mari, seul artisan de sa fortune; que cette fortune s'annonçoit de la manière la plus avantageuse; que ce coup a entièrement dissipé non-seulement ses biens acquis, mais ses espérances & son crédit; que ce tort est irréparable pour une famille de Négociant; qu'elle est réduite enfin, elle & sa fille, à la situation la plus dure.

Vous voyez que c'est un Citoyen innocent, paisible, sans défense, qui ne faisoit aucun bruit, aucun mal, qui est tombé sous les coups des Arquebusiers, seuls auteurs de tout le tumulte & de sa mort, comme ils l'ont avoué eux-mêmes dans l'exposé de leurs Lettres de grace.

La perte qu'a essuyé la veuve Muguet est donc aussi injuste qu'elle est affreuse. Or il est de droit naturel & toutes les Loix positives décident qu'il est dû des dommages & intérêts à cette Veuve infortunée, & que ses dommages & intérêts doivent être proportionnés à ses malheurs.

Mais par qui ces dommages & intérêts lui sont-ils dûs? Cette question, Messieurs, est encore facile à résoudre.

C'est d'abord par ceux qui ont fait le coup.

Les textes de la Loi *Aquila* y sont précis. C'est ensuite par les Officiers & le Chef qui devoient veiller sur eux. Les Loix y sont encore expresses. C'est enfin par la Ville elle-même, parce que c'est d'elle directement qu'émane l'autorité dont on a abusé ; c'est elle qui en a le dépôt ; c'est à elle que le Citoyen s'est confié. C'est donc à elle à répondre de la faute des Chefs & du crime des Subalternes qu'elle employe. C'est donc & contre la Ville, & contre les Chefs, & contre les Soldats qu'elle a dû diriger indistinctement & solidairement sa demande.

Ces prétentions, Messieurs, sont si simples & si frappantes, elles résultent si nécessairement de nos faits, elles sont si évidemment dictées par l'humanité, approuvées par la raison, consacrées par les Loix, que leur simple exposition en fait la preuve. Le développement de moyens si palpables ne pourra donc devenir nécessaire, que par les difficultés qu'on aura fait naître pour les combattre. Ainsi, Messieurs, j'attends que nos Adversaires aient répondu, & je supplie la Cour de m'accorder une Réplique.

M<sup>c</sup>. LOYSEAU DE MAULEON, *Avocat.*





# REPLIQUE.

MESSIEURS,

C'EST peu que les Parties Adverses de la veuve Muguet lui refusent, depuis deux ans, des secours que la simple humanité commande ; c'est peu que, pour lui fermer l'entrée du Tribunal dont elle attendoit justice, ils rassemblent depuis deux ans tous les obstacles : des conflits de Jurisdiction déplacés, des résistances ouvertes aux ordres de la Cour, des abus d'autorité pour arrêter les Assignations, des évocations téméraires, des Arrêts hardiment surpris sur Requêtes au milieu d'une Instance liée & contradictoire ; ce n'étoit là qu'une partie des maux qu'elle avoit à souffrir.

Quand elle a cru toucher au port, des vexations plus vives l'attendoient ici sous vos yeux. C'est au sein de ce Sanctuaire qu'on n'a pas craint de lui opposer la défense la plus amère & la plus dédaigneuse, la dureté jointe à l'insulte, des accusations de complot, des reproches d'avidité, des imputations de mensonge, tout l'appareil enfin des assauts livrés par la haine.

Quelle est donc la cause d'un acharnement si

difficile à comprendre ? Et comment une Veuve obscure, isolée, qui n'est connue que par ses malheurs, a-t-elle paru digne à tout le Consulat de Lyon des fatigues qu'il se donne pour l'accabler ? Qu'a-t-elle fait ? Qu'a-t-elle pu faire pour être en bute à l'indignation générale de tout un Corps ? En vain elle en cherchoit le motif, rien ne lui expliquoit, Messieurs, cet étrange problème ; & c'est dans cette Audience qu'elle a connu, pour la première fois, l'origine funeste des persécutions qu'elle éprouve.

Il existe, comme nos Adversaires l'ont publié, il existe une triste rivalité entre le Consulat de Lyon & la Jurisdiction Royale : & ce seul mot donne ici la clef de l'énigme.

Oui, Messieurs, ces fâcheuses querelles ont aigri contre les Juges Royaux, les Consuls de Lyon & leur Chef : & ceux-ci cherchent des prétextes dans cette affaire pour offenser ceux-là, pour les noircir & déclamer contre eux, soit à l'Audience, soit dans des Mémoires imprimés.

Il sembleroit, à entendre le Consulat, que la Sénéchaussée, pour favoriser cette Veuve, a violé tous les usages, toutes les regles ; que la fraude & l'intrigue ont présidé à leurs opérations ; que ce sont des Juges passionnés qui ont trahi leur ministère. Ah ! si ces Magistrats étoient instruits, Messieurs, de l'injure qu'on leur a faite, avec quel zèle accourroient-ils se défendre ! avec quelle force la repousseroient-ils ! avec quelles preuves confondroient-ils leurs adversaires ! avec quelle confiance réclameraient-ils votre protec-

tion ! avec quel succès intéresseroient-ils votre sévérité à punir une insulte grave faite à des Juges dans leurs fonctions !

Et vous, Messieurs, qui, pesant tous d'une main sûre les plus grands intérêts, êtes fixés sans cesse sur les conséquences publiques, vous sentiriez à quel point il importe à la Magistrature de venger cette Jurisdiction des coups que lui porte l'envie. Car l'empire de la Justice est un, tous ses Tribunaux sont augustes : ses droits sont en tous lieux également respectables & chers.

Pour moi, Messieurs, qui n'ai point de mission pour me porter le défenseur de la Sénéchaussée de Lyon ; pour moi dont tout le zèle suffit à peine aux intérêts que la veuve Muguet m'a confiés, c'est à elle seule que je dois tous mes soins. Voyons donc si cette Veuve, comme nos Adversaires l'ont plaidé, prêtant son nom aux ennemis secrets du Consulat de Lyon, a trafiqué de ses malheurs pour mettre, par un échange odieux, leur ressentiment à profit.

Ils n'ont donc point entériné les Lettres qu'ont obtenues du Roi les meurtriers de son mari ? ou s'ils les ont entérinées, ç'a donc été en condamnant du moins à de prodigieux intérêts les débiteurs & les coupables ? Livrons-nous à l'examen des actes. C'est à eux à nous montrer le prix qu'a tiré cette Veuve de l'intelligence criminelle qu'on lui suppose avec les Magistrats. Et pour entrer dans l'explication d'un reproche de cette nature, de la manière qui convient à la chose, je commence par vous prier, Messieurs, de m'accorder la plus grande attention.

A peine le sieur Muguet a succombé sous le coup mortel que ses assassins lui ont porté, que la Veuve s'adresse à ses Magistrats naturels, aux Juges des lieux & du délit.

Le sieur Flachat fait naître aussi-tôt un conflit entre les Juges Royaux & le Conseil de Guerre : & c'est dans les Prisons du Commandant que sont enfermés les coupables.

Allarmée des lenteurs que ce conflit entraîne, la veuve Muguet vous demande, Messieurs, que ses Juges ne soient point dépouillés de sa Cause : & vous ordonnez par Arrêt que la Sénéchaussée connoitra seule de cette affaire.

Pour obéir aussi-tôt à l'Arrêt, le Juge se transporte aux Prisons & veut en faire transférer les Sergens ; le Concierge ne les veut point ouvrir, il dit qu'il n'a point d'ordre du Commandant.

A la faveur de ces délais, on sollicite & l'on obtient la grace des Accusés ; & comme c'est à la Sénéchaussée que le Prince adresse ces Lettres, le Commandant remet enfin les Prisonniers sous la Jurisdiction de leurs vrais Magistrats.

Jusqu'ici vous voyez que c'est la veuve Muguet qui presse seule, qui seule combat les résistances. Poursuivons, Messieurs, ces détails.

Le 10 Mars 1759 les Accusés présentent leurs Lettres d'abolition à la Sénéchaussée. Dès le même jour, la Sénéchaussée ordonne que les Lettres seront enregistrées & signifiées à Partie civile. Les Coupables, justement effrayés de l'opposition que la Partie civile y a formée,

contestent, le 21 Mars, à la veuve Muguet cette qualité de Partie civile qu'ils redoutent. Le 27 Mars, nouvelle Requête de leur part pour continuer ce bizarre incident: & ils le font durer, Messieurs, jusqu'au 31 Mars, qu'enfin ils se désistent, & ajoutent dans ce désistement qu'ils vont répondre à son opposition. Le 3 Avril ils font signifier leurs réponses. Le 6 la Partie civile y réplique. Le 10 ils présentent une autre Requête; & le 13 Avril la Sénéchaussée indique une Audience extraordinaire pour statuer, Messieurs, sur le tout.

Fut-il jamais une procédure plus rapide. C'est le 10 Mars que les Lettres sont présentées, & c'est le 10 Avril que les Juges donnent l'Audience. Et pourquoi ce mois de distance? c'est que la frayeur des coupables leur a dicté un incident absurde.

Obligés par nos Ordonnances de connoître d'un crime commis dans leur ressort; obligés d'en connoître, par le Roi qui leur adressoit les Lettres de grace; obligés d'en connoître, par votre Arrêt qui les en chargeoit seuls, les Juges Royaux n'avoient perdu nul instant & comptoient prononcer le 19, quand tout-à-coup, en vertu de son *Committimus*, le sieur Flachat évoqua cette affaire aux Requêtes.

Et celui qui les arrête, qui les dépouille, est celui qui se plaint que dans la vue de nuire, la Veuve élude & temporise! ainsi l'on impute à la Veuve, ainsi l'on taxe les Juges Royaux de conniver & de s'entendre, *de multiplier les détours, les moyens obliques, les indécences pour prolonger,*

*prolonger, dit-on, une persécution dont on devoit avoir horreur. Et à qui s'adressent ces reproches sanglans ? A des Juges irréprochables, qui ont rempli scrupuleusement leur devoir : à une Veuve infortunée, dont le désir & l'intérêt unique étoient d'accélérer une décision dont l'éloignement achevoit sa ruine. Et par qui ces reproches cruels sont-ils faits ? Par ceux-là qui ont commis la faute.*

Quel espoir a donc séduit le Prévôt des Marchands ? Quoi ! non content d'avoir enlevé aux Magistrats de Lyon une affaire qu'ils étoient prêts à juger, il vous dira que c'est par des vues noires, mais cachées sous le nom de la Veuve, qu'ils n'ont point consommé cet ouvrage ; & c'est lui seul qui les a désaïsés.

Si nos Parties Adverses eussent parlé, Messieurs, de leurs furtives opérations avec la modestie qui convient à ceux qui ont des torts, la veuve Muguet leur eût fait grace des réflexions fâcheuses que présente une conduite aussi irrégulière. Que n'ont-ils avoué de bonne foi que, pour fuir les yeux de leurs Juges, ils ont tenté toutes les voies, finesse, autorités, surprises. Mais que, par un trait de malignité dont la Veuve sent toute l'amertume, ses Adversaires se prévalent contre elle de leurs propres démarches, pour lui en faire porter la peine ; qu'ils la présentent comme une femme qui n'a pas craint de se prêter aux vues d'un Tribunal ennemi des Consuls ; qu'ils osent dire, *que la persécution n'a cessé que quand la Cour a eu fait éclater son juste mécontentement, que quand la Cour a*

*eu mis les Juges dans le cas de trembler pour eux-mêmes ; une calomnie d'un tel ordre ne doit pas rester sans réponses.*

Qui ne croiroit , Messieurs , d'après de si violens reproches , que les Juges Royaux sont autant de prévaricateurs , qui , sacrifiant tout à la haine , n'ont fait justice à nos Parties Adverses que par la crainte du châtiment. Où donc ceux-ci ont-ils puisé la preuve de vos menaces , de votre indignation contre les Juges Royaux ?

Arrivés en ces lieux au mépris de nos Loix qui les retenoient à Lyon , au mépris des Lettres de grace qui les y retenoient encore , au mépris d'un Arrêt qui n'attribuoit aussi qu'à la Sénéchaussée le droit de les juger , nos Adversaires sont obligés de reconnoître eux - mêmes toute l'injustice de leur évocation ; ils n'entreprennent seulement pas de la défendre : deux fois la veuve Muguet les appelle à l'Audience , deux fois ils s'y laissent condamner sans paroître. Ils laissent encore confirmer la Sentence. Voilà donc trois jugemens émanés de la Cour , qui , conformes à un premier Arrêt , les reportent , malgré eux , à leur premiere Jurisdiction. Que vont-ils faire pour l'é luder & pour la fuir encore ? Pressés ainsi de toutes parts , par quels secrets ressorts pourront - ils se soustraire à ces quatre Jugemens de la Cour ?

Pour en détruire sourdement tout l'effet , ils vont surprendre à votre Religion deux Arrêts sur simple Requête , qui ordonnant aux premiers Juges d'entériner les Lettres , retiendront les dommages - intérêts en la Cour. C'est sur Re-

quête qu'ils obtiendront ces deux Arrêts, quoi qu'un Procureur soit en cause; puis élevant d'autant plus la voix, que leur conduite sera plus condamnable, ils essayeront de vous persuader à vous-mêmes, qu'en retirant par vos deux Arrêts sur Requêtes cette instruction à la Sénéchaussée, vous étiez indignés des manœuvres qu'elle pratiquoit.

Dans quelle erreur les fait tomber la passion qui les mene ! Et pourquoi cette ingratitude pour une Jurisdiction qui ne les a que trop bien servis : car, remarquez, Messieurs, je vous supplie : Cette Sénéchaussée qu'ils attaquent avec tant de feu, a cependant exécuté vos deux Arrêts, malgré l'opposition que la veuve Muguet y avoit formée. Quoique liés par l'opposition de la Veuve, quoiqu'obligés par-là de suspendre l'entérinement, les Juges Royaux ont négligé l'obstacle. Ils ont entériné des Lettres de grace qui, s'ils avoient suivi les regles, ne le seroient pas même encore. Qui donc a sujet de se plaindre, ou des Coupables, à qui les Juges Royaux ont accordé une faveur aussi marquée, ou de la veuve Muguet, que les Juges Royaux ont traitée avec tant de rigueur ?

Si ces Juges ne se fussent point relâchés de l'étroite sévérité de leur ministère, le glaive de la Justice seroit encore suspendu sur la tête des Arquebusiers ; & ces hommes qui, s'ils étoient vraiment dignes d'un tel bienfait, ne parleroient de la Sénéchaussée qu'avec une vive reconnoissance, n'ont pas honte de se livrer à d'audacieux murmures, pour servir le ressentiment de leur Chef. Et celle, à qui le procédé des premiers

Juges a fait un véritable tort, est la seule qui ne murmure point. Elle fait plus; & si les Adversaires ne sont point jugés par les Juges auxquels ils portent une inimitié si injuste, c'est à elle seule qu'ils en sont redevables; c'est elle qui, remplie de confiance dans les lumieres & dans l'équité de la Cour, renonce, par son désistement, au droit qu'elle a de retourner à Lyon.

Actuellement, Messieurs, que vous tenez le fil des tortueuses procédures de cette affaire, que devez-vous penser des prodigieux efforts que nos Adversaires se sont permis pour l'obscurcir & la noyer dans un torrent d'injures? Une Veuve accablée sous le poids des plus grands malheurs s'est présentée la premiere à vos pieds avec douleur, mais sans passion. Loin que le fiel ait paru dans sa Cause, elle vous cachoit avec respect pour ses propres persécuteurs, leurs intrigues répréhensibles; & ce n'étoit que par l'exposé simple & fidele de ses disgraces qu'elle prétendoit à vos suffrages. Ses Adversaires se sont fait entendre à leur tour. Ont-ils imité sa prudence? Ont-ils senti le prix des sacrifices que sa discrétion leur faisoit? Vous le savez, puisque la scene s'est passée devant vous.

Ils vous ont présenté cette Veuve comme une femme violente, qui conduite par des hommes plus violens encore, s'est acharnée à faire périr les Coupables dans les Prisons. Réunissant tous les pieges, toutes les ruses dont ils étoient seuls les auteurs, ils ont été jusqu'à les imputer à celle qui n'en étoit que la victime. Quels transports ont causé ces agitations condamnables?

Nous l'avons vu , Messieurs ; des causes secrètes s'y sont mêlées ; des intérêts étrangers à la Cause l'ont défigurée toute entière ; l'envie de mettre mal dans vos esprits un Tribunal , contre lequel ils vous ont appris qu'ils plaidoient , la joie cruelle de mortifier cette Jurisdiction sans preuves , voilà les nouveaux ennemis qu'avant tout , il m'a fallu combattre.

Et que sont donc à la veuve Muguet vos débats & vos inimitiés ? Si ces Juges , qui sont les vôtres , vous ont déplu , qu'a cette femme à démêler dans les dissensions qui vous troublent ? il est bien injuste & bien dur de lui faire employer les précieux momens de l'Audience , à la discussion des chimères qu'a enfanté un esprit de vengeance. Car , Messieurs , depuis que je parle , qu'ai-je pu dire pour le fonds de ma Cause ? Et cependant , qu'ai-je pu taire de toutes les choses que vous venez d'entendre ? Tant ils ont chargé cette affaire d'incidens & de nuages , que j'ai dû d'abord dissiper.

Mais je me trompe , j'ai parlé pour ma Cause. Et puisque c'est dans les dispositions de leur cœur qu'on trouve écrits les motifs des actions des hommes , vous connoissez actuellement , Messieurs , par quelles raisons secrètes nos Adversaires se sont donné toute carrière , par quelles raisons ils ont altéré tous les faits. Car nous disions que le jour où fut commis le meurtre , les Citoyens de Lyon n'avoient excité aucun bruit : & ils ont dit que le tumulte fut de leur part , plus considérable que la veille. Nous disions que les Arquebusiers avoient seuls oc-

caſionné tout le défordre , & ils ont dit qu'ils n'avoient employé leurs armes qu'à l'empêcher. Nous diſions que , quand ils aſſaillirent le ſieur Muguet , il ſe promenoit ſur la Place tranquillement & ſans faire aucun bruit : & ils ont dit que le ſieur Muguet avoit été le principal aſſeur dans la révolte. Nous diſions qu'il étoit mort vers le milieu des quarante jours , des bleſſures qu'ils lui avoient faites ſur la tête ; & ils ont dit que ce n'étoit point de ſes bleſſures , mais de maladie qu'il étoit mort.

Etoit-ce donc là , Meſſieurs , le langage que tenoient les Coupables , lorsqu'effrayés des ſupplices qu'ils méritoient , ils demandoient au Prince de leur en adoucir la rigueur ? Ecoutons comment ils parloient alors. Ils avouoient , & je répète leurs propres termes , *que le ſieur Muguet FUT BLESSÉ PLUS DANGEREUSEMENT que les autres , qu'il reçut dans la mêlée , & ſur la porte d'un des Cafés , UN COUP A LA TÊTE QUI LE RENVERSA PAR TERRE ; que les Arquebuſiers qui lui donnerent CE COUP FACHEUX ne s'étoient point apperçus QUE LE SANG RUISSELOIT DE SA BLESSURE , le conduiſirent au Corps-de-Garde où ſe trouvoient dix-huit jeunes gens arrêtés par les Supplians , tant dans la place que dans l'un des Cafés , dans lequel ils ne purent entrer que de force & la bayonnette au bout du fuſil , qu'ils avouent que pluſieurs des Supplians ſe livrerent en cette occaſion A DES EXCÈS ET A DES VIOLENCES QU'ILS SE REPROCHENT , ET QUI LES PÉNÈTRENT TOUS D'UNE DOULEUR D'AUTANT PLUS VIVE , QUE LEDIT MUGUET EST DÉCÉDÉ LE 26<sup>e</sup> JOUR APRÈS LES*

BLESSURES QU'IL AVOIT REÇUES : ET QU'ILS RECONNOISSENT ENFIN QU'ILS ONT EUX-MÊMES , QUOIQUE SANS INTENTION ET PAR TROP DE VIVACITÉ , OCCASIONNÉ UN TUMULTE QU'ILS ÉTOIENT CHARGÉS DE PRÉVENIR ET D'EMPÊCHER.

Voici donc les deux faits dont ils faisoient l'aveu dans l'exposé de leurs Lettres de grace : D'abord que le sieur Muguet étoit mort de ses blessures , ensuite qu'ils avoient seuls occasionné tout le tumulte. Seulement ils pallioient la cause de leur crime ; ils supprimoient , pour fléchir la justice du Prince , le soufflet de la veille , qui eût fait voir une action réfléchie , une vengeance préméditée : ils attribuoient à la vivacité , l'effet funeste que ce soufflet avoit produit. Mais plus audacieux aujourd'hui , parce qu'ils sont à l'abri de la peine , ils ne s'en tiennent plus à nier la cause , ils nient jusqu'aux deux faits qu'ils avoient avoués eux-mêmes & qui ont eu tout Lyon pour témoin.

Que ces criminels Archers s'abandonnent ainsi sans pudeur aux plus hardis mensonges , ce n'est pas là ce qui m'étonne ; mais que ces fausses allégations soient hazardées dans une Cause , qui leur devient commune avec un Corps fait pour inspirer la confiance , c'est - là sans doute ce qui nous devroit étonner , si , encore une fois , nous n'avions pas découvert les secrets mouvemens qui ont soufflé cette guerre indécente.

Mais livrés au désordre d'une imagination allumée par des querelles indifférentes à cette

affaire , non-seulement ils ont compromis la vérité ; leur chaleur les a tellement emportés , que faisant taire jusqu'à ces premiers sentimens que la nature inspire , « cette Veuve , ont - ils dit , par la plus sanglante ironie , demande à être indemnisée , parce qu'elle a un mari de moins à nourrir ». Quelle raillerie inhumaine ! quelle injurieuse faillie ! Les talens & l'esprit en ont versé plus d'une sur cette Cause ; mais dût-on me reprocher encore d'étaler à vos yeux *une scene triste & larmoyante* , j'aime bien mieux servir les malheureux par des larmes , que de les outrager par des bons mots. Un mari de moins à nourrir ! A ces mots insultans & durs qu'avec peine j'ai contenu mon trouble ! Eh quoi , Messieurs , quand de ce lieu terrible vous envoyez un Coupable au supplice , vous le plaignez , & vous êtes émus ; & ils n'auront ni pitié ni respect pour les malheurs de l'innocence ?

Est-ce donc le sang de son mari que cette Veuve a mis à prix sur ce Barreau ? Elle y exposoit avec confiance un crédit dissipé , une fortune anéantie , des créanciers qui la pressioient , des débiteurs qui ne la payoient pas , des banqueroutes pour plus de 45000 livres , le bilan général de ses créances & de ses dettes ; puis rapprochant cet état d'indigence de la situation heureuse où elle vivoit avant ce coup funeste , elle vous prouvoit , par ses registres , que ses gains , chaque année , montoient à près de 9000 livres. Voilà les pertes claires & fortes dont elle demande qu'on l'indemnise. Mais , attentive à vous cacher les playes profondes que le meurtre

d'un époux lui a faites : « ne parlons point , vous disoit-elle , du désespoir où m'a plongé sa mort , ces pertes-là ne se calculent point ». Revenons donc actuellement à celles qu'il est possible & qu'il est juste de réparer. Elles le seroient depuis long-temps, sans les divisions malheureuses qui ont traversé cette affaire. Mais puisqu'enfin des contestations étrangères ont pu étouffer dans la nôtre les lumières, l'humanité & la justice de nos Parties adverses , c'est à vous , Messieurs, d'ordonner ce qu'ils auroient dû faire ; & , pour prouver qu'ils l'auroient dû, j'entre en matière , & voici ma défense.

La première de toutes les Loix, c'est que les torts doivent être réparés. Tous ces Décrets dont le détail remplit nos Codes, ne sont que des dérivations de ce principe fondamental : que l'on doit rendre ce que l'on a fait perdre. Lors donc qu'un homme injustement lésé , demande qu'on le dédommage de ses pertes , qu'a-t-il besoin de feuilleter les archives de la Jurisprudence , puisqu'il réclame un axiome écrit dans ce pur fonds d'équité primitive d'où sont tirées toutes les autres Loix ? Il lui suffit de prouver à ses Juges que les torts dont il se plaint & sont réels & sont injustes. Or le tableau de ceux que la veuve Muguet a soufferts , est trop présent à vos esprits , pour que je les retrace encore. Vous connoissez & l'injustice & l'énormité de ses pertes : elle doit donc avoir des dommages & intérêts proportionnés à ses malheurs. L'unique point est de savoir par qui ces dommages sont dûs.

Je dis d'abord qu'il en est dû par les Arquebuziers. A les voir tomber avec fureur sur un homme qu'ils renversent & foulent aux pieds, qu'ils y accablent de coups mortels; & quand cet homme, sans mouvement, sans connoissance, vomit son sang, qui ruiselle aussi par les playes qu'ils lui ont faites à la tête, à les voir le traîner à leur corps-de-garde dans cet horrible état, & le jetter sur le carreau, baigné dans son sang, presque mort; qui ne croiroit qu'ils ont faisi un scélérat déterminé, qui, les ayant forcé d'abord, par une rébellion périlleuse, d'employer la violence, les a mis ensuite hors d'eux-mêmes.

Quel crime a donc soumis le sieur Muguet à un traitement si affreux? De quelle offense s'est-il rendu coupable? Qu'a-t-il fait qui dût l'exposer à tant d'opprobres & de souffrances? Chacun publie que c'est un homme respectable par sa droiture, un Citoyen estimable par sa conduite, un Négociant connu par son intelligence, un époux uni tendrement à sa femme, un pere précieux à sa famille. Il faut donc que, par humeur ou par ivresse, il ait du moins insulté ces Soldats? Chacun sait que, revenu des affaires de son négoce, il faisoit paisiblement avec sa femme quelques tours de promenade sur la Place publique. C'est donc que d'autres Citoyens querelleurs & séditieux ont excité quelque tumulte, au sein duquel le malheureux Muguet aura été enveloppé & confondu? Mais chacun sait qu'un profond calme, qu'une paix parfaite régnoit sur les Terreaux, que personne n'y

avoit provoqué la dispute la plus légère. D'où viennent donc contre le sieur Muguet l'emportement & les excès de cette soldatesque effrénée ? Ce sont donc des meurtriers qui l'assassinent ? Eh ! Messieurs , que sont-ils autre chose ?

Si la veille , & dans l'instant où l'un d'entre eux fut frappé d'un soufflet , la première révolution , le premier désordre des sens lui eût fait laver cet affront dans le sang de l'offenseur , ce Soldat outragé n'eût point été sans doute exempt de faute , mais il eût mérité d'être plaint.

Mais que l'injure qu'on lui a faite remplisse toute la Troupe du noir dessein d'en tirer , le lendemain , vengeance , c'est à ces traits qu'on reconnoît le crime. Ignorant tous ce que c'est que l'honneur , ils le confondent avec un lâche orgueil , & projettent d'effacer un affront , par une action faite pour les livrer à l'ignominie du supplice. C'est de sang-froid qu'ils méditent , qu'ils concertent , qu'ils exécutent unanimement ce forfait ; ce n'est pas l'homme qui , la veille , frappa l'un d'eux , qu'ils chercheront pour se venger : le tort d'un seul les aigrit contre tous : peu leur importe sur qui tombera leur fureur : il leur faut une vengeance générale : & ils fondent au hasard , sur toutes les victimes qu'une mauvaise fortune a placées sous leurs coups. L'exploit est noble & la bravoure est grande , de terrasser à main armée des hommes surpris au dépourvû ! *Egregiam verò laudem & spolia ampla refertis.* Et quelles armes employez-vous ? Ces mêmes armes que la Ville a mises dans vos mains , pour la défense des Citoyens ; & ces Citoyens sont

sans armes , parce qu'ils se sont confiés aux vôtres. C'est donc ainsi que le frein sacré de l'autorité publique se change en un instrument redoutable de sédition & de vengeance !

Nos Adversaires l'ont bien senti que , si l'exposé de leurs Lettres eût parlé du soufflet de la veille , que s'ils n'eussent pas supprimé l'origine de cette étonnante aventure , que si le Prince eût vu le crime croître & fermenter dans leur ame toute une nuit , un jour entier ; sentant alors avec ces vues sublimes que les Rois ont sans doute , combien seroit à craindre l'impunité d'un abus si terrible , sa justice eût lié sa clémence. Ils l'ont trompé , & ils vivront : & , la Veuve l'a déjà dit , elle ne leur envie pas ce bienfait. Mais que du moins ils exécutent la condition qu'il a lui-même attachée à sa grace ; car ce n'est pas pour faire un second tort qu'il est permis d'embrasser la statue du Prince , *ad statuas confugere vel imagines Principum , in injuriam alterius prohibitum est*. Qu'ils nous la montrent cette image du Prince , ce monument de sa bonté , ces Lettres de grace qui les sauvent d'un supplice trop mérité. Y verrons-nous que les bienfaits qu'il daigne verser sur les coupables soient funestes à l'innocent ? n'y a-t-il pas au contraire ordonné *que la Partie civile fût préalablement satisfaite* ? Et cependant elle ne l'a point été , & l'enterinement a été fait , sans qu'elle fût seulement entendue. Mais puisqu'enfin elle se fait entendre aujourd'hui , ses espérances & ses droits sont entiers.

Seroit-il juste que les Arquebustiers , après

avoir échappé à la peine par un premier mensonge, échappassent au paiement par un autre. Ne cachant au Prince que la cause de l'action qu'ils avoient commise, ils avoient confessé leur crime : & ils osent nier aujourd'hui le crime même qu'ils ont avoué. Ces mêmes hommes qui se sont reconnus aux pieds du Prince, les seuls auteurs du tumulte & du meurtre, n'ont pas honte de s'annoncer aux vôtres, pour des hommes généreux, inébranlables dans leur devoir, qui ont servi la sûreté publique. C'est-à-dire que, comme ils sentent que ce qui aggrave le plus leur délit, c'est d'avoir tourné contre les Citoyens les armes faites pour les défendre, ils soutiennent, par un excès d'audace, que c'est à les défendre qu'ils les ont fait servir. Mais puisqu'ils n'ont d'autres ressources que l'imposture & la contradiction, pour se soustraire aux conséquences qui résultent des faits, c'est qu'ils voyent combien ces conséquences sont justes & pressantes. Et en effet, ils ont commis le meurtre, cela est sûr. Or les Loix sont précises, qui condamnent à l'indemnité ceux qui ont corporellement fait le crime : *Placuit directam actionem esse si quis corpore suo damnum non dederit.* Inst. Tit. 3, §. 17, de Leg. Acquil. Les Loix obligent donc cette troupe homicide de contribuer à l'indemnité due aux infortunes qu'elle a causées.

J'ajoute, Messieurs, que leurs Officiers & leur Chef doivent aussi supporter cette indemnité.

Le principal objet des Loix est, comme nous

J'avons déjà dit, que tout dommage doit être réparé. Mais ce principe qui est, à proprement parler, l'ame de toutes les Loix, resteroit souvent sans exécution, si elles n'avoient elles-mêmes pris soin de désigner en détail, tous ceux qui doivent nous répondre des torts qui nous sont faits. Or ce n'est pas seulement ceux qui ont fait corporellement le mal qu'elles condamnent à en répondre, c'est encore ceux qui, étant faits pour l'empêcher, ont manqué, en le souffrant, à leur devoir & à leur place: *Qui prohibere debuit*, dit la Loi, *tenetur si non fecerit*. Ils se sont en effet rendus coupables d'une vraie faute, lorsqu'ils n'ont pas prévu ce qu'un homme attentif & diligent auroit prévu: *Culpam autem esse*, dit encore la Loi, *quod, cum à diligente provideri potuit, non esset provisum*.

Si donc celui dont la main m'a porté un préjudice considérable, n'a rien ou a trop peu pour m'indemniser du dommage, faudra-t-il que je renonce à être dédommagé? Il le faudra sans doute, si je n'ai d'action à intenter que contre lui. Or je n'aurai d'action que contre lui, si cet homme est seul en faute. Mais à quoi connoîtrai-je si personne ne partage sa faute? C'est-là, Messieurs, ce que les Loix expliquent. Sa faute, nous disent-elles, lui devient commune avec ceux qui, par état, étoient en droit de l'empêcher, & qui, par négligence, l'ont soufferte. On a une action à former contre ceux-ci & contre celui-là. Ce n'est pas que leur faute soit la même aux yeux de la Loi. La Loi ne confond pas celui qui a commis l'injustice avec celui

qui l'a tolérée. L'un est coupable , l'autre n'est qu'imprudent: le premier est auteur d'un délit, l'autre ne l'est que d'une faute. Mais quelques différentes que soient ces deux especes de torts, elles donnent également matiere à des dommages & intérêts. Voilà l'ordre que nous ont tracé sur cet objet les plus célèbres Législateurs. Ils ont senti que leur ouvrage resteroit imparfait, s'ils ne régloient les cas divers où s'appliqueroit un principe qui est l'esprit & l'essence des Loix.

Ces vérités, puisées dans la nature & consacrées par les Loix positives , sont consignées dans cet Auteur qui a placé les richesses du Droit Romain dans notre langue & dans un plus beau jour: *Ceux qui pouvant, dit Domat, empêcher un dommage que quelque devoir les empêchoit de prévenir, y auront manqué, pourront être tenus selon les circonstances.* Appliquons donc à présent ces maximes aux circonstances de notre Cause. Qu'il est cruel pour la veuve Muguet de les retracer encore !

Elle a vu le lieu même où la Ville a placé ses Gardiens, devenir tout-à-coup pour la Ville une dangereuse embuscade. Les défenseurs de la sûreté commune sont devenus les oppresseurs de tous. Une ridicule querelle qu'ils suscitent à un homme qui attendoit son Maître , est l'appât qu'ils jettent au Public , pour l'attirer à portée de leurs coups: & quand le nombre des spectateurs s'est accru , ces furieux tombent sur eux, les poursuivent à main armée, se divisent en deux bandes, pour envelopper plus de victi-

mes. Les Citoyens , remplis d'effroi , fuyent où ils peuvent ; & Muguet , qu'ils rencontrent , cede à ce mouvement impétueux. Laissons le récit des violences de la Troupe que Michel animoit. C'est sur-tout à la bande excitée par Dupuy que Muguet dut sa mort. Cette cohorte fond dans le Café de Joyeux : c'est-là que se livrant aux plus odieux excès , ils portent la pointe de leurs armes sur le ventre d'une femme enceinte , frappent , bourrent , blessent au hasard , sans respecter âge , sexe , ni rang ; & sans parler des cris , du trouble de ces Citoyens éperdus , qui parent les coups avec les sieges , qui se précipitent sous les tables , Muguet veut se tirer de la mêlée , quand tout-à-coup ils lui déchargent sur la tête un coup de crosse , qui le renverse évanoui dans son sang.

Scene étonnante autant qu'elle est affreuse ! Quoi ! l'on maltraite , on outrage , on enchaîne les Citoyens : quoi ! le sang coule , & la Place publique est le théâtre d'une tragédie révoltante. Vous donc , que le Prince a créés pour commander & discipliner vos Soldats , où êtes-vous dans cet affreux moment ? Ils ont , Messieurs , abandonné leur Troupe. Ni Sous-Lieutenant , ni Lieutenant , ni Capitaine , aucun Officier n'est à son poste ; aucun Officier ne les guide , ne les calme , ne les contient. Ne soyons donc plus étonnés des forfaits qu'ils commettent. Ces hommes sont sans principes comme sans joug. Mais pourra-t-on pardonner à leurs Chefs ? Ils n'étoient pas commandés : quelle excuse ! mais leurs charges les commandent toujours , dès que

que leurs Troupes sont commandées : ils sont créés, ils sont payés pour sans cesse veiller sur elle. Ils ne prévoyaient pas l'accident : mais c'est là précisément leur faute ; c'est ce défaut de prévoyance qui fait leur tort ; dans un sujet qui demandoit d'eux tout leur zèle. Lorsqu'il s'agit de réprimer la fougue d'une troupe effrénée, qui se plonge dans le sang innocent, ils se justifieront en disant, qu'ils ne s'attendoient pas à ce malheur. Pour quels besoins réservent-ils leur prudence ?

Disons-le donc : c'est à bon titre que la Veuve s'en prend à eux. A Dieu ne plaise qu'elle confonde leur négligence avec l'attentat des premiers ; mais si ceux-ci sont coupables d'avoir frappé le coup ; ceux-là le sont de ne l'avoir point détourné. Ils le pouvoient, puisqu'ils avoient l'autorité, *providere potuit*. Ils le devoient, puisque leur place l'exigeoit d'eux, *prohibere debuit*. Les deux conditions de la Loi s'élèvent donc entr'eux pour les en rendre garans. Si cette Soldatesque a commis le crime par son emportement, les Chefs l'ont consenti par leur inaction. Le crime n'eût point été exécuté, si la Troupe eût été modérée, ou si les Chefs eussent été présens : sans l'absence des Chefs, le cœur eût conçu le crime, mais la main ne l'eût pas consommé ; & dans ce sens on peut leur dire avec les Loix : *Qui occasionem prestat damnum fecisse videtur*. Qui, vous avez causé mes malheurs, puisque si vous aviez paru, mon mari respireroit encore.

Mais que les plaintes que cette Veuve adresse au Prévôt des Marchands paroissent justes &

légitimes, quand sur-tout on rapproche les circonstances où il donna ses ordres, de son peu d'attention sur la manière dont on les alloit suivre. C'est sur la nouvelle que le Sergent Dupuy vient lui apprendre, que l'un d'entr'eux a reçu un soufflet, qu'il les commande, double la garde, les met en force. Et un fait que je suis chargé de plaider, c'est qu'il ajouta même : « Prenez patience, je saurai leur apprendre à vivre ».

J'écarte les idées fâcheuses que ce mot trop durement interprété feroit naître contre le sieur Flachat. Le sens qu'il attachoit à ces termes n'avoit sûrement aucun trait au malheur qui les a suivis; & je veux croire qu'il ne parloit que d'une police plus sévère, plus rigoureuse. Mais à partir seulement de ce point, je vois encore de nouvelles Loix qui le condamnent. Quoi ! il connoît l'insulte que l'on a faite à ses Soldats ; il voit, à la fureur qui transporte le Sergent Dupuy, combien l'insulte fait d'impression sur eux; & en commandant ces mêmes hommes qui ne respirent que vengeance, il les abandonne à eux-mêmes : il fait plus ; le bruit affreux que sa Troupe excite, arrive à lui sans qu'il s'en émeuve : c'est sur la Place que le sieur Flachat a ses vues; c'est sur la Place que le tumulte & les cris se font entendre ; qu'il dise un mot, tout se calme, tout cesse ; mais il donne des ordres qui doivent produire le plus grand trouble, il se tait. Voilà deux torts également punis par les Loix, voici comme les Loix s'expliquent : « Si un homme brûle des épines sur sa terre, & que le feu se communique au champ

» voisin, il doit réparer le dommage, si c'est  
» un jour de vent qu'il a pris pour cette opé-  
» ration ». *Si die ventoso id fecerit, culpæ reus est  
nec prohibuit ne ignis longius procederet.* Avec  
quel soin le sieur Flachat n'eût-il pas dû préve-  
nir le progrès du feu, puisque l'aveugle orgueil  
de sa troupe ( passez-moi la figure que me four-  
nit la Loi ) étoit le vent qu'il connoissoit &  
devoit craindre. Le voilà donc garant d'un pre-  
mier tort. Ce n'est pas tout : & dans le moment  
de la crise, il n'a pu ignorer le délit des Soldats  
qui sont en son pouvoir. Or la Loi dit encore :  
*Qui scit eum quem in potestate habet delinquere  
in solidum tenetur.* Le voilà donc garant d'un  
second tort. En deux mots, il étoit suffisam-  
ment averti dès la veille, pour prévoir qu'il ar-  
riveroit un malheur ; le jour même, il est suffi-  
samment instruit du désordre pour l'empêcher.  
Or ces deux cas, suivant les Loix, rendent res-  
ponsables du dommage.

Comment le sieur Flachat espere-t-il échap-  
per à des autorités si précises ? Il l'a tenté de  
deux manières. C'est d'abord en niant successi-  
vement tous les faits. Il dit qu'une égratignure  
que Muguet reçut à la tête, n'a eu aucune  
part à sa mort. Il dit que quand Muguet seroit  
mort de ses blessures, ce ne seroit qu'un ho-  
micide en guerre, devenu légitime dans une  
émotion populaire, où ce factieux se distinguoit  
& jouoit le premier rôle. Il dit que quand  
l'émotion populaire & la rébellion de Muguet  
ne justifieroient pas les Arquebusiers, auteurs  
de sa mort, on n'auroit point à s'adresser à

lui , parce que ce n'est pas lui qui a donné les ordres.

Or voici , Messieurs , ma réponse. Si tous les faits que le Prévôt des Marchands a fait plaider sont exacts , la hardiesse qu'a la veuve Muguet de demander réparation d'un tort qu'elle n'a point éprouvé , n'est digne que de mépris. Mais si Muguet est mort de ses blessures , si le jour qu'il a été mortellement blessé , il n'y a pas eu l'ombre d'un *charivary* dans la Ville , si tous les Citoyens étoient tranquilles , s'il étoit tranquille comme eux tous , s'il n'y a eu d'autre bruit sur la Place que celui qu'a excité la vengeance des Arquebusiers , si c'est le Prévôt des Marchands qui leur a donné l'ordre ; ce n'est plus à la veuve Muguet à rougir d'en imposer à la Justice.

Car , Messieurs , il n'est point de milieu , ou la veuve Muguet m'a surpris , ou mes Adversaires ont surpris leur Défenseur. De-là cette éternelle contradiction sur chacun des faits de la Cause. L'un vous parle d'une émotion populaire , l'autre vous parle d'un calme & d'une paix parfaite. L'un vous parle d'un Citoyen séditieux & rebelle , l'autre vous parle d'un Citoyen aussi paisible que malheureux. L'un vous parle d'une égratignure légère , l'autre vous parle d'une dangereuse blessure. L'un vous parle de Soldats généreux , qui , par devoir , ont arrêté le trouble , l'autre vous parle de Soldats irrités , qui seuls l'ont causé par vengeance. Quelle étrange maniere de combattre ! Qui donc encore une fois a trompé son Défenseur ? Sont-

te nos Adversaires ? Est - ce la Veuve ?

Non , non , Messieurs , elle ne m'a point trompé. J'en appelle à une Ville entiere , au cri public , à cette voix puissante & libre , qui ne s'égare & n'en impose point. Tout Lyon a senti de ses malheurs ; tout Lyon l'a vu ; tout Lyon l'a plaint.

J'en appelle au propre aveu qui sortit de la bouche des coupables , à ce moment terrible , où subjugués par l'impression involontaire du remord , du respect , de la crainte , ils confessoient leur crime , pour en obtenir le pardon. Ils avouoient que le plus grand calme régnoit sur la Place ; ils avouoient qu'eux seuls avoient occasionné tout le trouble ; ils avouoient que Muguet , plus dangereusement blessé que les autres , mourut le vingt-sixieme jour après ses blessures.

J'en appelle enfin aux frayeurs , aux continues inquiétudes , aux résistances de tous les genres , que jamais le sieur Flachat n'eût fait paroître dans cette triste affaire , si ce n'avoit pas été de lui que les ordres fussent émanés.

Le sieur Flachat ajoute en second lieu , que quand même tous les faits qu'il nous dénie seroient vrais , que quand même il auroit donné les ordres , à titre de Chef , il ne seroit toujours tenu d'aucuns dommages & intérêts.

« Si j'étois tenu , nous dit-il , d'indemniser la Veuve en qualité de Supérieur des Arquebusiers qui ont fait périr son mari , voyez à quels abus énormes cette garantie donneroit ouverture. J'ai moi-même mes Supérieurs , qui

par conséquent, à ce même titre, seroient tenus de l'indemnité. Il faudroit donc remonter de proche en proche jusqu'aux plus hautes places. M. le Procureur-Général, M. le Premier Président, seroient donc débiteurs comme moi. Voilà pourtant jusqu'à quels degrés retentit votre prétention ridicule ».

Que signifie, Messieurs, cette gradation, cette chaîne d'un rang à l'autre, que je ne saisis qu'avec peine? Au moyen de cette correspondance individuelle, de cette connexité que le sieur Flachat imagine entre les différens ordres de Magistrature, veut-il dire qu'il ne sauroit commettre une seule faute dans sa place, qu'elle ne vous devienne commune avec lui? Ou veut-il dire que l'impossibilité de faire aucun reproche aux premiers Magistrats qui n'ont point eu de part à ses torts, doit lui profiter à lui-même de manière à l'empêcher d'être jamais repris. Mais est-ce sérieusement, Messieurs, que le sieur Flachat nous propose l'un ou l'autre de ces systèmes?

Quelle relation de devoir commun peut-on appercevoir entre ses fonctions & les vôtres? Si, comme Chef des Arquebusiers, il a eu tort de ne pas gouverner, de ne pas réprimer la troupe qu'il avoit commandée, par quels rapports inconcevables ce tort, personnel à ce chef, peut-il s'étendre jusqu'à vous? C'est donc en prouvant que la dette vous seroit commune avec lui, qu'il essaye d'échapper au paiement? C'est pour se faire de vos dignités un abri, qu'il vous associe à ses torts. Que gagneroit-il à l'associa-

tion ? Compteroit-il trouver dans l'élévation de vos places , un privilege que vous rougiriez d'y chercher ? Ne fait-il pas qu'alors sa condamnation la plus prompte feroit l'exemple que vous lui donneriez ? Car craindrois-je , Messieurs , de développer sous vos yeux , des sentimens dont vous faites tous gloire. Oui , je le dis , pour être au-dessus des autres hommes , vous n'êtes point au-dessus de la Loi ; vous connoissez d'autant plus son empire , que vos volontés sont les siennes. Si donc , par la plus absurde hypothèse , les fautes d'un Officier municipal se communiquoient jusqu'à vous , cette progression ne l'empêcheroit pas de réparer sa portion du dommage.

Mais revenons à de plus justes idées. Pourquoi feroit-il révoltant de s'attaquer pour une pareille faute aux premiers Magistrats ? C'est qu'il n'exista jamais de rapports & de solidité entre des fonctions si éloignées , si peu semblables. Loin donc que tous les genres successifs de Supérieurs se tiennent d'un lien si concordant & si étroit , que la faute du dernier ordre réponde à la plus haute place , pour rencontrer l'impunité dans l'éclat de ce rang : loin aussi que l'innocence & l'intégrité des premiers Supérieurs descendent & se répandent sur les Chefs d'un moindre étage , pour couvrir les fautes réelles qu'ils ont commises , il est palpable qu'à chaque degré de supériorité , les travaux changent , & les devoirs ne sont plus les mêmes.

Comme Supérieur des Arquebustiers , le sieur Flachat a dû , sous peine , d'en répondre , pré-

voir un mal dont des circonstances peu équivoques l'avertissoient dès la veille, c'est une Loi qui le décide ainsi. Il a dû, sous peine d'en répondre, empêcher un malheur, premièrement, qu'il a connu, qu'il a vu commencer; en second lieu, que par état il avoit le droit d'empêcher, enfin que son devoir l'obligeoit aussi d'empêcher: ce sont trois Loix qui le décident encore. Ces Loix sont d'autant plus puissantes, qu'elles sont renouvelées & rassemblées, sous un seul mot, dans les Lettres Patentes de Création des Arquebusiers où Henri II s'explique ainsi. Ces expressions, Messieurs, sont précieuses & importantes; *permettons & octroyons par ces Présentes auxdits cent Arquebusiers ordinaires d'icelles qu'ils puissent & leur soit loisible de porter épées & dagues*, A LA CHARGE DE N'EN ABUSER, ET QUE LE CHEF DESDITS ARQUEBUSIERS EN SERA RESPONSABLE.

Voilà les obligations & la peine prescrites par les Loix Romaines & par les nôtres au sieur Flachat, considéré comme le Supérieur de sa Troupe. Et vous, Messieurs, comme Supérieurs du sieur Flachat, il vous appartient de juger s'il a rempli les obligations de ces Loix dont vous êtes dépositaires, ou s'il a encouru la peine qu'elles prononcent, lorsqu'on les néglige. Ainsi, Messieurs, qu'on ne confonde plus des ministeres si différens. Ni les Officiers, ni le Chef n'ont point rempli le leur dans le tumulte que leur Troupe excita: & l'instant est venu où vous allez remplir le vôtre, en les condamnant tous à la garantie de la Loi.

Il me reste , Messieurs , à établir que la Loi soumet encore dans l'espece présente le Corps-de-Ville à la garantie du dommage.

Les Loix nous ont fait reconnoître jusqu'à présent à deux différens caracteres , ceux qui doivent l'indemnité. Elles ont d'abord indiqué ceux dont la main a causé le malheur. Elles ont ensuite indiqué ceux qui devoient personnellement l'empêcher par l'autorité de leurs Places. Vous allez voir qu'elles s'adressent encore à la cause du mal , par le choix indiscret qu'ils ont fait de serviteurs dangereux & nuisibles.

Mais avant que d'entrer dans le développement de ce dernier caractere , auquel les Loix marquent ici le Corps-de-Ville comme garant du dommage , une réflexion se présente & m'arrête. Quoi ! par le coup le plus fâcheux & le moins mérité , une femme a perdu son mari , sa fortune , son état , son crédit ; & ceux qui l'ont plongée dans cet abîme , sont des hommes nommés par la Ville , sont des hommes gagés par la Ville , sont des hommes armés par la Ville , pour veiller sur ses Habitans : & j'ai besoin de Loix pour prouver que le Corps-de-Ville doit répondre de l'abus qu'ils ont fait de ses armes , en les plongeant dans le sang innocent ! Et une Ville aussi célèbre par les grands traits qui la font briller dans l'Histoire , que par l'étendue d'un Commerce qui la distingue dans toute l'Europe , & la seconde Ville du Royaume , attend aujourd'hui que les Loix prononcent & s'élèvent contre elle ? Eh bien , Messieurs , puisqu'il le faut , je citerai les Loix.

Je n'ai garde pourtant de comparer un Corps de-Ville respectable , aux personnages qu'elles nous ont donnés pour exemples de la garantie due par les Maîtres dont les Domestiques sont en faute. Que ne puis-je trouver dans les Loix des parités plus nobles ! mais les Législateurs prévoyoyent-ils qu'on fût forcé jamais d'appliquer ces especes à une Ville entiere ?

» Un Hôtelier , nous dit la Loi au Digeste  
 » de *Action. & Obligat.* ou le Maître d'un Navire  
 » sont tenus du dommage & du vol qui ont été  
 » faits dans leur Hôtellerie ou dans leur Vaif-  
 » seau , lorsque ce dommage vient du fait de  
 » quelqu'un qu'ils employoient à leur service ;  
 » car ils ne sont pas exempts de fautes , puisqu'ils  
 » ont employé des hommes malfaisans ». *Exercitor navis , aut caupona , aut stabuli , de damno aut furto , quod in nave , aut cauponâ , aut stabulo factum sit , quasi ex maleficio teneri videtur ; si modò ipsius nullum est maleficio , sed alicujus eorum quorum operâ navem , aut cauponam , aut stabulum exerceret , cum enim neque ex contractu sit adversus eum constituta hæc actio , & aliquantennus culpæ reus est , quod opera malorum hominum uteretur , idèd quasi ex maleficio teneri videtur.*

La Loi 27, §. 11. *Ad Legem Aquiliam* , nous dit, encore que « si un homme a des esclaves  
 » malfaisans , il est tenu des dommages qu'ils  
 » ont causés , parce qu'il a tort d'avoir de tels  
 » Esclaves ». *Si noxios servos habuit , damni eum injuria teneri cur tales habuit.*

C'est un fait constant , & qui est à Lyon de notoriété publique , que les Arquebusiers ap-

partiennent au Corps de la Ville ; c'est le Corps-de-Ville qui les nomme , qui les renvoye , qui les gage, qui les habille. Leur emploi le plus ordinaire est de monter la garde à l'Hôtel-de-Ville, de porter les lettres & de faire les commissions qu'exigent d'eux, non-seulement le Prévôt des Marchands , mais chaque Echevin. Comme leur destination n'est pas de veiller habituellement à la sûreté de la Ville , ils ne sont commandés que pour prêter main-forte au Guet , lorsqu'on prévoit quelque tumulte. Ce sont à proprement parler , *des Valets de Ville* qui ont pour Maîtres , sinon chaque Membre du Consulat , du moins le Corps-de-Ville entier ; enfin le Prévôt des Marchands , qui est leur Chef, les commande comme Chef du Consulat , qui est leur maître.

Or ces notions une fois établies , & les Loix que j'ai eu l'honneur de vous citer rendant les Maîtres responsables des torts que leurs Domestiques ont causés , le Corps-de-Ville ne sauroit échapper aux conséquences justes & sûres qui résultent tant des faits que des Loix. Qu'on s'agite , qu'on se débatte tant qu'on voudra autour de ce raisonnement , il est d'une simplicité si pressante , d'une précision si rigoureuse , qu'il faut se rendre , & avouer que la Loi donne encore à la Veuve le Corps-de-Ville pour garant de sa perte.

Mais, Messieurs , n'est-il question ici que de cette nécessité ordinaire & commune où est tout homme de réparer les torts commis par des gens à ses gages ? La veuve Muguet n'a-

Et elle pas droit de demander compte à la Ville d'un engagement plus direct , plus solennel , plus absolu ? Est-ce seulement comme Maîtresse de ses Arquebusiers qu'elle ne peut être attaquée ? Et ne doit-elle pas l'être encore comme obligée , par un contrat public , aux dommages qu'on lui demande.

A quel usage sont en effet réservées ces Caisses publiques , qui se remplissent tous les ans des contributions de chaque Citoyen ? S'ils portent au Trésor de leurs Villes leurs tributs , leurs octrois , n'ont-ils rien à exiger d'elles ? N'est-il pas d'elle à eux une convention réciproque que , s'ils lui doivent & service & respect , elle leur doit rendre protection & défense ? Son injustice & sa foiblesse rendirent à l'homme ce traité nécessaire. S'il avoit conservé l'image dont l'avoit empreint son Auteur , auroit-il fallu des Loix sociales ? Appuyé sur la vertu des autres , chaque homme eût exercé la sienne sans altération & sans risques. Mais le temps effaça cette empreinte : l'intérêt prévalut : l'homme devint redoutable à l'homme : bientôt les craintes & les besoins naquirent ; & c'est ainsi qu'avertis par leur mouvement intérieur , de redouter le mouvement des autres , pour ne se pas entre-détruire , les hommes convinrent de se défendre.

Quelles conventions pouvoient-ils faire pour mettre à l'abri des insultes leurs fortunes & leurs vies ? Ce fut , Messieurs , de graver sur l'airain ces sublimes préceptes dont Dieu lui-même avoit mis le germe dans nos ames. Ils

tirerent du fond de leurs consciences ces volontés équitables & pures qu'ils n'écoutoient que dans le silence des passions; ils les déposèrent sur des Tables; ils en firent une volonté extérieure & publique qui veilleroit sur eux avec empire quand leurs passions les troubleroient.

C'est, Messieurs, cette raison publique, cette volonté générale, ce grand principe d'un ordre universel, & pour tout dire en un mot, c'est la Loi qui, s'occupant de nos divers besoins, a établi des décisions civiles pour le maintien de nos fortunes, & a armé des défenseurs pour la sûreté de nos têtes. C'est à l'abri de ce double rempart que le Citoyen vit tranquille. Il oppose des décrets & des règles à l'injustice & à la fraude, & des gardes veillent pour lui contre la violence & l'attaque. Tels sont, Messieurs, les avantages que la société lui procure. Assuré que sans cesse sa Patrie veut & doit le garantir & le venger, il se dépouille de sa volonté propre, sans se permettre ni vengeance ni précaution. S'il lui consacre ses travaux, elle se charge de le garder, & c'est la Loi, je le répète, qui fixe seule l'équilibre de ces mutuels devoirs. Elle demande aux Habitans des Villes de concourir à l'abondance & à la paix commune par leur contribution, & elle demande aux Villes d'entretenir & de payer des Gardes qui veillent à la conservation de tous.

Ce n'est pas que la Ville, par l'obligation qu'elle contracte de secourir tous ses membres, s'engage à les préserver & à leur répondre de

tous les malheurs possibles. Cette maxime ainsi outrée & sortie de ses bornes seroit absurde. Qu'avec les mesures prescrites par l'humaine raison, une Ville ait mis sur pied des Soldats courageux & fideles, ses devoirs & sa convention sont remplis, & les malheurs étrangers & casuels ne sont plus à sa charge. Mais si les propres Gardes à qui elle a confié ses armes les tournent contre les Citoyens qu'elle s'est chargée de secourir; s'ils abusent de la force dont elle les rend dépositaires pour opprimer & pour faire périr ses enfans, c'est alors que le choix imprudent qu'elle a fait de serviteurs mal-faisans & coupables retombe directement sur elle, la constitue dans un tort évident, & la rend personnellement responsable d'avoir manqué à l'obligation authentique de les défendre & de les garantir. C'est de son fait alors que dérivent les maux des familles que ces meurtres ont ruinées. C'est d'elle que doivent se plaindre la femme & les enfans du Citoyen que ses armes ont égorgé. Pour assurer ses jours, mon pere s'est mis sous votre garde; & mon pere vivroit encore, s'il ne vous eût pas confié sa vie. C'est dans les bras de ceux que vous aviez choisis pour le défendre que mon époux a rencontré la mort. C'est donc à vous, qui nous enlevez nos appuis, nos fortunes, nos espérances, à nous ouvrir ces trésors que vous enflez de nos tributs communs pour la sûreté générale. C'est dans ces fonds publics dont vous soldez vos Gardes, pour écarter loin de nous les malheurs, que les malheurs dont nous ont accablés vos

Gardes nous donnent le droit de puiser aujourd'hui.

Et quel plus noble usage un Corps-de-Ville peut-il faire de ses deniers patrimoniaux, que de les employer à l'exécution religieuse de ce contrat de droit public, à l'acquit honorable de cette obligation politique, qui constitue l'essence de la société, conservatrice de tous ses membres? Le préjudice qu'un défaut de police a fait au Citoyen, est donc, Messieurs, à la charge des fonds publics. C'est la dette de la Patrie. La Patrie est imparfaite, (& quoi de parfait chez les hommes?) la Patrie est imparfaite dans son administration, puisqu'elle ne peut aller au-devant de tous les maux qui s'y mêlent: mais elle seroit injuste si elle refusoit d'appliquer les remèdes dûs à des maux qui dérivent de sa constitution.

Voilà sans doute le plus sacré de ses devoirs: mais c'est aussi & sa gloire la plus solide & son intérêt le mieux entendu. Que seroit-ce en effet qu'une Cité qui, sans harmonie, sans Justice, refuseroit tyranniquement à ses membres une dette de la nature de celles dont ils rougiroient de ne pas se faire raison entr'eux. Quoi! Messieurs, tout Particulier paye les dommages que cause un Domestique qu'il a mis en fonction, & la Patrie ne payera point les torts causés à ses enfans par les Gardiens qu'elle devoit à leur sûreté. Si elle les repousse du centre fait pour les rassembler tous, quelle influence veut-elle avoir sur les esprits? Quel empire obtiendra-t-elle sur les cœurs? Tout s'é-

branle, tout se détache, & l'amour de la Patrie n'est plus qu'un vain nom, qu'un fantôme.

Que la Ville de Lyon ne sent-elle les grands intérêts qu'elle compromet dans cette Cause ! Et que n'ai-je dans ce moment assez de poids, assez de force pour la rappeler à elle-même ! ou plutôt que l'Orateur de Rome ne peut-il adresser encore au Consulat de Lyon ces traits brûlans d'une sublime éloquence, qu'il adressoit autrefois à Plancus son digne ami, & Fondateur de cette Ville illustre. Si la sensibilité peut suppléer au génie, j'ose entrevoir les mouvemens qui eussent agité sa grande ame. O ! Citoyens, s'écrieroit-il, je vois au sein de votre Ville de somptueux palais, de pompeux édifices s'élever à la gloire des Arts, & annoncer l'éclat de vos richesses ; mais annoncent-ils vos vertus ? Peuple aveugle, que tu connois mal la grandeur, si tu crois que le faste peut marcher avant la justice. L'or coule, tes trésors s'ouvrent pour élever des monceaux de pierre : & ils se ferment, quand il faut accomplir le plus absolu & le plus touchant des devoirs. Mais ce devoir ne fait-il pas en même-temps ta force ? N'est-ce pas ce fidele commerce, ce concours heureux de services reçus & renvoyés sans cesse de la patrie à ses membres, de ses membres à elle, qui fait son nerf & son soutien ? Ah ! demandez aux Héros de Rome & d'Athenes, par quels admirables secrets ils ont donné à leur patrie un lustre, que la rouille des plus longs siècles n'a pu ternir. Le Citoyen ne s'arrêtoit pas sur lui-même, ne se concentroit pas dans  
les

les siens, ne calculoit pas ses trésors, ne convoitoit pas ceux des autres; mais, écoutez : il ne craignoit pas les besoins. Naïssoit-il pauvre? cet homme faisoit de grandes choses; & sa Patrie le nourrissoit. Mere vraiment digne de tout l'amour de vos enfans, vous connoissiez le prix des hommes. La mort d'un seul étoit pour vous un deuil; qu'une statue écrasât quelqu'un sous sa chute, vos sages Loix soumettoient le marbre à des peines, & le mutiloient en public.

Mc. LOYSEAU DE MAULEON, *Avocat.*





# M É M O I R E

POUR le Sieur DUMONTET , Capitaine  
des Vaisseaux de la Compagnie des In-  
des.

*CONTRE M. le PROCUREUR DU ROI  
de l'Amirauté de Guyenne.*

C'EST l'honneur d'un Accusé que je me charge de soustraire à la fureur & aux suites de la calomnie. Ce seul mot annonce à mes Lecteurs l'importance de ce triste Procès. Si c'est à la justification d'un coupable que je prostitue ma plume, je mérite la censure publique. Si c'est à l'innocence persécutée que je consacre mon zèle, l'homme de bien doit applaudir à mes efforts. J'entre en matière : voici les Faits.

S'il s'agissoit de demander grace pour le sieur Dumontet, je chercherois à intéresser la clémence du Prince par un tableau fidele des combats maritimes où ce brave Officier s'est signalé dès sa premiere jeunesse. Je rapprocherois de ses crimes la preuve de ses vertus guerrieres.

On le verroit naître avec une passion violente

& des talens sûrs pour les travaux des Mers, les traverser dès son jeune âge, naviguer cinq fois aux Echelles du Levant & au Cap, & mériter, par sa réputation naissante, que le célèbre Marquis de Roux de Corse le pressât de commander, avant vingt-cinq ans, ses Corsaires.

Chaque campagne du jeune Commandant fut marquée par de nombreuses prises. Mais choisissant entre les occasions qui firent briller sa valeur, je le peindrois livrant, vers le sud d'Alicante, à deux Navires Anglois un combat de six heures. Blessé dès le commencement de l'action, il reste aux endroits les plus exposés du Vaisseau, & se prépare à l'abordage, lorsqu'un accident imprévu le fait manquer. Le feu prend à des caisses de poudre: le ravage qu'il cause est horrible: le péril & l'incendie s'accroissent. Soixante fusils placés sous la voile d'artimon se déchargent d'eux-mêmes: au milieu est un vaste caisson plein de cartouches chargées de poudre: le Bâtiment a tout à craindre: tout va périr. L'intrépide Dumontet s'élance au sein des flammes. Dans l'instant même où il arrache le funeste caisson, les cartouches s'allument: l'embrasement le cache à tous les yeux: mais il plonge & éteint dans les eaux le foyer même d'où partoient tant de feux. Il reparoît, rend l'espoir & l'ordre à son Bord, force l'ennemi de lâcher prise, & excite dans tous les cœurs cette attendrissante admiration qui est le vrai prix du courage. Ajoutons qu'à cette force d'ame il réunit les connoissances de son Art: qu'il a réglé son génie par l'étude.

Voilà les titres que je ferois valoir, s'il falloit solliciter pour lui le pardon de quelque délit grave. Ces titres seroient précieux peut-être, & sur-tout dans ces temps de disgrâce, où l'Etat a besoin de Marine, & la Marine a besoin d'hommes.

Mais je n'ai point à balancer la peine dûe aux crimes, par l'intérêt dû aux vertus. D'ailleurs la Loi est insensible; elle ne fait que juger: le Monarque seul peut absoudre. Or ce n'est point aux pieds du Trône que le sieur Dumontet s'est jeté, pour tourner vers l'indulgence les affections paternelles du Prince. C'est aux Ministres de la Loi qu'il s'adresse, pour obtenir justice.

Bornons - nous donc à montrer sa conduite depuis l'époque où il entra au service d'une Compagnie, dont quelques membres ont causé ses malheurs: ce sont-là les seuls faits de la Cause.

Ce fut en 1757 que le sieur Dumontet désira de monter les vaisseaux de la Compagnie des Indes. Le Marquis de Roux sentit tout ce qu'il alloit perdre; il fut pourtant assez juste & assez généreux pour le recommander lui-même par une Lettre qu'il est bon de copier ici. Elle est écrite à M. de Boullogne, alors Contrôleur-Général.

« MONSIEUR,

» M. Aymé Dumontet, âgé d'environ vingt-sept ans, très-bien fait de sa personne, ayant

» servi avec grande distinction en qualité de  
» Lieutenant-Marin & Commandant les Volon-  
» taires sur les Vaisseaux que j'ai armés en  
» course contre les Anglois , & donné pendant  
» toutes ses campagnes les plus grandes mar-  
» ques de valeur, de prudence & d'attachement  
» au bien de mes armemens, puisque c'est son  
» intrépidité & sa capacité qui ont préservé ma  
» Frégate-Corfaire la Marie-Desirée de Mar-  
» seille, Capitaine Sauvaire , de sauter en l'air,  
» malgré le feu violent de deux Corfaires An-  
» glois avec lesquels il se battoit alors, ainsi  
» qu'il conste par le Certificat ci-inclus. Je  
» voulois, Monseigneur, qu'il continuât de na-  
» viguer avec mes Vaisseaux & les comman-  
» der : mais il m'a représenté qu'étant d'une  
» famille des plus honorables du Beaujolois, il  
» me prioit de m'employer pour le faire entrer  
» au service de la Compagnie des Indes. Ses  
» raisons & ses services m'obligent, Monsei-  
» gneur, de m'adresser à Votre Grandeur, &  
» la supplier très-humblement de m'accorder  
» pour lui un Brevet de Lieutenant des Vais-  
» seaux de cette Compagnie, elle me saura gré  
» de le lui avoir procuré. C'est la grace que  
» j'ose demander avec empressement & con-  
» fiance. Signé, le Marquis D E R O U X.

Cette Lettre est datée du 17 Décembre 1757;  
& dès 1758 la Compagnie, si attentive à s'in-  
former de ceux qu'elle employe, non-seulement  
nomma le sieur Dumontet comme Officier sur-  
numéraire; mais par une distinction bien flat-  
teuse, & même unique, elle lui donna du com-

mandement dès son entrée. Il fut choisi pour commander deux Vaisseaux, le Saint-Luc & l'Alouette, qu'elle armoit au Port de l'Orient, & qu'elle destinoit pour Gorée.

Cette isle étoit la seule qui nous restât en Afrique. Elle venoit d'être assiégée, & étoit à la veille de soutenir un second siège. Dépourvue d'hommes, de vivres, de munitions de guerre, elle demandoit des secours de toute espece. Le sieur Dumontet fut chargé d'en porter. Sensible à l'honneur de ce choix, il part de l'Orient : peu de temps après il rentre à Brest. Messieurs de Blaynac & Hoquard croyent que, contrarié par les vents, il n'a pas commencé son voyage ; il l'avoit fait ; mais sa marche fut si rapide, que le Commandant & l'Intendant de la Marine prirent pour une relâche son retour.

Cette promptitude avoit été bien nécessaire : la disette étoit si grande dans l'Isle, lorsque ces Vaisseaux arriverent, que les habitans & la garnison, qui depuis plusieurs jours ne vivoient que de millet, étoient résolus d'abandonner la Place, & de se rendre à la côte, pour vivre de leur chasse dans les déserts.

Je passe sous silence un Combat, qu'au retour de cette Isle, le sieur Dumontet soutint encore avec succès, contre une Frégate Angloise, à dix lieues de l'Isle de Groix. Je paroïtrois ne songer qu'à le louer, quand il s'agit de le défendre. Mais la Compagnie fut bien sentir & reconnoître tout le prix & du voyage & de l'action. Voici dans quels termes elle lui en marqua son contentement.

« Nous avons reçu, Monsieur, dans son  
 » temps la lettre que vous avez écrite à la  
 » Compagnie le 29 du mois passé, à votre ar-  
 » rivée à Brest, avec le Vaisseau le *Saint-Luc*,  
 » que vous commandiez venant de l'Isle de Go-  
 » rée; votre bonne conduite dans cette mission  
 » & dans le combat que vous avez soutenu à  
 » l'atterrage, a porté la Compagnie à vous don-  
 » ner une marque distinguée de sa satisfaction;  
 » en conséquence elle vous a admis sur le Ta-  
 » bleau de la Marine en qualité de premier Lieu-  
 » tenant; & sur ce que vous nous avez écrit  
 » du zèle & de la fermeté des Officiers de vo-  
 » tre Etat Major, la Compagnie les a aussi com-  
 » pris sur le Tableau de la Marine dans les mê-  
 » mes grades qu'ils avoient sur le Vaisseau le  
 » *Saint - Luc*. Nous devons croire que cette  
 » marque de distinction que la Compagnie vous  
 » donne, vous engagera à redoubler votre ac-  
 » tivité & votre zèle pour le service de la Com-  
 » pagnie.

« Nous sommes très-parfaitement, Monsieur,  
 » vos très-humbles & très-obéissans serviteurs,  
 » les Syndics & Directeurs de la Compagnie  
 » des Indes. *Signé*, CASAUBON, CLAESSEN &  
 » DAVID. *Ce 22 Janvier 1759* ».

Il est bien rare qu'un Officier surnuméraire obtienne, dès sa première Campagne, d'être inscrit sur le Tableau: il est plus rare que dès son admission, un Officier commande. Le nôtre a joui de l'une & de l'autre prérogative: & l'on observera que le sieur Dumontet, soit comme

furnuméraire, soit comme Officier en titre, n'a jamais fait que commander.

La Compagnie, informée de la manière dont le sieur Dumontet venoit de s'acquitter de sa mission en Afrique, l'avoit nommé de nouveau pour porter des secours à l'Isle de France. A peine fut-il de retour à l'Orient, qu'il en repartit pour ce second voyage.

Il quitta le Port & fit route avec trois autres Vaisseaux de la Compagnie, qui eut autant à se louer du sieur Dumontet dans cette Campagne, que dans l'expédition précédente. Un Vaisseau de guerre ennemi attaqua les quatre Vaisseaux François. Le plus ancien des quatre Capitaines, qui commandoit en chef à ce titre, parut accepter le combat. Le sieur Dumontet ne le décrira point. Il en a été question dans le temps; ce n'est point à lui à rappeler des fautes, peut-être oubliées. Il se bornera à transcrire ici un fragment d'une lettre que lui écrivit le Chevalier du Vautenet, qui commandoit le *Duc de Chartres*, & qui eut le malheur d'être pris.

*J'ai dit hautement qu'au signal de combat, quoique vous commandiez le plus petit ( Vaisseau ), vous aviez été le premier à vous y présenter & à tirer, que vos coups avoient porté à bord, y avoient tué du monde, avoient pensé tuer le Capitaine; que même un de vos boulets, au rapport qu'il m'en a fait, & à tous nos Messieurs, lui avoit ôté la respiration: c'est une justice que je vous ai rendue, que vous avez même méritée du Capitaine Anglois, qui fut si fort surpris de votre hardiesse, qu'il n'a pu s'empêcher de nous dire, & même d'assurer à*

Lisbonne, que si les autres eussent montré une pareille ardeur au combat & y eussent tenu à lui donner seulement leur bordée, qu'il eût sur le champ reviré de bord . . . . . Bayonne, ce 25 Février 1760. Signé, le Chevalier DU VAUTENET.

Quoi qu'il en soit, le Commandant François s'occupa durant cette petite action à faire ses préparatifs pour fuir : & en fuyant il donna aux autres le signal de *sauve qui peut*. Cet ordre qu'il fallut suivre, força chaque Capitaine de prendre son parti. Le sieur Dumontet prit celui de continuer sa route. Sa traversée fut encore d'une célérité qui a peu d'exemple : il précéda à l'Isle de France, lieu de sa destination, des Vaisseaux partis de l'Orient, près de deux mois avant lui.

La Compagnie, satisfaite de ses travaux, lui confia à son retour le commandement d'un Vaisseau, appelé le *Villevault*, qu'elle armoit au Port de Bordeaux.

Mais pour un homme qui distingue de l'ostentation la vraie gloire, le commandement n'est flatteur, qu'autant que l'objet où il s'applique est noble. Commander un Navire pour voiturier dans des contrées lointaines des barres de fer, des lignes de pêches, de la laine, des liqueurs, en un mot, toutes ces marchandises dont on trafique au-delà des mers, c'est un emploi profitable aux Nations, respectable dès-lors, mais peu propre à satisfaire & à développer une grande ame.

Ce fut pourtant à une fonction si simple & si bornée, que la Compagnie destina le sieur Dumontet, lorsqu'en 1759, elle le nomma au

commandement du Villevault, qui est le bâtiment fatal sur lequel ses infortunes prirent naissance.

La Compagnie n'ignoroit pas qu'une destination de cette espece ne convenoit gueres au jeune Capitaine, qui venoit de s'ouvrir si honorablement la carrière. Elle ne lui dissimula point à lui-même dans une lettre du 7 Novembre 1760, que *cette mission*, ce sont ses termes, *ne paroissoit pas d'un grand éclat* ; mais arrivé à l'Isle de France, ajoutoit-elle, *le Conseil supérieur pourra vous donner, suivant nos ordres, une destination qui satisfera votre empressement à vous distinguer.*

Cette promesse n'étoit point un de ces propos obligeans mais vagues, & moins réels qu'encourageans. La Compagnie le désiroit ainsi pour son bien propre ; & le hasard a fait tomber entre les mains du sieur Dumontet, la copie d'une lettre qu'elle écrivoit en même-temps, à son insu, à Messieurs du Conseil supérieur : je la transcrirai toute entiere.

« La Compagnie satisfaite, Messieurs, de la conduite que le sieur Dumontet a tenue dans la campagne qu'il a faite sur le Vaisseau le Saint - Luc en 1759, vient de lui confier le commandement du Vaisseau le Villevault, qu'elle a fait armer à Bordeaux, & qui est prêt à mettre à la voile. Comme indépendamment des talens que cet Officier peut avoir pour la navigation, la Compagnie lui connoît des qualités qui lui font désirer qu'il soit employé dans quelque expédition militaire, si vous avez occasion de faire des armemens en guerre,

» elle vous recommande de le comprendre dans le  
» nombre des Officiers que vous serez dans le cas  
» de choisir pour former les Etats Majors de ces  
» armemens , en tâchant de lui procurer du com-  
» mandement , s'il est possible ; elle ne doute point  
» qu'il ne réponde à ce que la Compagnie peut at-  
» tendre de son zèle , de sa bravoure & de son in-  
» telligence. Nous sommes, &c. Signé, COLABAU ,  
» MASSON, CASAUBON, GILLY , COTTIN , ROF-  
» FAY & MAGON.

Que n'a-t-on pu les faire à Bordeaux même ces armemens en guerre ! Une expédition militaire eût épargné au sieur Dumontet une faute. Mais quand il se vit entouré dans le Port , de caisses , de tonneaux , de ballots , de tout cet appareil riche & fécond qui prépare des gains immenses , il se regarda comme réduit au simple état de Commissionnaire appointé. Il regretta ses belliqueuses navigations. La mer cessoit pour la première fois d'être pour lui une route d'honneur. Cependant ce caractère actif avoit besoin d'aliment & d'objet. La fortune alors le tenta : & c'est ainsi qu'au milieu des marchandises entassées sur son Bord , cet esprit d'intérêt que le commerce respire & communique , l'atteignit & l'ébranla lui-même.

Il fit donc ce que font & ce qu'ont toujours fait les Marins de tous les âges , de tous les rangs , qui presque tous se sont permis & se permettent d'embarquer des effets pour leur compte. Cet embarquement clandestin est , comme l'on fait , appelé par les gens de mer PACOTILLE. La pacotille est défendue ; & dès - là quiconque la

fait est dans son tort, puisqu'il contrevient à la règle. La confiscation est la peine dont on punit cette contravention.

Il est vrai que cette peine est si rarement infligée, qu'elle sembleroit plutôt comminatoire, que d'une exécution réelle. Pas un Vaisseau ne quitte en effet nos Ports qu'il ne charge des pacotilles; pas un Vaisseau dans l'espace de dix ans n'est saisi. Mais encore une fois, cette tolérance ne donne point au contrevenant le droit de murmurer contre la peine, lorsque le sort veut qu'il la subisse. Expliquons seulement par quelle fatalité une punition à laquelle tous les Marins échappent, est tombée sur le sieur Dumontet.

Le sieur Saige, qui est le correspondant de la Compagnie à Bordeaux, & qui avoit été chargé par elle d'acheter un Vaisseau, lui avoit annoncé le Villevault pour être de 573 tonneaux. Il faut croire que le vendeur en avoit imposé au sieur Saige sur la contenance de ce Navire; car le sieur Dumontet ne veut point soupçonner le sieur Saige de s'être entendu avec le vendeur pour tromper la Compagnie des Indes. Quoi qu'il en soit, & si c'est une erreur de la part du sieur Saige, il faut convenir qu'elle est forte; car au lieu de porter 573 tonneaux, ce Bâtiment n'en porte qu'environ 360. Cette différence, comme l'on voit, est excessive.

Une disproportion si énorme entre l'annonce & la réalité, rendoit le sieur Saige personnellement intéressé à pallier sa faute aux yeux de ses Supérieurs. En conséquence, il s'occupa de faire

retomber sur les autres le mécontentement que la Compagnie alloit avoir en apprenant, par la facture du chargement, combien la charge étoit modique, au prix de ce qu'elle devoit être sur un Vaisseau qu'elle croyoit de 573.

Il n'imagina pour cet effet d'autre ressource que de se plaindre des pacotilles exorbitantes, qu'à l'entendre, l'Etat Major faisoit sur le Villevault. Il vouloit rejeter par-là le *deficit* sur les Pacotilleurs. Les plaintes du sieur Saige attirèrent au sieur Dumontet une lettre qui, je l'avoue, car je ne fais point nier de vrais torts, auroit dû le faire rentrer dans la précision de la règle. Mais je l'ai déjà dit, il s'étoit laissé entraîner par le torrent de l'exemple; & il ne changea rien aux dispositions de son Vaisseau. En voici le calcul exact.

On se rappelle que la contenance totale du Navire étoit de 360 tonneaux. Le sieur Dumontet commença par en appliquer 292 au profit de la Compagnie. Ensuite il en occupa 20 pour la table de l'Etat Major. Or ces 20 tonneaux sont encore de bon compte, & ne doivent point être confondus avec les tonneaux de pacotille. Voilà donc 292 & 20, c'est-à-dire, 312 tonneaux légitimement employés. Ainsi de 360 qui formoient le chargement total du Bâtiment, en voilà 312 sur lesquels nulle critique ne peut tomber. Il en restoit encore 48 à employer pour aller de 312 à 360. Ce sont ces 48 tonneaux qui ont formé la pacotille, & qui ont été conséquemment sujets à la censure.

Mais cette censure n'a pas dû frapper toute

entiere sur le seul Capitaine. Les autres Officiers de l'Etat Major avoient pour leur part au moins la moitié de ces quarante-huit tonneaux. Ainsi sur un Vaissau de trois cent soixante tonneaux, le sieur Dumontet en a eu vingt-quatre pour son compte. Voilà le montant exact de sa pacotille. Si l'on consulte l'usage, ou l'abus pour parler plus juste, cette pacotille n'est qu'ordinaire ; si l'on consulte la regle, elle est considerable, puisque toute pacotille est défendue.

A en juger par la chaleur que la Compagnie des Indes continua de mettre dans cette affaire, il est à croire que le sieur Saige avoit continué de l'aigrir. En effet, elle députa deux de ses Directeurs, les sieurs Godeheu & Roffay, pour saisir eux-mêmes le Villevault.

Ce bâtiment étoit alors en rade à Pouillac. Des Ouvriers qui finissoient des travaux indispensables dans les cuisines en avoient retardé le départ. On étoit prêt de mettre à la voile, lorsque le sieur Dumontet vit arriver à son bord un canot qui apportoit les deux Commissaires députés.

Ce message ne l'effraya point : il en sentit l'objet, il reconnut sa faute, il fit sur le champ en lui-même le sacrifice de ses fonds ; puis il reçut ces Directeurs d'un air tranquille. Il croyoit avoir été joint quelquefois par des ennemis plus terribles : il se trompoit. Il ne doit pourtant pas confondre dans ses plaintes le sieur Roffay avec le sieur Godeheu. Ces deux collègues étoient d'un caractere trop différent, pour lui donner les mêmes sujets de plaintes.

L'un, nommé depuis peu Directeur, arrivoit avec cette timidité qui accompagne le défaut d'expérience. L'autre arrivoit avec la hauteur accablante d'un homme qui abuse de connoissances réelles pour se croire encore plus habile. Mais plût à Dieu que le sieur Godeheu n'eût mis dans ses procédés que de la hauteur ! Le sieur Dumontet auroit aisément négligé des humiliations de ce genre, & il n'auroit point le déplaisir de mortifier à son tour le sieur Godeheu dans un écrit public.

La premiere opération des Directeurs fut d'apposer leurs scellés sur les écoutilles du Vaisseau. Il falloit voir toute l'attention & toute la mal-adresse qu'ils y apportoitent l'un & l'autre. Le sieur Dumontet leur demandoit s'ils permettoient qu'il leur montrât la vraie maniere de s'y bien prendre. Ils ne concevoient rien à cette proposition ; ils se regardoient tous deux sans en deviner la raison ; ils s'en bleffoient, & finissoient par l'accepter.

Une circonstance assez singuliere, que je vais dire dans un moment, excitoit le sieur Dumontet à cette plaisanterie : car au fond c'en étoit plutôt une qu'une insulte. Ce n'est pas qu'il ne reconnoisse aujourd'hui qu'il n'auroit pas dû se la permettre. Il la paye trop cher pour ne le pas sentir. Mais dans le vrai, il ne les aidait point avec cet air d'amertume & d'ironie dont on a droit de s'offenser. Pour saisir le sens où il faisoit ces choses, il faudroit le connoître. C'est un caractère vif & fier, mais honnête, & dont la fermeté franche a plus de

graces que la douceur apprêtée & souvent fautive de bien des gens.

Lorsque les Directeurs eurent fini leur ouvrage , & que tout leur eut paru bien clos & bien sûr , ils ordonnerent au sieur Dumontet de remonter vis-à-vis de Bordeaux.

Si-tôt que le Bâtiment y eut mouillé en rade , ils revinrent à bord. Leur premier soin fut de visiter leurs scellés. Ils les trouverent dans le meilleur état : ils en donnerent leur reconnaissance au sieur Dumontet. Pour les garantir de toute atteinte , jusqu'au jour où ils déchargeroient le Navire , ils y avoient placé un détachement de Soldats du Régiment de Haynaut , avec une consigne très-curieuse pour le détail des précautions sévères & multipliées qu'elle renferme.

Enfin le jour de la vérification arrive. Ils commencent avant toutes choses par reconnoître encore leurs scellés , qu'ils trouvent toujours sains & entiers. Ils les levent avec empressement ; & le premier endroit où ils se portent , & qu'on leur avoit indiqué comme contenant de la pacotille , ils le trouvent absolument vuide.

On se représente aisément leur surprise. Le sieur Godeheu devient furieux. Il demande le mot de cette énigme ; mais il le demande aux bas Serviteurs du Vaisseau , avec un ton de menace & d'empire qui les effraie.

Ces Matelots répondent que tandis qu'ils remontoient le Villevault , leur Capitaine avoit fait sortir de la calle sa pacotille & celle des autres Officiers ; que ces marchandises avoient été

été transportées de jour & de nuit dans des gabares ; qu'elles avoient été déposées dans un magasin à Roquedetau. « Comment cela peut-il être , reprend le sieur Godeheu , puisque nos scellés sont sains & complets » ?

Alors on lui fait voir qu'il a seulement oublié de les mettre sur l'écoutille de l'arrière du grand mât. Il faut remarquer que c'est une des principales écoutilles , & qu'elle donne sur la grande cale.

Cette erreur étoit grossière & bien propre à humilier un homme aussi fait que le sieur Godeheu pour se connoître en Bâtimens de mer. Comme ce sont nos propres torts que nous pardonnons le moins aux autres, il est inoui à quel point sa faute l'anima contre le sieur Dumontet.

Il se rappella alors par quelles raisons ce Capitaine leur avoit offert si obligeamment ses services sur l'apposition des scellés. Cette offre lui parut une offense. De toutes les peines qu'on nous cause, la plus sensible est le mépris. Ainsi il se vit dans son tort , & il crut qu'on l'avoit méprisé : voilà les deux motifs de la haine profonde qu'il jura au sieur Dumontet.

De ce moment il lui en voulut à l'excès , non-seulement de ce qu'il avoit fait , mais même de tout ce qu'il ne faisoit pas. Ne l'avoir point reçu au bruit de l'artillerie ; n'avoir pas fait crier à son arrivée, *vive le Roi* ; ne pas faire mettre le pavillon chaque fois qu'il venoit à bord ; toutes ces omissions lui semblerent autant d'injures irrémissibles. De tels honneurs ne lui étoient ce-

pendant pas dûs ; mais je l'ai dit & le dis encore ; le sieur Dumontet n'écriroit point s'il n'avoit à reprocher au sieur Godeheu que de la vanité.

Mais puisque c'est la cruauté , puisque c'est l'infidélité de ce Commissaire qui ont sur-tout causé les disgraces injustes de l'Officier que je défends , comment en prouvera-t-il l'injustice , s'il ne prouve que ce Commissaire a été dur & infidèle dans sa mission ?

Sa dureté fut sans bornes ; il faisoit indistinctement tous les effets d'usage du sieur Dumontet ; il l'empêcha lui & ses gens de descendre à terre ; il enchérit encore sur les ordres déjà outrés de la consigne ; & s'il fut contraint de laisser sortir quelques malades, le Chirurgien qui les conduisit à l'Hôpital fut escorté par quatre Fusiliers, qui le ramenerent aussi-tôt. Le Détachement de Soldats auquel il avoit livré ce Navire, donnoit à cette expédition un appareil de guerre qui surprenoit toute la Ville. Ce ne sont pourtant là que de foibles traits du despotisme que s'attribua ce Commissaire pour se venger.

Tandis que le sieur Dumontet étoit ainsi prisonnier sur son propre bord , ils procédèrent au désarmement du Navire. Ils mirent à terre des effets de cargaison , sans lui remettre une clef du magasin où ils les enfermerent , sans lui donner du moins une décharge des effets renfermés. Lui refuser cette décharge , lorsqu'ils savoient qu'il obligeoit sa personne & son bien pour en répondre , n'étoit-ce pas joindre la cruauté à l'injustice ?

Ce ne fut point à bord que les deux Députés rédigèrent leurs Procès-verbaux , quoiqu'ils y

fussent obligés par les Loix. Ils violerent encore d'autres formes. Ils allerent jusqu'à refuser au sieur Dumontet copie & lecture de ces Procès-verbaux, quelques instances qu'il fit pour les avoir. Cette communication étoit pourtant de droit naturel, comme elle étoit de droit civil. Il étoit bien juste qu'il pût opposer ses requisi-  
tions & ses dires aux verbaux rédigés indue-  
ment par un homme moins occupé de vérité  
que de vengeance.

Quant aux Pacotilles qu'on leur apprit avoir été soustraites durant la remonte, & cachées à Roquedetau, ils requirent le Juge des Traités de se transporter en ce lieu pour les saisir. Les indications étoient sûres : leurs recherches leur réussirent : tout fut retrouvé & repris, & la fortune du sieur Dumontet retomba toute en-  
tière sous la main de ses persécuteurs.

Lorsqu'ils eurent fini ces opérations illicites, où ils avoient évidemment enfreint les regles, il les pria encore de lui communiquer leurs Procès-verbaux ; mais ses prières furent tou-  
jours rebutées. Des prières il passa à des requi-  
sitions verbales ; il leur disoit qu'ils bleffoient à la fois toute équité, toute loi, tout usage, en le laissant flotter ainsi dans l'incertitude sur le sort qu'ils lui destinoient ; que l'animosité qu'ils faisoient paroître lui donnoit le droit de conce-  
voir quelque méfiance sur leurs intentions ; qu'elle s'augmentoît sur-tout par leur refus de lui communiquer, comme ils le devoient, des piéces faites pour être vues.

Ces représentations furent vaines. Alors il

prit le parti de porter directement ses plaintes à la Compagnie même ; il pensa qu'elle seroit trop équitable pour applaudir à l'abus qu'ils avoient fait de son autorité.

Mais avant que de leur signifier aucun acte judiciaire, il leur redemanda du moins ses effets personnels & d'usage ; car son lit, son linge, ses habits, ses meubles, ses livres, ses cartes marines, ses instrumens de mer, tout étoit généralement saisi. Il eut beau leur observer combien tous ces objets étoient étrangers à la pacotille confisquée, il fallut qu'il s'en passât : Voici actuellement la signification qu'il leur fit faire :

« A la requête du sieur Aymé Dumontet, Com-  
 » mandant le Vaisseau de la Compagnie des Indes,  
 » nommé le Villevault, &c. le requérant n'ayant  
 » pas été assez heureux pour pouvoir parvenir à con-  
 » noître quelles étoient les intentions de Messieurs  
 » les Directeurs, a cru ne devoir ni ne pouvoir rester  
 » si long-temps dans cette incertitude, & se trouver  
 » obligé de déclarer à Messieurs Godeheu & Roffay,  
 » que l'ayant ainsi suspendu dans l'exercice des  
 » droits & fonctions de sa qualité de Commandant  
 » du Vaisseau le Villevault, depuis le 21 Février  
 » dernier, sans lui en avoir communiqué les ordres ;  
 » il laisse à leur disposition le susdit Vaisseau &  
 » cargaison, & qu'il se retire devers Messieurs de  
 » la Compagnie des Indes, pour leur faire ses re-  
 » présentations sur tous les objets ci-dessus énon-  
 » cés, & recevoir ses ordres ; & se réservant toutes  
 » ses exceptions de fait, de droit & d'ordonnance,  
 » même contre les Procès-Verbaux & autres actes  
 » qui ont été faits sans sa participation, depuis le

» 21 Février dernier, & qui pourront l'être jusqu'à  
» son retour d'auprès de la Compagnie, aux pro-  
» testations en pareils cas requises.

Le sieur Dumontet avouera que son but n'étoit pas simplement de se plaindre à la Compagnie des Indes des vexations qu'il avoit souffertes. Il comptoit solliciter aussi la restitution de sa Pacotille. Il se flattoit que les marques d'estime & de bonté qu'elle lui avoit précédemment accordées, la rendroient indulgente sur une contravention qu'elle savoit être si commune.

Mais, soit que le sieur Godeheu qui avoit envoyé depuis dix ou douze jours les Procès-verbaux, & les autres pièces de l'affaire, eût en même-temps écrit d'en presser vigoureusement le Jugement au Conseil, soit que l'affaire soit venue naturellement à son rang, le fait est que le sieur Dumontet arriva trop tard ici pour se faire entendre. Et par Arrêt du 19 Mars 1761, le Roi jugea dans son Conseil la Pacotille bien confisquée au profit de la Compagnie des Indes.

Tout esprit impartial conviendra que cette punition est sévère. Pour l'apprécier, rappelons-nous toujours ce point de fait si notoire, que tout Vaisseau fait Pacotille, & que presque aucun n'est saisi. Mais rendons au sieur Dumontet cette justice, qu'il vit sa ruine avec résignation & courage.

Quel est donc le but de cet Ecrit, dira peut-être un Lecteur impatient ? Si le sieur Dumontet a subi la peine prononcée par les Loix, qu'a-t-il encore à craindre ; & tout n'est-il pas consommé ?

Tout devoit l'être : c'est cependant ici que commencent ses plus grands malheurs. Hâtons-nous de les exposer au grand jour. Que cette Cause serve d'exemple & de leçon au Public. Que les uns reconnoissent combien il est bas & cruel de faire servir à leurs propres passions l'autorité qu'on leur confie. Que les autres apprennent combien il y a de mal-adresse & de danger à ne pas savoir se concilier par des déférences & des égards, l'amour-propre des moindres supérieurs.

On vient de voir qu'excédé par les persécutions des Commissaires, le sieur Dumontet leur avoit signifié qu'il les rendoit garans de son Navire, & alloit se plaindre de leur conduite.

On ne peut dire quelle impression cette menace juridique fit sur le sieur Godeheu, ni à quel point elle révolta son orgueil déjà vivement irrité. Il forme dès ce moment le dessein de perdre le sieur Dumontet ; met tout en œuvre pour réussir : se déclare publiquement sa Partie : se rend son dénonciateur ; & voici le plan que lui dicte sa haine.

Quoique la Pacotille soit faisie, & que rien n'ait échappé à ses perquisitions : quoique sa mission soit absolument remplie & terminée par la faisie : quoique cette affaire de Pacotille, entièrement finie à Bordeaux, soit déjà portée au Conseil, & qu'il soit désormais sans intérêt, comme sans qualité, pour la renouveler ; dès le lendemain du départ du sieur Dumontet pour Paris, il la reprend de nouveau sur les lieux. Enhardi par l'absence de son Adversaire, d'af-

faire Civile qu'elle étoit, il la rend affaire Criminelle, & la défere à l'Amirauté de Guyenne sous ce titre.

Il fait plus: il ne s'en tient pas à reprocher au sieur Dumontet d'avoir embarqué une Pacotille, & de l'avoir ensuite enlevée malgré les scellés; c'étoient-là pourtant les seuls torts véritables dont il eût pu se plaindre. Mais il ne veut que se venger; & ce que l'inimitié peut créer de plus affreux & de plus faux, il le consigne dans la plainte criminelle qu'il rend, & qu'il fait signer à son Collegue.

Que devient le sieur Dumontet au récit des griefs tracés contre lui dans cette plainte? Elle renferme quatre accusations capitales.

La premiere, c'est d'avoir exposé son Equipage à périr de faim. La seconde, c'est de l'avoir exposé à périr de soif. La troisieme, c'est d'avoir refusé de porter dans l'Inde des poudres de guerre. La quatrieme, c'est d'avoir retardé le départ des vivres destinés aux Sujets du Roi dans l'Inde.

Il n'est pas étonnant que sur une plainte aussi grave, le Juge de l'Amirauté ait fait entendre des témoins. Mais ce qui doit surprendre, c'est que tandis qu'aucun des témoins n'a parlé des crimes contenus dans cette plainte, ce Magistrat ait lancé contre l'Accusé le 26 Mars 1761 un décret de prise de corps.

Lorsque je dis qu'aucun témoin ne l'a chargé d'un seul des quatre crimes qu'on lui impute, je parle en connoissance de cause, & d'après l'examen scrupuleux que le sieur Dumontet a

fait lui-même des informations & des charges. Il a eu le bonheur d'en obtenir une copie entière. Les voies qui les lui ont fait parvenir sont inutiles à exposer. Il suffit à sa défense que l'on sache que c'est d'après les charges même qu'il se justifie. Si en effet il s'en tenoit à dire : je le proteste avec serment, que ces quatre délits sont faux, sont calomnieux, sont le fruit de la haine que le sieur Godeheu m'a jurée; on pourroit lui répondre, « nous vous croyons, mais si deux faux témoins vous chargent, ce malheur vous tiendra lieu de crime ».

Ce n'est donc point ainsi qu'il se défend. Sa marche est plus sûre, son ton plus ferme. J'ai lu, dit-il; les informations & les charges. Les témoins n'ont point été séduits : ils ne m'imputent que deux fautes dont je conviens, & dont je suis puni. Mais tous se sont tus sur les quatre crimes que m'a prêtés la calomnie.

Avouons-le, que c'est pour lui un prodigieux avantage d'avoir eu communication de ces Pièces. Cet avantage n'ajoute rien à son innocence; mais il donne bien plus de calme à son esprit, & bien plus de force à sa voix.

Voici donc notre proposition.

Le sieur Dumontet est innocent des quatre crimes dont le sieur Godeheu l'accuse dans sa plainte.

Développons à présent nos moyens.

### M O Y E N S.

Non-seulement nous ne serions pas louables;

disoit l'Orateur Romain , en plaidant la Cause d'un ( a ) Consul , nous serions même inexcusables de ne pas défendre les personnes qui nous touchent le moins , contre les accusations de nos propres amis. *Hos non modo non laudari, sed ne concedi quidem potest ut, amicis nostris accusantibus, non etiam alienissimos defendamus.*

Aussi combattrois-je aujourd'hui tout homme auquel l'amitié m'uniroit, comme je vais combattre le sieur Godeheu que je ne connois pas. Je n'aurois contre celui-là ni moins de zèle ni moins de force. Je n'aurai contre celui-ci ni plus de passion ni plus de fiel.

Et pour commencer ma défense par une réflexion que les moins clair-voyans vont saisir ; comment le sieur Godeheu n'a-t-il pas vu qu'en outrant, comme il a fait , toute vraisemblance , il décréditoit lui-même son ouvrage ?

En effet , hors d'état de reprocher des crimes commis , il a parlé de crimes à commettre. Il n'a pu dénoncer des malheurs que le sieur Dumontet eût fait éprouver à son Navire. Car quels malheurs avoit pu souffrir le Villevault qui étoit encore en rade lorsqu'il fut saisi ? Mais rassemblant en idée tous les risques qu'un Capitaine peut mettre son Bâtiment dans le cas de courir , lorsqu'il aura mis à la voile , c'est de ces possibilités bisarres qu'il est parti pour les imputer toutes , contre l'évidence publique , à un homme qu'il a voulu perdre.

Mais répondez , Accusateur injuste , car c'est

---

( a ) Murena.

vous même que j'interroge. Je ne parle point de ces discours pleins de douceur que vous lui tintes sur son bord, quand vous disiez que votre commission étoit moins triste pour lui que pour vous-même; mais qu'enfin le bien public vouloit que les Pacotilles fussent saisies. Certes! les délits de Pacotille doivent vous paroître bien révoltans, à vous qui savez par état combien les Pacotilles ont fondé de fortunes qui n'éprouvent ni les recherches, ni la censure. Et cette compassion que vous lui faisiez paroître étoit encore bien sincère & bien vive, puisque le caressant & le plaignant en sa présence, vous attendiez qu'il fût parti pour dresser votre injuste plainte.

Mais je veux négliger toute épisode & tout écart pour occuper uniquement mes Juges du fond même de vos imputations. Répondez donc. Quand vous avez accusé le sieur Dumontet d'avoir poussé la barbarie jusqu'à exposer quatre-vingt-cinq hommes à périr au milieu des mers, dans les souffrances & dans les horreurs de la faim, eh! n'aviez-vous pas sous les yeux les provisions plus qu'abondantes dont étoit chargé son Navire?

Vous avez vu dix-sept milliers de biscuit embarqués. Vous en êtes convenu vous-même dans votre plainte. Ainsi toute preuve sur ce premier objet est superflue. Vous avez trouvé encore cent dix-huit barrils de farine embarqués, & également destinés par la Compagnie à la nourriture de l'Equipage. Et ce que je dis ici n'est point un fait en l'air. Les connoissemens, l'état

du chargement, le certificat du Visiteur des armemens, l'acquit à caution du Bureau de Bordeaux, voilà les titres qui en font foi. Puis-je en citer de plus authentiques ?

Or si nous calculons combien de temps une aussi grande quantité de vivres doit durer pour quatre-vingt-cinq hommes auxquels les Ordonnances fixent le biscuit à dix-huit onces, & le pain à une livre & demie par chaque jour: je vois d'abord que les dix-sept milliers de biscuit devoient faire vivre l'Equipage pendant cinq mois & vingt-sept jours. Je vois ensuite que les cent dix-huit barrils de farine pesant net vingt-un mille vingt-six livres, les devoient faire vivre pendant cinq mois & quatorze jours ; en sorte qu'à réunir ces deux articles, il y avoit sur le Villevault des provisions en pain & en biscuit pour onze mois & onze jours. Or le temps nécessaire pour le trajet de l'Isle de France est pour l'ordinaire, comme on fait, de trois mois & demi. Le Bâtiment contenoit donc des vivres qui auroient suffi pour plus de trois traversées au lieu d'une. Comment donc oser prétendre que l'Equipage ait risqué de manquer de vivres, quand la preuve est faite qu'il en avoit si fort au-delà de ses besoins : quand cette preuve écrite, je la tire de votre plainte même ?

Oui, c'est vous qui administrez au sieur Dumontet cette preuve, & c'est vous qui pourtant l'accusez d'avoir laissé à terre (b) *environ dix-sept milliers de biscuits nécessaires*, je répète vos

---

(b) Termes de la Plainte.

propres termes , *nécessaires pour la subsistance de l'Equipage*. L'accusation , encore une fois , est terrible. C'est un grand crime que d'avoir pris sur la vie même de ses semblables , un terrain nécessaire à leurs plus pressans besoins pour l'employer à des gains frauduleux. Mais c'est un crime tout aussi grand , d'avoir , par vengeance & contre sa conscience , intenté contre un homme innocent d'aussi sanglantes accusations. Ainsi il nous faut ici un coupable. Est-ce l'Accusé ? Est-ce l'Accusateur ? Or on l'a vu , l'Accusé prouve son innocence.

L'Accusateur l'a bien prévu , que la simplicité du calcul confondroit sans peine ce premier reproche. Qu'a-t-il fait ? c'est sur le biscuit même embarqué qu'il a reporté ses censures ; c'est dans la maniere dont l'embarquement s'en est fait , qu'il a cherché de nouveaux risques à dénoncer. Ecoutons donc comment il voudroit faire croire que du moins le mauvais arrimage du Navire devoit rendre ce biscuit inutile.

C'est , a-t-il dit , dans la Sainte-Barbe que le sieur Dumontet a fait pratiquer deux soutes pour le pain : c'est-là qu'il en a mis une partie , & par-là cette partie du pain étoit (c) *exposée à être perdue par un boulet de quelque Vaisseau ennemi*.

A présent je demande à ce Censeur impitoyable des actions les plus sages , où il vouloit que l'on construisît ces soutes : qu'il nous dise quel autre endroit pouvoit mieux être à l'abri

---

(c) Termes de la Plainte.

du boulet : qu'il nous dise si la Sainte - Barbe n'est pas toujours l'endroit du Bâtiment & le plus sûr & le plus sain.

Si pourtant la Compagnie des Indes eût prescrit au sieur Dumontet de les placer ailleurs, il s'y seroit conformé. S'il les eût trouvées faites, il n'y auroit rien changé. Si la Compagnie eût, ainsi qu'elle le fait à l'Orient, préposé quelqu'un pour mettre ce Vaisseau en état de partir, il ne s'en fût point mêlé. Mais on lui donne le commandement d'un Navire qui manque de soutes pour le pain : on ne lui indique aucun lieu de préférence pour les construire : il ne trouve aucun homme chargé de les fabriquer : il faut bien qu'il s'en charge, & qu'il s'en charge seul. Il consulte ses Officiers, & sa propre expérience. C'est à l'endroit le plus convenable qu'il les fait pratiquer : c'est à l'endroit où il les a vues faites dans nombre de Vaisseaux, & notamment dans celui que la Compagnie lui donna dans ses Voyages de l'Isle de France & de Gorée. Il préside & apporte le plus grand soin à leur exécution ; elles sont exactement lambrissées, garnies de toile neuve, soigneusement chauffées, embouffetées de toutes parts, goudronnées & brayées dans l'intérieur & au-dehors. Il n'est pas possible qu'elles soient mieux faites ; & cependant elles deviennent l'objet d'une accusation judiciaire.

Quelle critique l'Accusateur élève-t-il donc sur ces deux soutes ? Un boulet ennemi pouvoit, nous dit-il, les atteindre. Poursuivez, le champ que vous ouvrez à vos imputations est vaste. Chargez-le donc de tous les dangers dont les

vents, les rochers & les fables menaçoient encore son Navire; rendez-le comptable des tempêtes & des naufrages qu'il pouvoit effuyer sur les Mers. Quoi! les ravages que l'artillerie ennemie pourra porter parmi ses effets & ses vivres, les blessures & la mort qu'elle peut faire voler sur les siens, sur ses Officiers comme sur lui-même, tous ces désastres seroient donc à sa charge: s'y exposer, seroit un crime? Y pensez-vous? & les crimes ne sont-ils que ce qu'il plaît à un Accusateur d'appeller crime?

Que pour venger son orgueil offensé l'on calomnie & qu'on livre aux Juges l'innocence: que par une prudente, mais inique profanation, l'on cherche à faire du glaive même de la Justice l'instrument de son inimitié, ces procédés ont l'empreinte du crime. Mais ne pas trouver sur un Vaisseau, des asyles impénétrables aux batteries ennemies pour y déposer en sûreté ses vivres, c'est une triste fatalité que les forces & les ressources humaines n'ont pu faire cesser encore. Or, imputer cette impuissance à crime, c'est, quel mot préférerai-je ici, est-ce noirceur? est-ce délire? ou tous les deux ensemble?

L'Accusateur, après avoir rendu le sieur Dumontet responsable de ce que le feu pouvoit brûler une partie des vivres, l'a ensuite rendu garant de ce que l'humidité pouvoit corrompre l'autre. Voyons encore les termes mêmes dans lesquels ce nouveau reproche est conçu. *L'autre partie (d) du biscuit*, a-t-il dit, *étoit exposée à être*

---

(d) Termes de la Plainte.

*pourrie dans la soute aux poudres, où l'on l'avoit jetée sans arrangement & sur les étains du Vaisseau. Délit sans exemple qui compromettoit la santé & la vie de l'Equipage.*

D'abord veut-on savoir quelle étoit cette partie de biscuit dont il parle? C'étoient simplement les mâchemoures. On appelle *Mâchemoures*, en terme de Marine, les petits morceaux & les miettes du biscuit qui se casse & se brise dans les sacs. Ces restes ne forment jamais un objet. Quelquefois même on les abandonne aux bestiaux: il n'eût pas fallu deux jours pour les consommer tous: & rapprochés de la quantité de biscuit que le Villevault portoit, ils méritoient peu d'être comptés.

Ce sont pourtant ces restes que le sieur Godeheu appelle avec tant de bonne foi une partie des vivres. Comme ces restes n'avoient pu tenir dans les soutes à pain que combloient les dix-sept milliers de biscuit, on les plaça dans la soute aux poudres, que la poudre d'armement ne remplissoit point, & l'on crut ne pouvoir les placer mieux; car tout le monde fait que la soute aux poudres est la partie du Vaisseau la plus sèche. Que pouvoit donc faire de plus le sieur Dumontet pour parer aux inconvéniens de l'humidité, que de les mettre dans la place la moins umide?

Ce n'est pas qu'il fût physiquement impossible que, par quelque accident, l'eau ne pénétrât jusques dans cette soute. Il est même à propos de raconter ici un fait qui auroit bien pu l'y faire entrer.

On se rappelle que les Commissaires arrivés au bord du sieur Dumontet, donnerent ordre le 15 Février de remonter le Vaisseau jusques devant Bordeaux. Le défaut d'eau sur la passe de Pouillac à Blaye, ne lui permit d'appareiller que le 18. Il gagna pendant la marée, le mouillage du moulin des Barres, & il parvint le 19 au mouillage de Lormont à une lieue de Bordeaux, où la nuit le força d'attendre jusqu'au lendemain pour pouvoir mouiller sans avaries dans la rade de Bacalan, qui est le lieu où il avoit ordre de se rendre. Mais le sieur Godeheu, plein d'impatience & d'inquiétude, envoya un Pilote à Bord nommé Hostin, avec ordre d'amener le Vaisseau au lieu de sa destination. Ce Pilote l'y amena, l'y mouilla & l'échoua. Ce fait est de toute notoriété dans Bordeaux.

Heureusement que ce fut sur un fond de vase que le Pilote échoua ce Bâtiment. Ce fut par le plus grand bonheur du monde qu'il ne fut point ouvert par les ancrs des Bâtimens dont il étoit environné. Cet accident lui fit faire de l'eau : peut-être même en entra-t-il dans cette soute aux poudres où étoient les restes de biscuit. C'est ce que le sieur Dumontet ignore. Mais si le sieur Godeheu a vu quelques morceaux moisiss, cet événement en est cause.

Le sieur Godeheu lui permettra cependant de douter qu'il en ait pu voir. Les Commissaires étoient tous deux sur le bord de l'écoutille par laquelle le biscuit sortit. Il seroit bien étonnant qu'attentifs, comme ils l'étoient, à faire remarquer au sieur Dumontet ses moindres fautes,

tes, ils ne lui eussent pas montré ces morceaux de biscuits gâtés. Quoi qu'il en soit, la chose lui est absolument indifférente. Ce n'est point par des événemens étrangers à leurs opérations qu'il faut juger les hommes. Les plus heureux événemens n'excusent point un dessein criminel; de même les malheurs ne diminuent point le prix des moyens purs, & des vues droites. Or il est sûr que le sieur Dumontet a placé les mâchemoures dans la soute aux poudres: l'Accusateur en convient lui-même. Il est sûr que cette soute est la partie de tout le Vaisseau la plus saine. Il a donc pris toutes les précautions possibles pour les garantir de toute humidité. Qu'après cela, ces morceaux aient été mouillés, c'est un cas imprévu dont le sieur Dumontet ne doit point répondre. D'ailleurs, que ces morceaux se soient moisiss ou non, peu importoit à l'Equipage, puisque ces restes, comme on l'a vu, lui étoient inutiles, & que la soute aux poudres, qui les contenoit, n'avoit nulle communication avec les deux soutes à pain, où notre Accusateur ne prétend point que l'eau ait pénétré.

Résumons donc & rassemblons sous un même point de vue les réponses du sieur Dumontet au reproche qui lui est fait d'avoir exposé son Equipage à périr faute de nourriture.

Premièrement, aucun des témoins entendus sur ce fait ne l'a chargé dans ses dépositions. Ainsi cela seul le dispenseroit de toute autre réfutation.

Secondement, quand les témoins auroient déposé sur ce fait, il n'en seroit résulté contre

lui aucune conséquence solide, puisque le sieur Dumontet, étant dans la rade de Pouillac, lorsque les Commissaires le saisirent, étoit encore à portée de faire des provisions de toute espece.

Troisièmement, il avoit embarqué sur son Bord des provisions non-seulement suffisantes, mais abondantes, on pourroit même dire superflues, puisqu'il en auroit eu évidemment assez non pour un, non pour deux, mais pour trois voyages & plus de Bordeaux à l'Isle de France.

Quatrièmement enfin, les précautions multipliées qu'il a prises contre tout danger, en déposant ses vivres dans les lieux du Navire les plus sûrs & les meilleurs, détruisent entièrement ces injustes reproches de négligence meurtrière, que l'envie de nuire avoit forgés. Ainsi le sieur Godeheu a beau appeler à son aide, à défaut de témoins, le feu, l'eau & tous les Elémens, le résultat de semblables efforts c'est qu'il a joint le ridicule à la malignité.

Passons actuellement à la seconde accusation. Le sieur Dumontet a, dit-on, exposé son Equipage à périr par la soif. Voici comments'exprime le sieur Godeheu : *Ce délit (e) qui s'est commis à la rade de la Grange, exposoit l'Equipage à manquer d'eau.* L'Accusateur ajoute que ce délit offense & l'humanité & les Loix. Il a raison ; & les traits les plus sombres ne peindroient que foiblement toute la noirceur de ce forfait. Mais dire que ce forfait offense & l'humanité & les

Loix, ce n'est pas là prouver qu'il ait été commis. C'est montrer de l'indignation contre ce crime ; & c'est bien fait s'il existe. Mais s'il n'existe pas, c'est alors prononcer contre soi-même le jugement qu'une pareille calomnie mérite.

Aussi tout Accusateur moins animé eût-il négligé les réflexions & les mots pour montrer simplement : d'abord, ce qu'il falloit de barriques d'eau à chaque homme pour le voyage de l'Isle de France : ensuite, combien il y avoit dans le fait, & d'hommes & de barriques sur le Villevault : enfin, combien il s'en falloit que la quantité d'eau nécessaire à tant d'hommes ne s'y trouvât. Cette opération auroit eu l'air de la raison.

Qu'on le remarque, je dis l'air ; car en elle-même, elle eût blessé toute Justice. Qui peut en effet exiger d'un Marin qu'il fasse le voyage de l'Inde d'une seule traite ? Ces routes de long cours seroient trop fatigantes, trop dangereuses. On compte à peine, depuis qu'on navigue dans l'Inde, dix Bâtimens qui ayent osé faire le voyage sans relâcher.

Et que le sieur Godeheu ne dise plus que les circonstances présentes rendent les relâches hasardeuses. Elles ne le sont point, puisque les nôtres ne sont point celles des Anglois, & que d'ailleurs on fait que les Ports neutres sont des asyles & des relâches sûres pour les Nations qui sont en guerre.

Aussi non-seulement les relâches sont permises à tous Navigateurs, elles sont souhaitées pour

le bien de la chose. D'Europe à l'Isle de France elles sont nombreuses. Les plus connues sont les Isles du Cap Verd, l'Isle Grande, Riojaneiro, le Cap de Bonne-Espérance, Madagascar; toutes ces relâches fournissent des rafraîchissemens & des vivres en abondance.

La Compagnie comptoit bien que le sieur Dumontet en feroit plusieurs. *Vous aurez grand soin*, lui disoit-elle expressément dans une Lettre du 12 Décembre 1760, *d'informer le Commandant du Port de l'Orient des relâches que vous pourrez faire.* Ainsi, pourvu qu'un Capitaine ait autant d'eau sur son Bord qu'il lui en faut pour aller à la premiere relâche, il n'y a, à proprement parler, aucun juste reproche à lui faire. Si donc le Dénonciateur eût été en état de prouver que la provision d'eau étoit moindre que la premiere relâche ne l'exigeoit, sa plainte auroit eu quelque apparence d'équité.

Je prie encore qu'on y fasse attention, que je ne parle toujours que d'apparences; car au fond cette tournure d'accusation n'eût pas été plus équitable que la premiere.

En effet, je le demanderai sans cesse: où étoit le sieur Dumontet lorsque son vaisseau fut saisi? Il étoit encore & dans le port & dans une riviere. Le sieur Dumontet n'avoit qu'à faire puiser ses gens, un moment suffisoit pour se munir de la provision d'eau nécessaire. Il étoit donc & à temps & à portée de s'en pourvoir.

Or les choses étant ainsi, quel droit le sieur Godeheu auroit-il eu de lui faire un procès criminel, quand il n'auroit pas eu le quinze Fé-

Vrier une goutte d'eau sur son Bord ? Quelle loi vouloit que ce jour-là même il fût muni de l'eau requise pour l'Equipage ? Quelle loi vouloit que, faute d'en avoir fait ce jour-là, il fût regardé & traduit en Justice comme devant partir sans en prendre ? & s'il s'agit de conjectures, puisqu'en effet le Bâtiment ne partoît point encore, lequel des deux étoit le plus vraisemblable, ou qu'il se feroit fourni d'eau avant que de mettre à la voile, ou qu'il se feroit exposé à périr lui-même ou par la soif, ou par la révolte & le désespoir de ses gens ? Si en matiere de crimes les vraisemblances sont écartées, est-ce pour qu'il soit permis à un Accusateur de prêter une existence anticipée à un crime qui n'est point commis, & qu'il seroit absurde de commettre ?

Pour essayer comment les Tribunaux accueillent ces fortes de présomptions, que le sieur Godeheu n'a-t-il dit : « Bien que le sieur Dumontet fût en rade sur la rivière, je m' imagine qu'il fût entré en mer sans prendre d'eau : voilà le grief dont je l'accuse, & dont je poursuis la vengeance ».

Il a senti qu'un langage si éloigné de la raison n'eût excité que la risée : il a senti que le lieu même du prétendu délit eût déposé pour le confondre. C'est pour cela qu'il a présenté en termes précis le sieur Dumontet comme coupable d'un délit *qui exposoit*, voilà ses termes, *qui exposoit son Equipage à manquer d'eau*.

Mais lorsque l'on voit le silence que les Témoins ont gardé sur ce défaut d'eau ; lorsque

l'on voit l'inutilité dont leur témoignage eût été, vu les relâches & le séjour de rade, on s'étonne que le sieur Godeheu n'ait pas craint d'élever sur une base aussi fragile une accusation capitale.

Combien donc la surprise de nos Lecteurs va-t-elle s'accroître, lorsqu'ils verront que dans le fait, la quantité d'eau qui étoit à bord du Villevault, non-seulement égaloit, mais excédoit le taux que les usages de la Compagnie prescrivent pour aller, même en droiture, à l'Isle de France!

Comme dans l'origine le Villevault avoit été annoncé à la Compagnie pour porter 573 tonneaux, elle lui avoit destiné un Equipage d'environ 150 hommes; & le sieur Saige avoit envoyé à Bord 112 futailles, qui contenoient l'eau nécessaire à cette quantité d'hommes. Mais lorsque le sieur Roth eut su que l'Equipage, n'étant que de 360, avoit été réduit à 85 hommes, il écrivit au sieur Saige de dire de sa part au sieur Dumontet, qu'attendu la diminution des hommes de son Equipage, il eût, à ne garder que 120 barriques d'eau.

Ce calcul n'étoit pas absolument exact; car l'Equipage étant composé de 85 hommes, & la Compagnie donnant à chaque homme par tête une barrique & demie pour la route, c'étoit à 127 & non pas à 120 barriques que le sieur Dumontet étoit obligé de réduire son eau. Mais on va voir qu'il en conserva une quantité supérieure même à ce nombre de 127. Si c'est une faute, c'est une faute bien légère; car voici

quel étoit son motif. Il se proposoit de ne remettre l'eau à la proportion juste, qu'après avoir mis à la voile ; & cela, parce qu'un Vaisseau, restât-il en rade six mois après son chargement, les Officiers & autres gens de mer enverroient chaque jour jusqu'au dernier moment de nouveaux effets à Bord. Cette vérité est sue de toutes les personnes qui ont quelque connoissance des armemens. Si donc le sieur Dumontet gardoit plus d'eau qu'il ne lui en falloit, c'est qu'en ne faisant jetter à la mer qu'après son départ l'eau dont il n'avoit pas besoin, il se ménageoit plus d'espace pour parer & pour manœuvrer son Vaisseau.

De plus, il est bon d'observer que ces 127 barriques lui auroient suffi, non-seulement pour les 85 hommes qui formoient l'Equipage du Villevault, mais aussi pour les bestiaux qu'il auroit pu mettre sur son Bord. Car lorsque la Compagnie fixe le taux de l'eau à une barrique & demie par chaque homme, elle entend & veut que ce soit en y comprenant les bestiaux qui seront sur le Vaisseau.

Or comme le Villevault étoit un Vaisseau peu commode, petit & sans gaillard, on n'y avoit embarqué que des poules & des moutons, mais ni vaches ni porcs, animaux qu'il est d'usage d'embarquer, & qui consomment une très-grande quantité d'eau.

Le sieur Dumontet auroit donc eu quelque tort de conserver tant d'eau, puisqu'il est défendu par la Compagnie de prendre plus d'une barrique & demie par chaque homme, & que

pour 85 hommes il en avoit 143, au lieu de 127, c'est-à-dire, 16 au-delà du taux réglé. Mais il assure que son dessein n'étoit point de garder toujours toute cette eau. Quel profit en effet en auroit-il tiré ? mais de la garder seulement jusqu'à son départ, pour faire par-là le bien de son Navire.

Au reste, ce n'est point du reproche d'avoir eu trop d'eau qu'il a à se défendre, puisqu'au contraire c'est d'en avoir eu trop peu qu'on l'accuse. Loin donc qu'il ait à craindre quelque chose en avouant qu'il a péché de ce côté-là, cet aveu le justifie sur le défaut d'eau : & c'étoit-là le second chef d'accusation.

Ainsi l'Equipage du sieur Dumontet n'a pas couru plus de dangers du côté de la soif, qu'il n'a risqué de périr par la faim ; & ces deux inculpations fausses sont le fruit de la seule vengeance.

Jamais vengeance fut-elle plus terrible ? L'on rencontre, il est vrai, bien des cœurs pour qui cette passion a des charmes. On en voit même, ce spectacle est affreux, qui ne l'éteignent que dans le sang. On en voit d'autres qui, plus méchans encore, sont furieux avec flegme, & qui joignant à l'impétuosité de la haine les combinaisons du sens froid, aggraveront de légers torts, travestiront des foiblesses en fautes, envenimeront des actions simples, forgeront des fictions, des fables : mais s'ils osent donner carrière à leur imagination échauffée, c'est du moins dans les cercles qu'elle prend l'essor ; c'est dans les maisons & les places qu'ils

Vont distribuer leurs mensonges : mais ils redoutent & fuyent l'entrée des Tribunaux, soit qu'ils craignent, par un reste d'humanité, d'y faire succomber l'innocence ; soit plutôt qu'attentifs à leurs propres intérêts, ils tremblent d'y être démasqués eux-mêmes. Ces hommes étoient cependant traversés dans des vues d'élévation ou de fortune, ou, ce qu'on pardonne aussi peu, dans l'objet de leurs affections les plus chères. Mais les torts que le sieur Dumontet peut avoir eus vis-à-vis de son Accusateur, approchent-ils de semblables offenses ?

Il se sera permis sur son Bord quelques plaisanteries qui n'étoient ni amères ni outrageuses. Il aura eu quelquefois avec lui des entretiens fiers sans hauteur, des manières plus fermes qu'insultantes. Il n'aura pas assez vivement repris quelques-uns de ses Matelots, gens pleins de zèle & de grossièreté, qui croyoient faire leur cour à leur Commandant en marquant trop peu de respect aux Commissaires qui venoient le saisir. Poussé à bout par les procédés de ceux-ci, il leur aura fait dire dans un acte extrajudiciaire qu'il alloit rendre compte & se plaindre de leur conduite. Sont-ce là de bonne foi des torts réels, de vraies offenses ?

Je fais pourtant que sur cette matière il est incroyable à quel point l'amour-propre nous en impose, soit qu'il réalise une chimère, soit qu'il nous exagère une réalité. Je fais aussi qu'un homme ferme & mécontent fait souvent des yeux, du geste & de la voix, bien des choses qui impriment l'image du dédain jusques dans

les syllabes des expressions les plus honnêtes! Aussi le sieur Dumontet n'eût-il point exigé de son Accusateur qu'il reprimât ses mouvemens. Ce sacrifice eût demandé trop d'héroïsme. Mais n'étoit-ce pas aussi en faire trop paroître, que de cacher sous le manteau de la cause publique un ressentiment personnel, pour que ce faux prétexte d'intérêt général trompant les Ministres des Loix, les induisît à venger par surprise une injure particuliere? Car quelle vengeance, en tentant cette voie, méditoit-il contre son ennemi? de le livrer à l'ignominie du supplice? Quel affreux désir? quel projet! Arrêtons-nous: les réflexions seroient trop vives.

Ici commence un autre ordre d'accusations; plus graves encore que les premières. L'aspect sous lequel l'Accusateur les a présentées à l'Amirauté de Bordeaux, ne tendoit à rien moins qu'à faire regarder l'Accusé comme un criminel d'Etat. S'il a trahi son Prince & sa Patrie, la Loi n'a pas de trop rudes peines à lui infliger. Mais si ces accusations sont encore deux calomnies, dictées toujours par le même esprit de vengeance, on voit quelle conséquence il faut en tirer.

La première des deux imputations, c'est que le sieur Dumontet (f) a laissé à terre trente milliers de poudres, très-précieux dans les circonstances présentes, puisqu'ils étoient destinés pour la défense des Colonies de la Compagnie des Indes.

---

(f) Termes de la Plainte.

La seconde, c'est qu'il a retardé (g) le départ de son Vaisseau, uniquement destiné à porter des secours en vivres & en munitions de guerre aux Troupes du Roi qui sont aux Indes, & aux Habitans des Colonies de la Compagnie qui manquoient des choses les plus nécessaires à la vie & à leur défense. Voilà les deux griefs auxquels le sieur Dumontet va répondre.

Examinons d'abord le prétendu refus de porter des poudres.

La réponse du sieur Dumontet sur ce fait, c'est de le nier. Il nie de la manière la plus formelle & la plus absolue, qu'il ait jamais refusé d'embarquer les poudres dont on parle. Il ne fait pas si le sieur Saige a eu ordre de lui en envoyer. Ce qu'il fait, c'est qu'en tout cas, le sieur Saige n'en a rien fait. Ce Correspondant a fait conduire au Villevault plusieurs effets de cargaison, & tous les effets apportés, le sieur Dumontet les a reçus sans en rebuter aucun. Il n'a rien rejeté, rien renvoyé, rien refusé. Il n'a même jamais vu la facture du chargement de sieur Saige. Ce Correspondant lui en a constamment refusé la communication. En un mot, le sieur Dumontet a généralement pris tout ce qui est arrivé à son Bord. Voilà l'exacte vérité.

Ainsi on lui reproche de n'avoir voulu recevoir que des poudres d'armement, & non des poudres de cargaison. Il le nie, & il le nie de la dénégation la plus précise & la plus authentique. Mais pour savoir s'il devoit être cru,

---

(g) Termes de la Plainte.

que faut-il faire ? Examiner si l'Accusateur peut prouver le délit qu'il allègue. Car c'est à lui qu'est imposé le fardeau de la preuve.

Or, aucun des témoins que le sieur Godeheu a fait entendre, n'a déposé qu'il ait vu faire au sieur Dumontet le refus qu'on lui impute. C'est ici le mot décisif. Qu'on s'y arrête : je le reprends encore. Aucun témoin ne dit qu'il ait vu le sieur Dumontet refuser de recevoir & d'embarquer des poudres. Que devient un délit qui est nié par l'Accusé, & que l'Accusateur ne prouve point ?

Et quelle preuve le sieur Godeheu se flattoit-il d'en acquérir, lui qui savoit mieux que personne, avant même que d'aller à Bordeaux, qu'il n'étoit nullement question de poudres pour la cargaison du Villevault ?

En effet, sur quels motifs & dans quelles vues s'étoit-il transporté dans cette Ville ? Je supplie très-instamment mes Juges de donner une attention soutenue à ce que je vais dire. Ce fut sur la délation du sieur Saige, que la Compagnie des Indes députa le sieur Godeheu pour vérifier les faits. J'ai dit ailleurs l'intérêt personnel qu'avoit eu le sieur Saige à refuser au sieur Dumontet sa facture de chargement, & à lui laisser faire, ainsi qu'aux autres, sa Pacotille, sans envoyer à Bord tous les effets dont la facture pouvoit parler. On a vu qu'il se ménageoit par cette adresse, la faculté de rejeter sur les Pacotilleurs la prodigieuse distance que la Compagnie devoit trouver entre le chargement du Villevault & le port pour lequel il lui avoit donné ce bâtiment.

Instruite par ce Correspondant, que plusieurs effets restoit à terre, elle s'empressa d'écrire au sieur Dumontet, qu'elle voyoit la chose avec peine. Elle entra ensuite dans le détail de ceux qu'elle lui recommandoit sur-tout d'embarquer, comme étant plus nécessaires. Or, ce qu'il est très-essentiel d'observer, c'est qu'elle ne dit pas dans sa lettre, un seul mot de ces poudres de cargaison. Il est important de voir cette lettre en entier; l'original en sera produit.

Affurément, si la Compagnie des Indes eût regardé les poudres de cargaison comme si nécessaires, elle s'en fût principalement occupée. Elle eût donné les ordres les plus précis, pour qu'on les préférât à tout autre envoi. Mais au lieu de parler de ces poudres, elle ne songe qu'à des fils à voile, qu'à des lignes de pêche, qu'à des pieces de drouffes, qu'à de la ficelle blanche. Ainsi, d'une part le sieur Saïge n'avoit point envoyé de poudres de cargaison à bord du Villevault; de l'autre part, la Compagnie des Indes n'avoit point mis ces poudres au rang des effets qu'elle ordonnoit au sieur Dumontet d'embarquer.

Le sieur Godeheu le savoit bien, puisque lui-même avoit signé, comme Directeur, cette lettre entièrement relative à tout autre objet que les poudres. Le sieur Dumontet a donc, sur l'article des poudres, le même avantage que sur les autres articles déjà traités: je veux dire, que tout assuré qu'il est de réussir par la seule impossibilité où l'on est de prouver le refus qu'on lui impute, tout dispensé qu'il est de dé-

truire par la preuve contraire , une allégation improbable , il a pourtant le bonheur de pouvoir encore le confondre par des preuves écrites , & qui plus est , par des preuves écrites de la main même de son Accusateur.

Car si j'ai bien rendu l'argument que me fournit la lettre de la Compagnie des Indes , si je l'ai présenté tel qu'il me frappe , il doit paroître sans réplique. La Pacotille du sieur Dumontet étant faite , le sieur Saige s'en plaint. Sur ses plaintes , la Compagnie écrit au sieur Dumontet de prendre encore tels & tels effets , qu'elle lui indique comme *des articles nécessaires*. Dans tous ces détails , pas un seul mot des poudres. Auroit-ce été là la conduite qu'elle eût tenue vis-à-vis d'un Vaisseau dont l'objet auroit été de transporter dans l'Inde des poudres pour sa défense ? Dès qu'elle auroit appris du sieur Saige qu'un de ses Officiers prévariquoit au point de refuser le plus précieux des objets portés à son Bord , n'eût-elle pas aussi-tôt éclaté ? N'eût-elle pas réprimé sur le champ une prévarication si criante ? Ne lui en eût-elle pas du moins fait sentir toute l'énormité ? Ce tableau de François malheureux & gémissans sans défense au sein de la guerre , ces peintures touchantes , qu'un ressentiment personnel a suggérées après coup au sieur Godeheu , l'amour du bien public ne les eût-il pas fait tracer par la Compagnie entière ? N'eût-elle pas exposé dans sa Lettre toute l'importance du secours des poudres , dans des circonstances si critiques ? C'étoit alors que le sieur Godeheu auroit pu déployer tout son

zèle. Que ne l'accusoit-il ? Que ne le poursuivoit-il ? Car qui peut attaquer aujourd'hui le sieur Dumontet sans motif, n'eût pas craint de le faire s'il en eût rencontré une juste cause ; à moins qu'étant alors sans colere & sans haine, la vérité & la justice ne lui eussent pas fait faire ce que la colere & la haine lui font faire aujourd'hui sans vérité & sans justice.

Mais ce n'est rien de tout cela, & il est temps de revenir au vrai. Le Villevault n'a jamais eu d'autre destination que de faire passer dans l'Inde de simples marchandises, & point du tout des munitions de guerre.

S'il eût été destiné à y porter des poudres, le sieur Saige auroit commencé par les annoncer dès le principe, & préféablement aux 292 tonneaux de marchandises qu'il fit conduire à Bord.

Je veux même que le sieur Saige eût oublié dans le commencement de s'occuper des poudres, il auroit du moins fait dire ensuite au sieur Dumontet de renvoyer plutôt à terre quelques-uns des effets embarqués, pour faire place aux poudres, comme formant l'objet principal.

Quel intérêt alors le sieur Dumontet auroit-il eu à ne les pas préférer aux autres effets dont il se chargeoit ? C'auroit donc été pour prévariquer gratuitement & à plaisir, qu'il auroit fait refus de les prendre. Cette idée choque toute vraisemblance : & s'il s'agit de vraisemblance, une réflexion bien simple s'offre à l'esprit, c'est que non-seulement il se fût chargé des poudres désignées ; c'eût été même avec des poudres qu'il

truire par la preuve contraire , une allégation improbable , il a pourtant le bonheur de pouvoir encore le confondre par des preuves écrites, & qui plus est, par des preuves écrites de la main même de son Accusateur.

Car si j'ai bien rendu l'argument que me fournit la lettre de la Compagnie des Indes , si je l'ai présenté tel qu'il me frappe , il doit paroître sans réplique. La Pacotille du sieur Dumontet étant faite , le sieur Saige s'en plaint. Sur ses plaintes , la Compagnie écrit au sieur Dumontet de prendre encore tels & tels effets , qu'elle lui indique comme *des articles nécessaires*. Dans tous ces détails , pas un seul mot des poudres. Auroit-ce été là la conduite qu'elle eût tenue vis-à-vis d'un Vaisseau dont l'objet auroit été de transporter dans l'Inde des poudres pour sa défense ? Dès qu'elle auroit appris du sieur Saige qu'un de ses Officiers prévariquoit au point de refuser le plus précieux des objets portés à son Bord , n'eût-elle pas aussi-tôt éclaté ? N'eût-elle pas réprimé sur le champ une prévarication si criante ? Ne lui en eût-elle pas du moins fait sentir toute l'énormité ? Ce tableau de François malheureux & gémissans sans défense au sein de la guerre , ces peintures touchantes , qu'un ressentiment personnel a suggérées après coup au sieur Godeheu , l'amour du bien public ne les eût-il pas fait tracer par la Compagnie entière ? N'eût-elle pas exposé dans sa Lettre toute l'importance du secours des poudres , dans des circonstances si critiques ? C'étoit alors que le sieur Godeheu auroit pu déployer tout son

zèle. Que ne l'accusoit-il ? Que ne le poursuivoit-il ? Car qui peut attaquer aujourd'hui le sieur Dumontet sans motif, n'eût pas craint de le faire s'il en eût rencontré une juste cause ; à moins qu'étant alors sans colere & sans haine, la vérité & la justice ne lui eussent pas fait faire ce que la colere & la haine lui font faire aujourd'hui sans vérité & sans justice.

Mais ce n'est rien de tout cela, & il est temps de revenir au vrai. Le Villevault n'a jamais eu d'autre destination que de faire passer dans l'Inde de simples marchandises, & point du tout des munitions de guerre.

S'il eût été destiné à y porter des poudres, le sieur Saige auroit commencé par les annoncer dès le principe, & préféablement aux 292 tonneaux de marchandises qu'il fit conduire à Bord.

Je veux même que le sieur Saige eût oublié dans le commencement de s'occuper des poudres, il auroit du moins fait dire ensuite au sieur Dumontet de renvoyer plutôt à terre quelques-uns des effets embarqués, pour faire place aux poudres, comme formant l'objet principal.

Quel intérêt alors le sieur Dumontet auroit-il eu à ne les pas préférer aux autres effets dont il se chargeoit ? C'auroit donc été pour prévariquer gratuitement & à plaisir, qu'il auroit fait refus de les prendre. Cette idée choque toute vraisemblance : & s'il s'agit de vraisemblance, une réflexion bien simple s'offre à l'esprit, c'est que non-seulement il se fût chargé des poudres désignées ; c'eût été même avec des poudres qu'il

eût formé sa propre Pacotille, si elles eussent été en effet si nécessaires & si rares dans l'Inde. Car le profit de tout Pacotilleur est, comme on sent, d'interroger avant tous les besoins des lieux où il va.

Mais la poudre est précisément ce qui manque le moins dans l'Inde. Il y a, à l'Isle de France, lieu de la destination du Villevault, des Moulins à poudre qui en fabriquent journellement; au lieu qu'on n'y fait ni eau-de-vie, ni cordages, ni vin, ni rien des choses qui composoient le chargement de ce Navire: & c'est-là la vraie raison qui y fit mettre tant d'effets de cette espece, sans qu'on pensât à y placer des poudres.

D'où vient donc le reproche d'avoir refusé de les prendre. Disons le mot: on vouloit nuire: pour nuire, il falloit inventer; pour inventer, il a fallu supposer des effets qui eussent été refusés à Bord. L'idée de poudre s'est présentée: on l'a faisie. Si le Bâtiment eût porté des poudres, on eût trouvé quelque'autre chose, pour lui en reprocher de même le refus. En un mot, le parti étoit pris de violer toute vérité, & l'on ne s'est pas apperçu qu'on bleffoit même toute vraisemblance. Telle est la source empoisonnée d'où est sorti le reproche calomnieux d'avoir refusé d'embarquer des poudres.

Mais, pour mesurer la profondeur de la malignité qui a dicté cette imputation, que l'on observe sous quelles couleurs l'Accusateur l'a peinte. « Les circonstances présentes, a-t-il dit, » rendoient ce secours de poudres très-précieux, puisque les Sujets du Roi en man-  
» quoient

« quoient dans l'Inde pour leur défense ». Si le Public a ajouté foi à cette accusation , de quelle indignation il a dû être pénétré ? Quoi ! nos Concitoyens, nos amis & nos proches languissent sans défense dans l'Inde, & sont, faute de munitions, réduits à faire à l'Ennemi l'humiliant sacrifice de leur liberté ou de leur vie ! & cette fatale extrémité, d'où naît-elle ? de la cupidité des Prévaricateurs qui refusent de leur porter des armes.

Le sieur Godeheu y a-t-il bien pensé ? A-t-il senti le coup qu'il portoit au sieur Dumontet ? Car rapprochant dans le même Tableau son refus supposé & nos disgraces trop réelles, n'étoit-ce pas dire à la Nation entière ? « Je vous dénonce votre ennemi. C'est un criminel d'Etat que j'accuse, que je dévoue à la haine publique. Si nos Concessions sont ruinées, si nos Colonies sont détruites, si chaque jour est marqué par nos pertes, la cause de nos malheurs est au milieu de nous. Il existe parmi nous des perfides qui, substituant la soif de l'or à l'amour de la gloire, l'inhumanité au courage, & l'ambition à la conscience, ont laissé à nos ennemis les victoires pour se livrer aux concussions, persuadés qu'un Concussionnaire enrichi fait quelquefois la loi au Héros pauvre qui le méprise. Vengez-vous, Citoyens, punissez un de ces Ministres infideles que je vous livre ». C'est ainsi que parloient autrefois les Citoyens vertueux & zélés, lorsqu'ils tonnoient contre les traîtres ; & c'est ainsi que l'on parle aujourd'hui, lorsqu'on calomnie l'innocence.

Qui ne croiroit, à ce discours, que plusieurs familles eussent droit de demander compte au sieur Dumontet de la vie qu'ont perdu dans l'Inde des époux, des enfans, des peres? Etoit-ce donc là le terme où devoient aboutir ses expéditions, ses travaux.

Poussé dès sa jeunesse sur les mers par l'impulsion irrésistible du génie, il livroit sur cet élément des combats où l'ennemi lui-même rendoit hommage à sa valeur. Goûtant alors cette joie noble qui, compagne de la vraie modestie, est à la fois la récompense & le soutien des talens supérieurs, il ne se doutoit guere que l'inimitié d'un seul homme entreprendroit de lui enlever en un jour le fruit précieux de tant de veilles.

Mais sur-tout, quand au retour de ses heureuses campagnes, il faisoit voir à la Compagnie ses succès; & que pleine pour lui de reconnaissance & de bonté, elle le combloit d'éloges, & dérangeoit l'usage pour l'élever sans gradation au premier rang, il ne prévoyoit pas que du sein même de cette Compagnie dût s'élever l'ennemi le plus funeste à son honneur? Car voici les procédés trop remarquables du sieur Godeheu.

Chaque fois qu'il a mêlé sa voix au Corps dont il est membre, ç'a été pour louer & récompenser de concert les actions du sieur Dumontet; & alors il avoit sous les yeux les preuves de ses actions.

Lorsque n'étant plus éclairé par les autres, il a seul, ( car je ne parle point de son Collegue )

il a seul opéré vis-à-vis du sieur Dumontet, il lui a reproché des crimes; & alors il avoit sous les yeux la preuve que l'Accusé n'avoit point fait ces crimes.

S'il est dur au sieur Godeheu de recevoir de pareils démentis, croit-il qu'il le soit moins pour nous de les lui donner? Cependant quand je le vois accuser le sieur Dumontet d'avoir retardé par sa faute le départ du Villevault; ma défense contre cette nouvelle imputation n'est-elle pas toujours d'avertir que cet Accusateur trompe encore?

Il impute au sieur Dumontet d'avoir retardé son Navire; & il a vu lui-même, lorsqu'il est venu pour le saisir, une multitude d'ouvriers qui y travailloient tous. Et il a su que, du jour où le sieur Dumontet est arrivé à Bordeaux, ces Ouvriers y sont restés sans interruption, jusqu'au jour où les deux Députés s'y rendirent.

Lorsque les Commissaires arriverent, les cuisines que l'on avoit été obligé de refaire, parce que le feu y avoit pris, n'étoient point encore finies. La fonte des pompes avoit manqué plusieurs fois, & elles n'étoient point encore faites. Les logemens de l'Etat Major n'étoient pas non plus achevés. D'ailleurs une partie de l'Etat Major ne se rendit à Bordeaux que dans les derniers jours de Janvier. Mais quand même il n'y auroit eu aucunes réparations à faire au Villevault: quand même l'Etat Major auroit été plutôt completé, le départ de ce Bâtimement n'en auroit pas été moins suspendu par

les vents qui, depuis le 15 Janvier, avoient toujours été contraires. Tout le monde a vu sur la riviere nombre de Vaisseaux prêts depuis long-temps à partir, & à qui les vents ne permirent de mettre à la voile, que postérieurement à l'ordre que reçut le sieur Dumontet d'attendre de nouvelles dépêches.

Ce sont donc les Ouvriers, les vents & la lenteur à former l'Etat Major de ce Vaisseau qui en ont empêché le départ : & ç'a été au grand regret du sieur Dumontet que ces obstacles l'ont arrêté. Sa Pacotille étoit en effet toute rendue à Bordeaux avant le 10 Décembre. Un départ prompt, qui l'eût soustrait à la saisie des Commissaires, étoit ce qu'il auroit pu faire de plus adroit & de plus profitable. Il avoit même d'autant plus de désir de lever l'ancre, qu'il lui étoit revenu par la voix publique, que le sieur Saige avoit mandé à la Compagnie des Indes qu'on avoit chargé sur le Villevault une Pacotille considérable. Ainsi craignant ce qui est arrivé, il lui convenoit, pour sa sûreté, de ne pas différer : il fût parti plutôt ; s'il l'avoit pu.

Il n'est donc pas étonnant qu'aucun témoin n'ait déposé du retard, puisqu'en effet il n'y en a point eu. Loin même que les charges fournissent des preuves des cette imputation, elles contiennent une partie de celles que je viens d'employer pour la détruire.

Mais quoi ! un téméraire Accusateur se sera permis de créer d'aussi cruelles fables, de les marquer au caractère le plus sinistre ; & il me suffira de réfuter froidement ces mensonges ?

& je croirai avoir tout fait pour l'Opprimé qui réclame mon zèle , quand j'aurai simplement démontré qu'il n'a point retardé son Navire ? Certes ! son succès seroit illustre , si l'on s'en tenoit à penser que , chargé d'approvisionner l'Inde , il n'a pas poussé la trahison jusqu'à y faire périr par ses délais , les Sujets & les troupes du Roi. Pour ne pas commettre un forfait , est-on digne d'applaudissement & d'estime ?

Non , mon devoir & sa défense ne seront pas remplis , si je n'ajoute , si je ne dis au Dénoncateur : Savez-vous sur quel homme sont tombés vos outrages ? Sur un homme qu'aux bruits de sa vaillance & de ses premiers faits , la Compagnie des Indes préfère à tous ; sur un homme à qui , par une faveur unique , elle fait , dès son entrée , commander des Navires ; sur un homme qui chargé , pour coup d'essai , d'arracher à la mort les Habitans d'une Isle bloquée par l'Ennemi & dévastée par la famine , s'élançe sur l'Océan comme l'éclair , rompt tout obstacle , arrive au but , rend à la vie l'Insulaire expirant , bat l'Anglois dans sa course , & reparoit triomphant dans nos Ports , avant qu'on croie qu'il est parti.

Me demandera-t-on à présent par quelle raison j'avois placé ces détails dans la narration de mes faits ? Eh ! qui ne voit par quel nœud ces récits tenoient à ma Cause ? Je ne l'ignore point , qu'on déplaît , qu'on fatigue à raconter ses propres services ; mais ce qu'exige de nous la nécessité de la défense , il ne faut l'imputer qu'à l'agresseur qui nous l'impose.

Je dirai plus : un homme d'honneur que l'on attaque de ce côté , devient , dès ce moment , comptable à sa Patrie des faits qui ont rempli sa vie. L'Accusé livre donc la sienne toute entière aux recherches de son Accusateur.

Mais que celui-ci me comprenne. Ce n'est plus de fictions qu'il s'agit ; il n'est plus question d'inventer. Ecartons à jamais les deux crimes dont il le supposoit coupable envers les gens de son Equipage. Ecartons à jamais les deux crimes dont il le supposoit coupable envers le lieu de sa destination. Bannissons, il en est temps, toute imposture. C'est avec le flambeau de la vérité qu'à présent Dumontet l'invite à descendre dans les replis de sa vie passée. Si ce flambeau lui découvre des fautes, qu'il les publie, qu'il les poursuive.

Mais s'il est vrai que cet homme de mer , simple & généreux dans ses mœurs , observateur rigide de sa parole , n'ait jamais connu le mensonge , ait toujours eu la mauvaise foi en horreur ; si jamais ni créanciers , ni rivaux , ni ennemis ne lui ont fait connoître les malheurs de l'humiliation ; s'il s'est vu comblé toute sa vie , de témoignages de considération ; si la Compagnie n'a cessé de lui donner des marques de confiance & d'estime ; si , pour mériter tant de suffrages, il s'est livré , dès sa tendre jeunesse , à l'étude & à la pratique de son art ; s'il a porté ses pas aux deux extrémités de la mer Océane & de la Méditerranée , dans l'Occident comme dans l'Inde , dans les quatre parties du monde ; si par-tout il a couru des risques , soit que sur

Les Vaisseaux de nos plus célèbres Armateurs il ait marqué chaque campagne par des succès, soit qu'ayant apperçu dans un calme à sept ou huit lieues en mer deux Vaisseaux ennemis, il se soit mis avec quatorze hommes dans un Canot & ait amené les deux Frégates prisonnières; soit que par un effort surnaturel il se soit précipité au sein des flammes pour éteindre lui seul un incendie qui consumoit son bord; s'il peut, sans se parer d'un faux mérite, compter à la fleur de son âge & dans sa trente-unième année, autant d'affaires que la plûpart de nos vieux Guerriers en ont vues; si enfin le même homme que la calomnie présentoit sous les traits d'un criminel d'Etat, la vérité nous le rend sous les traits d'un Officier plein de courage, plein de lumiere, un peu trop inflexible peut-être, mais franc, mais juste, mais occupé sans cesse à concevoir & à remplir de hautes entreprises: N'est-il pas juste, n'est-il pas temps que cet homme de bien regagne enfin dans le jugement du Public le rang précieux qu'il accorde aux vertus?

Le sieur Dumontet eût été plus vertueux sans doute, si l'exemple des Marins, qui presque tous sont Pacotille, ne l'eût pas entraîné. Mais enfin il s'est permis de la faire comme eux; voilà sa faute, voilà sa seule faute. Or un pas fait hors des voies étroites du devoir, or une foiblesse est-elle un crime? Et d'ailleurs ne l'a-t-on pas punie, cette foiblesse, avec sévérité, avec excès, puisqu'un Arrêt a fait tomber sur lui tout le poids d'une Loi dont presque aucun n'avoit encore éprouvé la rigueur! Si cependant jamais affaires

de Pacotille mérita quelque grace , j'ose assurer que c'étoit celle-ci. Qu'on daigne me suivre ; & & l'on va s'en convaincre.

De quelque côté que le sieur Dumontet promenât ses regards , tout concouroit à lui représenter les Pacotilles comme tolérées , c'est dire trop peu , comme permises ou plutôt comme autorisées.

Que de fortunes il a vu subitement sorties du sein des mers ! Que d'exemples il pourroit tirer de nos Ports , puisque cet abus , aussi ancien que la Compagnie même , est , je ne puis trop le redire , commun à presque tous les Officiers & autres hommes qu'elle emploie ! Mais pour préférer les exemples les mieux connus par nos Accusateurs , il a vu durant son séjour à l'Orient , & tout le monde y a vu comme lui , une Compagnie particulière , sous le nom de Compagnie Bourgeoise , qui chargeoit en partie pour son compte les Vaisseaux de la Compagnie des Indes. Quel étoit le Chef de cette Compagnie Bourgeoise ? Qui chargea-t-elle de vendre dans l'Inde sa Pacotille ? Qu'on ne nous force point de les nommer. Nous supprimons les deux noms par égard.

Si , de ce qu'il a vu faire dans nos Ports , nous passons à ce qui se faisoit dans nos Isles , il y a vu l'Officier Général & l'Enseigne , les Préposés , les Employés du premier & du dernier rang vendre publiquement à la Compagnie elle-même des marchandises & d'Europe & d'Asie. Prêt à retourner dans l'Isle de France , lieu de la destination du Villevault , il s'est rappelé qu'il y

avoit vu dans son premier voyage des Douanes faites pour percevoir sur les Pacotilles des droits de toute espece , au profit de la Compagnie même. Or personne n'ignore qu'il n'y a que les Vaisseaux de la Compagnie des Indes qui commercent dans ses Concessions. Ainsi l'on ne peut prétexter que ces Douanes soient destinées à lever des droits sur les Vaisseaux étrangers. Ce n'est donc, & ce ne peut donc être que sur les Pacotilles qu'elles les perçoivent. C'est cependant la Compagnie qui établit ces Douanes : preuve, ou du moins induction forte, qu'elle approuve les Pacotilles.

A la vue de ces opérations publiques, quelles autres idées pouvoient s'offrir au sieur Dumontet que celles-ci ? Il pensa que la Compagnie n'étant pas toujours dans l'intention de charger la totalité de ses Navires , il lui devenoit indifférent que ses Concessions fussent fournies par ses Officiers ou par elle ; d'autant plus qu'elle ne couroit pour les Pacotilles aucuns hasards , & chacun fait que ces risques sont grands.

Il crut encore qu'elle trouvoit d'ailleurs pour elle-même quelque intérêt dans cette tolérance , parce qu'un Capitaine qui met la plus forte partie de sa fortune sur son bord, est sûrement un homme sur lequel on peut compter pour le défendre.

Il crut enfin que la Compagnie reconnoissoit qu'il n'étoit pas naturel qu'un homme s'expatriât & bravât les plus grands dangers pour son service, s'il ne joignoit à l'honneur de la servir l'espérance & l'attrait de rencontrer quelque fortune.

Quand de ces objets extérieurs il revenoit sur lui-même, que son sort lui offroit encore des motifs propres à fortifier son erreur !

Les dépenses considérables qu'un Capitaine est obligé de faire pour se former une table ; les vivres en farine, en bestiaux, en vins, en liqueurs, en autres provisions nécessaires, tant pour le cours de la campagne que pour les relâches ; le linge, qui ne se blanchit point à la mer ; l'argenterie, les batteries de cuisine & autres ustensiles, qui tous sont à la charge du Capitaine ; les emprunts qu'il est forcé de faire pour payer comptant ses achats ; les intérêts de ces sommes prêtées ; tous ces frais sont immenses. Aussi le sieur Dumontet s'étoit-il persuadé que la Compagnie, sentant combien les déboursés de ses Capitaines excèdent souvent la somme qu'elle leur passe pour chaque bouche de leur table, ne s'opposoit point à ce que des hommes, qui, encore une fois, s'exposent sans cesse pour l'enrichir, se récupérassent du moins de leurs pertes par la facilité d'un modique négoce.

Ce sont-là les réflexions diverses qui ont entrevenu chez lui une illusion à laquelle il doit son malheur. Ces réflexions, je le demande à tout homme sans prévention, étoient-elles si peu fondées qu'elles ne fussent dignes d'aucun égard ?

Mais un Capitaine paroît plus excusable encore lorsque le Vaisseau qu'il commande est un Vaisseau chargé en Marchandises, & non armé en guerre.

Tel étoit le Villevault. Il n'avoit d'autre destination que de transporter des Marchandises

dans l'Isle de France. N'étant fait ni pour attaquer des Bâtimens ennemis , ni pour escorter les nôtres , ce Vaisseau n'avoit point de défense. Toute son artillerie se réduisoit à quelques pieces de canons de 4 & 6 livres de balle. On ne peut donc reprocher au sieur Dumontet d'avoir changé la destination de son Vaisseau , ni d'en avoir embarrassé les batteries. Il n'avoit mis de marchandises que dans la calle , dans les cambuses , dans les endroits destinés à en recevoir. Il n'y avoit dans l'entre-pont que des cordages de rechange , qu'il est défendu de placer ailleurs, lorsque la calle du Vaisseau est destinée aux marchandises. Les effets tenoient absolument tous sous le franc-tillac , & par-là le Capitaine étoit en regle ; il n'y avoit point à craindre de surcharge qui en pût retarder la marche.

A rassembler toutes ces circonstances , qui ne voit que jamais affaire de Pacotille ne fut gracieuse à plus de titres que celle-ci ?

Le sieur Dumontet espéroit bien les faire valoir auprès de la Compagnie des Indes. La bienveillance dont elle a honoré ses services , & surtout la bonté qu'elle a eue dans l'affaire présente , de se désister par un acte authentique du 27 Juin 1761 , de toutes les procédures criminelles intentées en son nom par le sieur Godeheu ; tout persuade le sieur Dumontet qu'il eût obtenu d'elle la remise de ses effets. Mais on l'a dit , il se rendit trop tard en cette Ville , & le Conseil confisqua sa fortune. Il a reçu ce coup sans se permettre ni murmures ni plaintes ; il s'est soumis à ce rigoureux châtement

avec le plus respectueux silence. Mais il le rompt; mais il se plaint avec justice & avec force, lorsqu'il voit renaître une affaire si sévèrement terminée.

Car à quel titre & de quel droit la renouvelleroit-on aujourd'hui ? Je veux même qu'on la reprenne : hé bien que faire ? saisir ses effets; ils sont saisis. La Compagnie a ses dépouilles entre les mains. Que faire donc de plus que ce qui est ? car pourroit-on ajouter à cette peine, sans ajouter à la volonté de la Loi ? & pourroit-on excéder les bornes de la Loi, sans commettre évidemment une chose injuste ?

Concluons donc. Les quatre délits reprochés au sieur Dumontet, c'est-à-dire le défaut de pain, le défaut d'eau, le refus d'embarquer des poudres de guerre, & le retard du transport des vivres dans l'Inde, sont autant d'impostures. L'Accusateur qui devoit les prouver n'en prouve aucuns : car aucun des Témoins n'a déposé d'un seul de ces quatre griefs : & l'Accusé, tout dispensé qu'il est du poids de la preuve, prouve lui-même la fausseté de tous les quatre. Tout se réduit à une affaire entièrement consommée par un Jugement authentique, & même par un Jugement très-sévère. En deux mots, il n'existe ici aucun crime. La faute qui existe est punie. Donc il faut annuler le Décret.

Enfin la justification du sieur Dumontet est complete ; mais pour toucher à un terme si désiré, quelle carrière il a fallu fournir ! Que d'exemples cette triste Cause a fait paroître de divisions, d'oppressions, de cruautés, fomen-

tées toutes par le seul levain de l'orgueil ! La vengeance s'est déguisée sous un faux dehors de justice : la haine s'est satisfaite sous les couleurs du zèle : l'ennemi a frappé sous le masque d'homme public : il m'a fallu déchirer tous ces voiles ; dire les causes qui ont allumé , dans cette affaire , tant de passions tumultueuses.

Mais la chaleur n'est-elle donc que pour les passions ? & ne puis-je me livrer à mon tour à l'émotion du sentiment qui me presse en faveur de l'homme infortuné que je défends ? car quels grands intérêts , quel précieux dépôt il m'a remis en garde ! Sont-ce des domaines ? est-ce sa vie ? son dépôt est d'un bien plus haut prix. C'est son honneur qu'il m'a confié : c'est son sort de tous les siècles , cette existence impérissable dans l'estime des hommes. Il exposa mille fois ses jours pour obtenir un bien si cher ; & mon ardeur à le lui conserver ne doit-elle pas égarer , s'il se peut , le prix sans bornes qu'il y attache ? Loin de nous d'injurieuses déclamations ; mais loin de nous la timide bassesse d'un silence funeste aux Parties : & j'ose me rendre ce témoignage , que l'esprit qui m'anime n'a rien d'indigne du ministère que je remplis.

Je fais plus ; je veux que le sieur Godeheu applaudisse lui-même à la pureté de mon zèle : car la noire méchanceté n'habite point sans doute dans son ame : mais esclave de ce tyran secret qui subjugué les foibles hommes , il a suivi le cri trompeur de l'amour-propre. Son amour-propre lui a grossi de légères offenses ; ses offenses mal appréciées l'ont courroucé ; sa colère l'a

aveuglé ; & ç'a été dans les premiers accès du trouble qu'il a franchi toutes barrières , n'a rien pesé , s'est tout permis.

Maintenant donc que , délivré de ces faillies immodérées dont sans doute il ne fut pas maître , il a calmé son premier feu , c'est à lui-même que j'en appelle. Ne plaint-il pas l'innocente victime de sa haine ? Peut-il envisager , sans repentir , les maux extrêmes qu'il a causés. Sa main s'est égarée , je le veux croire : elle a frappé sans qu'il sût où portoient ses coups : il est donc temps que , dans le calme , il s'attendrisse sur les blessures qu'il a faites dans sa fureur. Car si j'ai eu de la répugnance à l'affliger par le récit public de ses injustices , que de remords il doit avoir à la vue de l'abîme où elles plongent le sieur Dumontet !

Celui-ci gémit depuis près d'un an dans les liens du plus terrible des décrets. Ainsi , suspendu de toutes fonctions de Citoyen , placé dans la liste des proscrits , mis sous l'anathème de la Loi , cet homme de bien ne vit qu'avec opprobre , cet homme de cœur ne respire plus qu'avec crainte. Quel sort ! quelle crise violente ! ses discours , son maintien , son silence , tout prend l'empreinte du chagrin qui le dévore. Son sourire même a je ne fais quoi de sombre & de plus touchant que les larmes ; & des larmes quelquefois lui échappent au moment qu'il paroît se distraire.

Pourquoi faut-il que les Parties , dans ces sortes de Causes , ne prennent pas la plume elles-mêmes ? Elles n'ont point l'art de compasser &

d'arranger des mots : & qu'importe l'arrangement des mots , où il s'agit de combattre & de vaincre ? J'ai vu le mélange imposant & de tristesse & de fierté que l'innocence & le malheur produisoient dans son ame ; & j'ai senti combien elle est touchante & vive , l'impression que la vérité fait sur nous , lorsqu'elle part d'une ame élevée qui repousse la Calomnie ; & j'ai regretté qu'il n'écrivît pas pour lui-même.

Quel autre en effet que lui-même pourroit sur-tout nous rendre ce qui se passe en lui dans ces circonstances intéressantes qui tiennent toute l'Europe attentive ! Eh ! qui peindroit comme lui la douleur dont il est pénétré à la vue du décret qui l'arrête , dans ces jours d'héroïque ferveur , où les François , jaloux que la première des Monarchies soit aussi puissante sur les eaux qu'elle est respectée sur la terre , lui prodiguent d'éclatantes preuves de leur zèle pour son service maritime. Les oreilles de cet homme de mer ne sont frappées que de ces nobles acclamations des Citoyens de tous les ordres , qui offrent de concert à leur Prince de libres témoignages de leur tendre & respectueuse fidélité. Quel beau spectacle de grandeur d'ame notre Nation étale actuellement au monde ! & qu'il est digne d'un immortel éloge , le grand Ministre ( g ) qui a mis en action tant de vertus patriotiques. Il a senti que le trésor le plus riche & le plus sûr pour les besoins de la Patrie , c'est notre amour pour elle ; & qu'en France le plus absolu pouvoir est

---

( g ) M. le Duc de Choiseul.

celui que l'on exerce sur les cœurs. Au reste ne nous étonnons pas que le même Génie , qui vient de resserrer les nœuds qui unissoient deux illustres ( *h* ) Royaumes , ait su ranimer dans les Membres d'un même Etat , cet esprit de concorde & de fraternité , source pure des grands succès.

Mais , tandis que notre Mere commune ne reçoit de la plupart de ses enfans que de l'or & des vœux , le brave Marin dont j'ai vengé l'honneur , auroit des connoissances & des actions à lui offrir & du sang à verser pour elle. Et quand il brûle de la servir , sa bouillante ardeur est captive sous des liens humilians. Qu'il se console : le moment de les briser est arrivé. Ce fut la surprise & l'erreur qui les formerent ; c'est l'équité qui va les rompre. L'heure est venue , que rendu enfin à ses devoirs & à lui-même , cet Officier va , non par sa fortune , puisqu'on a prononcé sa ruine , mais par ses talens & par sa valeur , entrer en part des hauts projets & des efforts communs de la Nation.

*Signé , DUMONTET.*

**M<sup>e</sup>. LOYSEAU DE MAULEON , *Avocat.***

---

( *h* ) *Traité d'Espagne.*



**MÉMOIRE**



# MÉMOIRE

POUR le Sieur D A I X.

CONTRE le Sieur V A T T I E R.

J'ACCUSE le sieur Vattier d'un crime. C'est sur ma fille qu'il a porté une main meurtrière. Il est vrai que , par le plus heureux des hasards , elle a échappé à la mort ; mais l'assassin fut armé par l'amour. Cette passion terrible ne vit-elle pas encore dans son ame ? N'y médite-t-elle pas des coups plus sûrs ? Voilà mes craintes. Est-ce un pere qui doit froidement attendre que l'événement justifie des allarmes aussi fondées ? Ce n'est point pour me venger d'une action passée , c'est pour prévenir de nouveaux maux , que je me plains. L'unique vœu qui m'amene aux pieds des Tribunaux , est que ma fille vive , & non pas que Vattier périsse. Que les Magistrats découvrent s'ils en sont les maîtres , le moyen d'épargner à l'un le supplice , sans que leur sagesse en veille moins à la sûreté de l'autre , je suis content. Je ferai plus : dès que l'intérêt de ma famille m'aura fait développer tous les droits que j'ai sur leur justice , j'oserai tenter , moi-même , d'intéresser leur clémence en faveur du coupable. Car ce que je me

dois comme pere , ne m'empêche pas d'être homme. Puisse l'humanité s'accorder de même avec le devoir de mes Juges ! Je les implore & les redoute dans cette triste affaire , où je crains à la fois , d'en dire trop peu , quand je pense à ma fille ; & quand je songe à Vattier , d'en trop dire.

Je n'aurai point à les prier d'être attentifs. Je ne leur apporte point un grand nom : mais que font les noms dans la balance de la Justice ? J'y place le plus beau des titres , celui de pere ; je ne me plains pas de ce qu'un étranger a usurpé sur moi de vastes domaines ; je me plains de ce qu'il a voulu & veut rendre ma fille victime de sa passion : cet intérêt ne cede point à l'autre.

### F A I T.

Le 2 Janvier 1765 , est l'époque de l'événement que j'ai dénoncé à la Justice. C'est à Creteil qu'il est arrivé. Je suis Fermier dans ce lieu. Mes peres m'ont transmis cet état. Des sentimens & une réputation de probité , une femme & des enfans qui m'aiment & me sont chers , du travail , de la santé , un peu d'aisance ; voilà mes biens. J'en jouissois , j'étois heureux , quand la passion de Vattier pour ma fille vint troubler ma paix.

Ce jeune homme est voisin de Creteil. Son domicile est au Bourg du Pont de Charenton. Il y demeure avec sa mere , qui est veuve depuis quelques années. Il est revêtu d'une charge

de Fourrier des Logis du Roi. Le voisinage lui donna occasion de venir chez moi pour se fournir de fourrages. La vue de ma fille fit sur lui des impressions vives.

Un jour ; c'étoit , je crois , en Septembre 1763 , le sieur Marchais , son ami , m'ayant rencontré , me pria de lui donner à dîner dans la semaine suivante. Je répondis qu'il me feroit honneur. Je ne pressentois pas les propositions que l'on se dispofoit à me faire. Au jour convenu , je vis arriver chez moi le sieur Marchais , accompagné de la Dame Vattier & de son fils. Le dîner se passa en propos ordinaires. Au sortir de table le sieur Marchais m'annonça que le jeune Vattier étoit venu pour me demander ma fille en mariage. Je rejettai cette demande ; mais avec l'honnêteté convenable. Je me retranchai sur la trop grande jeunesse de ma fille , sur celle du sieur Vattier lui-même. J'ajoutai que l'intention de ma femme & la mienne étoient d'établir notre fille à Paris. Ce refus ne rendit les poursuites de ce jeune homme que plus arden-tes. Il est vrai , que n'osant plus prétexter d'affaires , il venoit plus rarement à Creteil. Mais depuis , j'ai appris qu'il épioit toutes ses démarches : que sans cesse il se trouvoit sur son passage , soit dans les marchés , soit dans les routes : que là il la fatiguoit par ses instances , & qu'il faisoit déjà entrevoir dans ses procédés , plus de violence que de tendresse.

Elle s'effraya de tentatives si obstinées. Nous sentîmes qu'il étoit nécessaire de la soustraire à cette persécution. Nous convînmes de l'établir

au plutôt. Son mariage avec le sieur Fournier fut conclu. La nouvelle en parvint à Vattier : & voici ce qu'il exécuta.

Le 2 Janvier, il sort de grand matin de chez sa mere, vient dîner à Paris, m'y rencontre sur la chaussée Saint-Antoine. Pourquoi ce voyage à Paris ? étoit-ce pour s'assurer que j'étois, ce jour-là, hors de chez moi ? Quoi qu'il en soit, il monte à cheval, arrive à Creteil au grand trot sur les cinq heures & demie du soir, attache son cheval à ma porte, traverse ma cuisine avec rapidité, ne parle à aucun domestique, entre dans une salle où étoient ma femme, ma fille, un de nos parens, nommé Petit, une de mes domestiques, nommée Thiéri, & une couturiere. « Je viens compter avec vous, dit-il à ma femme d'un air très-égaré & d'un ton dur ». Ce compte, reprend ma femme, n'est qu'une bagatelle ». Il s'agissoit, en effet, d'un demi cent de paille d'environ 7 liv. Durant cette réponse, Vattier se retourne & jette un regard furieux sur ma fille : puis se remettant en face de la Dame Daix, « n'importe, il faut finir ». Le sieur Petit, qui voit qu'il est question d'un compte, se retire par discrétion, dans la piece voisine. Ma femme va pour prendre son registre dans une petite armoire pratiquée à la gauche de la cheminée. Aussi-tôt Vattier s'élance vers ma fille, lui porte au col un pistolet armé, lâche le chien qui renverse la platine ; mais l'amorce ne prend pas feu ; ensorte que le coup reste heureusement sans effet. « Ah ! le malheureux ! s'écrie ma domestique, il a un pisto-

« let ». Le bruit du déclin est entendu au même instant par ma fille , par ma femme , par l'ouvrière , par la Thierri. Vattier se sauve. Le sieur Petit court sur lui , le saisit par l'habit. Celui-ci tire son couteau de chasse , le porte sur la poitrine du sieur Petit , se dégage & fuit à toute bride.

Qu'opposera Vattier à ces faits ? répètera-t-il ce que sa mere vint nous dire le lendemain du crime , que le pistolet n'étoit point chargé. Ce seroit plus un aveu qu'une excuse. Quoi ! présenter à une fille un pistolet & le tirer ; puis prétendre qu'on ne s'en est servi que par feinte , par simple jeu. Quel jeu ! quelle feinte homicide ! l'effroi seul pouvoit être mortel.

N'étoit-ce aussi que pour effrayer ma fille qu'il entra lui-même si tremblant ? Son air pâle , ses propos brusques , son inquiétante agitation , tout décele qu'il a commis un crime trop réel. Au bruit qu'il cause , chacun crie à l'assassin , au meurtre , & il s'évade. On le saisit , il se débat , s'échappe & fuit. Que si ce bruit n'eût été qu'un semblant , il auroit dit : « L'avez-vous » cru , que j'eusse dessein d'égorger ce que j'aime ? L'égarement du désespoir a armé ma » main , mais d'une arme peu dangereuse. Visitez-la vous-même , la voici. Je n'ai pas songé , dans mon trouble , que le seul geste pouvoit donner la mort ; voilà ma faute , punifiez-m'en ; mais ne me perdez pas ».

Loin de-là ; son premier soin est d'appuyer une main vigoureuse sur la poche où il cache cet instrument de mort. C'est dans cette attitude

qu'il se précipite & renverse ce qui gêne sa fuite. D'une main il se défend avec le fer, de l'autre avec son arme à feu : puis s'élançant sur son cheval, il court avec la vitesse d'un criminel qui sent qu'à fuir il y va de sa vie. La rivière lui fait obstacle ; il conjure le Batelier de le porter rapidement à l'autre rive. « Il faut, lui dit-il, » que je parle au Roi dès ce soir ». Que veut-il dire ? N'est-ce qu'un propos absurde, pour obtenir plus de diligence ? Est-ce plutôt qu'il ne se voit d'autre ressource que de se jeter aux pieds du Prince ? Refusé par le Passeur du bac, il veut l'intéresser par des promesses. Cet homme est sourd, & achève sa besogne ordinaire. En attendant, Vattier s'agite ; son cheval en écume, le porte sur des hauteurs, d'où il observe au loin s'il n'est pas pour suivi par des archers comme par ses remords. Car encore tout ému de son crime, il n'avoit pas eu le temps de reprendre ce faux calme qu'à présent il affecte. Qui méconnoîtroit à ces traits la marche d'un coupable ?

Je revins au Logis peu après. Quel spectacle pour un mari & pour un pere ! Ma femme étoit glacée d'effroi ; ma fille respiroit à peine : elle venoit d'être saignée. On me conta le crime. Qu'il me parut énorme dans ce moment où je l'appris par le tumulte de toute ma maison, par le faïfissement de ma femme ; par l'évanouissement de ma fille ! Et encore quel bonheur dans ce désastre, que je n'aye pas vu Vattier le commettre. Peut-être les vivacités du pere auroient surpassé celles de l'amant, Peut-être au-

rois-je frappé moi-même un coup mortel. Peut-être aurois-je reçu la mort des mains de l'homme pour la vie duquel je fais des vœux. Car ma compassion, je ne le diffimule point, me porte jusques-là. Mais ai-je pu, quelles que soient ma répugnance & ma pitié, ne pas me plaindre ?

Je rendis plainte. Excité par la clameur du peuple, le Ministère public en fit autant, on informa ; & les informations firent lancer un décret de prise-de-corps contre Vattier. Il appella de cette procédure. Un premier Arrêt ordonna l'apport des charges au Greffe de la Cour. Un second Arrêt ordonna que les Parties auroient audience au premier jour, & fit défenses de mettre le décret de prise-de-corps à exécution.

Le mariage de ma fille avec le sieur Fournier, étoit célébré depuis quelque-temps. Le premier usage que fit Vattier de ses Arrêts, fut de porter ses pas vers la maison de mon gendre. Il affectoit de passer fréquemment sous ses yeux, s'arrêtoit devant ma fille, lui lançoit des regards menaçans. Quelle impression devoit faire aux Sieur & Dame Fournier la vue d'un homme si dangereux ! Il nous cherchoit de même ma femme & moi, avec une effronterie qui prouvoit combien des fers lui auroient mieux convenu, que cette liberté provisoire. Il continua d'avoir à Paris la même Hôtellerie que celle où je descends depuis quarante ans. Tant de hardiesse nous allarma : & si la simple treve qu'il devoit à des Jugemens rendus par

provision l'enorgueillissoit à ce point, nous com-  
-primes tout ce qu'une entière impunité lui  
donneroit d'audace.

Un jour, entr'autres, il rencontra ma femme  
qui retournoit à Creteil. Elle menoit sa chaise.  
Elle étoit seule. Il la joignit, la côtoya, la croisa  
à diverses reprises, hâtoit sa marche, quand elle  
doubloit le pas, le ralentissoit, lorsqu'elle alloit  
moins vite, enfin mesura si bien son allure sur  
la sienne, qu'elle ne pût l'éviter de toute la route.  
Je la vis rentrer toute saisie. Elle m'en voulut  
cacher la cause. Je la pressai : « c'est, me dit-elle,  
» ce malheureux, qui a, je crois, juré notre  
» perte ». Et elle me raconta ce qui s'étoit passé.

C'est ainsi que se comporte le coupable. Au  
lieu de se cacher & de craindre, c'est lui qui  
brave, qui menace, qui intimide : & cependant  
nos dispositions envers lui ne sont pas chan-  
gées. Nous n'avons jamais eu d'autre objet que  
de nous conserver, sans le perdre. Ce qui m'in-  
térresse, c'est que ma femme, mon gendre & mes  
enfants, soient désormais à l'abri de ses coups.  
Tout annonce qu'il est capable d'en porter en-  
core. Je dois prévenir ce danger. Mais je désire  
qu'on ne se croie pas obligé de rechercher une  
action passée. J'oserai même, tant ce désir est sin-  
cere en moi, soutenir que l'absence à laquelle je  
conclus, suffit ici pour désintéresser l'ordre pu-  
blic.

Ainsi, ce que la Justice peut m'accorder de  
moins, est d'ordonner l'absence de Vattier.

La Justice sera suffisamment satisfaite, en ne  
condamnant Vattier qu'à une absence. Voilà le

plan de ce Mémoire, où je vais, tour-à-tour, & l'attaquer & le défendre.

## M O Y E N S.

Vattier a voulu tuer ma fille. Les charges portent que le pistolet a été vu par la Thierri, que le déclin en a été entendu par elle, par ma femme, par ma fille, par l'ouvrière. Il n'y avoit dans la salle que l'ouvrière, la Thierri, ma fille & ma femme. Elles seules ont pu être témoins du coup. Toutes en ont porté témoignage, & un témoignage non pas de oui-dire, mais direct, mais personnel, mais unanime. Donc le corps de délit est constant. Le faux prétexte de l'entrée de Vattier chez moi, son égarement, sa pâleur, le trouble de son attaque, la prudence de sa défense, sa fuite précipitée, tous ces faits consignés dans les charges, donnent les derniers traits au tableau de l'assassinat. Répétons donc avec autant de vérité que de douleur : « Vattier a voulu » tuer ma fille ».

Mais quand tout montre qu'il l'a voulu, où trouverai-je la preuve qu'il ait cessé de le vouloir ? Une année n'éteint pas nos passions. La sienne, d'ailleurs, fut si profonde, & nourrie par un naturel si bouillant, qu'il est à craindre que la durée n'en égale la force.

Que parlai-je même d'une année ? Comme si, depuis son attentat, il n'eût plus rien annoncé de sinistre. Ah ! c'est ici que se déploie dans tout son jour, un caractère bien redoutable. C'est peu pour Vattier, d'avoir violé l'asyle de la maison pa-

ternelle, d'y avoir attenté, sous les yeux d'une mere, aux jours de sa fille. Loin de réfléchir avec tremblement sur cette action, ce téméraire jeune-homme s'en applaudit, comme d'un exploit qui l'honore. Notre présence le devoit pénétrer de honte & de crainte, & il épie audacieusement notre rencontre. Tantôt c'est moi qu'il brave dans mon hôtellerie, qu'il y coudoyé insolemment. Tantôt c'est devant ma fille qu'il s'arrête, pour la fixer & lui lancer un œil menaçant & moqueur. Tantôt c'est ma femme qu'il intimide sur les grands chemins, par son affectation à régler obstinément ses pas sur les siens, à la croiser & rire avec cruauté, de ses vains efforts, pour fuir l'assassin de sa fille : en sorte qu'à voir & nos allarmes & sa hardiesse, on diroit que c'est de nous & contre lui qu'est parti l'outrage.

Ceci montre un avenir affreux. Car se prévaloir de son crime, est pire peut-être, que de l'avoir commis. Aussi-crois-je le voir, le bras toujours levé sur ma fille : & tout pere le croiroit comme moi : & tout pere demanderoit justice. Elle ne régneroit plus parmi nous, si l'assassin demeurait impuni, & que fier de sa liberté, il l'employât à de nouveaux forfaits. Oui, je le dis, j'en appréhende d'autres. Car dès que le repentir qui devoit suivre cet événement, n'a pas saisi Vattier, il n'est point d'excès dont l'impunité ne le rendit capable. Ses passions prendroient plus de fougue dans l'inaction de la Loi. C'est autant pour elle-même que pour moi, qu'elle doit m'entendre. Elle doit à l'ordre gé-

néral, ce que je lui demande pour les miens.

Nous étions peu faits sans doute, pour avoir à lui dénoncer de pareils troubles. Ce n'est guere que dans les villes ou dans les Cours, que l'amour porte ses ravages. Cependant, plus j'envise les maux qui désolent ma famille, moins je les trouve prêts à cesser. J'ai un fils qui aime sa sœur avec tendresse. De quelle œil croit-on qu'il en regarde l'assassin? Il le déteste, & il est vif. La vengeance est défendue, mais elle entraîne. Il prend sa haine pour un devoir: il l'appelle un sentiment d'honneur. Ces inimitiés de famille peuvent tôt ou tard engendrer des querelles sanglantes. Mon fils peut-être auroit aussi des torts. Sa sensibilité m'épouvante autant que la perfidie de Vattier. Je dépose ces justes craintes dans le sein de mes Juges. Qu'ils nous sauvent d'un homme dangereux: qu'ils le mettent hors d'état de nous nuire. Je les supplie, & c'est à eux de nous calmer.

Un moyen sûr de détourner ces présages, c'est qu'ils éloignent Vattier de nos cantons. Je n'ai jamais désiré qu'ils lui ôtassent la vie. Je ne demande pas non plus qu'ils le flétrissent. Je me borne à souhaiter l'absence de l'ennemi qui m'obsède. Ce genre de peine n'entraîne point l'infamie, & par cette peine tout est prévu. Le passé n'a heureusement produit aucun mal, & l'avenir n'en pourra plus produire. L'intérêt de ma famille sera donc pleinement satisfait. Que dois-je exiger au-delà? & quand j'aurai tout ce qu'il m'importe d'obtenir, pourquoi animerois-je le Ministère public à sévir? Est-ce parce

que le Ciel a protégé si sensiblement ma fille contre les transports de Vattier, que je presserai les Juges d'accabler celui-ci ? Encore une fois, qu'ils l'éloignent, je suis content.

Je sens l'objection qu'on m'apprête. C'est mettre, me dira-t-on, bien peu de bonne foi dans vos discours. Vous savez qu'il ne dépend pas de vous d'intervertir le cours des Loix & de leurs châtimens, ni de composer de la sorte avec la Justice. Vous dites que Vattier a voulu faire périr votre fille. C'est l'accuser d'un crime capital. Tout se réduit donc à savoir si ce crime est prouvé ou non. Mais vous faites connoître que les preuves en sont acquises & concluantes. Vous faites donc tout ce qu'il faut pour que Vattier soit puni de mort. Il est vrai que vous joignez à tout cela des vœux, pour qu'il soit sévèrement traité; mais que sont des vœux dans un Tribunal ? vos vœux d'ailleurs sont contredits par vos actions. Vous avez l'air de le plaindre, & le poursuivez en effet; cela veut dire que vous voulez être en même-temps implacable & paroître sensible. Ce n'est-là que de l'hypocrisie.

Je répondrai sans détour. Vattier a porté à la gorge de ma fille un pistolet qu'il a tiré. Ma fille n'a pourtant point été blessée. Ce bonheur doit provenir, ou de ce que la mèche n'a pas pris feu, ou de ce que l'arme n'étoit point chargée. Quant à moi, je ne doute point que l'arme ne fût chargée. L'embarras de Vattier, sa fureur, ses précautions, sa fuite, tout m'assure que son arme étoit meurtrière. J'en dois,

moi pere, être convaincu, & le suis, en raison de ma juste terreur.

Mais je l'avoue, car le ressentiment ne me rend point injuste : autre chose est d'envisager cette action en homme, ou de la peser en Juge. Ce que les vraisemblances ont d'évident pour nous, ne fait pas preuve à leurs yeux. Il eût fallu, pour leur en procurer, arracher à Vattier son pistolet, le visiter, le décharger, le constater sur l'heure. Sa prudente retraite a rendu ces recherches impraticables. Voilà pourtant les preuves que les Juges demandent pour condamner. Car entre deux causes possibles d'un même effet, il suffit du plus léger nuage sur celle qui rendroit l'accusé criminel, pour qu'ils admettent de préférence celle qui le favorise. Si donc les Juges ne sauroient dire : « le pistolet n'étoit point » chargé » ils peuvent dire au moins, « il n'est » pas suffisamment prouvé qu'il le fût. » Et dès qu'ils ne peuvent voir comme moi que, l'arme étoit chargée, c'est à moi d'admettre avec eux que ce fait vrai n'est point assez prouvé.

Mais n'y a-t-il pas de milieu entre l'absolution & le supplice ? Le même sans doute qu'entre l'innocence & le crime. Et dès que la Loi ne peut voir Vattier qu'entre les deux, elle ne peut porter contre lui qu'un jugement intermédiaire. Or ce châtiment mitoyen, quel sera-t-il ? l'absence.

Cette peine n'est point insolite. Je ne prétendrais pas qu'on inventât un nouveau genre de peine pour ma cause.

Le Législateur qui démêle entre nos torts, ce qui est passion, vice ou crime, afin de mesu-

rer les punitions aux fautes, a rangé l'*abstention* ou l'*absence* parmi les peines.

L'Edit ( *a* ) du Roi du mois de Décembre 1703, concernant les voies de fait, dit dans l'Article 6, que l'offenseur « pourra être condamné » à un bannissement, ou à s'abstenir pendant » le temps que les Juges estimeront à propos, » des lieux où il fait sa résidence ordinaire ».

D'habiles Jurisconsultes ont pris soin de nous marquer la différence de cette peine, aux autres.

« L'absence, dit Lacombe ( *b* ), est un genre » de peine, qui n'est ni afflictive, ni infamante. » C'est une satisfaction accordée à l'Accusateur » sur l'Accusé ».

M<sup>e</sup> Muiyard de Vouglans ( *c* ), dit aussi « que » l'abstention de certains lieux est une peine, » qui se prononce ordinairement dans les cas » d'injures ou menaces dont on veut prévenir » les effets ». Elle ne produit que la simple infamie de fait, c'est-à-dire, la diminution ( *d* ) de l'estime des honnêtes gens ; mais non l'opprobre légal.

C'est, je le répète, le Bannissement, qui imprime l'opprobre : la simple absence ne flétrit pas.

Les Parlemens, qui y condamnent selon l'exi-

( *a* ) Cet Edit a été enregistré le 31 Décembre.

( *b* ) Rousseau de la Combe, Matieres Criminelles, au mot *abstention*.

( *c* ) Institut. au Droit Crimin. Part. 8, Chap. 2.

( *d* ) *Immunitio existimationis apud probos viros. L. 13, ff. ex quibus caus. infam. errog. L. 17, ibid.*

gence des cas, ont senti combien étoit judicieuse l'institution de cette punition mitoyenne. Que l'on proscrive, dans l'ordre moral, ces faux milieux que nos modernes maximes voudroient quelquefois introduire entre le juste & l'injuste, c'est un grand bien: car l'objet de la morale est d'enseigner aux hommes ce qu'ils doivent être. Mais comme l'objet des Loix se borne nécessairement à gouverner les hommes tels qu'ils sont, ce seroit un grand mal de négliger trop, dans l'ordre législatif, ces vues moyennes qui mitigent les peines au besoin. En effet, une indifférence & une rigueur extrêmes, seroient, dans ces matieres, deux extrêmes injustices. Par l'une, la société seroit exposée à trop de risques: par l'autre, trop d'hommes seroient voisins du châtiment. Inconvénient qui, dans le système politique, vaut bien l'autre.

Voilà pourquoi les Dépositaires de la Loi appliquent ce remede d'absence, quand ils voyent d'un côté, que personne n'ayant été, ni deshonoré, ni blessé, personne par conséquent n'est à venger pour le passé; & que de l'autre, la cause du crime n'ayant rien, ni de contagieux, ni de vil, la séparation des ennemis pourroit à tout pour l'avenir. Celui des deux qui a commis la faute, est alors puni par l'absence: par elle aussi, cessent les inquiétudes & les dangers de l'innocent. Les réputations sont même ménagées, puisqu'aucune note d'infamie ne suit ce genre de punition. Distinctions, nuances précieuses, c'est par vous que les Magistrats supérieurs, qui balancent au-dessus de nos têtes les proportions des

délits & des peines, maintiennent l'équilibre social.

Par l'absence, les frayeurs de ma famille & les fureurs de Vattier cesseront: par l'absence, il conservera l'honneur & la vie, sans que nous ayons à craindre pour la nôtre. Voilà le châtiement que je propose: voilà les motifs qui me le font proposer. Ce procédé n'a, ce me semble, rien d'illégal.

C'est si j'eusse prié mes Juges de faire grace à Vattier, qu'on m'auroit pu reprocher d'étaler un sentiment factice. Je fais trop, qu'impassibles comme la Loi, ses Ministres ne peuvent pas plus absoudre par indulgence, que condamner par emportement: & ma Supplique auroit été aussi absurde, que peu décente. Mais j'ai vu que les Magistrats devoient avoir quelque incertitude sur l'état où étoit l'arme dont Vattier s'est servi: j'ai pensé que cette obscurité étoit propre à lui sauver la vie: & quoique convaincu, comme homme, de la charge du Pistolet, j'ai dû prendre, & j'ai pris, comme Partie, la route que la Loi m'enseignoit. J'ai conformé mes conclusions au genre de peine que l'Arrêt doit prononcer.

Mais si j'ai dû ne demander rien de plus à mes Juges, peuvent-ils, à leur tour, m'accorder moins? Plus en effet on réfléchira sur l'absence que je sollicite, plus elle paroîtra dans les proportions du délit. Elle conjure cet orage, écarte ce péril, rend vaines ces voies de fait & ces menaces qui sont toutes démontrées au Procès. Je me trompe infiniment, ou j'ai droit d'attendre ce secours des Loix.

Ne

Ne seroient-elles, en effet, établies que pour punir, & jamais pour prévoir ? Ici le crime revient à grands pas contre nous. La première tentative du Criminel a manqué, & mettant ce hasard à profit, il peut faire passer cet effort pour un geste de violence & d'humeur. Aussi, comme le fait n'a point secondé l'intention, les Magistrats ne feront point périr le coupable ; mais ils veilleront à ce que son intention qu'ils connoissent, n'amène pas un fait plus réel. Car il vaut mieux, disent les Loix (e) courir au-devant du mal, que de le venger après coup. Il vaut mieux conserver à un homme la santé, que de recourir aux remèdes après la blessure. Voilà précisément les Loix que je réclame. Ma fille a échappé à une blessure mortelle : mais le poignard la menace encore ; & je prie qu'on l'arrache des mains de Vattier, & je prie qu'on éloigne ce meurtrier de nos contrées.

Quel homme oseroit me dire : Attendez ; vous aurez droit à la vengeance, quand il aura consommé son forfait. Eh ! que m'importe, quand ma fille ne sera plus, que Vattier périsse ! Croit-on donc que j'aye plus à cœur le trépas de l'un, que la vie de l'autre ? Mais peut-être la laissera-t-il vivre. C'est ce peut-être, c'est ce doute af-

---

(e) L. 1. Cod. quando liceat unicuique, &c.

*Melius est occurrere in tempore quam post exitum vindicare*

L. 3. Cod. in quibus causis restitutio in integrum, &c.

*Melius intacta eorum jura servari, quam post causam vulneratam remedium querere.*

freux dont il faut qu'on me délivre. Quel crime ai-je fait, pour endurer le supplice d'un pareil doute ? J'ai refusé ma fille à Vattier, c'étoit le droit d'un pere. Ma fille a rejeté ses instances; cette liberté est de droit naturel. Est-ce notre faute, si Vattier ne convenoit pas au mariage qu'il recherchoit : & sans que j'aye à rendre raison de mes refus, tout le mal qu'ils lui ont inspiré ne le justifie que trop. Où en seroient les enfans & les peres, s'il falloit que de justes refus missent sans cesse leurs jours en danger ?

Voilà pourtant le sort où le voisinage de Vattier nous expose. Le trophée qu'il a fait de son crime, y ajoute un scandale, que l'impunité aggrave encore. Il est temps que ce désordre cesse. Il est temps que son exil le punisse & nous venge. Il a trop mérité cette peine. Bien des gens, même, la trouveront trop douce. Pour moi, qui, par respect pour le Tribunal où je parle, ai soumis à l'ordre judiciaire les mouvemens de la nature, j'ai restraint mes prétentions à une absence : je me suis borné à ne vouloir que ce que je dois obtenir.

Et même dès que je ne demande rien au-delà, quel intérêt aurois-je à disconvenir que plus de rigueur seroit trop, pour la nature du crime ? Qu'on assemble donc, tant qu'on voudra, les considérations les plus capables de l'atténuer : qu'on dise, si l'on veut, qu'un homme heureux dans ses desirs, auroit sacrifié son sang pour celle qu'il poignarde dans son désespoir : que, si ce meurtre fait porter l'amant sur la roue, le spectateur doit du moins gémir d'un supplice, dont la cause n'est pas indigne qu'on la plaigne : qu'un

principe , qui fermente dans tant de cœurs , n'ayant rien d'abject , invite peut-être à un peu moins de sévérité , quand le mal qu'il vouloit faire , n'a pas eu lieu : qu'un larcin , quoique non consommé , doit être , pour la sûreté commune , marqué du sceau de l'ignominie , parce qu'un voleur sera voleur par-tout , trouvant par-tout de quoi voler ; au lieu que l'amour , loin d'être un sentiment universel , est relatif , est exclusif , est borné par essence ; de sorte qu'éloigné de l'objet qui l'émeut , l'homme passionné vivra dans son exil , d'autant plus calme & moins à craindre. En un mot tout ce qui peut tendre à faire voir que l'absence de Vattier venge assez , & la cause publique , & la nôtre , j'y souscris sans peine.

J'avouerai même que c'eût été pour moi une amertume affreuse de voir dresser un échafaud dans Creteil ; d'y voir porter un jeune homme , d'une famille ancienne en ce lieu ; d'entendre les cris & les gémissemens de ses proches , de ses amis ; d'entendre chacun me reprocher sa mort : car tel est l'Homme que , dans le premier moment , il applaudit à la vengeance du crime : l'instinct d'après , il ne voit plus que le malheur. Il l'impute , avec injure , à l'Accusateur qui l'a provoqué : de manière que le supplice de Vattier feroit , par une double injustice , autant d'ennemis à ma famille , que de honte à la sienne.

Mais , encore un coup , cet intérêt personnel , n'est entré pour rien dans la forme des conclusions que j'ai prises. Je m'en tiens à requérir l'absence , parce qu'ayant apprécié , selon mes lu-

mieres naturelles, ce que la Loi, rapprochée des faits, m'autorisoit à lui demander, je lui demande ce qu'elle promet de m'accorder.

Je reviens donc, avec confiance, au vrai point de ma Cause, & la voici toute entiere en deux mots.

Dans l'impossibilité de connoître si le Pistolet étoit chargé ou non, l'œil de l'homme ne peut s'empêcher de voir qu'il l'étoit : l'œil du Magistrat peut se refuser à le voir. Mais le même Acte, qui, aux yeux de tout le monde & aux miens, est un assassinat formel, est du moins aux leurs, une menace, un outrage, une violence, qui pouvoit donner, sur l'heure, la mort à ma fille. D'ailleurs plusieurs faits postérieurs annoncent qu'il nous garde des dispositions meurtrieres. Ce souvenir & cette perspective nous causent de grands tourmens. Nous ne les avons pas mérités : nous méritons qu'on nous en délivre. L'éloignement de Vattier est le moyen de nous y soustraire : c'est la Loi qui nous administre ce moyen : donc il le faut condamner à l'absence.

Que si cet homme nous eût attaqué dans quelques Forêts, nous nous serions promptement réfugiés vers nos foyers. Mais c'est dans ce domestique asyle qu'il a semé l'affliction & l'effroi, dans cet asyle sacré chez tous les Peuples, dans cet asyle où les Souverains garantissent à l'homme privé la sûreté & la liberté, en échange de sa soumission à leurs Loix. Et dans l'impuissance où nous sommes de vivre avec sécurité près de Vattier, est-ce à lui de jouir paisiblement, jusqu'au moment d'un nouvel attentat,

tat, du bien-être qu'il nous a ravi? Est-ce à nous à nous expatrier? Est-ce à nous à porter la peine de son crime?

Je ne dis pas que, si Vattier n'eût dirigé sa rage que contre moi, je n'eusse eu la force de me taire. Mais les risques qui nous menacent, c'est ma famille entière qui les court. Voilà sur quels intérêts je ne puis composer. Voilà les destinées qu'il ne m'est pas libre de compromettre. Si, faute de l'avoir dénoncé, il faisoit tomber quelqu'un des miens sous des coups plus sûrs, mon silence me rendroit complice de l'assassinat de mes enfans.

J'ai donc élevé la voix devant mes Juges, pour les conjurer au nom d'une mere éplorée, au nom d'un gendre toujours allarmé, au nom d'un fils vif & jeune, au nom de ma fille & au mien, d'écarter notre persécuteur. Le plus bel hommage que j'aye à leur offrir, en terminant ce triste écrit, c'est de leur dire, avec une respectueuse assurance: « Peres illustres de la grande » famille, veuillez spécialement sur la mienne. » Les périls qu'elle a courus & qui l'environnent, exigent que vous la protégiez avec plus de soin. Je la remets sous votre garde. Votre ministère, ô mes Juges, vous charge de m'en répondre ». *Signé, D A I X.*

*Me. LOYSEAU DE MAULEON, Avocat.*

---

FAUTE A CORRIGER.

*Pag. 108. lig. 19. dnns un lieu d'intrigues, lisez, un lieu d'intrigues.*

*FIN DU TOME PREMIER.*



THE NEW YORK PUBLIC LIBRARY  
ASTOR LENOX TILDEN FOUNDATION  
500 FIFTH AVENUE  
NEW YORK, N. Y.

0 3w